

Œuvres complètes de FR. ENGELS

NOTES
SUR LA
GUERRE DE 1870-1871

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR
BRACKE (A.-M. Desrousseaux)
Directeur d'Études à l'École des Hautes Études

PARIS
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

—
1947

Tous droits réservés

FREDERIC ENGELS

NOTES
SUR LA
GUERRE DE 1870-71

Traduites de l'anglais par
BRACKE (A.-M. Desrousseaux)
DIRECTEUR D'ÉTUDES A L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1947

Tous droits réservés

PRÉFACE

Les intimes de Frédéric Engels l'appelaient familièrement « Général ». C'était une manière cordiale de rappeler qu'il s'était toujours intéressé particulièrement aux questions d'art militaire. Le goût s'en était éveillé chez lui dès sa jeunesse ; les circonstances de sa vie de militant et d'écrivain socialiste l'avaient amené à désirer approfondir ce qu'il connaissait comme amateur. On peut s'en rendre compte par une lettre qu'il écrivait le 19 juin 1851, à son ami Joseph Weydemeyer, ancien officier, et dont voici la traduction (1).

Depuis que je suis ici à Manchester, j'ai commencé à potasser les choses militaires. L'énorme importance que la partie militaire (2) doit prendre dans le prochain mouvement, un vieux penchant, mes articles sur la guerre hongroise dans la *Nouvelle Gazette rhénane* (3),

(1) Texte publié pour la première fois par Franz Mehring, dans la *Neue Zeit*, année XXV, tome II, page 55.

(2) En français dans le texte.

(3) Outre les articles qui se sont trouvés joints à ceux de Marx dans la publication posthume (*Nachlass* édité par Mehring), Engels, chargé de la politique étrangère dans le quotidien mentionné, a dû y faire des commentaires fréquents sur les informations de guerre.

enfin mes glorieuses aventures au pays de Bade (1), tout cela m'a jeté là-dessus, et je veux au moins pousser assez avant dans l'histoire pour en parler quelque peu au point de vue théorique sans trop me déshonorer.

Ce que je trouve maintenant ici en fait de documents — touchant les campagnes de Napoléon et par ci par là de la Révolution — suppose une foule d'histoires de détail que je ne connais pas du tout ou que je ne connais que très superficiellement, et sur lesquelles il faut se donner une peine de chien pour arriver à une clarté ou nulle ou seulement très superficielle. Mais l'autodidactisme est en toutes choses une absurdité, et, si on ne travaille pas une chose systématiquement, on n'arrive à rien de convenable. Ce qu'il me faudrait en réalité, tu le comprendras mieux si je te rappelle que — à part naturellement mon avancement badois — je n'ai jamais dépassé le grade de bombardier dans la landwehr royale de Prusse et que, pour entendre bien les campagnes, il me manque le chaînon intermédiaire que représente en Prusse l'examen de lieutenant, et cela dans les diverses armes.

Bien entendu, il ne s'agit pas de détails de boutons de guêtre, qui ne pourraient me servir à rien ; il s'agit plutôt d'une vue générale des connaissances élémentaires nécessaires dans les différentes branches, en entrant dans le détail autant que cela est indispensable pour comprendre et bien juger les faits historiques de nature militaire. Ainsi, par exemple, éléments de tactique, théorie de la fortification, et cela de façon plus ou moins historique embrassant les divers systèmes, de Vauban au système moderne des « forts détachés » (2), avec une initiation au retranchement en

(1) Voir *La campagne constitutionnelle en Allemagne*, trad. Bracke, dans les *Œuvres complètes*.

(2) En français dans le texte.

campagne et autres choses rentrant dans le génie, telles que les diverses sortes de ponts, etc., plus une histoire générale de la science de la guerre et des changements provoqués par le développement et le perfectionnement tant des armes que des manières de s'en servir. Ensuite, quelque chose de bien fait sur l'artillerie parce qu'il y a bien des choses que j'ai oubliées et beaucoup que je ne sais pas du tout.

Sur tous ces éléments, je te prie de m'indiquer des sources, et cela de façon que je puisse tout de suite m'assimiler les choses. Ce que j'aimerais surtout, ce sont des ouvrages où je puisse voir, d'une part, l'état général moyen actuel de chacune des branches, mais aussi, d'autre part, les différences qui existent dans les différentes armées modernes. Par exemple, la construction différente des affûts de campagne, etc., la composition et l'organisation différentes des divisions, corps d'armée, etc. C'est en particulier sur l'organisation des armées, le service des subsistances, des ambulances, sur le matériel nécessaire sous tous les rapports à n'importe quelle armée que je voudrais aussi m'instruire.

Tu verras à peu près d'après cela ce dont j'ai besoin et quels livres tu peux m'indiquer. Je suppose que dans ce genre de manuels, la littérature militaire allemande contient des choses plus utilisables que celle de France ou d'Angleterre. Il va de soi que ce qui m'importe, c'est la connaissance de la pratique, de ce qui existe réellement, non les systèmes et les marottes de génies méconnus.

Ce que je trouve ici d'ouvrages relatifs à l'histoire de la guerre pour l'époque moderne — l'époque antérieure m'est plus ou moins indifférente, et pour cela j'ai le vieux Montecuculli — est naturellement français ou anglais. Il y a, entre autres, l'histoire de la guerre

d'Espagne du lieutenant-général (1) William Napier — le meilleur de beaucoup que j'aie vu jusqu'à présent en fait d'histoire des guerres. Si tu ne la connais pas et que tu puisses te la procurer là-bas (2), il vaut la peine de la lire (*History of the War in the Peninsula and the South of France*, 6 volumes). D'ouvrages allemands, je n'ai rien du tout, mais je m'en procurerai quelques-uns ; je pense tout d'abord à Willisen et Clausewitz. Que faut-il penser de l'un et de l'autre et qu'est-ce qui vaut et ne vaut pas la peine ? Au point de vue tant théorique qu'historique ? Dès que j'aurai un peu avancé, je potasserai comme il faut la campagne de 1848-1849, spécialement celles d'Italie et de Hongrie. Connais-tu peut-être un rapport plus ou moins officiel ou autrement quelque peu objectif qui soit venu du côté prussien sur l'affaire badoise ?

Connais-tu d'un peu près le Monsieur (3) Jomini dont les Français font tant de bruit ? Je ne le connais que par M. Thiers, qui l'a, comme on sait, scandaleusement copié. Ce petit Thiers est un des plus impudents menteurs qu'il y ait ; pas une seule bataille où les chiffres soient exacts. Cependant, comme M. Jomini a plus tard passé aux Russes, on serait porté à croire qu'il devait avoir des motifs pour réduire les « exploits de la bravoure française » (3) à des proportions moins surhumaines que M. Thiers, chez qui un Français rosse toujours deux ennemis.

Voilà (3) tout un tas de questions !

De quand datait ce « vieux penchant » signalé dans cette lettre ? Il se peut bien qu'étant écolier Engels ait trouvé, dans l'histoire qu'il apprenait,

(1) A peu près l'équivalent de général de division (Trad.).

(2) Aux États-Unis.

(3) En français dans le texte.

matière à se représenter par l'imagination la façon dont les armements s'utilisaient pour la bataille. En tout cas, lorsque, en 1841, il fit, comme volontaire d'un an, son service dans un régiment d'artillerie à pied de la Garde à Berlin, tout en suivant, tant qu'il le pouvait, les cours de philosophie à l'Université, comment l'observateur attentif et désireux de comprendre à fond ne se serait-il pas soucié de saisir le pourquoi et le comment de l'usage des différentes armes ? Il n'était pas de ceux qui ne se posent pas de questions sur ce qu'ils voient. Qui ne sait d'ailleurs sa curiosité universelle ? Se rendre compte de tout, même sans besoin immédiat, était son plaisir autant que son instinct.

On peut penser que le besoin, en ce qui touche le maniement d'une masse armée, se fit sentir lorsqu'il écrivait, en 1848, dans cette *Nouvelle Gazette rhénane* où il était plus particulièrement chargé de la politique extérieure, les articles et aussi les entrefilets d'information sur la guerre hongroise dont il parle à son ami. Plus d'une fois, il dut regretter de n'avoir ni le temps ni les préalables nécessaires pour suivre et expliquer avec précision les opérations et leurs conséquences.

Bien des expériences aussi l'instruisirent de ce qui lui manquait dans la campagne malheureuse où il accompagna Willich en 1849. Auparavant, la part prise par lui aux émeutes ouvrières et combats de barricades en son pays autour d'Elberfeld suscitait certainement l'idée d'étudier de plus près la tactique des batailles de rues contre

des troupes régulières. Ainsi pouvait-il se promettre d'être utile un jour à la guerre révolutionnaire qui reprendrait après la défaite.

Une partie du temps que lui laissa l'affaire industrielle où il était désormais engagé au nom de son père à Manchester fut, depuis 1850, consacrée à cette étude théorique. Il ne manqua pas de la compléter par tous les moyens que lui offraient les événements du monde. Les questions et discussions sur les choses militaires, tout au long du reste de sa correspondance avec Weydemeyer, le montrent poursuivant son dessein avec ténacité.

Entre Karl Marx et lui fut désormais convenu que, dans la division du travail qui s'établissait nécessairement, la partie militaire appartenait à Engels. On sait quelle collaboration étendue et active il apporta à son ami dans l'envoi des articles adressés par celui-ci soit à la *New York Tribune*, soit à la *Neue Oder Zeitung*, à propos de la guerre de Crimée et de la Question d'Orient. Un bon nombre sont entièrement l'œuvre d'Engels (1).

Soit ainsi, soit en son nom personnel, il eut l'occasion de compléter son bagage de théoricien militaire en s'attachant à tirer les conclusions de ce que présentait à cet égard soit la guerre d'Italie

(1) Ils figurent naturellement parmi les *Œuvres politiques* de Karl Marx dans les huit volumes qui en donnent la traduction. On peut considérer comme des sortes d'exercices de révision les articles qu'il s'était chargé de fournir au *Konversations-Lexikon* de Dana. Il en donne sa propre appréciation dans une lettre à Schlüter du 21 janvier 1891 : « Besogne alimentaire, rien de plus ; peuvent rester enterrés bien tranquillement. »

en 1859, soit les quatre ans de la guerre de Sécession aux États-Unis d'Amérique (1861-1864). De là des articles (1) et des brochures (2) qui souvent produisirent d'autant plus grand effet que le nom de l'auteur restait longtemps ignoré du public. C'est à la fois en révolutionnaire internationaliste et en militaire amateur qu'il prit le plus vif intérêt à la grande insurrection polonaise de 1863, quoique, pour on ne sait quelle raison, la brochure projetée sur ce sujet sous le titre *Allemagne et Pologne, considérations politiques et militaires*, n'ait pas été rédigée. Plus attentivement que jamais, il scruta d'abord de loin, puis de près, dans un voyage de vacances, ce que pouvaient donner de conclusions stratégiques et tactiques les opérations allemandes dans le Slesvig-Holstein en 1864. C'est l'organisation discutée de l'armée prussienne qui l'amena à écrire sa forte brochure de 1865 sur *La question militaire en Prusse et le Parti ouvrier*. Car, à aucun moment, sa pensée ne séparait d'une étude d'action armée l'idée de la révolution prolétarienne à envisager. Vaut-il la peine d'ajouter que la guerre de 1866 entre l'Autriche et la Prusse eut pour le Rhénan Engels, en dehors de l'intérêt politique qu'elle présentait,

(1) En allemand dans un journal de Darmstadt, *Allgemeine Militærzeitung* ; en anglais dans le *Volunteer Journal for Lancashire and Cheshire*. Le mouvement semi-sportif dit des *riflemen*, né à partir du lancement des armes rayées, n'avait pas été sans trouver quelque sympathie auprès d'Engels.

(2) Il saisit aussi plusieurs occasions pour collaborer sur ces matières au *Manchester Guardian* et à une petite feuille éphémère, *Das Volk*.

tant pour un révolutionnaire allemand que pour un socialiste, l'attrait d'un renfort d'enseignements. Il y vit en importantes proportions les conséquences de théorie et de pratique dues aux innovations comme aux routines en matière d'organisation, de structure, d'emploi des armes, etc.

On conçoit que, pour Marx et son cercle d'amis, Engels fût devenu le spécialiste des choses militaires. Quand on l'appelait « Général », ce n'était pas sans quelque idée qu'un jour viendrait où l'on ferait appel à lui pour diriger l'armée révolutionnaire. Voilà en tout cas pourquoi, le lendemain du jour (19 juillet 1870) où la guerre éclatait entre la Prusse et la France, Marx lui écrivait ceci de Londres (1) :

Je viens d'être interrompu dans ma lettre. Taran, l'Italien gallicisé (l'homme de la *Pall Mall Gazette*) est arrivé en voiture ; il m'a rapporté les documents de Lassalle que je lui avais prêtés. Il part pour Paris en qualité de correspondant militaire. Il m'a demandé si je voulais aller en cette même qualité en Prusse ou, en cas de refus, si j'avais quelqu'un d'autre à proposer. Grâce à lui, je suis à cette heure suffisamment en relation avec la *Pall Mall Gazette* pour que, si nous voulons, au cours de cette farce, écrire, toi des articles militaires et moi des articles politiques, on les prenne et les paie par-dessus le marché.

(1) Les lettres de Marx et d'Engels, dont notre Préface cite des fragments, avaient été traduites par J. Molitor pour former les tomes X, XI et XII (derniers) de la Correspondance Marx-Engels qui paraîtront ultérieurement à la librairie Alfred Costes. C'est à cette traduction que sont empruntés ces passages.

Engels habitait encore alors Manchester pour quelques mois. Il répondit le 22 juillet :

... J'aurais bien envie d'envoyer à la *Pall Mall Gazette*, contre bon paiement au comptant, deux articles par semaine sur la guerre ; je vais, à titre d'essai, en faire un sur l'organisation militaire. Il faudrait bien toucher trois à quatre guinées par article. Jadis le *Guardian* (1) me payait deux guinées et aurait payé davantage. Si tu peux arranger cela demain, tu voudras bien m'en informer sans retard. Aller comme correspondant au quartier général prussien présente bien des inconvénients, dont le principal s'appelle Stieber (2) ; et puis, j'y serais moins libre pour mes appréciations qu'ici.

L'idée dangereuse de faire d'Engels un correspondant de guerre près l'armée allemande avait été, entre autres, suggérée par le médecin ami Kugelmann.

L'article spécimen fait, il l'envoie à Marx, qui répond, au début de sa lettre du 28 juillet :

Mon cher Frédéric,

J'ai expédié tout de suite ton article à l'éditeur de la *Pall Mall* (Greenwood), avec prière de me le retourner immédiatement s'il ne voulait pas le publier. Le cas échéant, je pense le caser soit au *Times*, soit aux *Daily News*.

(1) Le *Manchester Guardian*, bien entendu.

(2) Le directeur général de la police militaire lors de cette guerre était le Wilhelm Stieber sur le compte duquel Marx et ses amis étaient édifiés depuis 1850. Voir *Révélation sur le procès des communistes*, trad. Molitor (Paris, Costes, 1939), pages 111 et suivantes.

Le 29, l'affaire est conclue, comme Marx le fait savoir à son ami :

Mon cher Frédéric,

Tu verras par les renseignements ci-joints qu'avec la *Pall Mall* tout est arrangé et que ton premier article paraîtra ce soir. La seule chose qui m'étonne, c'est que M. Greenwood (à qui je n'ai pas encore donné ton nom) ne dise rien des conditions de paiement, bien que, dans ma première lettre, je lui aie nettement posé la question. D'autre part, Thieblin (c'est-à-dire Taran) m'a dit en prenant congé de moi à son départ pour le continent que le paiement allait de soi et se faisait à la fin de chaque mois.

En tout cas, le mieux me semble de marcher en écrivant quelques articles de plus, de façon à les tenir avant d'aborder officiellement la question des honoraires.

On peut voir la passion avec laquelle Engels s'était mis à l'œuvre d'après ce qu'il écrit à Marx le surlendemain :

Manchester, le 31 juillet 1870.

Mon cher Mohr,

Inclus le *plan de campagne prussien*. Je te prie de prendre tout de suite un cab et de porter cela à la *Pall Mall Gazette*, pour qu'il paraisse lundi soir. La réputation de la *Pall Mall* et la mienne y gagneront énormément. Mardi, la situation militaire sera peut-être déjà telle que n'importe qui pourra y voir clair. Je ne sais si mon second article a paru samedi, les clubs d'ici n'ayant pas reçu la *Pall Mall Gazette* aujourd'hui. Je suis quelque peu fier de ce que je t'envoie, car il n'était vraiment pas facile de deviner ce plan. Le facteur déci-

sif, ce fut la nouvelle qu'un cousin de Gumpert, capitaine commandant au 77^e régiment, avant-garde du 7^e corps d'armée, était parti le 27 juillet d'Aix-la-Chapelle pour Trèves. Du coup j'ai vu clair dans toute l'histoire.

Il faut en outre t'arranger avec Greenwood pour que je lui envoie les articles directement afin qu'ils puissent paraître *le jour même*. Pour ce genre d'articles, toute perte de temps est fatale en ce moment. Je compte lui faire parvenir en moyenne deux articles par semaine — un plus grand nombre en cas d'urgence, moins par temps calme. Et entre temps, à l'occasion, quelques notes succinctes qu'il pourra utiliser à son gré.

Dès le lendemain, nouvelle lettre de Marx :

Le 1^{er} août 1870.

Mon cher Frédéric,

In a great hurry (1). Tes deux derniers articles sont fameux. J'ai filé tout de suite à la *Pall Mall*. Mais, comme Greenwood était absent, impossible de rien décider. Mais il rentre avant midi.

Je lui écris aujourd'hui que tu lui enverras les articles directement. Je vais maintenant donner ton nom.

Et en post-scriptum :

A partir de maintenant, tu enverras donc directement tes lettres à Frederick Greenwood, Esq., Editor of the *Pall Mall Gazette*, 2 Northumberland Street, Strand, London.

Malgré ses recommandations sensées, tout ne

(1) En anglais « En toute hâte ».

marche pas comme Engels l'aurait voulu ; il s'en plaint à Marx le 3 août :

... Greenwood a fait une grosse sottise en ne publiant l'article qu'hier soir, alors qu'il était arrivé déjà toute une masse de confirmations. Il a, de plus, fait quelques modifications de mots absurdes, qui dénotent l'ignorance de toute terminologie militaire. L'effet, cependant, ne s'est pas fait attendre. Le *Times* d'aujourd'hui donne un leader *absolument copié sur mon premier et sur mon second articles*. J'écris à ce sujet un mot à Greenwood.

Ce pli croisait à la poste, datée du même jour, une lettre de Marx dont un paragraphe se rapporte à notre sujet :

... L'administration de la *Pall Mall Gazette* m'a fait parvenir hier un chèque de deux guinées et demie pour mon premier article sur la guerre (courant juillet) avec l'avis que tous les correspondants sont toujours payés à la fin du mois. La section la plus jeune de la famille Marx, comprenant la fille féroce et l'illustre Williams, déclara tout de suite qu'elle mettait l'embargo sur ce premier butin de guerre, qui lui revenait comme droit de courtage. Si tu protestes, prière de le faire sans perdre de temps, vu la nature énergique de ces « neutres ». Je joins un extrait de la *Pall Mall* d'hier, où elle proteste contre le plagiat du *Times*. Si la guerre dure quelque temps, tu seras reconnu à Londres comme *la première autorité militaire*.

Malgré tous ses travers, la *Pall Mall* a deux avantages :

1° Elle est, de tous les journaux respectables, le seul qui fasse une certaine *opposition à la Russie*. Ceci peut prendre de l'importance au cours de la guerre ;

2^o Feuille *par excellence* (1) des gens de la haute, c'est elle qui donne le ton dans tous les clubs, notamment dans les clubs militaires ;

3^o C'est la *seule feuille* à Londres qui ne soit pas *vénale*.

Le 5 août, réponse d'Engels :

Mon cher Mohr,

En toute hâte. Le courtage est honnêtement gagné. ... Greenwood m'écrit aujourd'hui très poliment que je puis lui envoyer autant d'articles que je voudrai. On peut lui donner satisfaction.

Amitiés.

Ton F. E.

A partir de ce moment, les articles se succèdent à peu près régulièrement. Ils sont de deux sortes. Les *Notes sur la guerre*, numérotées en série, sont un commentaire suivi des opérations, selon les informations publiées au jour le jour par la *Pall Mall Gazette* elle-même et ce qu'Engels a pu connaître de son côté par la lecture de la presse anglaise, allemande, française et neutre. Elles expliquent les mouvements des armées, les plans qu'ils supposent formés par les commandements, en s'efforçant d'en prévoir les suites prochaines. Des titres particuliers distinguent d'autres articles qui traitent de façon plus générale des questions diverses suggérées par la tournure que prenait la guerre ou résumant l'état de choses que les der-

(1) En français dans le texte.

niers événements créaient pour la France bientôt envahie.

En lisant ces exposés si nets, si complets parfois, écrits dans un anglais simple et clair, on ne s'étonne pas qu'ils aient permis à un lecteur de Grande-Bretagne de se faire une idée exacte de la lutte qui se déroulait sur le continent. Malgré l'obstacle que constitue toujours, après tout, l'usage d'une autre langue que la maternelle, on y retrouve les qualités principales du style habituel à Engels, franc, vivant, direct.

Comment n'ont-ils pu être réunis en volume accessible aux générations qui suivirent leur publication avant l'année 1923 ? On en connaissait l'existence par les notices biographiques, qui se plaisaient à signaler, par exemple, la perspicacité avec laquelle Engels avait prévu et annoncé la catastrophe de Sedan d'après son jugement sur la marche de Mac-Mahon. Mais c'était tout ce qu'on en savait, sans y aller voir.

La raison est que, fût-on même allé feuilleter dans une bibliothèque comme le British Museum une collection complète du quotidien *Pall Mall Gazette*, on y aurait trouvé, outre les dépêches relatives à la guerre, toutes sortes d'autres articles, sans pouvoir discerner lesquels étaient ceux d'Engels. Ils étaient sans signature, sauf deux au bas desquels se trouve, on le verra, un Z. Engels n'en avait pas fait un recueil et même n'avait pas projeté de les publier jamais. On en aura la preuve par une lettre de Frédéric Adler qui explique de quelle façon on a pu distinguer avec certitude

ces soixante articles, les découper dans le journal et les garder en un paquet ficelé avant de les reproduire. Je remercie mon ami Adler, secrétaire, comme on sait, de l'Internationale socialiste jusqu'en 1939, de m'avoir procuré une fois, en 1921, l'émotion de voir cette liasse qui était dans la bibliothèque léguée par Victor Adler, son père (1) :

1^{er} août 1946.

Mon cher Bracke,

Lorsque, voici quelques semaines, nous nous sommes revus pour la première fois depuis la guerre, vous étiez occupé à corriger des épreuves ; c'était la traduction des *Notes on the war* d'Engels, qui doivent paraître pour la première fois en français dans l'édition des œuvres complètes, chez Costes. Je vous ai promis quelques renseignements dont vous pourriez éventuellement vous servir dans l'Introduction pour répondre à cette question : Comment les originaux — les articles signés un à un de la main d'Engels — sont-ils arrivés dans la bibliothèque de Victor Adler ? Étant le seul encore vivant de tous ceux qui en ont su quelque chose, il n'est peut-être pas tout à fait sans intérêt que j'établisse les faits.

Entre la première génération de socialistes autrichiens qui se soit intéressée au marxisme à partir de la fin des années 70 (Karl Kautsky, Victor Adler, Adolf Braun) et la troisième génération qui, dans la première décennie du vingtième siècle, a été connue sous le nom d' « Austro-marxistes », principalement par la publication des *Marx-Studien* (Max Adler, Otto Bauer,

(1) Ainsi qu'un recueil d'articles de Jules Guesde, envoyés à Victor Adler par un ami.

Rudolf Hilferding, Karl Renner), il y a eu une deuxième génération, qui commença dans les dix dernières années du siècle dernier à s'occuper avec ferveur du marxisme, mais se fit moins connaître hors de l'Autriche. A ce groupe appartenait :

Karl Leuthner, qui, jeune étudiant lors de la commémoration de Marx à Vienne en 1893, y fit, après le discours solennel de Victor Adler, un rapport très étendu et alors fort remarqué sur les théories de Marx ; Hugo Schulz, dont l'intérêt s'était, dès sa jeunesse, porté sur l'étude des problèmes relatifs à l'histoire des guerres du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire. Ce dernier qui, tout comme Karl Leuthner, entra en 1895 dans la rédaction de l'*Arbeiter-Zeitung* lorsque ce journal devint quotidien, a plus tard, en dehors de quelques articles théoriques, publié aussi à la maison d'édition *Vorwaerts* à Berlin plusieurs forts volumes de vulgarisation scientifique sur l'histoire de la guerre.

C'est ce groupe de jeunes marxistes, et surtout Hugo Schulz, qui ne cessa d'insister auprès de Victor Adler pour qu'il priât Engels de rendre accessible au public ce qu'il avait publié sur la guerre franco-allemande. Mais il arriva ensuite que l'érudit Dr. Benno Karpeles, qui à cette époque ne jouait pas encore un rôle actif dans le mouvement social démocrate, mais se livrait, à titre privé, à de grandes recherches de statistique sociale, quitta Vienne pour aller poursuivre ses travaux pendant quelques années à Londres. Ainsi s'offrit l'occasion de réaliser ce désir du groupe marxiste d'Autriche. Karpeles, introduit par Victor Adler auprès de Frédéric Engels, fréquenta assidûment la maison de celui-ci. Il se chargea d'obtenir de lui les articles publiés dans la *Pall Mall Gazette*. Mais le fait est qu'Engels ne les possédait pas lui-même.

Karpeles a toujours fait preuve d'une grande énergie dans la poursuite des tâches qu'il s'était imposées ;

il ne se laissa pas décourager. Il réussit à acheter toute la série des numéros de la *Pall Mall Gazette* durant la période de la guerre franco-allemande de 1870-71. Il apporta chez Engels les deux années complètes, et, à sa prière réitérée, le vieillard — il était alors dans la dernière année de sa vie — consentit à faire reconnaître les articles dont il était l'auteur en apposant à chacun sa signature. Karpeles se proposait de faire cadeau à Victor Adler des numéros de la *Pall Mall Gazette* où Engels avait signé ses articles ; il n'osait cependant confier à la poste cette collection irremplaçable. Il l'emporta lui-même à Zurich lorsqu'il quitta l'Angleterre pour la Suisse en 1897, et c'est de là qu'à mon tour, à la Noël de la même année, je les emportai à Vienne.

S'intéresser à l'histoire des guerres et en même temps connaître assez l'anglais pour lire à fond ces articles, bien rares étaient les socialdémocrates chez qui ces deux choses se trouvaient réunies. On ne put toutefois en entreprendre d'abord une traduction, parce que la maison Dietz (1) — la seule qui pût être envisagée pour l'éditer — avait encore devant elle d'autres tâches considérables. En 1903 paraissait l'édition procurée par Mehring des écrits de Marx et Engels dans la période allant jusqu'à la révolution de 1848, en 1913 la *Correspondance*. C'est seulement durant la guerre mondiale, en 1917, que fut édité le recueil, fait par Riaza-

(1) Le seul nom de Dietz garantit, pour qui connaît un peu l'histoire de la socialdémocratie allemande, que ce qui ne s'était pas fait n'avait pas pu se faire. Car, à Lubeck, où il était né, à Hambourg, dont il fut député à partir de 1881, à Stuttgart, où s'ouvrit sa maison d'édition en 1883, Heinrich Dietz n'avait cessé, avec un entier dévouement, d'assurer à son parti le moyen d'étendre son action, soit par les périodiques (*Neue Zeit, Wahre Jakob*), soit par les livres discutant le présent, expliquant le passé, faisant connaître l'œuvre des maîtres (*Trad.*).

nov, des articles datant des années 50 et 60. On espérait donner les écrits postérieurs dans le cadre d'une édition des œuvres complètes. Quant à une publication spéciale des *Notes sur la guerre*, Dietz ne la trouva pas urgente ; l'intérêt qui, à la fin du siècle précédent, s'attachait aux problèmes historiques des guerres reculait forcément beaucoup devant les problèmes du mouvement ouvrier, alors brûlants d'actualité.

Après la première guerre mondiale, bien des changements se sont produits dans la situation, mais ce n'est qu'en 1923 qu'il m'a été possible d'entreprendre au moins la reproduction des articles originaux d'Engels. J'ai eu la chance d'intéresser l'Institut militaire cartographique de Vienne, dont les moyens techniques étaient supérieurs, à une reproduction directe des articles signés par Engels. Elle s'est faite par le procédé *offset*.

C'est sur cette reproduction technique de l'anglais, tirée à petit nombre, que se sont basées deux traductions, l'une en russe, parue en 1924, l'autre en allemand, de 1930.

L'auteur de l'édition allemande, Rudolf Haus, partant de l'idée erronée que la publication anglaise reposait sur « les épreuves à la brosse de ces articles » a entrepris des recherches étendues au British Museum de Londres dans la collection de la *Pall Mall Gazette*, pour voir s'il y avait dans ce journal d'autres articles sur la guerre franco-allemande émanant d'Engels. Il est arrivé à conclure que seuls les soixante articles reproduits dans l'édition anglaise pouvaient être admis comme authentiques. Cette constatation ne peut être que rigoureusement exacte, c'est ce qui résulte assurément des circonstances indiquées plus haut, dans lesquelles s'est constitué le recueil de journaux qui a servi de base à l'édition anglaise.

J'espère, cher ami et camarade Bracke, que vous trouverez quelque intérêt à ces renseignements, et je vous envoie entre temps mes cordiales salutations.

F. ADLER.

C'est donc ce texte anglais authentiqué par les soixante signatures de la main d'Engels qui est traduit pour la première fois dans le présent volume. Nous pouvons y joindre ici, dans la traduction de Molitor, les endroits de la correspondance Marx-Engels où il en est encore question.

Un mot en passant seulement dans une lettre d'Engels du 10 août :

La *Pall Mall* d'hier (leader) et de ce soir parle de la stratégie de Badinguet. Depuis lors, il s'est découvert de nouvelles sottises.

Le 15 août, Marx écrit de Ramsgate à son ami :

Mon cher Frédéric,

Tu verras dans les *Daily News* et la *Pall Mall* d'aujourd'hui reproduite l'information — qu'un éminent écrivain va publier un pamphlet en anglais en faveur de l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne. L'éminent écrivain qui a fait mettre dans les *Daily News* cette note à son propre sujet n'est naturellement personne d'autre que l'ex-étudiant Karl Blind. Ce misérable drôle peut, en ce moment, par ses tripotages avec la presse anglaise, faire du mal.

Comme tu as maintenant la main dans la *Pall Mall*, il faut faire venir le numéro dès qu'il sera sorti, et attraper l'animal comme il faut.

C'est à la femme de Karl Marx qu'Engels écrivait, toujours le 15 août :

J'ai eu beaucoup de veine avec mes articles ; quelques prédictions que j'ai faites dans un moment où j'avais la *certitude* ont été publiées assez tôt pour n'être confirmées par les nouvelles que le *lendemain matin*. Pareille chose est pure chance, et en impose énormément au philistin.

Le 30 août, une lettre de Marx à Engels se termine par ce post-scriptum :

Le *Spectator* — il y a huit jours — a déclaré que tes articles étaient les seuls importants de la presse anglaise, mais a regretté que l'auteur se montre si avare de ses paroles et de ses faits.

A propos (1). Borkheim est venu me voir hier de Margate. Ce qui paraît l'ennuyer, c'est ceci : il avait eu l'intention d'écrire tes articles et avait, avant nous, fait des offres de service à la *Pall Mall* ; mais il s'en fut bredouille.

Arrive le 2 septembre ; catastrophe de Sedan, qu'avait prédite avec précision Engels. Ce jour-là, Marx lui écrit de Londres :

Hier soir, j'ai reçu de la *Pall Mall Gazette* le billet ci-joint avec un chèque. Faut-il endosser ce chèque et te l'envoyer à Manchester, ou le toucher et t'envoyer des bank-notes ?

Il est temps, maintenant que ton premier article sur Mac-Mahon a été brillamment confirmé, de com-

(1) En français dans le texte.

mencer ton prochain article par *un résumé* de tes propres notes sur la guerre. Tu sais qu'avec les Anglais, il faut mettre les points sur les *i*, et que trop de modestie ne réussit pas avec John Bull, qui en a toujours plein la bouche. Mes femmes sont furieuses de voir que tous les journaux anglais de Londres pillent tes articles, mais sans jamais les citer.

La réponse d'Engels, encore à Manchester, est aussi datée du 4 septembre. Mais sans doute elle a été interrompue et reprise, au moins le lendemain ou le surlendemain, comme le prouve le passage qui suit :

Quant à mes articles, tu as vu sans doute, que, dans celui d'avant-hier, j'ai fait le nécessaire. Mais mon pire ennemi dans la presse anglaise, c'est M. Greenwood en personne. Cet imbécile me supprime régulièrement les coups de patte que je donne, en passant, à ses concurrents qui me plagient, et dans sa Revue de la presse, il donne, avec la bonhomie la plus extrême et sans le moins du monde railler le plagiat, des extraits d'articles que l'on a, la nuit précédente, copiés sur moi. Il ne veut pas renoncer au plaisir d'avoir une opinion militaire personnelle, qui n'est d'ailleurs que stupidité. De même que tout philistin se fait un point d'honneur de savoir monter à cheval, il se croit aussi obligé de se connaître quelque peu en stratégie.

Mais ce n'est pas tout. Il y a quelques jours — uniquement pour remplir la colonne — il a ajouté à mon texte quelques lignes idiotes sur le siège de Strasbourg. A la première occasion, j'écrirai un article sur le même sujet et je dirai tout le contraire. Mais que veux-tu ? Le journalisme, en temps de paix, consiste uniquement à discuter sans arrêt des questions que l'on n'a

pas étudiées ; et je n'ai pas le droit, à vrai dire, de me plaindre.

Encaisse le chèque et garde l'argent. La moitié te revient de droit ; l'autre moitié servira d'acompte sur le prochain trimestre, où je t'enverrai donc encore 70 l. st.

De Marx à Engels, en date du 6 septembre, arrive comme en récépissé la réponse qui honore l'un et l'autre :

Tous mes remerciements pour l'argent. Les dieux eux-mêmes ne savent pas pour quelles raisons j'ai droit à la moitié de tes honoraires. Salut.

Il écrit encore à Engels le 10 septembre :

... Tes articles sur les fortifications de Paris et le bombardement de Strasbourg sont excellents.

Et si le nom de la *Pall Mall* se retrouve encore sous la plume de Marx le 14 septembre, c'est pour annoncer qu'il y a fait passer l'information de l'arrestation du comité socialdémocrate de Brunswick comme ayant protesté contre la volonté d'annexer l'Alsace et la Lorraine.

Mais à partir du 15 septembre 1870, Engels a liquidé complètement sa situation industrielle à Manchester et s'installe à Londres, à sept minutes environ du domicile de Marx. Plus de correspondance entre les deux amis, sauf dans les rares cas d'éloignement par voyages.

La haute idée des talents stratégiques d'Engels qu'avaient Marx et sa famille ne se trompait

pas d'adresse. Déjà les articles qu'il envoyait au nom de Marx à la *New York Tribune* sur la guerre russo-turque avaient été attribués à un général américain renommé, Winfield Scott, et ses deux brochures de 1859-1860 (*Le Pô et le Rhin, La Savoie, Nice et le Rhin*) étaient regardées, avant qu'il s'en fût fait connaître l'auteur, comme émanant d'un membre du grand état-major prussien. L'histoire de la guerre franco-allemande de 1870-71 rédigée officiellement par l'état-major allemand, porte des traces évidentes de l'attention que les officiers prussiens, résidant à Londres pendant cette guerre, avaient portée aux articles de la *Pall Mall Gazette*.

Inutile de dire que ces soixante articles ne sont pas une chronique au jour le jour des faits de la guerre. On y pourra noter par les rappels constants de guerres précédentes, d'Espagne (Saragosse), de Sécession américaine (Richmond), de Crimée (Sébastopol), d'Italie (Solférino, Magenta), le profit qu'avait tiré Engels tant des lectures annoncées à Weydemeyer que de son observation continue des guerres de son temps. Sedan ne fut pas sa seule prévision vérifiée ; bien d'autres, y compris son jugement sur le sort de la manœuvre de Bourbaki, se rencontrent dans la série. S'il n'a pas tout su, il a pénétré et compris bien des choses, à commencer par le plan du général de Moltke, expliqué par lui à Marx dans une lettre dès le 31 juillet.

Autant que personne, il savait que la guerre continue la politique sur les champs de bataille.

On s'en aperçoit à ses claires explications de fautes commises par Napoléon III et ses généraux. On le voit davantage encore peut-être au changement sensible qu'on ne manquera pas de discerner dans ses dispositions à l'égard des possibilités de relèvement d'une France vaincue, dès que l'Empire est fini et qu'une république s'établit. Non par une sympathie spéciale pour un peuple entre tous, mais par le sentiment de ce que peut faire une nation se défendant elle-même. Je laisse à chacun le soin d'en déceler le progrès à travers la volonté persistante de constater et faire connaître la vérité des faits.

Plus d'un trait de la guerre de 1870, y compris l'action des francs-tireurs, à laquelle Engels s'intéresse tant, ranimera des souvenirs de la seconde guerre mondiale. Pourtant les différences techniques dans l'armement comme dans la tactique ont dû être prises en considération dans une traduction qui a voulu être aussi exacte que possible. On ne s'étonnera donc pas d'une terminologie militaire maintenant périmée.

J'espère que l'on retrouvera dans cette traduction (1) quelque chose du mouvement et de la précision qui caractérisent la pensée et l'écriture de Frédéric Engels.

BRACKE (A.-M. Desrousseaux).

(1) J'avais eu, pour le premier tiers, le concours de P.-J. Berthaud.

NOTES SUR LA GUERRE 1870-1871

LES ARTICLES D'ENGELS DANS LA PALL MALL GAZETTE

N° 1763. Vol. XII

Vendredi 29 juillet 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. I

A peine un coup de fusil a-t-il été tiré jusqu'à présent, et néanmoins une première étape de la guerre est franchie, finissant en déception pour l'Empereur des Français. Quelques observations sur la situation politique et militaire rendront cela évident.

C'est maintenant chose admise de tous côtés que Louis-Napoléon espérait pouvoir isoler la Confédération de l'Allemagne du Nord d'avec les Etats du Sud, et prendre avantage de la désaffection existante dans les provinces récemment annexées à la Prusse. Une incursion rapide sur le Rhin, avec autant de forces qu'on pouvait en rassembler, un passage de ce fleuve quelque part entre Germersheim et Mayence, une avance dans la direction de Francfort et Wurzburg, pouvaient promettre d'obtenir cet effet. Les Français se seraient ainsi trouvés maîtres des communications entre Nord et Sud, et auraient forcé la Prusse à porter sur le Main, en toute hâte, toutes ses troupes disponibles, prêtes ou non pour une campagne. Toute la marche de la mobilisation prussienne aurait été dérangée ; et toutes les chances auraient été en faveur

des envahisseurs, désormais à même de battre les Prussiens en détail, à mesure qu'ils arriveraient des différentes parties du pays. Des raisons non seulement politiques, mais aussi militaires, étaient favorables à une telle tentative. Le système de cadres français permet une concentration d'environ 120 à 150.000 hommes de beaucoup plus rapide que le système de landwehr prussien. Le pied de paix français ne diffère du pied de guerre que par le nombre des hommes en permission et par la non-existence de dépôts, lesquels sont formés à la veille de la mobilisation. Au contraire, le pied de paix prussien comprend moins du tiers des hommes qui constituent le pied de guerre ; et de plus, non seulement les hommes, mais aussi les officiers des deux tiers restants, sont en temps de paix des civils. La mobilisation de ce nombre immense de soldats prend du temps ; c'est au surplus une affaire compliquée, que jetterait dans un désordre complet l'irruption soudaine d'une armée ennemie. C'est pour cette raison que la guerre fut si fort *brusquée* par l'Empereur. S'il n'avait pas eu en vue quelque surprise inattendue de ce genre, le langage bouillant de Gramont et la déclaration de guerre précipitée auraient été absurdes.

Mais l'explosion violente et soudaine de sentiment germanique ruinait tout plan pareil. Louis-Napoléon se trouva en face, non point du Roi Guillaume « Annexandre », mais de la nation allemande. Et, dans ce cas, un coup de main sur le Rhin, même avec 120 ou 150.000 hommes, était chose à quoi il ne fallait pas songer. Au lieu d'une surprise, il fallait entreprendre une campagne régulière avec toutes les forces disponibles. La garde, les armées de Paris et de Lyon, et le corps du camp de Châlons, qui auraient suffi pour le premier dessein, étaient maintenant à peine suffisants pour former uniquement le noyau de la grande armée

d'invasion. Et ainsi commença la seconde phase de la guerre — celle de la préparation en vue d'une grande campagne ; et dès ce jour, les chances de succès final pour l'Empereur commencèrent à décliner.

Comparons maintenant les forces qui sont en préparation pour une destruction mutuelle et, pour simplifier les choses, ne nous occupons que de l'infanterie. L'infanterie est l'arme qui décide des batailles ; une futile balance de forces en cavalerie et artillerie, y compris mitrailleuses et autres engins faisant des miracles, ne comptera pour beaucoup ni d'un côté ni de l'autre.

La France possède 376 bataillons d'infanterie (38 bataillons de la garde, 20 de chasseurs, 300 de ligne, 9 de zouaves, 9 de turcos, etc...) de huit compagnies chacun en temps de paix. Chacun des 300 bataillons de ligne en temps de guerre, laisse à l'arrière deux compagnies pour former un dépôt et part avec six compagnies seulement. Pour le moment, quatre des six compagnies de dépôt de chaque régiment (de trois bataillons) sont destinées à se constituer en un quatrième bataillon, grâce au complément d'hommes en congé et de réserves. Les deux compagnies restantes semblent devoir servir de dépôt, et pourraient être plus tard formées en cinquièmes bataillons. Mais il passera certainement quelque temps, au moins six semaines, avant que ces quatrièmes bataillons soient assez organisés pour être aptes à la campagne. Pour l'instant, elles et la garde mobile ne peuvent être comptées que comme troupes de garnison. Ainsi pour les premières et décisives batailles, la France ne peut disposer que des 376 bataillons sus-indiqués.

Parmi ceux-là, l'armée du Rhin, d'après tout ce que nous apprenons, comprend dans les six corps d'armée numérotés de 1 à 6, et avec les gardes, 299 bataillons. Avec le septième corps (général Montauban)

qu'on suppose destiné pour la Baltique, le total s'élève à 340 bataillons, qui ne laisseraient que 36 bataillons pour garder Alger, les colonies et l'intérieur de la France. Ce calcul fait apparaître que la France a envoyé contre l'Allemagne tous ses bataillons disponibles, et ne peut augmenter ses forces par des formations nouvelles aptes à faire campagne avant le commencement de septembre au plus tôt.

Maintenant, à l'autre côté. L'armée de l'Allemagne du Nord se compose de 13 corps d'armée, constitués par 368 bataillons d'infanterie, soit, en chiffres ronds, 28 bataillons par corps. Chaque bataillon, sur le pied de paix, compte environ 540 hommes, et 1.000 sur le pied de guerre. Dès la réception de l'ordre de mobilisation, quelques officiers sont désignés dans chaque régiment de trois bataillons pour former le quatrième. Les hommes de réserve sont immédiatement convoqués. Ce sont des hommes qui ont servi deux ou trois ans au régiment, et restent assujettis à un appel jusqu'à l'âge de vingt-sept ans. Il y en a largement assez pour remplir les trois bataillons de marche et fournir un bon noyau pour le quatrième qui est complété par des hommes de la landwehr. Ainsi les bataillons de campagne sont prêts à marcher en quelques jours, et les quatrièmes bataillons peuvent suivre en quatre ou cinq semaines. En même temps pour chaque régiment de ligne, un régiment de landwehr à deux bataillons est formé d'hommes entre vingt-huit et trente-six ans ; dès que ceux-ci sont prêts, on entreprend la formation du troisième bataillon de landwehr. Le temps exigé pour tout cela, y compris la mobilisation de l'artillerie et de la cavalerie, est exactement de treize jours, et le premier jour de la mobilisation ayant été fixé au 16, tout est, ou devrait être, prêt aujourd'hui. En ce moment, l'Allemagne du Nord a probablement en campagne 358 bataillons de ligne et en garnison 198

bataillons de landwehr, devant être renforcés, certainement pas plus tard que la seconde moitié du mois d'août, par 114 quatrièmes bataillons de ligne et 93 troisièmes bataillons de la landwehr. Parmi toutes ces troupes, il n'y aura guère un homme qui n'ait passé son temps régulier de service dans l'armée.

A cela, nous devons ajouter les troupes de Hesse-Darmstadt, de Bade, du Wurtemberg et de Bavière, 104 bataillons de ligne en tout. Mais comme le système des landwehrs n'a pas encore eu dans ces Etats le temps de se développer pleinement, il pourrait n'y avoir pas plus de soixante-dix à quatre-vingts bataillons disponibles pour la campagne.

La landwehr est principalement destinée au service de garnison, mais, pendant la guerre de 1866, une bonne partie a été mise en marche comme armée de réserve pour la campagne. Cela se fera indubitablement encore.

Des treize corps d'armée de l'Allemagne du Nord, dix sont actuellement sur le Rhin, formant un total de 280 bataillons ; de plus, les Allemands du Sud, soit 70 bataillons ; total général 350 bataillons. Restent disponibles sur la côte ou comme réserve trois corps d'armée, soit 84 bataillons. Un corps, joint à la landwehr, sera amplement suffisant pour la défense de la côte. Les deux corps restants pourront, pour autant que nous soyons renseignés, être en route vers le Rhin aussi. Ces troupes peuvent être renforcées, au 20 août, par au moins 100 quatrièmes bataillons et de 40 à 50 bataillons de landwehr, hommes de qualité supérieure aux quatrièmes bataillons et aux gardes mobiles des Français, qui sont composés en grande partie d'hommes presque inexercés. En fait, la France n'a pas à sa disposition plus de 550.000 hommes exercés, alors que l'Allemagne du Nord seule en possède 950.000. Et ceci est pour l'Allemagne un

avantage qui comptera d'autant plus que tardera plus longtemps la bataille décisive, et qui atteindra son point maximum vers la fin de septembre.

Dans ces conditions, nous ne devons pas nous étonner que les nouvelles de Berlin annoncent que le commandement allemand espère garantir le sol allemand des souffrances de la guerre ; en d'autres termes, à moins d'être attaqués déjà, ils attaqueront eux-mêmes. Comment cette attaque sera conduite, si du moins Louis-Napoléon ne prend pas les devants, c'est une autre question.

N° 1705. Vol. XII.

Lundi 1^{er} août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. II

C'est dans la matinée du vendredi 29 juillet que le mouvement en avant de l'armée française a dû commencer. Dans quelle direction ? Un coup d'œil sur la carte le montrera.

La vallée du Rhin, sur la rive gauche, est enclose à l'Ouest par la chaîne des Vosges de Belfort à Kaiserslautern. Au nord de cette dernière ville, les hauteurs s'adoucissent jusqu'à se fondre dans la plaine, près de Mayence.

La vallée de la Moselle en Prusse rhénane forme une faille profonde et sinueuse, que la rivière s'est creusée à travers un plateau qui s'élève au sud de la vallée en une falaise considérable appelée le Hochwald. A mesure que cette falaise approche du Rhin, le caractère de plateau s'affirme davantage jusqu'à ce que les dernières hauteurs se confondent avec les éperons avancés des Vosges.

Ni les Vosges, ni le Hochwald ne sont absolument

impraticables pour une armée ; tous deux sont traversés de plusieurs grandes routes, mais ni l'un ni l'autre ne sont de ce genre de terrain où des armées de deux à trois cent mille hommes peuvent opérer avec avantage. Le pays entre les deux forme cependant une sorte de vaste brèche de 25 à 30 milles en largeur, au sol ondulé, sillonné par de nombreuses routes dans toutes les directions et offrant toutes facilités aux mouvements de grandes armées. Au surplus, la route de Metz à Mayence passe à travers cette brèche, et Mayence est le premier point important sur lequel les Français vont probablement marcher.

Nous avons donc ici la ligne d'opération commandée par la nature. En cas d'invasion allemande en France, les deux armées étant prêtes, la première grande rencontre doit avoir lieu dans le coin de Lorraine à l'est de la Moselle et au nord de la voie ferrée de Nancy à Strasbourg ; ainsi, avec une armée française s'avancant des positions où elle se concentrait la semaine dernière, la première action importante aura lieu quelque part de cette brèche ; ou au delà, sous les murs de Mayence.

L'armée française était concentrée comme suit : trois corps (3^e, 4^e et 5^e) en première ligne, à Thionville, Saint-Avold et Bitche ; deux corps (les 1^{er} et 2^e) en deuxième ligne, à Strasbourg et Metz ; et, en réserve, la garde à Nancy et le 6^e corps à Châlons. Pendant ces quelques derniers jours, la deuxième ligne a été portée en avant dans les intervalles de la première ; la garde a été conduite à Metz, et Strasbourg a été confié à la garde mobile. Ainsi tout l'ensemble des forces françaises a été concentré entre Thionville et Bitche, c'est-à-dire face à l'entrée de la brèche entre les montagnes. La conclusion naturelle de ces prémisses est qu'elles ont l'intention d'y opérer leur marche.

Ainsi, l'invasion aura commencé par l'occupation des passages de la Sarre et de la Blies ; les opérations des jours prochains consisteront probablement à occuper la ligne de Tholey à Hombourg, ensuite la ligne de Birkenfeld à Landstuhl ou d'Oberstein à Kaiserslautern, et ainsi de suite — bien entendu à moins d'être interrompues par une avance des Allemands. Il y aura dans les montagnes des corps flanquants de l'un et l'autre parti et ceux-ci en viendront aux mains ; mais pour la vraie bataille, nous devons nous en tenir au terrain que je viens de décrire.

Des positions des Allemands nous ne savons rien. Nous supposons toutefois que leur point de concentration, s'ils entendent rencontrer l'ennemi sur la rive gauche du Rhin, se trouvera immédiatement devant Mayence, c'est-à-dire à l'autre bout de la brèche. Sinon, ils resteront sur la rive droite, de Bingen à Mannheim, se concentrant selon que les circonstances l'exigeront, soit au-dessus, soit au-dessous de Mayence. Quant à Mayence qui, faite comme elle l'était naguère, était ouverte jadis au bombardement de l'artillerie rayée, l'érection d'une nouvelle ligne de forts détachés, à 4000 et 5000 yards des remparts de la ville, semble l'avoir mise en suffisante sécurité.

Tout porte à supposer que les Allemands seront prêts et disposés à avancer avec un retard sur les Français qui ne dépassera pas deux ou trois jours. En ce cas, ce sera une bataille comme Solférino — deux armées déployées sur tout leur front, marchant à la rencontre l'une de l'autre.

Il n'y a pas à attendre beaucoup de manœuvres savantes et d'une habileté supérieure. Avec des armées aussi considérables, on a bien assez de peine à les porter simplement au front d'après le plan préconçu. Le parti qui tenterait des manœuvres dangereuses pourrait se trouver écrasé par le simple mouvement

en avant des masses de l'ennemi, longtemps avant que ces manœuvres pussent être développées.

Z.

On parle beaucoup en ce moment à Berlin d'un ouvrage militaire sur les forteresses du Rhin par M. de Widdern. L'auteur dit que, de Bâle à la Murg, le Rhin n'est pas fortifié du tout et que la seule défense de l'Allemagne du Sud et de l'Autriche contre une attaque française dans cette direction consiste dans la solide forteresse d'Ulm, occupée depuis 1866 par une garnison mixte de Bava-rois et de Wurtem-bergeois qui se monte à dix mille hommes. En cas de guerre, cette force pourrait être élevée à 25.000 hommes, et 25.000 hommes de plus pourraient être cantonnés dans un camp retranché en dedans de la circonvalla-tation de la place forte. Rastadt qui, on l'espère, offrira un obstacle formidable à l'avance française, est située dans la vallée que suit la Murg. Les défenses de la ville consistent en trois grands forts, qui commandent le pays alentour et sont réunis par des remparts. Les forts du Sud et de l'Ouest, appelés « Léopold » et « Frédéric » sont sur la rive gauche de la Murg, le fort du Nord, appelé « Louis », sur la rive droite, où se trouve aussi un camp retranché susceptible de contenir 25.000 hommes. Rastadt est à quatre milles du Rhin, et le pays entre deux est couvert de bois, de sorte que la forteresse ne saurait empêcher une armée de traverser en ce point. La forteresse la plus proche est Landau, formée autrefois de trois forts — un à l'Est, un au Sud, et un au Nord-Ouest — séparés de la ville par des marais sur les bords de la petite rivière appelée la Queich. Les forts Sud et Est ont été abandonnés récemment et le seul demeuré en état de défense est maintenant au Nord-Ouest.

La forteresse la plus importante et la mieux située dans ce district est Germersheim, sur les bords du Rhin. Elle commande une étendue considérable sur les deux rives du fleuve et pratiquement en ferme l'accès à l'ennemi jusqu'à Mayence et Coblenze. Germersheim faciliterait grandement l'avance de troupes dans le Palatinat rhénan. Deux ou trois ponts pouvaient être jetés sur le fleuve, en plus du pont de bateaux qui existe déjà, sous la protection de ses canons. Elle formerait donc une base d'opérations pour l'aile gauche d'une armée établie sur la ligne de la Queich.

Mayence, l'une des plus importantes forteresses du Rhin, est commandée par plusieurs des hauteurs adjacentes ; circonstance qui a rendu nécessaire de multiplier les fortifications à l'intérieur de la ville, qui, par conséquent, offrirait malaisément place à une grande garnison. Toute la contrée entre Mayence et Bingen est maintenant solidement fortifiée, et entre cette région et l'embouchure du Main (sur la rive opposée du Rhin), il y a trois grands camps retranchés. Quant à Coblenze, M. de Widdern déclare qu'il faudrait une force six fois aussi forte que sa garnison pour l'assiéger avec quelque chance de succès. Un ennemi commencerait probablement l'attaque en ouvrant le feu sur le fort Alexandre depuis la colline dite « Kuhkopf » (1) où ses troupes seraient abritées par les bois. L'auteur décrit aussi les fortifications de Cologne et de Wessel, mais n'ajoute rien à ce qu'on connaît déjà sur le sujet.

NOTES SUR LA GUERRE. III

A la fin, le plan de campagne des Prussiens com-

(1) « Tête de vache ».

mence à émerger de l'ombre. On se rappellera que, quoique d'immenses transports de troupes aient eu lieu sur la rive droite du Rhin, de l'Est vers l'Ouest et le Sud-Ouest, on avait très peu entendu parler de concentrations dans le voisinage immédiat de la frontière menacée. Les forteresses recevaient de gros renforts des troupes les plus rapprochées. A Sarrebrück 500 hommes du 40^e d'infanterie et trois escadrons du 7^e lanciers (tous deux du 8^e corps) avaient des escarmouches avec l'ennemi ; chasseurs bavaoïses et dragons badoïses prolongeaient la ligne d'avant-postes jusqu'au Rhin. Mais il ne semble pas que de grandes masses de troupes aient été placées immédiatement derrière ce rideau formé par quelques troupes légères. On n'a jamais fait mention d'artillerie dans aucune escarmouche. Trèves était entièrement vide de troupes. D'autre part, on nous parlait de masses considérables sur la frontière belge ; de 30.000 hommes de cavalerie autour de Cologne (où tout le pays sur la rive gauche du Rhin jusque près d'Aix-la-Chapelle abonde en fourrages) ; de 70.000 hommes devant Mayence. Tout cela paraissait étrange, cela avait l'air d'une disposition de troupes presque coupable, contrastant avec la concentration serrée des armées françaises à une couple d'heures de marche de la frontière. Tout d'un coup émanent de régions diverses quelques indications qui semblent dissiper le mystère.

Le correspondant du *Temps*, qui s'était aventuré jusqu'à Trèves, assistait, le 25 ou le 26, au passage d'un gros corps de troupes de toutes armes par Trèves vers la ligne de la Sarre. La faible garnison de Sarrebrück était considérablement renforcée vers le même temps, probablement de Coblençe, quartier général du 8^e corps. Les troupes qui ont traversé Trèves doivent avoir appartenu à quelque autre corps, et venir du Nord en traversant l'Eifel. Enfin, d'une source

privée, nous apprenons que le 7^e corps d'armée se mettait en marche le 27 d'Aix-la-Chapelle, par Trèves, pour la frontière.

Nous avons donc là au moins trois corps d'armée, ou environ 100.000 hommes, lancés sur la ligne de la Sarre. Deux d'entre eux sont le 7^e et 8^e, tous deux faisant partie de l'armée du Nord sous les ordres du général Steinmetz (7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps). Nous pouvons à peu près à coup sûr admettre que le gros de cette armée est en ce moment concentré entre Sarrebourg et Sarrebrück. Si les 30.000 hommes de cavalerie (plus ou moins) étaient réellement dans le voisinage de Cologne, il faudrait qu'ils eussent aussi fait marche par l'Eifel et la Moselle vers la Sarre. L'en-semble de ces dispositions indiquerait que l'attaque principale des Allemands va être faite avec leur aile droite, par l'espace compris entre Metz et Sarrelouis, vers la vallée supérieure de la Nied. Si la cavalerie de réserve a *réellement* pris ce chemin cela devient une certitude.

Ce plan présuppose la concentration de toute l'armée allemande entre les Vosges et la Moselle. L'armée du centre (Prince Frédéric-Charles, avec les 2^e, 3^e, 4^e et 12^e corps) devrait prendre position soit joignant le flanc gauche de Steinmetz, soit derrière lui, en réserve. L'armée du Sud (le prince royal avec le 5^e corps, la Garde et les Allemands du Sud) formerait l'aile gauche, quelque part aux environs de Deux-Ponts. Des emplacements de toutes ces troupes et des moyens par lesquels elles doivent être transportées vers leurs positions, nous ne savons rien. Nous savons seulement que le 3^e corps d'armée a commencé à passer à travers Cologne en direction du Sud, par chemin de fer sur la rive gauche du Rhin. Mais nous pouvons admettre que la même main qui a établi les dispositions par lesquelles de 150.000 à 160.000

hommes, provenant de points éloignés et apparemment divergents, ont été rapidement concentrés sur la Sarre, aura aussi établi de pareilles lignes convergentes de marche pour le reste de l'armée.

C'est en vérité un plan hardi et qui pourrait bien se montrer aussi efficace que n'importe quel autre plan imaginable. Il est dressé en vue d'une bataille où la gauche allemande, depuis Deux-Ponts jusqu'aux environs de Sarrelouis, s'en tiendra à une lutte purement défensive, tandis que la droite, avançant de Sarrelouis, et de son voisinage Guesst, soutenue par toutes les réserves, attaquera l'ennemi en force, et coupera ses communications avec Metz par un mouvement de flanc de toute la cavalerie de réserve. Si ce plan réussit et que la première grande bataille soit gagnée par les Allemands, l'armée française risque non seulement d'être coupée d'avec sa base immédiate — Metz et la Moselle — mais aussi d'être poussée dans une position où les Allemands seront entre elle et Paris.

Les Allemands ayant leurs communications parfaitement assurées avec Coblençe et Cologne, peuvent se permettre de risquer une défaite dans cette position ; pareille défaite ne serait pas à beaucoup près aussi désastreuse dans ses conséquences pour eux. Toujours est-il que c'est un plan audacieux. Il serait extrêmement difficile de ramener saine et sauve à travers les défilés de la Moselle et ses affluents une armée vaincue, et surtout l'aile droite. Indubitablement on y perdrait beaucoup de prisonniers ainsi qu'une bonne partie de l'artillerie, et la reconstitution de l'armée, sous la protection des forteresses rhénanes prendrait longtemps. Adopter ce plan serait, de la part du général de Moltke, une folie, à moins d'être parfaitement certain d'avoir à son commandement une supériorité de forces mettant la victoire presque hors de doute,

à moins de savoir que les Français ne sont pas à même de tomber sur ses troupes pendant qu'elles sont encore en train de venir de tous les côtés converger sur la position choisie pour la première bataille. Est-ce réellement le cas, nous le saurons bientôt — peut-être demain même.

D'ici là, il est bon de rappeler que ces plans stratégiques ne peuvent jamais être comptés devoir donner le plein effet de ce qu'on attend d'eux. Il survient toujours un accroc ici, un accroc là ; des corps n'arrivent pas au moment précis où l'on en a besoin ; l'ennemi fait des mouvements imprévus ou a pris des précautions auxquelles on ne s'attendait pas ; et, enfin, une lutte dure, acharnée, ou le bon sens d'un général, dégage une armée vaincue des pires conséquences que peut avoir une défaite — la perte des communications avec sa base.

N° 1710. Vol. XII.

Samedi 6 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. IV

Le 28 juillet, l'Empereur atteignait Metz, et dès le lendemain matin, il prenait le commandement de l'armée du Rhin. Selon les traditions napoléoniennes, cette date eût dû marquer le début des opérations actives ; pourtant, une semaine a passé, et nous n'avons pas encore appris que l'armée du Rhin, en corps, ait fait un mouvement. Le 30, la petite force prussienne de Sarrebrück était en état de repousser une reconnaissance française. Le 2 août, la 2^e division (général Bataille) du 2^e corps d'armée (général Frossard) s'emparait des hauteurs au sud de Sarrebrück et forçait par un bombardement l'ennemi à sortir de la ville, mais sans essayer de passer la rivière ni de

prendre les hauteurs qui, sur sa rive Nord, commandent la place. Ainsi, la ligne de la Sarre n'a pas été forcée par cette attaque. Depuis lors on n'a pas reçu d'autres nouvelles d'une avance française, et jusqu'à présent, l'avantage gagné au cours de l'engagement du 2 août est presque zéro.

On ne peut guère douter maintenant que, lorsque l'Empereur a quitté Paris, son intention était de passer la frontière tout de suite. S'il l'avait fait, il eût été à même de désorganiser très sérieusement les arrangements de l'ennemi. Les 29 et 30 juillet, les armées allemandes étaient encore très loin d'avoir achevé leur concentration. Les Allemands du Sud étaient encore en train de converger par chemin de fer et à pied vers les ponts du Rhin. La cavalerie de réserve prussienne était occupée à traverser, en files interminables, Coblenze et Ehrenbreitstein, dans la direction du Sud. Le 7^e corps était entre Aix-la-Chapelle et Trèves, fort loin de toute voie ferrée. Le 10^e corps quittait Hanovre, et la Garde quittait Berlin par chemin de fer. Une avance résolue à ce moment-là n'aurait guère manqué de porter les Français jusqu'aux forts extérieurs de Mayence, et de leur assurer des avantages considérables sur les colonnes allemandes en retraite ; peut-être même eussent-ils pu, après cette offensive, jeter un pont sur le Rhin, et le protéger par une tête de pont sur la rive droite. En tout cas, la guerre eût été portée en territoire ennemi, et l'effet moral sur les troupes françaises eût nécessairement été excellent.

Pourquoi, dès lors, un tel mouvement en avant n'a-t-il pas eu lieu ? Pour cette bonne raison que, si les soldats français étaient prêts, leur intendance ne l'était pas. Nous n'avons pas besoin de nous en rapporter à aucun des bruits qui viennent du côté allemand : nous avons le témoignage du capitaine

Jeannerod, ancien officier français, présentement correspondant du *Temps* près de l'armée. Il établit nettement que la distribution des vivres de campagne n'a commencée que le 1^{er} août ; que les troupes manquaient de bidons de campagne, de matériel de cuisine et d'autres ustensiles de campagne ; que la viande était pourrie et le pain souvent moisi. On dira, nous en avons peur, que jusqu'à présent l'armée du Second Empire a été battue par le Second Empire lui-même. Sous un régime (1) obligé de rapporter des bonis à ses partisans par tous les vieux moyens de tripotage reconnus, impossible d'attendre que ce système s'arrêtera devant l'intendance de l'armée. Cette guerre, de l'aveu de M. Rouher, a été préparée de longue date, la constitution de stocks, et surtout d'équipements, était évidemment l'une des parties les moins en vue de la préparation ; et pourtant c'est sur ce point qu'il se produit assez d'irrégularités pour causer presque une semaine de retard au moment le plus critique de la campagne.

Or, cette semaine de retard faisait toute la différence pour les Allemands ; elle leur donnait le temps d'amener leurs troupes au front et de les masser dans les positions choisies pour elles. Nos lecteurs savent que nous supposons la totalité des forces allemandes concentrées à l'heure présente sur la rive gauche du Rhin, faisant plus ou moins face à l'armée française. Tous les rapports, publics ou privés, reçus depuis mardi — jour où nous fournissions au *Times* la seule opinion qu'il ait eue sur le sujet et qu'il jure ce matin être la sienne propre — tendent à confirmer cette vue. Les trois armées, de Steinmetz, du Prince Frédéric-Charles et du prince royal, représentent un total général de treize corps d'armée, soit un minimum de 430 à

(1) En français dans le texte.

450.000 hommes. Le total des forces qui leur sont opposées ne peut excéder beaucoup, à les estimer très largement, de 330.000 à 350.000 soldats exercés. S'il est plus fort, le surplus consiste nécessairement en bataillons non exercés et de formation récente. Mais les forces allemandes sont loin de représenter toutes les ressources militaires de l'Allemagne. Rien que de troupes d'attaque, il y a trois corps d'armée (les 1^{er}, 6^e et 11^e) qui ne sont pas compris dans l'estimation ci-dessus. Où peuvent-ils être maintenant ? Nous ne le savons pas. Nous savons qu'ils ont quitté leurs garnisons et nous avons suivi la trace des régiments du 11^e corps jusqu'à la rive gauche du Rhin et au Palatinat bavarois. Nous savons aussi avec certitude qu'il n'y a plus à Hanovre, Brême, et dans les environs d'autres troupes que de landwehr. Cela mènerait à conclure qu'au moins la majeure partie de ces trois corps a été également dirigée sur le front, et en ce cas la supériorité numérique des Allemands serait accrue de quelque cinquante à soixante mille hommes. Nous ne serions pas surpris si même quelques divisions de landwehr avaient été envoyées pour prendre la campagne sur la Sarre ; il y a en ce moment 210.000 hommes de landwehr tout à fait prêts, et 180.000 hommes dans les quatrièmes bataillons, etc., de ligne, qui le sont presque. Certains d'entre eux pourraient être réservés pour le premier coup décisif. Qu'on ne suppose pas que ces hommes n'existent, en définitive, que sur le papier. La mobilisation de 1866 est là pour prouver que la chose a été faite et la présente mobilisation a de nouveau prouvé qu'il y a plus d'hommes exercés prêts à marcher qu'il n'en faut. Ces chiffres paraissent incroyables ; mais ils n'épuisent même pas les ressources militaires de l'Allemagne.

Ainsi, à la fin de la présente semaine, l'Empereur se trouve face à face avec une force supérieure en

nombre. S'il était désireux, mais incapable, de marcher en avant la semaine dernière, peut-être n'est-il ni capable ni désireux d'avancer maintenant. Il n'est pas sans savoir les forces qui lui sont opposées ; c'est ce que donne à entendre la nouvelle venue de Paris que 250.000 Prussiens sont massés entre Sarrelouis et Neuenkirchen (1). Qu'y a-t-il entre Neuenkirchen et Kaiserslautern ? Paris ne le dit pas. Il est donc possible que l'inertie de l'armée française jusqu'à jeudi ait été en partie due à un changement dans le plan de campagne ; que, au lieu d'attaquer, les Français se proposent de rester sur la défensive, et de profiter de la grande augmentation de force que chassépots et artillerie rayée donnent à une armée qui attend une attaque dans une position retranchée. Mais si c'est cela qui est résolu, ce sera un commencement de la campagne très désappointant pour les Français. Sacrifier la moitié de la Lorraine et l'Alsace sans bataille rangée — et nous doutons qu'aucune bonne position pour une si grande armée puisse être trouvée plus près de la frontière que Metz — c'est une grave entreprise pour l'Empereur.

Contre un pareil mouvement des Français, les Allemands réaliseraient le plan expliqué ci-dessus. Ils essaieraient de contraindre leur ennemi à une grande bataille avant qu'il ait pu atteindre Metz ; ils effectueraient leur avance entre Sarrelouis et Metz. Ils essaieraient en tout cas de tourner la position retranchée des Français et de leur couper les communications avec l'arrière.

Une armée de 300.000 hommes exige une grande quantité de vivres, et ne pourrait risquer d'avoir ses lignes de subsistance interrompues, même pour quelques jours. Ainsi, elle pourrait être forcée de sortir

(1) Ou Neunkirchen, sur la Blies.

et de combattre en rase campagne, et alors l'avantage de position serait perdu. Quoi qu'il arrive, nous pouvons être certains que quelque chose devra être fait à bref délai. Trois quarts de million d'hommes ne peuvent rester longtemps concentrés sur un espace de cinquante milles carrés. L'impossibilité de nourrir de pareilles masses d'hommes obligera l'un ou l'autre des partis à bouger.

Concluons : nous partons, répétons-le, de la supposition que Français et Allemands ont amené sur le front tous les hommes disponibles pour prendre part à la première grande bataille. En ce cas, notre opinion est toujours que les Allemands auront une supériorité numérique suffisante pour leur assurer la victoire — sauf grandes erreurs de leur part. Nous sommes confirmés dans cette hypothèse par tous les rapports publics et privés. Mais il est manifeste que tout cela n'équivaut pas à une certitude absolue. Force nous est d'induire d'indications qui peuvent être décevantes. Nous ne savons pas quelles dispositions peuvent être prises au moment même où nous écrivons ; et il est impossible de prévoir quelles bévues ou quels traits de génie peuvent être réalisés par ceux qui commandent des deux côtés.

Nos dernières observations seront aujourd'hui sur l'assaut par les Allemands des lignes de Wissembourg en Alsace. Les troupes engagées de leur côté appartenaient aux 5^e et 11^e corps prussiens et au 2^e corps bavarois. Nous avons ainsi confirmation directe de la présence dans le Palatinat non seulement du 11^e corps, mais de toutes les forces principales du prince royal. Le régiment mentionné dans le rapport comme « les grenadiers de la garde royale » est le 7^e ou le 2^e régiment de grenadiers de la Prusse occidentale, qui, aussi bien que le 50^e régiment, appartient au 5^e corps. Le système prussien est toujours d'en-

gager la totalité d'un corps d'armée avant que soit fait appel à des troupes d'un autre corps. Or ici, des troupes appartenant à trois corps prussiens et bava-rois sont employés dans une opération qu'un corps au plus eût pu mener à bien. Il semble qu'on ait voulu donner aux Français l'impression de la présence de trois corps menaçant l'Alsace. Au surplus, une attaque sur la vallée du Rhin serait arrêtée par Strasbourg, et une marche de flanc à travers les Vosges trouverait les passes bloquées par Bitche, Phalsbourg, Petite Pierre, forteresses peu importantes, mais suffisantes à barrer les grandes routes. Nous nous attendons à voir que, tandis que trois ou quatre brigades des trois corps allemands attaquaient Wissembourg, la masse de ces corps ait marché, par Landau et Pirmasens, vers Deux-Ponts, alors que, en cas de succès pour les premiers, deux ou trois des divisions de Mac-Mahon auront marché dans la direction opposée vers le Rhin. Là, elles se trouveraient absolument hors d'état de nuire, toute invasion du Palatinat par la plaine pouvant être arrêtée par Landau et Germersheim.

Cette affaire de Wissembourg a été évidemment conduite avec une telle supériorité numérique, que le succès en était presque certain. Son effet moral, en tant que premier engagement sérieux de la guerre, doit nécessairement être grand, étant donné surtout que l'attaque d'une position retranchée est toujours regardée comme chose difficile. Le fait que les Allemands aient délogé les Français de leurs lignes retranchées à la pointe des baïonnettes, malgré l'artillerie rayée, mitrailleuses et chassepots, est significatif pour les deux armées. C'est sans nul doute la première fois que la baïonnette a eu le dessus contre les armes se chargeant par la culasse, et, sous ce rapport, l'affaire demeurera mémorable.

Pour cette même raison, elle va déranger les plans

de Napoléon. C'est là une nouvelle qui ne peut être donnée à l'armée française, même sous une forme extrêmement atténuée, sinon accompagnée de l'annonce de succès sur d'autres points. Et elle ne peut être tenue secrète plus de douze heures au maximum. Nous pouvons nous attendre, par conséquent, à voir l'Empereur mettre ses colonnes en mouvement à la recherche de ce succès, et il serait étonnant que nous n'eussions pas bientôt quelque compte rendu de victoires françaises. Mais, en même temps, les Allemands avanceront probablement et nous verrons les têtes de colonnes opposées entrer en contact en plus d'un endroit. Aujourd'hui ou demain au plus tard doit mener au premier engagement général.

N° 1711. Vol. XII

Lundi 8 août 1870.

LES VICTOIRES PRUSSIENNES.

L'action rapide de la III^e armée allemande jette de plus en plus de lumière sur les plans de Moltke. La concentration de cette armée dans le Palatinat doit s'être effectuée par les ponts de Mannheim et de Germersheim, et peut-être par des ponts intermédiaires dressés par des pontonniers militaires. Avant de s'engager sur les routes à travers le Hardt à partir de Landau et Neustadt vers l'Ouest, les troupes massées dans la vallée du Rhin étaient utilisables pour une attaque sur l'aile droite française. Une telle attaque, disposant de forces supérieures en nombre, et avec Landau à proximité de l'arrière, était absolument sans danger et pouvait conduire à de grands résultats. Si elle réussissait à attirer dans la vallée du Rhin une portion considérable de troupes françaises loin de leur corps principal, à les vaincre

et à les refouler vers le haut de la vallée dans la direction de Strasbourg, ces forces seraient hors du jeu pour la bataille générale, tandis que la III^e armée allemande serait en position d'y prendre part étant ainsi beaucoup plus près du gros de l'armée française. En tout cas, une attaque sur l'aile droite française tromperait les Français, si, comme nous le croyons toujours en dépit de l'opinion contraire d'une foule de quidams militaires et non militaires, l'attaque principale des Allemands était projetée contre l'aile gauche française.

L'attaque soudaine et heureuse sur Wissembourg montre que les Allemands étaient informés des positions occupées par les Français, lesquelles encourageaient une telle manœuvre. Les Français, dans leur hâte d'une *revanche*, se sont lancés tête baissée dans le piège. Le maréchal Mac Mahon concentrait immédiatement son corps vers Wissembourg et, pour accomplir cette manœuvre, on rapporte qu'il lui fallait deux jours, Mais le prince royal n'était pas disposé à lui donner ce temps. Il poussa son avantage tout de suite et l'attaquait samedi près de Woerth sur la Sauer, à quinze milles environ au Sud-Ouest de Wissembourg. La position de Mac-Mahon est décrite par lui-même comme solide. Néanmoins, à cinq heures de l'après-midi, il en était débusqué et le prince royal le supposait en pleine retraite sur Bitche. Il aurait ainsi évité d'être repoussé au large de son centre sur Strasbourg et maintenu ses communications avec la masse de l'armée. D'après des télégrammes français ultérieurs, il paraît cependant avoir en réalité fait retraite vers Nancy et avoir maintenant son quartier général à Saverne.

Les deux corps français envoyés pour résister à cette avance allemande consistaient en sept divisions d'infanterie, dont nous supposons que cinq au moins ont été engagées. Il est possible que la totalité en soit

entrée successivement en ligne au cours de la bataille, mais elle n'était pas plus capable de rétablir la balance que les divisions autrichiennes apparaissant l'une après l'autre sur le champ de bataille de Magenta. En tout cas, nous pouvons tenir pour certain qu'un cinquième ou même un quart de la totalité des forces françaises a subi là une défaite. Les troupes de l'autre côté étaient probablement les mêmes dont les avant-gardes avaient pris Wissembourg — le 2^e corps bavarois, les 5^e et 11^e corps de l'Allemagne du Nord. Parmi ceux-là, le 5^e consiste en deux régiments de Posnanie, cinq silésiens et un de Westphalie, le 11^e d'un poméranien, quatre de Hesse-Cassel et Nassau, et trois de Thuringe, en sorte que furent engagées des troupes provenant des parties les plus diverses de l'Allemagne.

Ce qui nous surprend le plus dans ces faits d'armes est le rôle stratégique et tactique joué par chaque armée. C'est exactement le contraire de ce qu'on pouvait attendre, de par la tradition. Les Allemands attaquent, les Français se défendent. Les Allemands agissent rapidement et par larges masses qu'ils manient aisément ; les Français avouent qu'ils ont leurs troupes, après quinze jours de concentration, dans un tel état de dispersion, qu'il leur faut deux jours pour opérer la jonction de deux corps d'armée. Conséquence, ils sont battus en détail. Ils pourraient être Autrichiens, à les juger sur la façon dont ils font mouvoir leurs troupes. Comment expliquer cela ? Simplement par les besoins du Second Empire. La piqûre de Wissembourg suffisait à faire cabrer tout Paris et, sans nul doute, à troubler également le bon esprit de l'armée. Il fallait une *revanche* : on envoie immédiatement Mac-Mahon avec deux corps pour la prendre ; le coup est visiblement fallacieux, mais n'importe, il doit être joué — et il est joué — avec quel résultat

nous le voyons. Si le Maréchal Mac-Mahon ne peut pas être renforcé de façon à pouvoir de nouveau faire face au prince royal, ce dernier, par une marche d'environ quinze milles vers le Sud, peut occuper la voie ferrée Strasbourg-Nancy, pousser sur Nancy, tournant par ce mouvement toute ligne que les Français pourraient espérer garder en avant de Metz. C'est cette crainte, sans nul doute, qui amène les Français à abandonner le bassin de la Sarre. Ou bien le prince, laissant à son avant-garde le soin de poursuivre Mac-Mahon, peut subitement filer sur sa droite par les collines vers Pirmasens et Deux-Ponts, afin d'effectuer sa jonction avec la gauche du Prince Frédéric-Charles, qui n'a pas cessé de cantonner entre Mayence et Sarrebrück, tandis que les Français persistaient à l'envoyer vers Trèves. Quel va être l'effet sur sa marche de la défaite subie à Forbach par le corps du général Frossard, suivie, à ce qu'il semble, de l'avance des Prussiens sur Saint-Avold hier ? Nous ne pouvons le dire nettement.

Si le Second Empire avait absolument besoin d'une victoire après Wissembourg, il lui en faut une, à plus forte raison, maintenant après Woerth et Forbach. Si Wissembourg a suffi à déranger tous les plans préalables en ce qui concerne l'aile droite, les batailles de samedi bouleversent nécessairement toutes les combinaisons dressées pour l'année entière. L'armée française a perdu toute initiative. Ses mouvements sont dictés moins par des considérations militaires que par des nécessités politiques. Voilà trois cent mille hommes presque en vue de l'ennemi. Si leurs mouvements doivent être réglés non par ce qui se fait dans le camp ennemi, mais par ce qui se passe ou peut se passer à Paris, ils sont dès à présent à moitié battus. Personne, bien entendu, ne peut prédire à coup sûr le résultat de la bataille générale et qui

est à présent imminente, si elle n'est déjà engagée ; mais ce que nous pouvons bien dire, c'est qu'une autre semaine d'une stratégie comme celle qu'a montrée Napoléon III depuis jeudi, est à elle seule suffisante pour détruire la meilleure et la plus grande armée du monde.

L'impression qu'on retire de la lecture des rapports prussiens sur ces batailles ne sera que rendue plus profonde par les télégrammes de l'empereur Napoléon. Samedi à minuit, il mandait les faits tout nus ; « Le Maréchal Mac-Mahon a perdu une bataille. Le général Frossard a été forcé de reculer. » Trois heures après arrivait la nouvelle que ses communications avec le Maréchal Mac-Mahon étaient coupées. Dimanche à six heures du matin, on reconnaissait virtuellement la gravité de la défaite du général Frossard en confessant qu'elle se faisait sentir à l'est de Sarrebrück jusqu'à Forbach ; et l'impossibilité d'arrêter immédiatement l'avance des Prussiens était de plus avouée dans l'annonce que « les troupes, qui s'étaient trouvées divisées, sont concentrées sur Metz ». Le télégramme suivant est difficile à interpréter : « La retraite s'effectuera en bon ordre. » Quelle retraite ? Pas celle du Maréchal Mac-Mahon, puisque les communications avec lui étaient encore interrompues. Pas celle du général Frossard, puisque l'Empereur dit ensuite : « Il n'y a pas de nouvelles du général Frossard. » Et si, à 8 heures 25 du matin, l'empereur ne pouvait parler qu'au futur d'une retraite à effectuer par des troupes dont il ignorait totalement la position, quelle valeur peut être accordée au télégramme, antérieur de huit heures, dans lequel il dit, au présent, que « la retraite s'effectue en bon ordre » ? Tous ces messages plus récents prolongent la note donnée dans le « Tout peut se rétablir » (1) du premier. Les victoires des Prussiens

(1) En français dans le texte.

étaient trop sérieuses pour permettre d'avoir recours à la tactique qu'eût naturellement adoptée l'Empereur. Il ne pouvait s'aventurer à céler la vérité dans l'espoir d'en pouvoir effacer l'effet par l'annonce simultanée d'une bataille livrée plus tard avec un résultat différent. Il était impossible de ménager l'orgueil du peuple français en lui déguisant que deux de ses armées avaient été défaites, et par conséquent l'unique ressource restante était de se rejeter sur le désir passionné de réparer leurs pertes que les nouvelles de semblables désastres ont déjà auparavant engendré dans des cœurs français. Des télégrammes privés ont sans doute tracé à l'Impératrice et aux Ministres la ligne à laquelle devraient se conformer leurs paroles publiques, ou, plus probablement, le texte même de leurs proclamations respectives leur a été fourni de Metz. De ces deux points, nous augurons que, quelles que puissent être les dispositions du peuple français, tout ce qui touche à l'autorité, à commencer par l'Empereur, est profondément démoralisé et rien ne saurait par soi-même être plus significatif. Paris a été déclaré en état de siège — indication indiscutable des suites que pourrait avoir une autre victoire prussienne — et la proclamation ministérielle se termine par ces mots : « Combattons avec vigueur et le pays sera sauvé. » Sauvé, les Français pourront peut-être se demander de quoi ? D'une invasion entreprise par les Allemands en vue d'éviter une invasion française de l'Allemagne. Si les Prussiens avaient été battus et que pareille exhortation fût venue de Berlin, le sens eût été clair, puisque chaque nouvelle victoire des armes françaises eût signifié une nouvelle annexion à la France de territoires allemands. Mais si le gouvernement prussien est bien avisé, une défaite française voudra dire uniquement que la tentative faite pour empêcher la Prusse de poursuivre en paix

sa politique allemande a échoué ; et nous pouvons difficilement croire que la levée *en masse* (1) sur quoi les Ministres français sont, dit-on, en train de délibérer, doive servir à repartir pour une guerre offensive.

N° 1712. Vol. XII.

Mardi 9 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. V.

Le samedi 6 août a été le jour critique pour la première phase de la campagne. Les premières dépêches d'origine allemande, par leur extrême modestie, dissimulaient plutôt qu'elles n'exposaient l'importance des résultats obtenus ce jour-là. C'est seulement par les rapports ultérieurs, plus complets, et par quelques aveux plutôt maladroits des rapports français que nous fûmes à même de juger le changement total accompli samedi dans la situation militaire.

Pendant que Mac-Mahon était vaincu sur le versant Est des Vosges, les trois divisions de Frossard, et au moins un régiment du corps de Bazaine, le 69^e, en tout quarante-deux bataillons, étaient délogés des hauteurs au sud de Sarrebrück et au delà de Forbach, par la division Kamecke du 7^e corps (Westphalie) et les deux divisions Barnekow et Stülpnagel, du 8^e corps (Rhénanie), en tout trente-sept bataillons. Les bataillons allemands étant numériquement plus forts, les nombres d'hommes engagés semblent avoir été sensiblement égaux, mais les Français avaient l'avantage de la position. Il y avait à la gauche de Frossard les sept divisions d'infanterie de Bazaine et Ladmirault, et sur son arrière, les deux divisions de la Garde. A l'ex-

(1) En français dans le texte.

ception d'un régiment, comme il est noté plus haut, pas un homme de tous ceux-là n'est venu porter secours au malheureux Frossard. Il lui a fallu succomber après une défaite cuisante, et il est maintenant en pleine retraite sur Metz ; de même Bazaine, Ladmirault et la Gardé. Les Allemands sont à leur poursuite ; ils étaient dimanche à Saint-Avold, ayant toute la Lorraine ouverte devant eux jusqu'à Metz.

Mac-Mahon, de Faily et Canrobert, pendant ce temps, font retraite, non sur Bitche comme on l'avait d'abord annoncé, mais sur Nancy ; et le quartier général de Mac-Mahon était dimanche à Saverne. Ces trois corps, par conséquent, ne sont pas seulement défaits, mais aussi repoussés dans une direction qui s'éloigne de la ligne de retraite du reste de l'armée. L'avantage stratégique visé par l'attaque du Prince royal et expliqué par nous hier, semble ainsi avoir été obtenu, au moins en partie. Tandis que l'Empereur se retire droit vers l'Ouest, Mac-Mahon va beaucoup plus vers le Sud et aura à peine atteint Lunéville lorsque les quatre autres corps seront massés sous la protection de Metz. Mais il n'y a de Sarreguemines à Lunéville que quelques lieues de plus que de Saverne à Lunéville. Il ne faut pas s'attendre, tandis que Steinmetz poursuit l'Empereur, et que le prince royal essaie de tenir solidement Mac-Mahon dans les défilés des Vosges, à voir le Prince Frédéric-Charles, qui était dimanche à Bliescastel, avec son avant-garde à proximité de Sarreguemines, regarder cela tranquillement. Tout le nord de la Lorraine est un terrain magnifique pour la cavalerie, et Lunéville, en temps de paix, fut toujours le quartier général d'une grande partie de la cavalerie casernée dans son voisinage. Avec la grande supériorité — à la fois en qualité et en quantité — qui est du côté des Allemands, il est difficile de croire qu'ils ne vont pas

lancer tout de suite de grosses masses de cavalerie vers Lunéville, afin de couper les communications entre Mac-Mahon et l'Empereur, de détruire les ponts de chemin de fer sur la ligne Strasbourg-Nancy, et, si possible, les ponts de la Meurthe. Il est même possible qu'ils réussissent à interposer un corps d'infanterie entre les deux tronçons de l'armée française, à forcer Mac-Mahon à se retirer encore plus loin au Sud et à prendre une voie plus détournée encore pour rétablir sa liaison avec le reste de l'armée. Quelque chose de ce genre a déjà été fait, cela paraît clairement d'après l'aveu fait par l'Empereur que samedi ses communications avec Mac-Mahon étaient interrompues ; et la crainte de conséquences plus graves est exprimée de façon inquiétante dans la nouvelle qu'on envisageait un transfert du quartier général français à Châlons.

Quatre corps sur les huit de l'armée française ont ainsi été défaits plus ou moins complètement, et toujours en détail, tandis qu'on est sans la moindre nouvelle des faits et gestes du 7^e (Félix Douay). La stratégie qui a rendu possibles de telles fautes est digne des Autrichiens dans leurs moments de pire incapacité. Ce n'est pas de Napoléon, c'est de Beaulieu, de Mack, de Gyulai et de leurs semblables qu'on nous fait souvenir. Imaginez Frossard obligé de se battre tout un jour à Forbach, pendant que sur sa gauche, à dix milles à peine de la ligne de la Sarre, sept divisions regardaient faire. Ce serait inconcevable à moins de supposer qu'il y avait en face d'elles des forces allemandes suffisantes pour les empêcher ou de porter secours à Frossard ou de l'aider pour une attaque indépendante. Et cela, la seule excuse possible, n'est admissible que si, comme nous l'avons toujours dit, l'attaque décisive des Allemands avait été faite par leur extrême droite. La retraite précipitée

sur Metz confirme à nouveau cette opinion : elle ressemble étonnamment à une tentative opportune pour abandonner une position dont les communications avec Metz étaient déjà menacées. Nous ne savons pas quelles troupes allemandes peuvent avoir été en face ou peut-être sur les flancs de Ladmirault et Bazaine ; mais nous ne devons pas oublier que des sept divisions ou plus qu'avait Steinmetz, trois seulement ont été engagées.

Entre temps, un autre corps de l'Allemagne du Nord a fait son apparition : le sixième ou Haut-Silézien. Il a traversé Cologne jeudi dernier et doit être, à l'heure présente, avec Steinmetz ou Frédéric-Charles (que le *Times* s'obstine à mettre à l'extrême droite, dans le numéro même qui contient le télégramme disant qu'il a quitté Hombourg pour Bliescastel). La supériorité des Allemands, en nombre, en moral et en position stratégique, doit être en ce moment telle que, pour quelque temps, ils peuvent impunément faire tout ce qui leur plaira. Si l'Empereur a l'intention de conserver ses quatre corps d'armée dans le camp retranché de Metz — et il n'a que choix entre cela et une retraite ininterrompue sur Paris — cela ne saurait guère plus empêcher l'avance allemande que la tentative de Benedek, en 1866, pour rassembler son armée sous la protection d'Olmütz n'arrêta l'avance des Prussiens sur Vienne. Benedek ! Quelle comparaison pour le vainqueur de Magenta et de Solférino ! Et pourtant, elle est plus topique qu'aucune autre. Comme Benedek, l'Empereur avait massé ses troupes dans une position d'où il pouvait marcher dans n'importe quelle direction, et cela, une quinzaine pleine avant que l'ennemi eût opéré sa concentration. Comme Benedek, Louis-Napoléon s'est arrangé pour voir 'un après l'autre ses corps mis en pièces par une supériorité de nombre

ou de commandement. Mais ici, nous le craignons, cesse l'identité des cas. Benedek, après une semaine de défaites quotidiennes, avait gardé assez de forces pour l'effort suprême de Sadowa. Selon toutes les apparences, les troupes de Napoléon sont dispersées presque sans espoir, après deux jours d'engagements, et il ne peut même pas se permettre d'essayer une action générale.

C'en sera maintenant fini, nous le supposons, du projet d'expédier des troupes dans la Baltique, si cela a jamais été autre chose qu'une feinte. On aura besoin de tous les bataillons sur le front Est. Des 376 bataillons de l'armée française, 300 étaient dans les six corps de la ligne et un de la Garde que nous savons avoir été entre Metz et Strasbourg. Le septième corps de la ligne (Douay) aurait pu ou être envoyé sur la Baltique ou aller rejoindre le gros de l'armée, ci quarante de plus. Le reste, soit trente-six bataillons, peut à peine suffire pour l'Algérie et divers autres services à l'intérieur. Sur quelles ressources l'Empereur peut-il compter pour des renforts ? Sur les 100 quatrièmes bataillons présentement en formation et sur la Garde mobile ? Mais l'une et l'autre force se composent, la première en grande partie, la seconde entièrement, de recrues inexercées. Quand les quatrièmes bataillons seront-ils prêts à marcher ? Nous l'ignorons ; il leur faudra marcher, prêts ou non. Nous avons vu la semaine dernière, au camp de Châlons, ce que la Garde mobile est présentement. Ces deux catégories sont un bon élément pour faire des soldats, sans doute, mais non pas des soldats encore, non pas des troupes aptes à soutenir le choc d'hommes qui s'habituent chaque jour au maniement des mitrailleuses. D'autre part, d'ici dix jours environ les Allemands pourront avoir de 190 à 200.000 hommes des quatrièmes bataillons, etc. |où puiser la

fleur de leur armée, plus un nombre égal au moins de landwehr tout prêt pour un service en campagne

N° 1714. Vol. XII.

Jeudi 11 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. VI.

Il n'est pas douteux maintenant que rarement guerre fut entreprise avec un aussi grand mépris des règles ordinaires de prudence, que la napoléonienne « promenade militaire à Berlin ». Une guerre pour le Rhin était la dernière et la plus forte carte de Napoléon ; mais en même temps son échec impliquait la chute du Second Empire. On l'a bien compris en Allemagne. L'attente constante d'une guerre avec la France a été une des principales considérations qui amenèrent beaucoup d'Allemands à accepter les changements effectués en 1866. Si l'Allemagne, en un sens, était démembrée, elle était renforcée dans un autre ; l'organisation militaire de l'Allemagne du Nord donnait une bien plus grande garantie de sécurité que celle de la vieille Confédération plus large, mais endormie. Cette nouvelle organisation militaire était calculée pour mettre sous les armes, en bataillons, escadrons et batteries organisés, en onze jours, 552.000 hommes de ligne et 205.000 hommes de landwehr ; et en quinze jours ou trois semaines de plus encore 187.000 hommes de réserve (Ersatz-truppen) tout prêts à prendre la campagne. Ce n'était pas un mystère. Tout le plan, montrant la répartition des forces dans les différents corps, les districts où chaque bataillon, etc., serait levé, avait été publié à maintes reprises. Au surplus, la mobilisation de 1866 avait montré que ce n'était pas une organisation existant sur le papier. Chaque homme était

dûment enregistré ; et il était bien connu qu'au bureau de chaque commandant de district de la landwehr, les ordres d'appel individuel étaient prêts et n'attendaient plus que l'indication de la date. Pour l'Empereur des Français, cependant, ces forces énormes n'existaient que sur le papier. La totalité des troupes qu'il réunissait pour ouvrir la campagne se montait, au maximum, à 360.000 hommes pour l'armée du Rhin, plus 30 ou 40.000 pour l'expédition de la Baltique, soit 400.000 hommes en tout. Avec une telle disproportion numérique et la longueur de temps qu'exigeaient les nouvelles formations françaises (quatrièmes bataillons) pour être prêtes à la campagne, son seul espoir de succès était une attaque soudaine, pendant que les Allemands seraient encore au milieu de leur mobilisation. Nous avons vu comment cette occasion lui a échappé ; comment même la deuxième chance, celle d'une avance sur le Rhin, a été négligée ; et nous allons maintenant indiquer une autre faute.

La position des Français au moment de la déclaration de guerre était excellente. Elle faisait évidemment partie intégrante d'un plan de campagne combiné de longue main. Trois corps à Thionville, Saint-Avold et Bitche en première ligne, immédiatement sur la frontière ; deux corps à Metz et Strasbourg en deuxième ligne ; deux corps en réserve aux environs de Nancy et un huitième à Belfort. Grâce aux voies ferrées, toutes ces troupes pouvaient être en peu de jours massées en vue d'une attaque, soit par la Lorraine à travers la Sarre, ou par l'Alsace à travers le Rhin, se dirigeant vers le Nord ou vers l'Est suivant le cas. Mais cette position était essentiellement une position d'attaque. Pour la défense, elle ne valait absolument rien. La toute première condition de position, pour une armée de défense, est celle-ci : avoir ses troupes d'avant-garde à une distance telle

de son corps principal qu'on reçoive la nouvelle d'une attaque ennemie à temps pour concentrer ses troupes avant que l'adversaire soit sur vous. Supposez qu'il faille un jour de marche pour que les ailes aient joint le centre, l'avant-garde devra être à une journée de marche au moins du centre. Or, ici, les trois corps de Ladmirault, Frossard et de Faily, ainsi que plus tard une partie de celui de Mac-Mahon, étaient tout contre la frontière, et néanmoins déployés sur une ligne allant de Wissembourg à Sierck, — au moins 90 milles. Ramener les ailes sur le centre aurait exigé deux pleins jours de marche ; et cependant, même quand on sut les Allemands à une distance de quelques milles à l'avant, on ne fit pas un pas, soit pour diminuer la longueur du front, soit pour pousser des avant-gardes à une distance suffisante pour assurer à temps l'avis d'une attaque imminente. Faut-il s'étonner que les divers corps aient été défaits pièce à pièce ?

Vint ensuite cette grosse faute de poster une division de Mac-Mahon à l'Est des Vosges, à Wissembourg, dans une position qui invitait à une attaque avec des forces supérieures. La défaite de Douay amena Mac-Mahon à une faute de plus : essayer de reprendre la lutte à l'Est des Vosges, séparant ainsi davantage encore l'aile droite du centre, et laissant béante sa ligne de communication avec elle. Pendant que l'aile droite (Mac-Mahon et au moins une partie des corps de Faily et Canrobert) était écrasée à Woerth, le centre (Frossard et deux divisions de Bazaine, comme on le voit maintenant) était sérieusement battu devant Sarrebruck. Le reste des troupes était trop loin pour arriver au secours. Ladmirault était toujours à Bouzonville, le reste du corps Bazaine et la Garde étaient vers Boulay ; le gros des troupes de Canrobert arrive à Nancy ; une partie du corps de Faily est complètement perdue de vue, et Félix Douay,

nous l'apprenons maintenant, était le 1^{er} août à Altkirch, dans l'extrême sud de l'Alsace, à près de 120 milles du champ de bataille de Woerth, et n'ayant probablement que des moyens imparfaits de transport par voie ferrée. Tout cet arrangement n'indique qu'hésitation, indécision, irrésolution, et cela au moment le plus décisif de la campagne.

Et quelle idée les soldats pouvaient-ils avoir de leurs adversaires ? C'était fort bien pour l'Empereur de dire au dernier moment à ses troupes qu'elles allaient rencontrer « une des meilleures armées de l'Europe », mais ce n'était rien, après les leçons de mépris pour les Prussiens qu'on leur avait inculquées durant des années. Rien ne saurait mieux nous le montrer que le témoignage du capitaine Jeannerod, du *Temps*, que nous avons déjà cité et qui n'a quitté l'armée que depuis trois ans. Il fut fait prisonnier par les Prussiens dès l'affaire qui fut « le baptême du feu » et passa parmi eux deux jours pendant lesquels il vit la plus grande partie de leur huitième corps d'armée. Il fut étonné de trouver pareille différence entre l'idée qu'il en avait et la réalité. Voici sa première impression lorsqu'on le conduisit à leur camp :

« Une fois en forêt, changement complet de physionomie. Des vedettes sous les armes, des bataillons en bon ordre massés sur la route ; et qu'on ne cherche pas à tromper le public d'une façon indigne de notre pays et des circonstances où nous sommes ; dès les premiers pas, j'avais reconnu les caractères qui annoncent une belle et bonne armée, ainsi qu'une nation puissamment organisée pour la guerre.

En quoi ces caractères ?

En tout.

L'attitude des hommes, la subordination de leurs moindres mouvements à des chefs protégés par une discipline autrement forte que la nôtre ; la gaieté

des uns, l'air sérieux et ferme des autres, le patriotisme que la plupart laissaient éclater, le zèle entier, constant, des officiers, et surtout la valeur morale, malheureusement digne d'être enviée par nous, des sous-officiers, voilà ce qui m'a frappé tout de suite, et qui n'a pas cessé d'être sous mes yeux pendant ces deux jours passés au milieu de cette armée, et dans ce pays où des poteaux, portant de distance en distance les numéros des bataillons locaux de 1^{er} et 2^e landwehr, rappellent l'effort dont il est capable dans un instant de péril ou d'ambition (1). »

Du côté allemand, c'était tout à fait différent. On ne sous-estimait certainement pas les qualités militaires des Français. La concentration allemande s'effectua rapidement, mais prudemment. Tous les hommes disponibles furent amenés sur le front, et maintenant que les premiers corps de l'Allemagne du Nord ont, à Sarrebruck, joint l'armée du Prince Frédéric-Charles, il est certain que tous les hommes, chevaux et pièces de canon des 550.000 hommes de ligne sont arrivés au front pour y être rejoints par les Allemands du Sud. Et l'effet d'une aussi énorme supériorité numérique a été aggravé, jusqu'ici, par une supériorité de commandement.

N° 1716. Vol. XII.

Samedi 13 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. VII.

Le public a toute cette semaine attendu la grande bataille sous les murs de Metz qu'un bulletin français dépeignait imminente ; pourtant pas un de nos critiques militaires n'a jugé à propos d'expliquer que

(1) *Temps* du dimanche 7 août 1870.

cette bataille imminente n'était qu'un joujou jeté à ce monstre turbulent qu'est le peuple de Paris pour qu'il s'en amusât (1). Une bataille devant Metz ! Pourquoi les Français la souhaiteraient-ils ? Ils ont massé, sous la protection de cette forteresse, quatre corps : ils essaient d'y amener quelque chose des quatre divisions de Canrobert ; ils peuvent espérer apprendre sous peu que les trois corps restants : Mac-Mahon, De Failly et Douay ont atteint la Moselle à Nancy et trouvé un abri derrière. Pourquoi rechercheraient-ils une bataille rangée avant que toute leur armée ait été regroupée, quand les forts de Metz les protègent contre une attaque ? Et pourquoi les Allemands iraient-ils, dans un assaut sans préparation, se casser la tête contre les forts ? Si toute l'armée française était réunie sous les remparts de Metz, on pourrait alors s'attendre à voir les Français pousser une pointe à l'Est de la Moselle et offrir la bataille devant leur place forte ; mais pas avant. Mais c'est chose encore à réaliser, et il est encore douteux si elle pourra jamais se faire.

Dimanche dernier, Mac-Mahon a été forcé de quitter Saverne qui a été occupée la nuit suivante par les Allemands. Il avait avec lui les restes de son propre corps d'armée, d'une division (Conseil-Dumesnil), du corps d'armée de Douay, plus une division du corps de Failly, qui avait couvert sa retraite. Le même soir, les 1^{re} et 2^e armées allemandes étaient en avant de Forbach et presque à Saint-Avold. Ces deux places sont plus près de Nancy que Saverne ; elles sont considérablement plus proches que Saverne de Pont-à-Mousson et de Dieulouard, deux places sur la Moselle entre Nancy et Metz. Or, lorsque les Allemands doivent aussitôt

(1) Engels s'est ici servi d'une vieille expression anglaise, en parlant d'un tonneau jeté à la baleine pour qu'elle joue à le faire rouler dans l'eau. (Note du Tr.)

que possible, s'assurer ou construire un passage sur cette rivière — et ce, en amont de Metz (pour plusieurs raisons assez évidentes) —, qu'ils sont plus près de la rivière que Mac-Mahon, et peuvent ainsi, en se pressant, empêcher sa jonction avec Bazaine ; qu'ils ont assez et plus qu'assez de troupes, n'est-il pas presque évident qu'ils vont tenter quelque chose de la sorte ? Leur cavalerie, comme nous l'avions prédit, est déjà en train de battre tout le nord de la Lorraine et doit d'ores et déjà être entrée en contact avec la droite de Mac-Mahon ; mercredi, elle avait dépassé Gros-Tenquin, qui n'est qu'à vingt-cinq milles environ de la route directe entre Saverne et Nancy. Ils connaîtront donc parfaitement la position de Mac-Mahon et manœuvreront en conséquence, et nous apprendrons sous peu en quel point, entre Nancy (ou plutôt Frouard) et Metz, ils ont passé la Moselle.

Voilà la raison pour laquelle nous n'avons pas entendu parler de combats depuis ceux de samedi dernier. Présentement, les jambes des soldats sont seules à l'ouvrage ; c'est une course de vitesse entre Mac-Mahon et Frédéric-Charles, pour savoir qui des deux passera le premier la rivière. Si Frédéric-Charles gagne la course, nous pouvons nous attendre à voir les Français faire une sortie de Metz, non pour offrir la bataille en vue de ses remparts, mais pour défendre le passage de la Moselle, ce qui peut en réalité se faire par une attaque sur l'une ou l'autre des deux rives. Les deux équipages de ponts capturés à Forbach pourraient sous peu entrer en service.

De de Faily, nous n'apprenons rien de précis. Un bulletin de Metz annonce bien qu'il a rejoint l'armée. Mais laquelle ? Celle de Bazaine ou celle de Mac-Mahon ? Evidemment la seconde, s'il y a quelque chose de vrai dans tout ce bulletin ; car entre Bazaine et lui se sont trouvées constamment les avant-gardes

allemandes depuis le moment où il s'est perdu. Les deux divisions qui restent du corps de Douay — il était encore sur la frontière suisse, près de Bâle, le 4 août — doivent être à l'heure présente coupées d'avec le reste de l'armée, par suite de l'avance allemande sur Strasbourg ; elles ne peuvent la rejoindre que par Vesoul. Des troupes de Canrobert, nous trouvons tout à coup une division au moins à Paris — celle de Martimprey — faisant face non aux Allemands, mais aux républicains. Les 25^e, 26^e et 28^e régiments qui en font partie sont signalés comme ayant été mardi parmi les troupes qui protégeaient le Corps Législatif. Le reste serait actuellement à Metz, portant le total de l'armée qui s'y trouve à quinze divisions (d'infanterie) dont trois sont d'ailleurs complètement désorganisées par leur défaite à Spickeren.

Quant à Spickeren, il est inexact de dire que les Français ont été dans cette affaire écrasés par une supériorité numérique. Nous possédons maintenant un rapport passablement complet des généraux Steinmetz et Alvensleben, qui montre assez clairement quelles troupes furent engagées du côté allemand. L'attaque fut menée par la 14^e division, soutenue par nos vieux amis du 40^e régiment — en tout quinze bataillons. A eux seuls, et rien qu'infanterie, ils se battirent six heures durant contre les trois divisions, soit trente-neuf bataillons, que Frossard amena successivement. Ils étaient à peu près écrasés, mais tenaient toujours les hauteurs de Spickeren qu'ils avaient enlevées au début de la bataille, lorsqu'arriva la 5^e division du troisième corps (ou corps de Brandebourg) et trois au moins de ses quatre régiments prirent part au combat — en tout de vingt-quatre à vingt-sept bataillons allemands. Ils délogèrent les Français de leur position, et ce n'est qu'après le commencement de la retraite que la tête de la 13^e division, qui avait

tourné l'aile droite française par la vallée de la Rossel, parvint sur le champ de bataille, tomba sur Forbach et transforma une retraite en règle en déroute en coupant la route directe vers Metz. A la fin de la bataille, les Allemands avaient une autre division (la 6^e) prête à entrer en ligne, et en fait légèrement engagée ; mais au même moment, deux divisions françaises, celles de Montaudon et de Castagny (toutes deux appartenant à l'armée de Bazaine) étaient entrées en ligne, et le 69^e régiment, qui forme une partie de la seconde, avait beaucoup souffert. Si donc à Woerth et à Wissembourg les Français ont été écrasés par des masses supérieures, au contraire ils ont été battus à Spickeren par des troupes inférieures en nombre. Quant au fait qu'ils s'accordent à rapporter qu'ils furent accablés par le nombre, il ne faut pas oublier que dans une bataille, les individus ne peuvent juger des nombres en présence, et que toute armée battue en dit autant. En outre, il ne faudrait pas oublier qu'on commence à peine à reconnaître les solides qualités de l'armée allemande. Nous apprenons officiellement du quartier général français que le feu allemand est de beaucoup supérieur en intensité et en précision à celui des Français, et Mac-Mahon insiste sur ce que les Français n'ont aucune chance contre les Allemands dans les bois, parce que ces derniers savent bien mieux comment tirer avantage des couverts.

Pour ce qui est de la cavalerie, voici ce que dit Jeannerod dans le *Temps* de jeudi (1) : « Leur cavalerie est très supérieure à la nôtre. Les cavaliers simples soldats sont montés comme tous les officiers ne le sont pas dans notre armée... Le cavalier prussien monte en général mieux que le nôtre... Je leur ai vu

(1) Naturellement nous n'empruntons au *Temps* du jeudi 11 août 1870 que les phrases extraites par Engels lui-même.

un régiment de cuirassiers blancs, qui est quelque chose de splendide... Ajoutons que... leur cheval est bien moins chargé... Les grands chevaux des cuirassiers que j'ai vus en marche avaient un moindre fardeau que nos petits chevaux d'Afrique ou de Tarbes. » Il loue également la grande connaissance que les officiers ont du terrain, non seulement dans leur pays, mais aussi en France. Tout lieutenant est pourvu d'excellents exemplaires des cartes du dépôt de la guerre français, tandis que les officiers français n'ont qu'« une carte dérisoire » du théâtre des hostilités. Et ainsi de suite. C'eût été une bonne chose pour l'armée française si seulement un reporter aussi sincère avait été envoyé en Allemagne avant la guerre.

N° 1717. Vol. XII.

Lundi 15 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. VIII.

Où est Mac-Mahon ? La cavalerie allemande au cours de sa randonnée jusqu'aux portes de Lunéville et de Nancy, ne semble pas l'avoir rencontré ; sinon, nous aurions entendu parler d'engagements. D'autre part, s'il était en sécurité arrivé à Nancy, rétablissant ainsi ses communications avec l'armée de Metz, un fait aussi consolant eût certainement été tout de suite publié par l'Etat-major français. La seule conclusion que nous puissions tirer de ce silence absolu à son égard est qu'il a pensé trop dangereux de suivre la route directe de Saverne à Lunéville et Nancy et qu'afin de ne pas exposer son flanc droit à l'ennemi, il a pris une route plus détournée, plus loin au Sud, en passant la Moselle à Bayon (1) ou même plus en amont. Si cette conjecture

(1) Le texte anglais porte *Bavon*, faute d'impression évidente.

est exacte, il y aurait fort peu de chances de le voir jamais atteindre Metz ; et, dans ce cas, la question a dû se poser pour l'Empereur, ou pour quiconque commande à Metz, de savoir si l'armée ne ferait pas mieux de faire tout de suite retraite sur Châlons-sur-Marne, le plus proche point de jonction possible avec Mac-Mahon. Nous sommes, par suite, disposés à admettre ce qu'on rapporte d'une retraite générale des lignes françaises dans cette direction.

En attendant, on nous parle de formidables renforts pour l'armée française. Le nouveau Ministre de la Guerre assure la Chambre que dans quatre jours, deux corps d'armée, de 35.000 hommes chacun, doivent être envoyés sur le front. Où sont-ils ? Nous savons que les huit corps de l'armée du Rhin, et les troupes destinées pour la Baltique, ainsi que la garnison de l'Algérie sont entrés dans le compte général des bataillons de l'armée française, y compris les marins. Nous savons que 40.000 hommes détachés du corps Canrobert et de l'expédition pour la Baltique, sont à Paris. Nous savons par le discours du général Dejean à la Chambre que les quatrièmes bataillons, loin d'être encore prêts, doivent être complétés, et que cela se fera en y incorporant des hommes de la garde mobile. D'où peuvent donc venir ces 70.000 hommes ? Surtout si, comme il est probable, le général Montauban de Palikao refuse de se séparer des 40.000 hommes de Paris tant qu'il pourra l'éviter. Cependant, si ses paroles ont quelque signification, ces deux corps doivent vouloir dire les troupes de Paris et le corps Canrobert, qui jusqu'ici a toujours compté pour une fraction de l'armée du Rhin ; et, dans ce cas, le seul renfort réel étant la garnison de Paris, l'ensemble des troupes en campagne sera porté en tout de vingt-cinq à vingt-huit divisions dont sept au moins ont gravement souffert.

Par ailleurs, nous apprenons que le général Trochu est nommé chef du 12^e corps qui se forme à Paris et le général Vendez (?) (1) du 13^e corps qui se forme à Lyon. L'armée comprenait jusqu'ici la garde et les corps Nos 1 à 7. Des corps 8, 9, 10 et 11, nous n'avons jamais entendu parler ; on nous parle maintenant des corps Nos 12 et 13. Nous avons vu qu'il n'existe pas de troupes dont ces corps puissent être formés ; toujours à l'exception du 12^e corps, si cela signifie la garnison de Paris. C'est, semble-t-il, un pauvre moyen d'augmenter la confiance publique que de créer sur le papier des armées imaginaires ; et pourtant, pas d'autre interprétation possible du prétendu établissement de cinq corps d'armée, dont quatre ont jusqu'ici été inexistants.

Sans aucun doute, on fait des efforts pour organiser une armée fraîche ; mais quels matériaux a-t-on pour cela ? Il y a d'abord la gendarmerie, dont on peut former un régiment de cavalerie et un d'infanterie ; troupes excellentes, mais qui ne dépassent pas 3.000 hommes, et qu'il faudra rassembler de tous les points de la France. De même pour les douaniers, dont on attend qu'ils fournissent de quoi former vingt-quatre bataillons ; nous doutons qu'ils puissent atteindre la moitié de ce nombre. Viennent ensuite les anciens soldats des classes 1858 à 1863, dont les célibataires ont déjà été rappelés par une loi spéciale. Ils pourront fournir un contingent de 200.000 hommes, qui formeront le plus précieux renfort pour l'armée. Avec moins de la moitié d'entre eux, les quatrièmes bataillons pourraient être complétés, et le reste serait constitué en bataillons nouveaux. Mais ici commence la difficulté — d'où viendraient les officiers ? Il faudra

(1) Ce nom, dont Engels doutait avec raison, semble celui de Vinoy (Note du Tr.)

les enlever aux unités combattantes, et bien que cela puisse s'effectuer par une considérable promotion de sergents au grade de sous-lieutenant, cela ne manquera pas d'affaiblir les corps où ils seront pris. La totalité de ces trois classes donnera au plus une augmentation de 220.000 à 230.000 hommes, et, à supposer les circonstances favorables, il faudra au moins quinze à vingt jours pour que même une partie d'entre eux puisse être prête à rejoindre l'armée active. Mais, malheureusement pour eux, les circonstances ne sont pas favorables. On s'avoue aujourd'hui que, non seulement l'intendance, mais toute l'administration militaire, a été au dernier point incapable, fût-ce d'approvisionner l'armée qui est à la frontière. Dans quelles conditions sera donc la fourniture des habillements et équipements pour ces réserves que personne ne s'attendit jamais à voir appeler en campagne ? Il est très douteux, en réalité, qu'en plus des quatrièmes bataillons, des formations nouvelles quelconques puissent être prêtes avant un couple de mois. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que pas un de ces hommes n'a jamais manié un fusil se chargeant par la culasse et que tous sont complètement ignorants de la tactique nouvelle inaugurée par cette arme. Et si la ligne actuelle, comme les Français l'admettent eux-mêmes, tire trop vite, à tort et à travers et gaspille ses munitions, que feront les bataillons nouvellement formés en présence d'un ennemi dont la fermeté et la précision du tir semble être très peu affectée par le vacarme de la bataille ?

Restent la garde mobile, la levée de tous les hommes non mariés jusqu'à trente ans et la garde nationale sédentaire. Pour la garde mobile, le peu chez elle qui ait jamais eu quelque forme d'organisation semble avoir perdue dès son envoi à Châlons. La discipline

y était nulle, et les officiers, pour la plupart sans aucune connaissance de leurs devoirs, semblent avoir perdu en autorité de jour en jour ; il n'y avait même pas d'armes pour les hommes et l'ensemble paraît maintenant être en pleine dissolution. Le général Dejean l'a reconnu implicitement en proposant de compléter les quatrièmes bataillons par de la garde mobile. Et si celle-ci, la portion apparemment organisée de la levée « en masse », a été complètement inutilisable, qu'en sera-t-il du reste ? Y eût-il même des officiers, des équipements, des armes pour ces hommes, combien de temps faudrait-il pour en faire des soldats ? Mais rien n'est prévu pour le cas d'urgence. Tout officier apte à son poste est déjà employé ; les Français n'ont pas cette réserve presque inépuisable d'officiers que constituent les « volontaires d'un an », desquels 7.000 entrent chaque année dans l'armée allemande, et dont presque tous quittent le service tout à fait propres à assumer les tâches d'un officier. Équipements et armes semblent également manquer ; on dit même qu'il faudra sortir des magasins les vieux fusils à pierre. Et dans ces conditions, que valent pour la France ces deux millions d'hommes ? C'est fort bien que les Français renvoient à la Convention, à Carnot, avec ses armées de frontière tirées du néant, etc... Mais bien que nous soyons loin de dire la France irrémédiablement battue, n'oublions pas que, dans les succès de la Convention, les armées alliées eurent une part importante. A cette époque, les armées qui attaquèrent la France ne comptaient qu'une moyenne de 40.000 hommes chacune ; il y en avait trois ou quatre opérant sans lien entre elles, l'une sur l'Escaut, l'autre sur la Moselle, la troisième en Alsace, etc... A chacune de ces petites armées, la Convention opposa des chiffres énormes de conscrits plus ou moins inexercés qui, agissant sur les

flancs et l'arrière de l'ennemi, alors entièrement dépendant de ses magasins, le contraignirent en général à rester tout près de la frontière, et qui, devenus de vrais soldats par cinq années de campagnes, réussirent enfin à le rejeter au delà du Rhin. Mais peut-on un instant supposer que pareille tactique vaudra contre l'immense armée d'invasion actuelle, qui, quoique formée en trois corps distincts, s'est toujours arrangée pour se maintenir en contact à une distance acceptable, ou que cette armée laissera aux Français le temps de développer leurs nouvelles ressources latentes ? Les développer n'est d'ailleurs possible que si les Français sont disposés à faire ce qu'ils n'ont jamais fait auparavant : abandonner à leur sort Paris et sa garnison, et continuer la bataille avec la ligne de la Loire pour base d'opérations. Il se peut qu'on n'en vienne jamais là, mais à moins que la France ne soit prête à l'envisager, elle ferait mieux de ne point parler de « levée en masse ».

N° 1720. Vol. XII.

Mardi 16 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. IX.

« L'armée française commençait de passer sur la rive gauche de la Moselle. Ce matin (dimanche) des reconnaissances ont signalé la présence des avant-gardes prussiennes. Quand la moitié de l'armée eut traversé, les Prussiens attaquèrent avec de grandes forces et, après une bataille qui dura quatre heures, furent repoussés avec des pertes considérables. » Telle était la version du télégramme de l'Empereur que M. Reuter donnait lundi soir. Elle contenait cependant une erreur importante, l'Empereur ayant expressé-

ment affirmé que les détachements en reconnaissance n'avaient pas annoncé la présence de l'ennemi, bien qu'il fût tout près et en force. A part cela pourtant, rien ne pourrait apparemment être plus net et plus sérieux que ce bulletin. On a toute l'affaire distinctement devant les yeux : des Français activement engagés dans cette opération pleine de risques, la traversée d'une rivière ; ces malins de Prussiens qui s'entendent toujours à prendre leurs adversaires à leur désavantage, tombent sur eux, dès qu'une moitié a passé sur l'autre rive ; puis la vaillante défense des Français, couronnant finalement leurs efforts surhumains par une brillante avance, qui repousse l'ennemi avec des pertes considérables. C'est comme peint, et il n'y manque qu'une chose — le nom de l'endroit où tout cela est arrivé.

D'après ce bulletin, nous ne pouvons que supposer que ce passage de la rivière, et cette tentative pour l'interrompre qui fut si victorieusement repoussée, ont eu lieu en rase campagne. Mais comment cela se pourrait-il, quand les Français avaient dans Metz tous les ponts pour traverser — ponts parfaitement à l'abri de toute intervention ennemie, quand, au surplus, ils avaient tout ce qu'il faut d'espace pour construire en sus des ponts de bateaux sur des points également protégés le long des cinq ou six milles de rivière que couvrent les forts entourant Metz ? A coup sûr, l'Etat-major français ne pense pas nous donner à entendre qu'il a délibérément négligé tous ces avantages, conduit l'armée hors de Metz, construit ses ponts à découvert et passé la rivière sous les yeux et à portée de l'ennemi uniquement pour amener cette « bataille devant Metz » qu'on nous avait promise toute une semaine ?

Et si la traversée de la Moselle se faisait par des ponts en deçà des ouvrages de Metz, comment les Prus-

siens auraient-ils pu attaquer les troupes françaises encore sur la rive droite tant qu'elles se maintenaient, comme elles l'auraient pu faire, à l'intérieur de la ligne de forts détachés ? L'artillerie de ces forts aurait eu tôt fait de rendre la place trop chaude pour des troupes assaillantes.

Toute l'affaire semble impossible. Le moins qu'eût pu faire l'Etat-major français eût été de donner le nom de la localité, pour nous permettre de suivre les différentes phases de cette glorieuse bataille sur la carte. Mais ce nom, il ne le donnera pas. Heureusement pour nous, les Prussiens ne sont pas aussi mystérieux ; ils disent que le combat a eu lieu près de Pange, sur la route de Metz. Nous regardons la carte, et toute l'affaire est claire. Pange n'est pas sur la Moselle, mais à huit milles de là, sur la Nied, à environ quatre milles au delà des forts détachés de Metz. Si les Français étaient en train de passer la Moselle, et avaient déjà fait traverser une moitié de leurs troupes, ils n'avaient, du point de vue militaire, aucune raison de conserver de grandes forces à Pange ou dans le voisinage. S'ils y allaient, c'était pour des raisons nullement militaires.

Napoléon, une fois forcé d'abandonner Metz et la ligne de la Moselle, ne pouvait guère, sans coup férir, et, si possible, sans une victoire réelle ou prétendue, commencer une retraite qu'il faut continuer au moins jusqu'à Châlons. L'occasion était favorable. Pendant que passait une moitié de ses troupes, le reste déboucherait d'entre les forts à l'Est de Metz, repousserait les avant-gardes prussiennes, amènerait autant d'engagement général qu'il paraîtrait utile, attirerait l'ennemi jusqu'à portée des canons des forts, puis, par une brillante avance de tout le front, le repousserait à une bonne distance des fortifications. Un tel plan ne pouvait pas complètement échouer ; il devrait

mener à quelque chose qu'on pourrait faire ressembler à une victoire ; il rétablirait la confiance dans l'armée, peut être même à Paris, et donnerait à la retraite sur Châlons un air moins humiliant.

Ces considérations expliquent le bulletin de Metz, apparemment simple, mais en réalité absurde. Chaque mot de ce bulletin est exact en un certain sens, tandis que tout le contexte est calculé pour susciter, au premier coup d'œil, une impression totalement fausse. Ces considérations expliquent également comment les deux partis ont pu crier victoire. Les Prussiens repoussaient les Français jusque sous la protection de leurs forts, mais s'étant avancés trop près de ceux-ci, ils durent se retirer à leur tour. Voilà pour la fameuse « bataille devant Metz », qui pourrait aussi bien n'avoir pas été livrée du tout, car son influence sur le cours de la campagne sera égale à zéro. On observera que le comte de Palikao, parlant à la Chambre, a été bien plus prudent. « Il n'y a pas eu, a-t-il dit, ce qu'on pourrait appeler une bataille, mais des engagements partiels, où tout homme s'entendant aux choses militaires doit voir que les Prussiens ont subi un échec et ont été obligés d'abandonner la ligne de retraite de l'armée française. » La dernière assertion du Maréchal semble n'avoir été exacte que momentanément, car les corps français en retraite ont certainement été sérieusement harcelés par les Prussiens à Mars-la-Tour et à Gravelotte.

Il était, en réalité, grand temps que Napoléon et son armée quittassent Metz. Tandis qu'ils s'attardaient autour de la Moselle, la cavalerie allemande passait la Meuse à Commercy et détruisait la voie ferrée qui part de là vers Bar-le-Duc ; elle apparaît également à Vigneulles, menaçant le flanc des colonnes en retraite de Metz sur Verdun. Combien ces cavaliers affrontent le risque, nous le voyons à la façon dont un

de leurs escadrons est entré à Nancy, a réquisitionné 50.000 francs et obligé les habitants à détruire la voie ferrée. Où est la cavalerie française ? Où sont les quarante-trois régiments attachés aux huit corps d'armée, et les douze régiments de cavalerie de réserve qui figurent sur les états de l'armée du Rhin ?

Le seul obstacle sur la route des Allemands est maintenant la forteresse de Toul, et elle n'aurait aucune importance si elle ne commandait la voie ferrée. Les Allemands auront à coup sûr besoin du chemin de fer, et par conséquent, ils prendront sans doute les moyens les plus courts pour réduire Toul qui, forteresse à la vieille mode sans forts détachés, est parfaitement ouverte au bombardement. Nous apprendrons probablement bientôt qu'elle s'est rendue après avoir été bombardée par des canons de campagne durant quelque chose comme douze heures, peut-être moins.

S'il est vrai, comme le disent les journaux français, que Mac-Mahon, ayant abandonné son armée, était à Nancy deux jours après la bataille de Woerth, nous pouvons présumer que ce corps est totalement désorganisé, et que la contagion a gagné les troupes de Faily aussi. Les Allemands sont à présent en marche vers le Marne, presque sur une même ligne de front que les deux armées françaises, et avec une de ces armées sur chaque flanc. La ligne de marche de Bazaine va de Metz à Châlons, par Verdun et Sainte-Menehould ; celle des Allemands de Nancy à Vitry, par Commercy et Bar-le-Duc ; celle des troupes de Mac-Mahon (car même si le Maréchal en personne a rejoint l'Empereur à Châlons, ce doit être sans son armée), passe quelque part plus au Sud mais sans aucun doute également en direction de Vitry. La jonction des deux armées françaises devient donc ainsi chaque jour plus douteuse, et à moins que les troupes de Douay aient reçu à temps l'ordre de partir de Belfort à Vitry par Vesoul

et Chaumont, elles pourraient bien devoir rejoindre l'armée par Troyes et Paris, car il sera bientôt impossible pour des soldats français de passer en train par Vitry.

N° 1721. Vol. XII.

Vendredi 19 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. X.

Indubitablement, si le général Moltke est vieux, ses plans ont toute l'énergie de la jeunesse. Non content d'avoir dès à présent enfoncé sa compacte armée entre une aile des Français et le reste de leurs troupes, il renouvelle aujourd'hui la même manœuvre, et apparemment avec le même succès. S'il avait continué à marcher droit sur la Marne, se contentant de harceler le flanc droit et l'arrière-garde des Français pendant leur marche parallèle vers le même but, il eût, dans l'opinion de la plupart des critiques militaires, déjà fait assez. Mais on pouvait difficilement s'attendre à le voir user les jambes de ses soldats avec une vigueur aussi terrible qu'il semble maintenant l'avoir fait. Ce que nous prenions pour de simples attaques de détachements contre les flancs et l'arrière si exposés de cette longue colonne en marche de Metz vers Verdun, semble n'avoir été que les reconnaissances précédant une attaque en forces contre elle. Trois ou quatre corps d'armée allemands ont contourné en demi-cercle la partie sud de Metz ; leurs troupes avancées ont atteint la ligne de marche française mardi matin, et sont immédiatement tombées dessus. L'armée française avait commencé à se retirer de Metz dimanche ; les engagements entre Pange et le fort Bellecroix dans la soirée de ce jour peuvent avoir retardé ce mouvement ; toujours est-il qu'il fut continué lundi et n'était

pas terminé mardi. Il était effectué par au moins deux colonnes différentes, suivant les deux routes qui se séparent, cinq milles à l'Ouest de Metz, à Gravelotte ; la route la plus au Nord passe par Doncourt et Etain, celle du Sud par Vionville, Mars-la-Tour et Fresne, et elles se réunissent de nouveau à Verdun. C'est près de Mars-la-Tour qu'a eu lieu l'attaque allemande ; le combat dura tout le jour et finit, au rapport des Allemands, par la défaite des Français, qui perdirent deux aigles, sept canons et 2.000 prisonniers et furent repoussés vers Metz. D'autre part Bazaine aussi crie victoire. Il dit que ses troupes ont repoussé les Allemands et ont passé la nuit sur la position conquise. Mais il y a dans son télégramme de mercredi soir deux assertions de fort mauvais augure. Il y dit s'être battu toute la journée de mardi entre Doncourt et Vionville ; c'est-à-dire qu'il y a livré bataille avec un front s'étendant de Doncourt à Vionville, face à l'Ouest, les Allemands barrant sur les deux routes le chemin de Verdun. Quelque succès qu'il revendique, il ne prétend pas dire qu'il a dégagé les routes de Verdun, ou même une seule d'entre elles. S'il l'avait fait, son devoir évident eût été de continuer sa retraite pendant la nuit aussi rapidement que possible, étant donné que l'ennemi serait presque certainement renforcé le matin. Mais il s'arrête et passe la nuit « sur la position conquise », quoi que ces mots puissent signifier. Non content de cela, il y demeure jusqu'à quatre heures du soir mercredi, et même alors annonce, non son intention d'opérer un mouvement, mais de retarder ses mouvements ultérieurs quelques heures de plus, afin d'augmenter largement ses munitions. Ainsi, nous pouvons être certains que la nuit de mercredi à jeudi a été encore passée sur la même position ; et comme son seul point de ravitaillement en munitions était Metz, nous

serons pleinement autorisés à conclure que les « positions conquises » étaient des positions à l'arrière, que la retraite sur Verdun était et est restée coupée, et qu'à l'heure qu'il est, le Maréchal Bazaine aura ou opéré son retour sur Metz, ou tenté de s'échapper par une route plus au Nord.

Si cette opinion est exacte — et nous ne voyons pas que les éléments dont nous disposons en justifient une autre — une partie de l'armée française est à nouveau coupée du reste. Nous ignorons quelles troupes peuvent avoir passé vers Verdun lundi et dans la matinée de mardi avant l'arrivée des Allemands. Mais la fraction rejetée sur Metz est évidemment considérable ; et, quelle qu'en soit l'importance, c'est autant de réduction pour la grande armée qu'on s'efforce de concentrer à Châlons. Il reste, à la vérité, une issue par laquelle Bazaine pourrait essayer de s'échapper. Une voie ferrée court, tout près de la frontière belge, de Thionville à Longuyon, Montmédy et Mézières, où elle rencontre une ligne transversale qui va vers Reims et Châlons ; mais toute troupe qui utiliserait cette ligne frontière, ou simplement marcherait dans sa direction, pourrait être acculée par un ennemi la poursuivant jusqu'à la frontière, contrainte soit de se rendre, soit de passer la frontière et être désarmée par les Belges. Au surplus il n'est pas probable qu'il y ait, sur cette ligne excentrique, assez de matériel roulant pour transporter un corps de troupes considérable ; et enfin, on nous annonce de Verdun que les Prussiens, qui doivent avoir passé la Moselle entre Metz et Thionville, étaient mercredi à Briey, sur la route directe allant de Metz à la partie utilisable de ce chemin de fer. Si Bazaine tentait de sauver ses troupes battues dans cette direction, il les aurait, dans le cas le plus favorable, réduites en totalité à une extrême désorganisation. Une longue

retraite, avec l'ennemi sur la ligne directe des communications des troupes battues, est un procédé des plus désastreux. Témoin les troupes de Mac-Mahon, dont quelques bribes ont continué à arriver par train à Châlons. Le 12, 5.000 hommes environ y arrivaient inopinément ; dans quel état, le *Siècle* va nous le dire. C'étaient des hommes de toutes armes et de tous régiments mélangés, sans armes, sans cartouches, sans sacs ; la cavalerie n'avait pas de chevaux, les artilleurs pas de canons ; une cohue bigarrée, désorganisée et démoralisée, qu'il faudrait des semaines pour reformer en bataillons, escadrons et batteries. Il suffit de voir les correspondants se refuser à décrire l'état des troupes de la ligne à Châlons, de peur de divulguer des détails propres à servir à l'ennemi.

Cette grande armée destinée à se concentrer à Châlons ne pourra jamais s'y réunir. Les troupes de Canrobert, une fois retirées en partie sur Paris et en partie sur Metz, il ne restait à Châlons que les dix-huit bataillons de mobiles, indignes d'une mention dans une guerre comme celle-ci. Depuis lors, on a envoyé de Paris à Châlons quelque infanterie de marine ; les deux divisions restant du corps de Douay, s'il est resté quelque sens commun dans les dispositions de Bazaine, doivent être à cette heure arrivées ; peut-être quelques quatrièmes bataillons, certainement pas beaucoup. Les régiments nouvellement formés de gendarmes et de douaniers pourront, du moins en partie, arriver d'ici peu de jours. Quelques petits corps de francs-tireurs pourront aussi rejoindre ; mais en laissant hors de compte toutes les recrues non exercées, la majeure partie de cette grande armée qui pourrait être concentrée à Châlons avant l'arrivée des Allemands, serait en tout cas formée de troupes se retirant de Metz. Et ce qui peut maintenant en être

advenu après les combats de mardi, nous aurons à l'apprendre.

La nomination du général Trochu au commandement de l'armée destinée à la défense de Paris, suivant d'aussi près sa nomination au commandement du 12^e corps « en formation à Paris », prouve qu'on n'a pas l'intention d'envoyer au front les troupes présentement en garnison à Paris. Paris doit être maintenu dans l'ordre. Et cependant qui sera capable de l'y maintenir lorsqu'on connaîtra là-bas la vérité sur la bataille de mardi dernier ?

N° 1722. Vol. XII.

Samedi 20 août 1870.

LA CRISE DE LA GUERRE.

L'Empereur a quitté l'armée, mais son mauvais génie est resté avec elle — ce mauvais génie qui s'est hâté, avec une impatience fébrile, de déclarer la guerre et qui — cela fait — a été depuis incapable de prendre une décision quelconque. L'armée devait être prête à marcher le 20 juillet au plus tard. Le 20 juillet arriva et rien n'avait été fait. Le 29, Napoléon III prenait le commandement suprême à Metz ; il était encore temps d'avancer presque sans résistance sur le Rhin ; pourtant l'armée ne bougea pas. L'hésitation semble même avoir été assez loin pour que l'Empereur ne pût se déterminer ni à attaquer ni à se mettre en position de défense. Les têtes de colonne allemandes convergeaient déjà de toutes directions vers le Palatinat, et chaque jour on pouvait s'attendre à les voir attaquer. Pourtant les Français restaient sur leurs positions à la frontière — positions indiquées pour une attaque qui ne fut jamais effectuée, et absolument impropres à la défense qui devait si tôt être

leur seul parti possible. L'hésitation qui dura du 29 juillet au 5 août a été caractéristique de toute la campagne. L'armée française, placée tout contre la frontière, n'avait pas d'avant-gardes aux distances convenables en avant du corps principal, et il n'y avait que deux moyens de remédier à ce défaut. Les avant-gardes auraient pu être poussées en territoire ennemi ; ou bien elles eussent pu être laissées sur les positions qu'elles occupaient à la frontière, et les corps principaux eussent pu être rapprochés les uns des autres, à un jour de marche en arrière. Mais le premier plan eût amené avec l'ennemi des rencontres à l'occasion hors du contrôle de l'Empereur, tandis que le second eût impliqué l'impossibilité politique d'une retraite avant la première bataille. Ainsi l'hésitation continua et on ne fit rien du tout ; comme si l'ennemi devait être gagné par la contagion, et s'abstenir également de bouger. Mais l'ennemi bougea. La veille exactement du jour où la totalité de ses troupes fût arrivée au front, le 4 août, la résolution était prise de profiter de la position fautive des Français. La bataille de Wissembourg attira la totalité des corps Mac-Mahon et de Faily plus loin encore du centre des positions françaises ; et le 6, les Allemands étant alors complètement prêts, leur III^e armée défit les six divisions de Mac-Mahon à Woerth, et le poussa, en même temps que les deux divisions qui restaient à de Faily, par Saverne dans la direction de Lunéville, tandis que les avant-corps de leurs I^{re} et II^e armées battaient à Spickeren Frossard et une partie des troupes de Bazaine, et repoussait tout le centre et la gauche des Français sur Metz. Ainsi toute la Lorraine était entre les deux armées françaises en retraite, et dans cette large brèche se précipita la cavalerie allemande, et, derrière elle, l'infanterie, afin de tirer le plus possible des avantages conquis. On a

blâmé le Prince royal de n'avoir pas poursuivi Mac-Mahon et son armée battue jusqu'à Saverne et au-delà. Mais après Woerth, la poursuite fut menée de la façon la plus correcte. Aussitôt que les troupes battues furent repoussées assez loin au Sud pour qu'elles ne pussent rejoindre le reste de l'armée française que par une voie détournée, les poursuivants, marchant droit sur Nancy, se maintinrent continuellement entre les deux ; et que ce mode de poursuite (le même que celui de Napoléon après Iéna) soit au moins aussi efficace que la marche directement à l'arrière des fugitifs, les résultats le montrent aujourd'hui. Ce qui peut encore subsister de ces huit divisions ou bien est coupé d'avec le corps principal, ou l'a rejoint dans un état de totale désorganisation.

Voilà pour les conséquences de l'hésitation qui a marqué le début de la campagne. On était à coup sûr en droit d'espérer que la même faute ne serait pas commise de nouveau. L'Empereur avait résigné le commandement entre les mains du maréchal Bazaine, et le maréchal Bazaine aurait certainement pu savoir que, quoi qu'il fit ou ne fit pas, l'ennemi ne laisserait pas l'herbe pousser sous ses pieds.

La distance de Forbach à Metz n'est pas tout à fait de 50 milles. La plupart des corps avaient moins de 30 milles à parcourir. En trois jours, tous eussent pu être amenés en sécurité sous la protection de Metz ; et le quatrième jour, la retraite sur Verdun et Châlons eût pu être commencée. Car il ne pouvait plus y avoir aucun doute sur la nécessité de cette retraite. Les huit divisions du maréchal de Mac-Mahon et les deux divisions qui restaient au général Douay, plus d'un tiers de l'armée, ne pouvaient absolument pas rejoindre Bazaine en un point plus proche que Châlons. Bazaine avait douze divisions, en y comprenant la garde impériale ; en sorte que, même après avoir

été rejoint par trois des divisions de Canrobert, il n'aurait pu avoir, cavalerie et artillerie comprises, plus de 180.000 hommes, force tout à fait insuffisante pour rencontrer ses adversaires en rase campagne. A moins, par conséquent, qu'il n'eût l'intention d'abandonner toute la France aux envahisseurs et de s'exposer à être lui-même cerné dans une place où la famine le forcerait bientôt à se rendre ou à combattre dans des conditions dictées par l'ennemi, il semble qu'il ne pût avoir un moment de doute sur la nécessité de se retirer immédiatement de Metz. Pourtant il ne bouge pas encore. Le 11, la cavalerie allemande est à Lunéville ; il ne fait pas encore mine de remuer. Le 12, elle a traversé la Moselle ; elle opère des réquisitions dans Nancy ; elle enlève les rails du chemins de fer entre Metz et Frouard, elle se montre à Pont-à-Mousson. Le 13, l'infanterie allemande occupe Pont-à-Mousson, et, par suite, est maîtresse des deux rives de la Moselle. Enfin, le dimanche 14, Bazaine se décide à mettre ses hommes en marche sur la rive gauche de la rivière ; s'ensuit l'engagement de Pange, qui, on le confesse, retarde à nouveau la retraite ; et nous pouvons supposer que c'est lundi qu'a été commencée vraiment la retraite sur Châlons par l'expédition du train des équipages et de l'artillerie. Mais ce lundi-là, la cavalerie allemande avait traversé la Meuse à Commercy, et, à moins de dix milles de la ligne de retraite des Français, à Vigneulles. Combien de troupes ont-elles pu opérer leur retraite lundi et aux premières heures de la matinée de mardi ? Nous ne pouvons le dire, mais il paraît certain que le gros de l'armée était encore derrière au moment où le 3^e corps allemand et la cavalerie de réserve attaquèrent les colonnes en marche près de Mars-la-Tour le mardi 16 août à neuf heures du matin. Le résultat est connu : la retraite de Bazaine a été en

fait arrêtée ; le 17, ses propres télégrammes montrent qu'il avait tout au plus maintenu les positions que son propre désir était de laisser derrière lui.

Le mercredi 18, les deux armées semblent avoir repris haleine ; mais jeudi, tout espoir que Bazaine pouvait encore nourrir de réussir sa retraite était fatalement renversé. Les Prussiens l'attaquèrent ce matin-là et, après neuf heures de combat, « l'armée française était complètement défaite, coupée de ses communications avec Paris et repoussée vers Metz ». Ce soir-là, ou le lendemain, l'armée du Rhin a dû réintégrer la forteresse qu'elle avait quittée au début de la semaine. Une fois parquée là, il sera facile aux Allemands de lui couper tous ses ravitaillements ; d'autant plus que le pays est déjà vidé de tout par la présence prolongée des troupes et que l'armée d'investissement réquisitionnera sûrement pour elle-même tout ce qu'on pourrait réunir. Ainsi la famine obligera bientôt Bazaine à bouger ; mais il est difficile de dire dans quelle direction. Un mouvement vers l'Ouest rencontrera à coup sûr la résistance de forces supérieures ; un mouvement vers le Nord est extrêmement dangereux ; un mouvement vers le Sud-Est pourrait peut-être réussir partiellement, mais serait absolument stérile en résultats immédiats. Même s'il atteignait Belfort ou Besançon avec une armée désorganisée, Bazaine ne pourrait exercer d'influence appréciable sur le sort de la campagne. Telle est la situation où l'hésitation dans la seconde phase de la campagne a mis l'armée française. Sans doute, le gouvernement de Paris s'en rend parfaitement compte. Le rappel de la garde mobile de Châlons à Paris le prouve. Du moment que les principales forces de Bazaine sont coupées, la position de Châlons, qui n'était qu'un point de rendez-vous et rien de plus, a perdu toute importance. Le point de rendez-vous le plus proche

pour toutes les troupes est maintenant Paris, et c'est vers Paris que désormais tout doit se diriger. Il n'y a pas de force quelconque qui puisse s'opposer en rase campagne à la 3^e armée allemande en marche à l'heure qu'il est sur la capitale. Avant longtemps les Français apprendront, par une expérience pratique, si les fortifications de Paris valent ou non ce qu'elles ont coûté.

Bien que cette catastrophe finale ait été imminente depuis plusieurs jours, il est à peine possible encore aujourd'hui de se rendre compte qu'elle ait pu réellement se produire. Aucune prévision n'égalait cette réalité. Il y a quinze jours, les Anglais supputaient les conséquences possibles de la victoire française dans la première grande bataille. Le danger que visaient surtout leurs craintes était que Napoléon III trouvât dans un tel succès initial l'occasion d'une paix hâtive aux dépens de la Belgique. Sur ce point, ils ont été vite rassurés. Les batailles de Woerth et de Forbach ont montré qu'aucun triomphe théâtral n'était réservé aux armes françaises. La démonstration que l'Allemagne n'avait rien à craindre de la part de la France semblait de bon augure pour la fin rapide de la guerre. Le moment devait bientôt venir, pensait-on, où les Français reconnaîtraient que la tentative de diriger la consolidation de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse était manqué ; que, par conséquent, ils n'avaient plus rien en vue de quoi combattre, tandis que les Allemands tiendraient difficilement à soutenir une lutte incertaine et douteuse, une fois concédé l'aveu qu'elle était destinée à arracher. Les cinq premiers jours de cette semaine ont de nouveau changé toute la face des affaires. La puissance militaire de la France semble avoir été entièrement renversée, et, pour le moment, il ne semble y avoir d'autre limite à l'ambition allemande que la douteuse

barrière de la modération allemande. Nous ne pouvons pas, jusqu'à présent, essayer d'apprécier les conséquences politiques de ce terrible revers. Nous ne pouvons que considérer avec étonnement son ampleur et sa soudaineté, et avec admiration la façon dont les troupes françaises l'ont supporté. Qu'après quatre jours de combats presque incessants dans les conditions les plus décourageantes, elles aient su résister le cinquième, pendant neuf heures, à l'attaque de forces grandement supérieures en nombre, cela vaut un crédit infini ouvert sur leur courage et leur résolution. Jamais dans ses campagnes les plus triomphantes, l'armée française n'a conquis plus de réelle gloire que dans sa désastreuse retraite de Metz.

N° 1725. Vol. XII.

Mercredi 24 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XI.

Bien qu'encore sans détails complets sur les trois terribles batailles livrées la semaine dernière autour de Metz, nous en avons assez appris sur elles pour être à même de donner maintenant un compte rendu intelligible de ce qui s'est effectivement passé.

La bataille du dimanche 14 août fut engagée par les Allemands, dans l'intention de retarder la retraite française sur Verdun. Le restant du corps Frossard était signalé traverser la Moselle vers Longeville dans l'après-midi de dimanche ; des indices de mouvement étaient visibles parmi les troupes campées à l'est de Metz. Les corps d'armée I (Prusse orientale) et VII (Westphalie et Hanovre) reçurent l'ordre d'attaquer. Ils repoussèrent les Français jusqu'à être eux-mêmes en deçà de la portée des forts ; mais les Français prévoyant un pareil mouvement avaient

massé des corps importants en des positions abritées dans la vallée de la Moselle, et dans une étroite gorge à travers laquelle court de l'Est à l'Ouest un ruisseau qui rejoint la rivière principale au nord de Metz. Ces masses tombèrent soudain sur le flanc droit des Allemands, déjà souffrant du feu des forts et les ont, dit-on, repoussés en désordre ; après quoi les Français doivent s'être retirés, car il est certain que les Allemands restèrent en possession de la partie du champ de bataille qui est hors de la portée des forts et ne se retirèrent qu'après l'aurore dans leurs bivouacs antérieurs. Nous savons cela par [des] lettres particulières d'hommes engagés dans la bataille et par une lettre écrite de Metz, parue dans le *Manchester Guardian* de lundi, et émanant d'un correspondant qui, ayant visité le champ de bataille, le trouva occupé par les Prussiens prenant soin des blessés français qui y restaient encore. Les deux partis peuvent, en un certain sens, prétendre avoir atteint l'objectif pour lequel la lutte avait été engagée ; les Français ont attiré les Allemands dans un piège et leur ont infligé de lourdes pertes ; les Allemands ont retardé la retraite française jusqu'à ce que le Prince Frédéric-Charles ait pu atteindre la ligne par où cette retraite devait s'effectuer. Du côté des Allemands, deux corps, soit quatre divisions, avaient été engagés ; du côté français les corps Decaen et Ladmirault, et une partie de la Garde, soit plus de sept divisions. Ainsi les Français avaient dans cette bataille une grande supériorité numérique. Leur position était aussi, à ce que l'on dit, grandement renforcée par des trous de tir et des tranchées d'où ils faisaient feu avec plus de sang-froid qu'il n'est habituel.

La retraite de l'armée du Rhin vers Verdun ne commença pas en forces avant le mardi 16. A ce moment, les têtes de colonne du Prince Frédéric-Charles —

3^e corps d'armée (Brandebourg) — atteignaient juste les environs de Mars-la-Tour. Elles attaquèrent immédiatement, et six heures durant, mirent l'armée française aux abois. Renforcées plus tard par le 10^e corps d'armée (Hanovre et Westphalie) et des fractions des 8^e (Rhénanie) et 9^e (Slesvig-Holstein et Mecklembourg), non seulement elles maintinrent leurs positions, mais repoussèrent l'ennemi, prirent deux aigles, sept canons et plus de 2.000 prisonniers. Les forces qui leur étaient opposées comprenaient les corps Decaen, Ladmirault, Frossard et une partie au moins du corps Canrobert (ils avaient atteint Metz en venant de Châlons, pendant les derniers jours où le chemin de fer via Frouard était encore libre) ainsi que la garde, soit en tout, de quatorze à quinze divisions. Ainsi les huit divisions allemandes avaient à nouveau en face d'elles un nombre supérieur d'ennemis, même si, comme il est probable, la totalité des troupes de Bazaine n'était pas engagée. Il est bon de garder cela présent à l'esprit, car les communiqués français continuent à expliquer tous les revers par leur constante infériorité numérique. Les Français ont été effectivement arrêtés dans leur mouvement rétrograde, cela résulte clairement du fait qu'eux-mêmes parlent d'engagements d'arrière-garde, qui ont eu lieu le 17 à proximité de Gravelotte, plus de 5 milles en arrière de leurs positions du 16. En même temps, le fait que seulement quatre corps d'armée allemands ont pu être mis en ligne mardi, montre que le succès obtenu par eux fut incomplet. Le capitaine Jeannerod, qui, le 17, arrivait de Briey à Conflans, trouva là deux régiments français de cavalerie de la Garde très endommagés et prenant la fuite au simple cri : « Voilà les Prussiens. » Cela prouve que quoique la route par Etain, dans la soirée du 16, ne fût pas réellement entre les mains des Allemands, ils en étaient

assez près pour rendre impossible toute retraite par cette voie, sans une nouvelle bataille. Quoi qu'il en soit, Bazaine semble avoir abandonné toute idée de ce genre, car il s'est retranché dans une très forte position près de Gravelotte, et c'est là qu'il attendait l'attaque allemande qui a eu lieu le 18.

Le plateau où court la route de Mars-la-Tour à Metz par Gravelotte est coupé par une série de profonds ravins, formés par des ruisseaux coulant du Nord au Sud vers la Moselle. Un de ces ravins se trouve immédiatement devant Gravelotte à l'Ouest, deux autres, parallèles, s'éten lent derrière le premier. Chacun d'eux forme une forte position défensive qu'on a renforcée par des ouvrages de terre et en barricadant et pourvoyant de meurtrières certaines fermes et villages occupés comme des positions d'importance tactique. Recevoir l'ennemi dans cette forte position retranchée, le laisser se casser la tête contre cet obstacle, le repousser finalement par un puissant « retour offensif » et déblayer ainsi la route de Verdun — tel était évidemment le seul espoir qui restait à Bazaine. — Mais l'attaque fut menée avec de telles forces et une telle énergie que les positions furent prises l'une après l'autre, et l'armée du Rhin repoussée jusque sous les canons de Metz. Contre quatorze ou quinze divisions françaises, étaient effectivement engagées douze divisions allemandes, et quatre de plus laissées en réserve. Le nombre d'hommes engagés de chaque côté ne serait pas loin d'être égal ; d'une façon générale, quelque peu en faveur des Allemands, quatre de leurs six corps ayant été presque intacts ; mais cette légère supériorité numérique ne saurait contrepeser la force de la position des Français.

L'opinion française hésite encore à accepter entièrement la réalité de la situation créée pour Bazaine et

son armée, pendant de celle où le général Bonaparte réduisit Wormser à Mantoue en 1796 et Mack à Ulm en 1805. Que la brillante armée du Rhin, l'espoir et la force de la France, en soit, après quinze jours de campagne, réduite à ce choix : ou tenter de s'ouvrir un passage à travers l'ennemi dans des conditions désastreuses, ou à capituler, c'est plus que les Français ne peuvent arriver à croire. Ils cherchent toutes les explications possibles. Une des théories est que Bazaine se sacrifie pour ainsi dire lui-même afin de gagner du temps pour Mac-Mahon et Paris. Tandis que Bazaine retient deux des trois armées allemandes devant Metz, Paris peut organiser sa défense, et Mac-Mahon aura le temps de créer une armée fraîche. Bazaine resterait ainsi à Metz, non parce qu'il ne peut faire autrement, mais parce que c'est l'intérêt de la France qu'il soit là. Mais, peut-on demander, où sont les éléments de la nouvelle armée de Mac-Mahon ? Son propre corps d'armée, comptant maintenant au plus 15.000 hommes ; les troupes de Faily qui restent désorganisées et dispersées par une longue retraite sinueuse — on dit qu'il est arrivé à Vitry-le-François n'ayant que 7.000 à 8.000 hommes ; peut-être une des divisions de Canrobert ; les deux divisions de Félix Douay, dont personne ne semble savoir à peu près où elles se trouvent ; environ 40.000 hommes y compris les marins de l'expédition projetée sur la Baltique. A cela viendraient s'ajouter les quatrièmes bataillons. Il paraît qu'ils arrivent présentement à Paris en assez grand nombre, mais complétés en grande partie par des recrues. Le total de ces troupes atteindrait environ 130.000 à 150.000 hommes ; mais cette nouvelle armée ne saurait se comparer en qualité à l'ancienne armée du Rhin. Les vieux régiments qui s'y trouvent ne peuvent qu'avoir grandement souffert de démoralisation. Les nouveaux bataillons ont été formés en

hâte, contiennent beaucoup de recrues et ne peuvent pas avoir d'aussi bons officiers que les anciens. La proportion de cavalerie et d'artillerie doit être en réalité fort minime ; la grande masse de la cavalerie est à Metz, et les approvisionnements nécessaires pour l'équipement de nouvelles batteries, les harnachements, etc... semblent, en certains cas, n'exister que sur le papier. Jeannerod en cite un exemple dans le *Temps* de dimanche. Quant à la garde mobile, après avoir été ramenée de Châlons à Saint-Maur, près de Paris, elle paraît s'être entièrement dispersée, faute de provisions. Et ce serait pour gagner du temps à des forces comme celles-là que la meilleure armée que la France possède serait tout entière sacrifiée. Et elle est sacrifiée s'il est vrai qu'elle soit enfermée dans Metz. Si Bazaine avait, de propos délibéré, conduit son armée dans la situation présente, il aurait commis une faute auprès de laquelle toutes les fautes antérieures de la guerre tombent à rien. En ce qui concerne les bruits d'une retraite de Bazaine hors de Metz, et de sa jonction à Montmédy avec Mac-Mahon, la réfutation de l'histoire jetée hier dans la circulation par le *Standard* a été suffisamment faite ce matin par l'auteur de la revue militaire du même journal. Même si quelques détachements de l'armée Bazaine se sont échappés par le Nord à la suite ou au cours des récents engagements autour de Mars-la-Tour, le gros de cette armée est toujours enfermé dans Metz.

N° 1727. Vol. XII.

Vendredi 26 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XII.

Les deux tout derniers événements de la guerre sont les suivants : le Prince royal est en train d'avan-

cer au delà de Châlons, et Mac-Mahon a fait partir de Reims toute son armée — on ignore vers quelle direction exactement. Mac-Mahon, d'après les communiqués français, trouve que la guerre va trop lentement ; afin d'en hâter la décision, on dit maintenant qu'il est en marche depuis Reims au secours de Bazaine. Ce serait vraiment précipiter les choses presque à la crise finale.

Dans notre article de mercredi, nous estimions les forces de Mac-Mahon à un chiffre de 130.000 à 150.000 hommes en admettant que toutes les troupes de Paris l'avaient rejoint. Nous avons raison de supposer qu'il avait à Châlons le reste de son corps d'armée et des troupes de de Faily ; et aussi que les deux divisions de Douay étaient à Châlons, où nous savons maintenant qu'elles sont allées par un détour de route en chemin de fer via Paris ; et aussi que les marins et autres parties du corps de la Baltique étaient là. Mais nous apprenons aujourd'hui qu'il reste encore des troupes de la ligne dans les forts autour de Paris ; qu'une partie des hommes de Mac-Mahon et de Frossard, principalement la cavalerie, sont retournés à Paris pour être réorganisés, et que Mac-Mahon n'a dans son camp qu'environ 80.000 hommes de troupes régulières. Nous pouvons donc réduire notre estimation largement de 25.000 hommes et abaisser à 110.000 ou 120.000 le chiffre maximum des forces de Mac-Mahon dont un tiers consisterait en recrues non exercées. Et c'est avec cette armée qu'on le dit parti au secours de Bazaine à Metz.

Maintenant le premier et plus immédiat adversaire de Mac-Mahon est l'armée du Prince royal. Le 24, il occupait avec ses avant-postes l'ancien camp de Châlons, fait qui nous est télégraphié de Bar-le-Duc. De cela nous pouvons conclure que c'est dans cette ville qu'était alors le quartier général. La route de

Metz la plus proche pour Mac-Mahon passe par Verdun. De Reims à Verdun, par une route nationale presque droite, il y a soixante-dix bons milles ; par la route haute, via Sainte-Menehould, il y a plus de quatre-vingts milles. Cette dernière, au surplus, passe par le camp de Châlons — c'est-à-dire par les lignes allemandes. De Bar-le-Duc à Verdun, la distance est de moins de quarante milles.

Ainsi, non seulement l'armée du Prince royal peut tomber sur le flanc de Mac-Mahon, s'il emprunte l'une des deux susdites routes de Verdun, mais il peut, passant derrière la Meuse, joindre les deux armées allemandes qui restent entre Verdun et Metz bien avant que Mac-Mahon puisse déboucher de Verdun sur la rive droite de la Meuse. Et tout cela demeurerait constant, même si le Prince royal avait avancé jusqu'à Vitry-le-François, et devait aussi mettre un jour de plus à concentrer ses troupes depuis leur front extrême de marche ; si grande est la différence de distance en sa faveur.

Dans ces conditions, il est permis de douter si Mac-Mahon va utiliser l'une ou l'autre des routes indiquées, s'il ne va pas se retirer tout de suite de la sphère d'action immédiate du Prince royal et choisir la route de Reims à Verdun par Vouziers, Grandpré et Varennes, ou à Stenay par Vouziers ; il passerait la Meuse à Stenay et marcherait alors vers Metz par le Sud-Est. Mais cela ne lui assurerait qu'un avantage momentané pour rendre la défaite finale doublement certaine. Ces deux routes sont encore plus détournées et donneraient encore plus de temps au Prince royal pour réunir ses troupes à celles qui sont devant Metz, et d'opposer ainsi à Mac-Mahon et Bazaine une supériorité numérique écrasante.

Ainsi, quel que soit le moyen choisi par Mac-Mahon pour se rapprocher de Metz, il ne peut se débarrasser

du Prince royal, à qui, au surplus, ne peut être dénié le choix entre le combattre seul ou en conjonction avec les autres armées allemandes. Il en résulte évidemment qu'un mouvement de Mac-Mahon pour porter secours à Bazaine serait une grosse faute, aussi longtemps qu'il n'en aura pas complètement terminé avec le Prince royal. Pour arriver à Metz, sa route la plus courte, la plus rapide et la moins dangereuse est droit à travers la 3^e armée allemande. S'il marchait droit à elle, l'attaquait où qu'il la trouve, la battait et la repoussait pour quelques jours dans la direction du Sud-Est, de manière à interposer son armée victorieuse comme un coin entre celle-là et les deux autres armées allemandes — de la même façon que le Prince royal lui a montré à le faire — alors, et alors seulement, il aurait une chance d'arriver à Metz et de libérer Bazaine. Mais s'il se sentait assez fort pour faire cela, nous pouvons être sûrs qu'il l'aurait fait tout de suite. Ainsi la retraite de Reims prend un aspect différent. Ce n'est pas tant un mouvement pour sauver Bazaine de Steinmetz et Frédéric-Charles, qu'un mouvement pour sauver Mac-Mahon du Prince royal. Et, à ce point de vue, c'est le pire qu'on pût faire. C'est laisser toutes les communications directes avec Paris à la merci de l'ennemi. C'est détourner du centre vers la périphérie les dernières forces disponibles de la France, les placer intentionnellement plus loin du centre que l'ennemi n'est déjà. Un tel mouvement pourrait être excusable entrepris avec des forces numériques considérablement supérieures ; mais il est entrepris ici avec des nombres irrémédiablement inférieurs, et en face d'une presque certitude de défaite. Et qu'apportera cette défaite ? où qu'elle arrive, elle poussera les restes de l'armée battue plus loin de Paris, vers la frontière du Nord, où ils peuvent être acculés en territoire neutre ou

forcés à capituler. Mac-Mahon, si réellement il a entrepris le mouvement en question, place délibérément son armée dans une position exactement semblable à celle où la marche de flanc de Napoléon, autour de la partie Sud de la forêt de Thuringe plaça en 1806 l'armée prussienne à Iéna. Une armée numériquement et moralement plus faible est délibérément placée dans une position où, après une défaite, sa seule ligne de retraite est une étroite bande de territoire menant en territoire neutre ou à la mer. Napoléon força les Prussiens à capituler en atteignant Stettin avant eux. Les troupes de Mac Mahon devront se rendre dans cette étroite bande de territoire français qui s'enfonce dans le territoire belge entre Mézières et Charlemont-Givet. Au cas le plus favorable, elles pourraient se réfugier dans les forteresses du Nord, Valenciennes, Lille, etc... où, en toutes éventualités, elles seront inoffensives. Et alors la France sera à la merci de l'envahisseur.

Tout le plan semble si extravagant qu'il ne peut être expliqué que par des nécessités politiques. Il a plutôt l'air d'un « coup de désespoir » (1) que de tout autre chose. Il donne l'impression que quelque chose doit être fait, quelque chose risqué avant que Paris soit pleinement à même de comprendre la situation réelle. C'est le plan, non d'un stratège, mais d'un « Algérien » (1), habitué à combattre des irréguliers, le plan non d'un soldat, mais d'un aventurier politique et militaire, comme tels et tels ont réussi à faire leur chemin en France ces dix-neuf dernières années. Le langage attribué à Mac-Mahon pour justifier sa résolution est tout à fait d'accord avec cette idée : « Qu'est-ce qu'on dirait » s'il ne marchait pas au secours de Bazaine ? Oui, mais « Qu'est-ce qu'on dirait » s'il se

(1) En français dans le texte. (Note du Tr.)

mettait dans une position pire que celle où s'est mis Bazaine ? C'est tout le Second Empire. Garder les apparences, cacher la défaite, c'est tout ce qu'on demande. Napoléon a tout mis sur une carte et il a perdu ; et maintenant Mac-Mahon va encore, faire *banco* (1) quand les chances sont contre lui à 10 pour 1. Plus tôt la France sera débarrassée de ces hommes-là, mieux cela vaudra pour elle. C'est son seul espoir.

N° 1728. Vol. XII.

Samedi 27 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XIII.

Hier a été télégraphié un lot de nouvelles qui a fait grande sensation parmi nos confrères. Elles venaient de Berlin et avaient pour but de dire que le quartier général du Roi avait été transféré à Bar-le-Duc, que des corps des 1^{re} et 2^e armées restaient en face de l'armée de Bazaine et que le reste des forces allemandes « avaient résolument commencé leur marche sur Paris ».

Jusqu'à présent, les mouvements des armées allemandes avaient été tenus secrets pendant leur exécution. C'est seulement quand le mouvement avait été accompli, une fois le coup porté, que nous apprenions où étaient allées les troupes. Il semble étrange qu'on ait tout d'un coup renversé le système ; que Moltke le taciturne se mette subitement sans aucune occasion apparente pour cela, à proclamer devant le monde entier qu'il est en train de marcher sur Paris, et même « résolument ».

(1) Engels, selon l'usage des Allemands et de la plupart des étrangers, a écrit *va banque*, expression de la bassette et du pharaon, depuis longtemps hors d'usage en France.

En même temps, on nous dit que les avant-gardes du Prince royal sont poussées de plus en plus près de Paris, et que sa cavalerie s'étend de plus en plus vers le Sud. On annonce même que les terribles uhlands ont été vus à Château-Thierry, presque à mi-chemin entre Châlons et Paris.

N'y aurait-il pas une raison spéciale, pas bien évidente au premier coup d'œil, pour que cette annonce des intentions du roi de Prusse soit faite juste à ce moment, et pour qu'en même temps la cavalerie allemande redouble d'activité ?

Confrontons les dates. Lundi soir 22 août, Mac-Mahon commençait ses mouvements sur la route de Reims, et pendant plus de quatorze heures les colonnes ne cessaient de traverser cette ville. Dans la soirée de mercredi, sinon avant, la nouvelle de cette marche peut être arrivée au quartier général allemand. Ce mouvement ne peut avoir qu'une seule signification : l'intention de délivrer Bazaine du piège où il est enfermé. Plus Mac-Mahon avançait dans la direction qu'il a prise, et plus il mettrait en danger ses propres communications avec Paris et sa ligne de retraite, et plus il se placerait entre l'armée allemande et la frontière belge. Supposons qu'il parvienne au delà de la Meuse, qu'il a, dit-on, l'intention de passer à La Neuville, en face de Stenay, et la retraite peut lui être aisément coupée. Or, rien pouvait-il encourager davantage Mac-Mahon à persister dans sa dangereuse manœuvre, sinon la nouvelle que, pendant qu'il se précipitait au secours de Bazaine, les Allemands n'avaient laissé qu'une portion relativement faible de leurs forces devant Metz et étaient « résolument » en marche sur Paris avec le gros de leurs troupes ? C'est ainsi que, mercredi soir, la même nouvelle est télégraphiée de Pont-à-Mousson à Berlin, de Berlin à Londres, de Londres à Paris et à

Reims, d'où certainement Mac-Mahon a eu tout de suite l'avantage d'en être informé, et pendant qu'il marche dans la direction de Stenay, Longuyon et Briey, l'armée du Prince royal, ne laissant qu'un corps ou deux en Champagne où rien ne s'oppose à elle, lancerait tout le reste vers Saint-Mihiel, y passerait la Meuse et essaierait de gagner par Fresne une position menaçant les communications de l'armée de Mac-Mahon avec la Meuse, et cependant à distance utile des troupes allemandes devant Metz. Si cela réussissait, et que Mac-Mahon fût défait dans ces conditions, son armée devrait ou passer en territoire neutre ou se rendre aux Allemands.

Il n'y a pas de doute, les mouvements de Mac-Mahon sont parfaitement connus du quartier général allemand. Dès le moment où la bataille de Rezonville (ou de Gravelotte, comme on l'appelle officiellement) eut établi le fait que Bazaine était enfermé dans Metz, dès ce moment Mac-Mahon devint l'objectif prochain, non seulement du Prince royal, mais aussi de toutes les autres troupes qui pouvaient être retirées de devant Metz. En 1814, il est vrai, les Alliés, après la jonction de Blücher et Schwarzenberg, entre Arcis-sur-Aube et Châlons, marchèrent sur Paris, sans s'occuper le moins du monde de la marche de Napoléon sur le Rhin ; et leur marche décida de la campagne. Mais à ce moment, Napoléon avait été battu à Arcis et était incapable de tenir contre l'armée alliée ; il n'y avait pas d'armée française enfermée par des troupes alliées dans une forteresse de frontière, qu'il pût secourir ; et par-dessus tout, Paris n'était pas fortifié. Maintenant au contraire, quelle que puisse être la valeur militaire, numérique et morale, représentée par l'armée de Mac-Mahon, il n'y a pas de doute qu'elle soit tout à fait suffisante pour faire lever l'investissement de Metz, si cet investissement n'était

pas exécuté par plus de troupes qu'il n'en faut pour tenir Bazaine en échec. D'autre part, quoi qu'on puisse penser des fortifications de Paris, personne ne sera assez fou pour s'attendre à les voir tomber comme les murs de Jéricho, au premier coup de trompette des envahisseurs. Elles exigeront au moins, soit un long investissement pour affamer les défenseurs, soit un commencement, sinon davantage, de siège en règle. Ainsi, pendant que les Allemands arriveraient « résolument » devant Paris et seraient arrêtés à un point mort par les forts, Mac-Mahon déferait les Allemands devant Metz, se réunirait à Bazaine, et alors la France aurait sur les lignes de communications et de renforts allemandes une armée assez forte pour amener l'ennemi à faire retraite plus « résolument » qu'il n'avait avancé.

Si donc l'armée de Mac-Mahon est trop forte pour que, dans ces circonstances, les Allemands la négligent, nous devons arriver à la conclusion que la communication de la marche résolue du roi Guillaume sur Paris, que nombre de nos contemporains considèrent comme de la plus haute importance, représente soit un exemple de fausses nouvelles intentionnellement lancées pour égarer l'ennemi, soit, si c'est réellement la publication indiscreète d'une nouvelle exacte, une résolution adoptée avant qu'ait été connu le dernier mouvement de Mac-Mahon, auquel cas cette décision sera rapidement rapportée. Dans l'un et l'autre cas, un corps ou deux peuvent bien continuer à avancer vers Paris, mais la masse de toutes les troupes disponibles marchera au Nord-Est, pour exploiter pleinement les avantages que Mac-Mahon jette quasiment à leurs pieds.

Il y a toute apparence que le siège de Strasbourg sera bientôt mené à terme par la reddition de la forteresse. Les Allemands s'en occupent, c'est clair,

tout à fait sérieusement. Hier matin, le bombardement s'était continué du côté de Kehl, jour et nuit depuis trois jours. En même temps, les Prussiens avaient poussé leurs avant-postes jusqu'à une distance de 500 à 800 yards de la forteresse. L'arsenal avait été incendié, et quelques grosses pièces de canon qui viennent d'être mises en batterie vont entrer immédiatement en action contre la place.

N° 1731. Vol. XII.

Mercredi 31 août 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XIV.

Les Allemands ont encore une fois été trop rapides pour Mac-Mahon. La quatrième armée, sous les ordres du Prince Albert de Saxe, qui comprend au moins deux corps (la Garde prussienne et le 12^e corps ou corps royal saxon) sinon plus, a poussé d'un coup jusqu'à la Meuse, s'est assuré des passages quelque part entre Stenay et Verdun et a engagé sa cavalerie au delà de la rivière. Les défilés de l'Argonne sont en son pouvoir. A Sainte-Menehould, jeudi dernier, elle faisait prisonniers 800 gardes mobiles, et samedi elle défaisait une brigade de cavalerie française à Buzancy. Sur sa route, elle poussait une forte reconnaissance jusqu'à Verdun, jeudi dernier, mais, trouvant la place en état de la recevoir, elle n'a pas persisté dans son intention d'attaquer en force.

Mac-Mahon qui, entre temps, avait quitté Reims le 22 et le 23 avec une armée, selon les renseignements français, de 150.000 hommes bien équipés, bien pourvus d'artillerie, de munitions, de provisions, n'avait pas, dans la soirée du 25, dépassé Rethel, à vingt-trois milles environ de Reims. Nous ne savons pas avec certitude combien de temps il y est resté ni

quand il en est parti. Mais l'engagement de cavalerie de Buzancy, qui est sur la route de Stenay, à quelque vingt milles plus loin, prouve que, même samedi, son infanterie n'était pas arrivée là. Cette lenteur de mouvement contraste vivement avec l'activité des Allemands. Pas de doute, pour une grande partie, elle est due à la composition de son armée, qui contient soit des troupes plus ou moins démoralisées, soit des formations nouvelles où prédominent les jeunes recrues ; certaines d'entre elles sont même de simples corps de volontaires avec nombre d'officiers qui ne sont pas de carrière. Il est évident que cette armée ne peut avoir ni la discipline ni la cohésion de l'ancienne « armée du Rhin », et qu'il sera presque impossible de mouvoir de 120.000 à 150.000 hommes de cette sorte à la fois rapidement et en bon ordre. De plus il y a le train. La grande masse du train des équipages de l'armée du Rhin s'est certainement échappée de Metz les 14 et 15, mais on peut imaginer que ces corps n'étaient pas dans les meilleures conditions ; on peut supposer que leur approvisionnement en munitions et l'état de leurs chevaux laissent beaucoup à désirer. Et, enfin, nous pouvons admettre comme un fait que l'intendance militaire française ne s'est pas corrigée depuis le commencement de la guerre et que, par conséquent, l'approvisionnement d'une grande armée dans une contrée extrêmement pauvre ne sera pas chose aisée. Mais même si nous reconnaissons libéralement tous ces obstacles, nous sommes cependant amenés à voir en outre dans les retards de Mac-Mahon un symptôme particulier d'indécision. Son plus court chemin pour aller au secours de Bazaine — une fois abandonnée la route directe par Verdun — était celui qui passe par Stenay, et c'est dans cette direction qu'il a fait route. Mais avant d'avoir dépassé Rethel, il a dû apprendre que les Allemands

s'étaient établis sur les passages de la Meuse et que le flanc droit de ses colonnes, sur la route de Stenay n'était plus en sécurité. La rapidité de l'avance allemande semble avoir déconcerté ses plans. On nous dit que vendredi, il était toujours à Rethel, où il recevait des renforts frais de Paris, et qu'il avait l'intention de marcher sur Mézières le lendemain. Comme nous n'avons pas eu de nouvelles authentiques d'engagements importants, cela paraît très probable. Cela impliquerait l'abandon presque complet de son plan pour secourir Bazaine ; car un mouvement à travers la bande étroite de territoire français sur la rive droite de la Meuse entre Mézières et Stenay aurait présenté de grandes difficultés et de grands dangers, causé de nouveaux retards et donné à l'adversaire tout le temps de l'envelopper de tous les côtés. On ne peut, en effet, douter maintenant que des forces tout à fait suffisantes aient été envoyées pour cela de l'armée du Prince royal dans la direction du Nord. Tout ce que nous apprenons sur la situation de la troisième armée nous porte à croire à un mouvement vers le Nord, par les trois grandes routes fort propres à ce dessein : Epernay-Reims-Rethel, Châlons-Vouziers et Bar-le-Duc-Varenes-Grandpré. Le fait que l'engagement de Sainte-Menehould a été télégraphié de Bar-le-Duc rend même possible que ce soit une partie de la III^e armée qui ait battu les mobiles et occupé la ville.

Mais quelle peut être l'intention de Mac-Mahon si réellement il marche sur Mézières ? Nous doutons qu'il ait lui-même une claire idée de ce qu'il entend faire. Nous savons maintenant que sa marche au Nord lui fut, au moins dans une certaine mesure, imposée par l'insubordination de ses hommes, qui protestaient contre la « retraite » de Châlons sur Reims et qui demandaient assez violemment à être

conduits contre l'ennemi. La marche au secours de Bazaine fut alors entreprise. Vers la fin de la semaine, Mac-Mahon peut avoir été convaincu que son armée n'avait pas la mobilité nécessaire pour une marche directe sur Stenay et qu'il valait mieux prendre la route, pour le moment plus sûre, par Mézières. Chose qui, à coup sûr, retarderait et pourrait rendre impraticable le secours à Bazaine projeté ; mais Mac-Mahon s'était-il jamais cru décidément à même de l'effectuer ? Nous en doutons. Et alors la marche sur Mézières retarderait, en tout cas, celle de l'ennemi sur Paris, donnerait aux Parisiens plus de temps pour compléter leur défense, gagnerait du temps pour l'organisation d'armées de réserve derrière la Loire et à Lyon, et, en cas de besoin, ne pourrait-il pas se retirer le long de la frontière du Nord vers la triple ceinture des forteresses, et essayer de voir s'il n'y aurait pas parmi elles quelque « quadrilatère » ? Quelques idées, plus ou moins vagues de ce genre, peuvent avoir induit Mac-Mahon, qui certainement ne semble pas avoir grand chose d'un stratège, à faire une deuxième fausse manœuvre, après s'être une fois empêtré dans une première ; et ainsi nous voyons la dernière armée qu'ait la France, et que sans doute elle doit avoir en campagne, marcher délibérément à sa ruine, dont seules les bévues les plus grossières de l'ennemi pourraient la sauver ; et cet ennemi n'a pas encore fait une seule faute.

Nous disons : la dernière armée que la France pourra sans doute mettre en ligne pendant cette guerre. Bazaine doit être considéré comme perdu, à moins que Mac-Mahon ne puisse le secourir, et c'est plus que douteux. L'armée de Mac-Mahon, en mettant les choses au mieux, sera dispersée entre les forteresses de la frontière du Nord, où elle sera hors d'état de nuire. Les armées de réserve dont on parle à présent seront

composées de recrues novices, amalgamées avec un certain nombre d'anciens soldats, et inévitablement commandées par des officiers en majeure partie non professionnels ; elles seront armées avec toutes sortes d'armes ; elles seront totalement inaccoutumées aux fusils se chargeant par la culasse, ce qui équivaut à dire que leurs munitions seront gaspillées avant d'être réellement nécessaires — en un mot, elles seront inaptes à la campagne, inaptes à quoi que ce soit, si ce n'est la défense des fortifications. Tandis que les Allemands n'ont pas seulement porté de nouveau leurs bataillons et escadrons à leur plein effectif, mais continuent à envoyer en France division après division de landwehr, les quatrièmes bataillons français ne sont pas encore complétés. Soixante-six d'entre eux seulement ont été formés en « régiments de marche » et envoyés soit à Paris soit à Mac-Mahon. Les trente-quatre autres n'étaient pas encore, il y a quelques jours, prêts à entrer en campagne. L'organisation militaire est partout déficiente ; une noble et vaillante nation voit impuissants tous ses efforts pour sa défense, parce qu'elle a souffert pendant vingt ans que ses destinées fussent dirigées par une troupe d'aventuriers qui ont transformé administration, gouvernement, armée, marine — en fait, toute la France — en source de profits pécuniaires pour eux.

N° 1733. Vol. XII.

Vendredi 2 septembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XV.

Le 26 août, alors que tous nos contemporains, presque sans exception, étaient beaucoup trop occupés à commenter l'immense importance de la marche

« résolue » du Prince royal sur Paris pour avoir du temps de reste pour Mac-Mahon, nous nous risquâmes à signaler que le mouvement réellement important de la journée était celui qu'on disait ce général en train d'exécuter pour secourir Metz. Nous disions qu'en cas de défaite « les troupes de Mac-Mahon devraient se rendre sur cette étroite bande de territoire français qui s'enfonce en territoire belge entre Mézières et Charlemont-Givet ».

Nos prévisions d'alors sont maintenant presque réalisées. Mac-Mahon a avec lui le premier corps (le sien), le 5^e (anciennement corps de Faily, maintenant Wimpffen), le 7^e (corps Douay) et le 13^e (corps Lebrun) avec ce que jusqu'au 29 août on a pu faire venir de troupes de Paris, comprenant même les mobiles rebelles de Saint-Maur, et en outre, la cavalerie du corps Canrobert qui avait été laissée à Châlons. La totalité de ces forces représentera peut-être 150.000 hommes, dont une moitié à peine est formée de troupes de la vieille armée, le reste de quatrièmes bataillons et mobiles en proportion égale. On dit cette armée bien pourvue d'artillerie, mais une grande partie de celle-ci doit consister en batteries récemment constituées ; elle est, d'autre part, notoirement très faible en cavalerie. Fût-elle même numériquement plus forte que nous ne l'estimons, ce surplus doit consister en recrues novices et ne rien ajouter à sa force, que nous pouvons à peine tenir pour équivalente à celle d'une armée de 100.000 bons soldats.

Mac-Mahon a quitté Reims pour Rethel et la Meuse dans la soirée du 22, mais le 13^e corps ne lui a été expédié de Paris que le 28 et le 29 ; et comme, à ce moment-là, la voie ferrée directe Paris-Rethel via Reims était menacée par l'ennemi, ces troupes ont dû être envoyées par le chemin de fer du Nord, via Saint-Quentin, Avesnes et Hirson. Leur trajet n'a pu être

terminé avant le 30 ou le 31, dates auxquelles le combat avait déjà très sérieusement commencé ; si bien que les troupes attendues par Mac-Mahon n'étaient en somme pas encore là quand on en a eu besoin. Car, tandis que Mac-Mahon était occupé à perdre son temps entre Rethel, Mézières et Stenay, les Allemands étaient en marche de tous côtés. Le 27, une brigade de sa cavalerie avancée était battue à Buzancy. Le 28, Vouziers, croisée importante de routes dans l'Argonne, était aux mains des Allemands, et deux de leurs escadrons attaquaient et prenaient Vrizedy, village occupé par de l'infanterie qui dut se rendre — fait d'armes, entre parenthèses, qui n'a qu'un précédent : la prise par la cavalerie polonaise de Dembe Wielkie sur l'infanterie et la cavalerie russes, en 1831. Le 29, pas d'engagements rapportés d'aucune source digne de foi. Mais le 30 (mardi) les Allemands, ayant concentré assez de troupes, tombaient sur Mac-Mahon et le battaient. Les communiqués allemands parlent d'une bataille près de Beaumont et d'un engagement près de Nouart (sur la route de Stenay à Buzancy), mais des informations belges se réfèrent à un combat sur la rive droite de la Meuse, entre Mouzon et Carignan. On peut aisément concilier ces deux données ; et, en supposant les télégrammes belges exacts en substance, il semble que la 4^e armée allemande (4^e et 12^e corps de la Garde) ait eu ses 4^e et 12^e corps sur la rive gauche de la Moselle, où ils furent rejoints par le 1^{er} corps bavarois, premier apport de la 3^e armée arrivant du Sud. Ils rencontrèrent à Beaumont le gros des forces de Mac-Mahon en marche, évidemment dans la direction de Mézières à Stenay ; ils les attaquèrent, une fraction, probablement les Bavarois, tombant sur les Français, enveloppant leur flanc droit et les repoussant de leur ligne directe de retraite vers la Meuse à Mouzon, où les difficultés et les retards

du passage par le pont expliqueraient leurs grandes pertes en prisonniers, artillerie et matériel. Pendant que ceci se passait, l'avant-garde du 12^e corps allemand, qui semble avoir été envoyé dans une direction différente, rencontra le 5^e corps français (Wimpfen) marchant, selon toute apparence, par le Chêne-Populeux, la vallée de la Bar et Buzancy, vers le flanc des Allemands. La rencontre eut lieu à Nouart, à sept milles environ au sud de Beaumont ; elle tourna à l'avantage des Allemands, c'est-à-dire qu'ils réussirent à arrêter le mouvement tournant de Wimpfen pendant que la bataille se livrait à Beaumont. Une troisième partie des forces de Mac-Mahon, d'après les télégrammes belges, devait s'être avancée sur la rive droite de la Meuse, où l'on dit qu'elle avait campé la nuit précédente à Vaux, entre Carignan et Mouzon ; mais ce corps fut également attaqué par les Allemands (probablement la Garde) et complètement défait, perdant, à ce qu'on prétend, quatre mitrailleuses.

L'ensemble (1) de ces trois engagements (toujours en supposant les informations exactes en substance) constituerait la défaite complète de Mac-Mahon que nous avons prédite à plusieurs reprises. Les quatre corps qui lui étaient opposés devaient compter environ 100.000 hommes, mais on peut se demander s'ils furent tous engagés. Les troupes de Mac-Mahon, comme nous l'avons dit, devaient équivaloir à peu près à ce nombre de bons soldats. Leur résistance ne fut en rien comparable à celle de l'ancienne armée du Rhin ; cela résulte de cette remarque faite dans une dépêche officielle allemande : « nos pertes sont modérées » et du nombre des prisonniers. Il est trop tôt encore pour tenter de critiquer les dispositions tactiques de Mac-Mahon, en vue et au cours de cette

(1) En français dans le texte. (Note du Tr.)

bataille, car nous sommes assez peu renseignés sur ce point. Mais on ne saurait condamner trop sévèrement sa stratégie. Il a laissé échapper toute bonne chance possible de s'en tirer. Sa position entre Rethel et Mézières lui permettait de combattre de façon à garder ouverte sa retraite sur Laon et Soissons, et par là les moyens de gagner Paris ou l'Ouest de la France. Au lieu de cela il a combattu comme si sa seule ligne de retraite avait été vers Mézières et si la Belgique lui avait appartenu. On dit qu'il est à Sedan ; les Allemands victorieux doivent avoir, à l'heure présente, bordé de troupes la rive gauche de la Meuse, non seulement devant cette forteresse, mais aussi devant Mézières, d'où leur aile gauche, un jour ou l'autre, s'étendra jusqu'à la frontière belge près de Rocroi ; et alors Mac-Mahon sera enfermé dans cette petite bande de territoire sur laquelle nous mettons le doigt il y a six jours.

Une fois là, il ne lui reste plus beaucoup de choix. Il y a autour de lui quatre forteresses — Sedan, Mézières, Rocroi et Charlemont ; mais sur douze milles carrés de territoire, ayant devant lui une armée qui lui est supérieure et derrière lui un territoire neutre, il ne peut pas jouer aux petits carrés (1) : il sera affamé ou vaincu ; il sera forcé de se rendre soit aux Prussiens soit aux Belges. Mais une autre voie encore est ouverte pour lui. Nous venions de dire qu'il avait agi comme si la Belgique lui appartenait. Et si c'était réellement ce qu'il pense ? Et si tout le mystère, au fond de cette inexplicable stratégie, était un dessein arrêté de se servir du territoire belge comme s'il appartenait à la France ? Depuis Charlemont, il y a par Philippeville une route directe, en territoire

(1) *At quadrilaterals* : jeu d'enfants et allusion au fameux quadrilatère de la Haute Italie.

belge, qui mène en territoire français près de Maubeuge. Cette route est de moitié moins longue que la route de Mézières à Maubeuge en territoire français. Que dirait-on si Mac-Mahon avait l'intention de se servir de cette route pour s'échapper au cas où il serait réduit à la dernière extrémité ? Les Belges, peut-il se dire, ne seront pas en état de résister à une armée aussi forte que la sienne ; et si les Allemands, comme il est très probable, suivent Mac-Mahon en territoire belge, au cas où les Belges ne pourraient l'arrêter, alors surgiraient de nouvelles complications politiques qui pourraient améliorer, mais à coup sûr ne pourraient rendre plus défavorable la situation présente de la France. Au surplus, si Mac-Mahon réussissait à pousser ne fût-ce qu'une patrouille allemande en territoire belge, la violation de neutralité serait établie et servirait d'excuse à toutes les violations ultérieures du territoire belge. De telles idées peuvent bien avoir passé par la tête de ce vieil Algérien ; elles sont en conformité avec les méthodes de la guerre africaine, et, réellement, elles sont presque les seules qui puissent excuser sa stratégie. Mais même cette chance pourra lui être coupée ; si le Prince royal agit avec sa rapidité habituelle, il peut atteindre Monthermé et le confluent de la Semoy et de la Meuse avant Mac-Mahon, et alors Mac-Mahon sera coincé entre Semoy et Sedan sur à peine assez d'espace pour servir de camp à ses hommes et sans espoir de trouver une route de traverse par territoire neutre.

N° 1734. Vol. XII.

Samedi 3 septembre 1870.

LES DÉFAITES FRANÇAISES

Une grande armée, lorsqu'elle est poussée dans un coin, a de la peine à mourir. Il a fallu tout d'abord trois batailles pour apprendre aux troupes de Bazaine qu'elles étaient réellement enfermées dans Metz, et ensuite trente-six heures d'un combat désespéré nuit et jour, mercredi et jeudi, pour les convaincre — si même elles l'ont été alors — qu'il n'y avait plus d'issue pour s'échapper des filets où les Prussiens les avaient prises. La bataille de mardi non plus n'a pas suffi pour amener Mac-Mahon à céder. Il a fallu qu'une nouvelle bataille — et, à ce qu'il semble, la plus importante et la plus sanglante de la série — fût livrée jeudi, et lui-même blessé, ayant qu'il se rendît compte de sa position réelle. Le premier rapport sur la bataille près de Beaumont et Carignan semble avoir été exact en substance à cette exception près que la ligne de retraite du corps français engagé à Beaumont, laquelle suivait la rive gauche de la Meuse vers Sedan, ne fut pas complètement coupée. Une partie de ces troupes paraît s'être échappée sur la rive gauche à Sedan — au moins combattait-on encore sur la même rive jeudi. Il semble ensuite qu'un doute soit permis quant à la date du combat de Nouart, que l'état-major de Berlin incline à reporter à lundi. Cela ferait certainement mieux concorder les télégrammes allemands, et, partant, le mouvement tournant prescrit au 5^e corps français serait également tombé à plat.

L'issue du combat de mardi a été désastreuse pour les corps français engagés. Près de vingt canons, onze mitrailleuses et 7.000 prisonniers sont un résul-

tat à peu près équivalent à celui de Woerth, mais gagné beaucoup plus aisément et avec des sacrifices moindres. Les Français, sur les deux rives de la Meuse, furent repoussés jusque dans le voisinage immédiat de Sedan. Sur la rive gauche, leur position après la bataille semble avoir été bornée à l'Ouest par la Bar et le canal des Ardennes, qui tous deux longent la même vallée, pour déboucher dans la Meuse à Villiers, entre Sedan et Mézières, à l'Est par le ravin et ruisseau descendant de Raucourt à la Meuse à Remilly. Ayant ainsi ses deux flancs assurés, le gros de leurs troupes occuperait le plateau intermédiaire, prêt à faire face à une attaque de n'importe quel côté. Sur la rive droite, la rivière Chiens, qui se jette dans la Meuse à quatre milles environ au-dessus de Sedan, en face de Remilly, doit avoir été traversée par les Français après la bataille de mardi. Trois ravins parallèles courent au Nord et au Sud de la frontière belge, les deux premiers dans la direction de la Chiens, le troisième et le plus large juste devant Sedan, dans la direction de la Meuse. Sur le second, près de son point culminant, est le village de Cernay ; sur le troisième, en haut, à son point d'intersection avec la route de Bouillon en Belgique, Givonne ; et plus bas, au point où la route de Stenay et Montmédy traverse le ravin, est Bazeilles. Au cours de la bataille de jeudi, ces trois ravins ont dû former autant de positions de défense successives pour les Français qui, naturellement, auront tenu la dernière et la plus forte avec la plus grande ténacité. Cette partie du champ de bataille est quelque chose d'analogue à celui de Gravelotte ; mais, tandis qu'à Gravelotte, les ravins pouvaient être (et furent en réalité) tournés par le plateau d'où ils partaient, ici, la proximité du territoire belge rendait fort risquée une tentative pour les tourner et obligeait presque à une attaque de front directe.

Tandis que les Français s'établissaient dans cette position, et y faisaient venir des troupes qui n'avaient pas pris part à la bataille de mardi (entre autres probablement le 12^e corps, comprenant les mobiles parisiens), les Allemands eurent une journée pour concentrer leur armée ; lorsqu'ils attaquèrent jeudi, ils avaient sur les lieux toute leur 4^e armée (4^e et 12^e corps et la Garde) et trois corps (5^e 11^e et un bavarois) de la 3^e ; force moralement, sinon physiquement, supérieure à celle de Mac-Mahon. La bataille commençait à sept heures et demie, et à quatre heures un quart, au moment où le roi de Prusse télégraphiait, elle durait toujours, les Allemands gagnant du terrain de tous les côtés. D'après les informations belges, les villages de Bazeilles, Remilly, Villers et Cernay étaient en flammes et la chapelle de Givonne était aux mains des Allemands. Cela semble indiquer que, sur la rive gauche de la Meuse, les deux villages qui appuyaient les ailes françaises en cas de retraite avaient été ou pris ou rendus intenable ; tandis que sur la rive droite, la première et la deuxième lignes de défense avaient été emportées, et la troisième, entre Bazeilles et Givonne, était au moins sur le point d'être abandonnée par les Français. Dans ces conditions, il n'y avait aucun doute que le crépuscule dût voir les Allemands victorieux et les Français repoussés jusqu'à Sedan. Ceci est en réalité confirmé par des télégrammes de Belgique, annonçant que Mac-Mahon a été complètement cerné et que des milliers de soldats français passent la frontière et sont désarmés.

Dans ces conditions, deux solutions seulement s'offrent encore à Mac-Mahon : capitulation ou pointe par le territoire belge. L'armée vaincue, enfermée dans et autour de Sedan — c'est-à-dire dans un espace tout au plus assez large pour son campement — ne pourrait subsister ; même si elle avait été capable

de garder ouverte ses communications avec Mézières, qui est près de dix milles à l'ouest, elle serait confinée dans une étroite bande de territoire et incapable de tenir. Ainsi Mac-Mahon, hors d'état de se frayer un chemin à travers les ennemis, doit ou passer sur le territoire belge ou se rendre. En fait, Mac-Mahon, mis hors de combat par ses blessures, n'eut pas à prendre de décision. C'est le général de Wimpfen qui a dû annoncer la reddition de l'armée française. Cette conclusion ne pouvait manquer d'être hâtée par la nouvelle (à supposer qu'elle ait pu leur parvenir) que Bazaine venait décidément d'échouer dans ses efforts pour sortir de Metz. Les Allemands avaient prévu son intention et étaient prêts à lui faire face sur tous les points. Non seulement Steinmetz, mais encore le Prince Frédéric-Charles (comme le montre la mention des 1^{er} et 9^e corps dans les dépêches) étaient aux aguets, et des retranchements soignés renforçaient encore la barrière qui encercle Metz.

N^o 1737. Vol. XII.

Mercredi 7 septembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XVI.

La capitulation de Sedan règle le sort de la dernière armée française en campagne. Elle règle en même temps le sort de Metz et de l'armée de Bazaine ; le secours est maintenant hors de question et Metz devra également capituler, cette semaine peut-être, mais presque certainement pas plus tard que la semaine prochaine.

Resté le gigantesque camp retranché de Paris, dernier espoir de la France. Les fortifications de Paris constituent l'ensemble le plus vaste de travaux du génie militaire qui ait jamais été construit ;

ils n'ont encore jamais été mis à l'épreuve, et conséquemment les opinions sur leur valeur sont non seulement diverses, mais absolument contradictoires. L'examen des faits tels qu'ils sont va nous fournir une base sûre où fonder nos conclusions.

Montalembert, officier de cavalerie français, mais aussi ingénieur militaire d'un génie peu commun et peut-être inégalé, fut le premier à proposer et à mettre en œuvre, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, un plan consistant à entourer les forteresses de forts détachés à une distance telle qu'ils préserveraient la place elle-même d'un bombardement. Avant lui, les travaux avancés — citadelles, lunettes, etc... — étaient plus ou moins reliés à l'enceinte ou au rempart de la place, et rarement plus éloignés que le pied même du glacis. Il proposa la construction de forts assez vastes et assez puissants pour soutenir un siège à part, et distants des remparts de la ville de six cents à douze cents yards, et même plus. La théorie nouvelle fut pendant des années considérée en France avec mépris, tandis qu'elle trouvait des adeptes en Allemagne, quand, après 1815, la ligne du Rhin dut être fortifiée. Cologne, Coblenze, Mayence et, plus tard, Ulm, Rastadt et Germersheim furent entourés de forts détachés. Les propositions de Montalembert furent modifiées par Aster et par d'autres ; et ainsi fut dressé un nouveau système de fortifications, connu sous le nom d'école allemande. Peu à peu les Français commencèrent à comprendre l'utilité des forts détachés, et lorsqu'on fortifia Paris, il fut tout de suite évident que l'immense ligne de remparts qui entoure la ville ne valait pas la peine d'être construite si elle n'était couverte par des forts détachés ; sinon une brèche faite à un endroit du rempart amènerait la chute de toute la place.

La méthode de guerre moderne a montré plus d'une

fois la valeur de pareils camps retranchés, formés d'un cercle de forts détachés, ayant pour noyau la forteresse principale. Mantoue était, par sa position, un camp retranché ; de même, plus ou moins, Dantzig en 1807, et ce sont les deux seules forteresses qui aient jamais arrêté Napoléon I^{er}. En 1813 encore, Dantzig fut à même, grâce à ses forts détachés — ouvrages de campagne pour la plupart — d'offrir une résistance prolongée. Toute la campagne de Radetsky en Lombardie en 1849, eut pour pivot le camp retranché de Vérone, elle-même le noyau du célèbre Quadrilatère. De même toute la guerre de Crimée dépendit du sort du camp retranché de Sébastopol, qui ne tint si longtemps que parce que les Alliés furent incapables de l'investir de tous les côtés et de couper tous les ravitaillements et renforts aux assiégés.

Le cas de Sébastopol est, pour notre propos, des plus topiques, parce que l'étendue de la place fortifiée était plus vaste que dans n'importe quel cas précédent. Mais Paris est beaucoup plus étendu même que Sébastopol. Le circuit des forts mesure environ vingt-quatre milles. La force de la place sera-t-elle augmentée en proportion ?

Les ouvrages de ces fortifications sont des modèles dans leur genre. Ils sont de la plus grande simplicité : une simple enceinte de bastions, sans même une demi-lune devant les courtines ; les forts, pour la plupart quadrilatères ou pentagones bastionnés, sans demi-lunes ou autres postes avancés ; çà et là, un ouvrage à cornes ou à couronne pour couvrir un espace extérieur de terrain élevé. Ils sont construits en vue d'une défense plus active que passive. On envisage des sorties en rase campagne de la garnison de Paris, avec utilisation des forts comme points d'appui pour ses flancs, et par des pointes au dehors sur une large

échelle, on espère rendre impossible un siège régulier de deux ou trois forts. Ainsi, tandis que les forts protégeront la garnison d'une approche de l'ennemi trop voisine, la garnison devra protéger les forts contre les batteries de siège ; elle aura constamment à détruire les ouvrages des assiégeants. Ajoutons que la distance des forts aux remparts exclut la possibilité d'un bombardement efficace de la ville tant qu'au moins deux ou trois forts n'auront pas été pris. Ajoutons encore que la position, au confluent de la Seine et de la Marne, toutes deux d'un cours extrêmement sinueux, et bordées d'une forte rangée de collines sur le front le plus exposé, celui du Nord-Est, offre de grands avantages naturels, qu'on a utilisés au mieux dans le plan des ouvrages.

Si ces conditions peuvent être remplies, et si les deux millions de personnes assiégées peuvent être ravitaillées, Paris est sans aucun doute une place extrêmement forte. Procurer des vivres aux habitants n'est pas chose très difficile, si elle est entreprise à temps et méthodiquement menée. Cela s'est-il fait dans les conditions présentes ? C'est fort douteux. Ce qui a été fait par l'ancien gouvernement a bien l'air d'un travail fébrile, et même irréfléchi. Accumuler du bétail vivant, sans la provision nécessaire de fourrage, était une parfaite absurdité. Nous sommes en droit de présumer que si les Allemands agissent avec leur décision habituelle, ils trouveront Paris assez pauvrement approvisionné pour un long siège.

Mais que dire de cette condition première, la défense active, la garnison qui sort attaquer l'ennemi au lieu de se battre derrière ses remparts ? Pour manifester la pleine puissance de ses ouvrages et pour empêcher l'ennemi de prendre avantage de sa faiblesse, l'absence d'ouvrages extérieurs de protection dans les principaux fossés, il faut que Paris compte

parmi ses défenseurs une armée régulière. Et c'était là l'idée fondamentale chez les hommes qui conçurent les fortifications : qu'une armée française vaincue, son inaptitude à tenir en rase campagne une fois établie, pût retourner sur Paris et participer à la défense de la capitale, soit directement comme garnison assez forte pour empêcher, par ses constantes attaques, un siège régulier et même un investissement complet, soit indirectement en occupant une position derrière la Loire, en y recrutant des forces, et en tombant ensuite, selon l'occasion, sur les points faibles que les assiégeants, dans leur immense ligne d'investissement, ne sauraient manquer d'offrir.

Mais toute la conduite du commandement français dans cette guerre a contribué à priver Paris de cette condition essentielle unique de sa défense. Il ne reste de toute l'armée française que les troupes qui sont demeurées dans Paris et le corps du général Vinoy (le 12^e, à l'origine sous les ordres de Trochu) ; soit, ensemble, peut-être 50.000 hommes, presque tous, sinon tous, quatrièmes bataillons et gardes mobiles. On peut ajouter à ce nombre peut-être 20.000 ou 30.000 hommes en plus provenant de quatrièmes bataillons et un nombre indéterminé de mobiles venant des provinces, recrues sans instruction, totalement inaptes à la campagne. Nous avons vu à Sedan le peu d'utilité qu'ont ces troupes dans une bataille. Pas de doute, elles mériteront plus de confiance quand elles auront des forts où se replier et quelques semaines d'entraînement, de discipline, et le combat les améliorera certainement. Mais la défense active d'une grande place comme Paris implique des mouvements de grandes masses en rase campagne, des batailles régulières à une certaine distance en avant des forts de protection, des tentatives pour briser la ligne d'investissement ou en empêcher l'organisation

complète. Et pour cela, pour des attaques sur un ennemi supérieur, où il faut surprendre et se précipiter, où les troupes doivent être parfaitement dans la main des chefs, la présente garnison de Paris sera difficilement à la hauteur.

Nous supposons que la III^e et la IV^e armée allemandes réunies, fortes en tout de 180.000 hommes, feront dans le courant de la semaine prochaine leur apparition devant Paris, l'entoureront de colonnes volantes de cavalerie, détruiront les voies ferrées de communication, et par là toute chance d'amples approvisionnements, et prépareront l'investissement régulier, qui sera complété à l'arrivée de la I^{re} et de la II^e armées après la chute de Metz, laissant libres quantité d'hommes pouvant être envoyés au delà de la Loire pour battre le pays et prévenir toute tentative de former une nouvelle armée française. Si Paris ne se rendait pas, le siège régulier devrait commencer et, en l'absence d'une défense active, avancerait relativement vite. Tel serait le cours régulier des choses si les considérations militaires étaient les seules ; mais les événements sont maintenant arrivés à un point où elles peuvent être supplantées par des faits politiques, qu'il n'est pas de notre ressort de pronostiquer ici.

NOTES SUR LA GUERRE. XVII.

La temps que va prendre aux Allemands la marche sur Paris et l'ouverture d'une phase nouvelle de la guerre, nous donne le loisir de jeter un coup d'œil en arrière sur ce qui s'est passé derrière le front des troupes devant les forteresses.

Si on laisse hors de la question Sedan, inclus comme corollaire dans la capitulation de Mac-Mahon, les Allemands ont pris quatre forteresses : La Petite Pierre et Vitry — sans coup férir — Lichtenberg et Marsal après un court bombardement. Ils se sont bornés à bloquer Bitche ; ils assiègent Strasbourg ; ils ont bombardé, jusqu'à présent sans résultat, Phalsbourg, Toul, Montmédy ; et ils entendent commencer d'ici peu de jours le siège régulier de Toul et de Metz.

A l'exception de Metz, qui est protégé par des forts détachés loin devant la ville, toutes les autres forteresses qui ont résisté ont été soumises à un bombardement. Cette mesure a, de tout temps, fait partie des opérations d'un siège régulier ; d'abord, il était destiné principalement à détruire les stocks de provisions et munitions des assiégés, mais depuis qu'on a pris l'habitude de mettre ces stocks en sécurité dans des souterrains à l'épreuve de la bombe, construits à cette intention, le bombardement a de plus en plus été employé pour incendier et détruire autant de bâtiments que possible à l'intérieur de la forteresse. La destruction des biens et des vivres des habitants de la place est devenue un moyen de pression sur eux et par eux sur la garnison et le commandant. Dans le cas où la garnison était faible, mal disciplinée et démoralisée, et le commandant de place sans énergie, un bombardement a suffi à lui seul pour obtenir la reddition d'une forteresse. Ce fut en particulier le cas en 1815 après Waterloo, quand toute une série de forteresses, garnies principalement de gardes nationaux, se rendirent après un court bombardement sans attendre un siège régulier. Avesnes, Guise, Maubeuge, Landrecies, Mariembourg, Philippeville, etc., toutes tombèrent après quelques heures, tout au plus quelques jours, de bombardement. C'est sans doute

le souvenir de ces succès et le fait de savoir la plupart des places de la frontière garnies avant tout de mobiles et de gardes nationaux sédentaires, qui a conduit les Allemands à essayer de nouveau le même plan. Au surplus, l'introduction de l'artillerie rayée ayant fait des obus le projectile presque exclusif, même dans l'artillerie de campagne, il est maintenant relativement aisé de bombarder une place et de mettre le feu à ses bâtiments, avec les canons de campagne ordinaires d'un corps d'armée, sans attendre, comme autrefois, l'arrivée de mortiers et de lourds obusiers de siège.

Bien qu'admis dans la conduite de la guerre moderne, on ne doit pas oublier que le bombardement des maisons privées dans une forteresse est toujours une mesure très dure et cruelle, à laquelle on ne devrait pas avoir recours sans au moins un espoir raisonnable de forcer la reddition, ou sans un certain degré de nécessité. Que des places comme Phalsbourg, Lichtenberg et Toul soient bombardées, cela pourrait se justifier parce qu'elles commandent des cols et des voies ferrées dont la possession immédiate est de la plus grande importance pour l'envahisseur et peut être raisonnablement espérée comme résultat de quelques jours de bombardement. Si deux de ces places ont jusqu'ici tenu, c'est d'autant plus à l'honneur de la garnison et des habitants. Mais quant au bombardement de Strasbourg qui a précédé le siège régulier, le cas est tout à fait différent.

Strasbourg, ville de plus de 80.000 habitants, entourée de fortifications à la mode périmée du xvi^e siècle, fut fortifiée par Vauban, qui construisit une citadelle hors de la ville, plus près du Rhin, en la reliant aux remparts de la ville par les lignes continues de ce qu'on appelait alors un camp retranché. La citadelle commandant la ville, et étant capable d'une défense

indépendante après que la ville ait capitulé, le plus simple moyen de prendre l'une et l'autre serait d'attaquer la citadelle tout de suite, de façon à n'avoir pas deux sièges successifs ; mais alors, les travaux de la citadelle sont tellement plus forts, et sa situation dans les terrains bas et marécageux près du Rhin augmente tellement la difficulté d'ouvrir des tranchées, que les circonstances peuvent, et généralement doivent, conseiller une attaque préalable de la ville, dont la chute réduirait, aux yeux d'un commandant de place sans énergie, l'utilité de défendre la citadelle seule, excepté dans la mesure où cela pouvait garantir de meilleures conditions de capitulation. Mais, en tout cas, si la ville seule est prise, la citadelle reste à réduire, et un commandant obstiné pourrait continuer à tenir, en gardant sous son feu la ville et les établissements qu'y aurait l'ennemi.

Dans ces conditions, à quoi pouvait servir un bombardement de la ville ? Si tout marchait bien, les habitants pourraient démoraliser la plus grande partie de la garnison, et forcer le commandant à abandonner la ville et à se jeter, avec l'élite de ses soldats, de 3.000 à 5.000 hommes dans la citadelle afin d'y continuer la défense et de tenir la ville sous son feu. Et le caractère du général Urich (car tel est, et non Ulrich, le nom de ce vaillant vieux soldat) était assez connu pour empêcher personne de supposer qu'il se laisserait intimider jusqu'à reddition à la fois de la ville et de la citadelle, par un nombre quelconque d'obus qu'on y jetterait. Bombarder une place commandée par une citadelle indépendante est en soi une absurdité et une cruauté inutile. Certainement lancer à l'aveuglette ou au ralenti des bombes fera toujours des dégâts dans une ville assiégée ; mais ce n'est rien, en comparaison de ce qui est supprimé et sacrifié de vies de civils pendant un bombardement

régulier et méthodique de six jours, comme celui qui a été infligé à la malheureuse cité.

Les Allemands disent qu'il leur faut enlever bientôt la ville pour des raisons politiques. Ils entendent la garder à la paix. S'il en est ainsi, ce bombardement, dont la dureté est sans exemple, n'était pas seulement un crime, c'était une sottise. Excellent moyen, en vérité, d'obtenir les sympathies d'une ville condamnée à l'annexion que de l'incendier et d'y tuer nombre d'habitants à coups d'obus explosifs ! Et le bombardement a-t-il avancé la reddition d'un seul jour ? Pas que nous puissions voir. Si les Allemands veulent annexer la ville et ruiner les sympathies françaises des habitants, leur plan eût dû être de prendre la ville par un siège en règle aussi court que possible, ensuite d'assiéger la citadelle et d'en enfermer le commandement dans ce dilemme : ou négliger quelques-uns des moyens de défense à sa disposition ou ouvrir le feu sur la ville.

Dans l'état des choses, les immenses quantités de bombes jetées dans Strasbourg n'ont nullement suppléé à la nécessité d'un siège en règle. Le 29 août, le premier parallèle devait être ouvert du côté Nord-Ouest de la forteresse, près de Schiltigheim, à une distance de 500 à 650 yards des travaux. Le 3 septembre, le deuxième parallèle (quelques correspondants l'appellent le troisième par méprise) fut ouvert à 330 yards ; l'inutile bombardement a été suspendu par ordre du roi de Prusse et il se peut qu'il faille attendre jusqu'au 17 ou au 20 avant qu'une brèche praticable ait été ouverte dans les remparts. Mais toutes estimations, dans ce cas, sont hasardeuses. C'est le premier exemple d'un siège où les obus à percussion de l'artillerie rayée moderne sont employés contre des travaux en maçonnerie. Dans leurs essais au cours du démantèlement de Juliers, les Prussiens ont obtenu des résul-

tats extraordinaires ; la maçonnerie fut entamée et des blockhaus furent démolis à de grandes distances, et par feu indirect (c'est-à-dire par le moyen de batteries d'où on ne pouvait voir l'objectif) ; mais c'était une simple expérience en temps de paix, qui aura besoin de confirmation en guerre effective. Strasbourg va servir à nous donner une idée assez bonne de l'efficacité de l'artillerie lourde rayée d'aujourd'hui dans des opérations de siège, et, sous ce rapport, le siège de cette ville mérite d'être observé avec un intérêt particulier.

N° 1740. Vol. XII.

Samedi 10 septembre 1870.

GRANDEUR ET DÉCADENCE DES ARMÉES.

Quand Louis-Napoléon fonda l'Empire, qui était la paix, sur les suffrages des paysans et sur les baïonnettes de leurs fils soldats à l'armée, cette armée n'occupait pas un rang particulièrement éminent en Europe, sauf peut-être par tradition. Il y avait eu paix depuis 1815 — paix interrompue pour quelques armées par les événements de 1848 et 1849. Les Autrichiens avaient passé par une campagne heureuse en Italie et une désastreuse en Hongrie ; ni la Russie en Hongrie, ni la Prusse en Allemagne du Sud n'avaient récolté de lauriers dignes de mention ; la Russie avait sa guerre permanente dans le Caucase, et la France en Algérie. Mais aucune des grandes armées n'en avait depuis 1815 rencontré une autre sur le champ de bataille. Louis-Philippe avait laissé l'armée française en tout autre état que bonne condition ; les troupes d'Algérie, et spécialement les corps d'élite fondés plus ou moins pour la guerre africaine, chasseurs à pied, zouaves, turcos, chasseurs d'Afrique

étaient réellement l'objet de beaucoup d'attention ; mais la masse de l'infanterie, la cavalerie et le matériel en France étaient très négligés. La République n'améliora pas la condition de l'armée. Mais vint l'Empire, qui était la paix, et — *si vis pacem para bellum* — pour lui l'armée devint tout à coup le principal objet de l'attention. A cette époque, la France possédait un bon nombre d'officiers relativement jeunes, qui avaient servi dans de hautes situations en Afrique, au moment où s'y livraient encore de sérieuses batailles. La France possédait aussi, dans le corps spécialement algérien, des troupes qui étaient, sans aucun doute, supérieures à tous autres corps en Europe. Elle avait dans ses nombreux « remplaçants » un chiffre de militaires de profession, véritables vétérans qui avaient vu le feu, plus grand qu'aucune autre puissance continentale. La seule chose nécessaire était d'élever autant que possible la masse des troupes au niveau du corps spécial. On le fit dans une grande mesure. Le « pas gymnastique » (le *double* des Anglais), jusque-là pratiqué seulement par le corps spécial, fut étendu à toute l'infanterie ; et l'on obtint ainsi une rapidité de manœuvre auparavant inconnue aux armées. La cavalerie fut, autant que possible, montée en meilleurs chevaux ; on inspecta et compléta le matériel de l'armée entière, et finalement la guerre de Crimée fut entreprise. L'organisation de l'armée française montra une grande supériorité sur celle des Anglais ; les proportions numériques des armées alliées donnèrent naturellement la plus grosse part de gloire — quelle qu'elle fût — aux Français ; le caractère de cette guerre, tournant autour d'un seul grand siège, fit ressortir le génie particulièrement mathématique de la France appliqué par ses ingénieurs ; et en somme la guerre de Crimée replaça l'armée française au rang de la première armée d'Europe.

Vint alors la période de l'artillerie et du fusil rayés. L'incomparable supériorité de feu des fusils rayés sur les canons lisses amena à supprimer ou, en certains cas, à rayer ces derniers. La Prusse eut transformé ses vieux mousquets en fusils rayés en moins d'un an ; graduellement l'Angleterre donna l'Enfield, l'Autriche une excellente carabine de petit calibre (Lorentz) à toute l'infanterie. Seule la France conserva le vieux fusil à canon lisse, la carabine étant réservée comme auparavant au corps spécial seul. Mais pendant que la masse de son artillerie gardait le court mortier de 12, invention favorite de l'Empereur, mais d'une efficacité inférieure à la vieille artillerie en raison de la charge réduite, un certain nombre de batteries de 4 rayées furent mises sur pied et tenues prêtes pour une guerre. Leur construction était défectueuse parce que c'étaient les premiers canons rayés qu'on eût faits depuis le xv^e siècle, mais leur efficacité était de beaucoup supérieure à celle de n'importe quel canon de campagne à âme lisse existant.

C'est dans ces circonstances qu'éclata la guerre d'Italie. L'armée autrichienne avait des routines plutôt à la douce ; les efforts extraordinaires avaient rarement été son fort ; en réalité, elle était respectable, et rien de plus. Son commandement comptait quelques-uns des meilleurs et un bon nombre des plus mauvais généraux de l'époque. Les influences de cour avaient conduit la majorité de ces derniers dans le haut commandement. Les bévues des généraux autrichiens, plus d'ambition chez les soldats français, donnèrent aux Français une victoire assez difficilement remportée. Magenta ne rapporta pas de trophées du tout ; Solferino quelques-uns à peine ; et la politique fit tomber le rideau avant qu'eût pu être résolue la plus réelle difficulté de la guerre, la lutte pour le Quadrilatère.

Après cette campagne, l'armée française fut l'ar-

mée modèle de l'Europe. Si, après la guerre de Crimée, le chasseur à pied français était déjà devenu le *beau idéal* (1) d'un fantassin, cette admiration s'étendit maintenant à l'armée française tout entière. Ses institutions furent étudiées, ses camps devinrent des écoles pour officiers de toutes les nations. L'invincibilité des Français devint quasiment article de foi en Europe. Cependant la France rayait tous ses vieux fusils et armait son artillerie entière du canon rayé.

Mais la même campagne qui élevait l'armée française au premier rang en Europe donna l'essor à des efforts tendant à lui fournir d'abord une rivale, puis une supérieure. L'armée prussienne, de 1815 à 1850, avait subi le même enrouillement que toutes les autres armées européennes. Mais pour la Prusse, cette rouille de la paix devint une gêne plus grande dans son mécanisme de combat que partout ailleurs. Le système prussien réunissait à cette époque un régiment de ligne et un régiment de landwehr dans chaque brigade, si bien qu'une moitié des troupes de campagne devait recevoir une éducation nouvelle à la mobilisation. Le matériel destiné à la ligne et à la landwehr était devenu extrêmement insuffisant ; il y avait force menus grattages dans le personnel responsable. En somme, quand le conflit de 1851 avec l'Autriche obligea à mobiliser, toute l'affaire échoua misérablement et la Prusse dut passer sous les fourches caudines. Le matériel fut immédiatement remplacé à grands frais et toute l'organisation révisée, mais seulement dans ses détails. Quand la guerre d'Italie de 1859 amena une autre mobilisation, le matériel était en meilleur état, mais cependant incomplet encore ; et l'esprit de la landwehr, excellent pour une guerre nationale, se révéla absolument indiri-

(1) En français dans le texte. (Note du Tr.)

geable au cours d'une démonstration militaire qui pouvait conduire à la guerre avec l'un ou l'autre des belligérants. On se résolut à réorganiser l'armée.

Cette réorganisation, conduite derrière le dos du Parlement, conserva sous les armes la totalité des trente-deux régiments d'infanterie de landwehr complétés graduellement par une levée croissante de recrues, et les forma finalement en régiments de ligne en augmentant le nombre de ces derniers de quarante à soixante-douze. L'artillerie fut augmentée dans la même proportion, et la cavalerie en proportion bien moindre. Ce développement de l'armée fut à peu près proportionnel à celui de la population de la Prusse de 1815 à 1860, qui varia de 10,5 à 18,5 millions d'habitants. En dépit de l'opposition de la deuxième Chambre, il demeura pratiquement en vigueur. L'armée fut, au reste, rendue plus idoine à tous égards. Elle avait été la première à munir toute l'infanterie de fusils rayés. Désormais, le fusil à aiguille se chargeant par la culasse, qui n'avait été fourni jusque-là qu'à une partie des fantassins, fut donné à tous, et l'on prépara un stock de réserve. Les expériences d'artillerie rayée, tentées pendant quelques années, furent menées à bonne fin et les modèles adoptés remplacèrent graduellement les âmes lisses. Le dressage excessif de parade, hérité de ce vieil encroûté de roi Frédéric-Guillaume III, fit de plus en plus place à un meilleur système d'entraînement, où se pratiquaient principalement le service d'avant-garde et la formation en tirailleurs, et le modèle pour l'un et l'autre fut en grande mesure le service français d'Algérie. Pour les bataillons détachés, la colonne de compagnie fut adoptée comme la principale formation de combat. Les exercices de tir à la cible furent surveillés de très près et l'on obtint d'importants résultats. La cavalerie fut également mieux organisée. L'élève des chevaux, surtout en Prusse

orientale, la grande région d'élevage hippique, avait été préparée pour des années, grâce à l'introduction de beaucoup de sang arabe, et les produits commençaient alors à devenir utilisables. Le cheval de Prusse orientale, inférieur en taille et en vitesse au cheval de cavalerie anglais, est un cheval de guerre bien supérieur et tiendra la campagne cinq fois plus longtemps. L'éducation professionnelle des officiers, longtemps très négligée, remonta au très haut niveau réglementaire. Au total, l'armée prussienne subit une transformation complète. La guerre danoise suffisait pour montrer à tout le monde que cela était, mais on ne voulut pas voir. Alors vint le coup de tonnerre 1866 et on ne put s'empêcher de voir. Dès lors il y eut extension du système prussien à l'armée de l'Allemagne du Nord, et de ses dispositions essentielles à l'armée de l'Allemagne du Sud également. Le résultat a montré avec quelle facilité ce système peut être introduit. Alors vint 1870.

Mais en 1870, l'armée française n'était plus celle de 1859 : pots-de-vin, tripotage et tendance générale à négliger l'intérêt public pour l'intérêt privé, tout ce qui formait la base essentielle du système du Second empire avait gagné l'armée. Si Haussmann et son équipe tiraient des millions de l'immense affaire parisienne, si tout le Ministère des travaux publics, si tout contrat passé avec le gouvernement, toute fonction civile, étaient cyniquement et ouvertement transformés en autant de moyens de voler le public, l'armée devait-elle seule rester vertueuse — l'armée à quoi Louis-Napoléon devait tout — l'armée commandée par des hommes tout aussi avides de richesse que les parasites civils de la Cour, plus chançards ? Lorsqu'il fut connu que le gouvernement avait l'habitude de percevoir l'argent pour des remplaçants, sans fournir ces remplaçants — chose nécessairement

connue de tout officier de régiment ; quand commencent ces autres malversations sur les fournitures, etc. qui devaient suppléer aux fonds extraordinaires secrètement refileés à l'empereur par le ministre de la guerre ; quand les plus hauts emplois durent être laissés aux mains d'hommes qui, étant dans le secret, ne pouvaient être disgraciés, quoi qu'ils fissent ou ne fissent pas — alors la démoralisation s'étendit aux officiers de régiment. Nous sommes loin de dire que les malversations aux dépens de la nation fussent parmi eux chose commune ; mais mépris pour leurs supérieurs, négligence de leurs devoirs, décadence de la discipline, étaient conséquences nécessaires. Si les chefs eussent commandé le respect, les officiers eussent-ils osé, comme c'était la règle, aller en voiture dans les marches ? Tout était pourri ; l'atmosphère de corruption où vivait le Second Empire avait fini par agir sur le principal appui du régime : l'armée. A l'heure de l'épreuve, on n'avait plus à opposer à l'ennemi que les glorieuses traditions du service et la bravoure innée des soldats, choses à elles seules insuffisantes pour maintenir une armée au premier rang.

N° 1744. Vol. XII.

Jeudi 15 septembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XVIII.

Il semble qu'il existe encore de grands malentendus en ce qui concerne les opérations de siège qui se mènent actuellement en France. Quelques-uns de nos confrères, le *Times* par exemple, inclinent à croire que les Allemands, tout excellents qu'ils puissent être en campagne, ne s'entendent pas à conduire un siège, d'autres supposent que le siège de Strasbourg est pour-

suivi en vue moins de s'emparer de la ville que de faire des expériences et d'exercer le génie et l'artillerie allemands. Et tout cela parce que ni Strasbourg, ni Toul, ni Metz ne se sont encore rendus. Il semble qu'on ait complètement oublié que le dernier siège fait avant cette guerre, celui de Sébastopol, a exigé onze mois de tranchées ouvertes avant que la place fût réduite.

Pour rectifier des notions aussi rudimentaires, qui ne peuvent être avancées que par des gens peu familiers avec les choses militaires, il sera nécessaire de leur rappeler quel genre d'opération est effectivement un siège. Le rempart de la plupart des forteresses est bastionné, c'est-à-dire que ses angles sont munis de saillies pentagonales dites bastions, qui protègent de leur feu à la fois l'espace qui s'étend devant les ouvrages et le fossé situé immédiatement à leur pied. Dans ce fossé, entre les bastions de deux en deux, est un ouvrage triangulaire détaché dit la demi-lune, qui couvre une partie des bastions et la courtine, c'est-à-dire la portion de rempart entre eux ; le fossé s'étend en cercle autour de cette demi-lune. En dehors de ce grand fossé il y a le chemin couvert, large route protégée par le bord du glacis, lequel est une élévation de terre d'environ sept pieds de haut qui descend extérieurement en pente douce. Dans nombre de cas, il y a d'autres ouvrages ajoutés pour compliquer les difficultés de l'attaque. Les remparts de tous ces ouvrages sont revêtus à leur base de maçonnerie, ou protégés par l'eau des fossés, de manière à rendre un assaut contre les ouvrages intacts impossible ; et les forts sont ainsi combinés que les plus extérieurs sont toujours commandés — c'est-à-dire surveillés de haut — par les intérieurs, tandis qu'eux-mêmes commandent la campagne du haut de leurs remparts.

Pour attaquer une telle forteresse, la méthode perfectionnée par Vauban est toujours la seule en usage, bien que l'artillerie rayée de l'assiégé puisse mener à des variantes si le terrain devant la forteresse est parfaitement de niveau à une grande distance. Mais comme presque toutes ces forteresses ont été construites sous le règne de l'artillerie à âme lisse, le terrain au delà de 800 yards des forts est généralement laissé hors de compte, et, dans presque tous les cas, donnera aux assiégés une approche abritée jusqu'à cette distance sans le secours de tranchées régulières. La première chose, donc, est d'investir la place, d'y refouler ses avant-postes et autres détachements, de reconnaître les ouvrages, d'amener sur le front les canons de siège, les munitions et autres approvisionnements, et d'organiser les dépôts. Dans la présente guerre, un premier bombardement par l'artillerie de campagne est aussi rentré dans cette période préliminaire, qui peut prendre un temps considérable. Strasbourg a été vaguement investi le 10 août, complètement le 20, bombardé du 23 au 28, et pourtant le siège en règle n'a commencé que le 29. Ce siège régulier date de l'ouverture du premier parallèle, tranchée dont la terre est rejetée sur le côté regardant la forteresse, de façon à cacher et protéger les hommes qui y passent. Ce premier parallèle encercle généralement les forts à une distance de 600 à 700 yards. C'est là que sont établies les batteries d'enfilade ; elles sont placées dans le prolongement de toutes les faces, c'est-à-dire de ces lignes des remparts dont le feu commande la campagne ; et cela est fait sur toute la partie de la forteresse qu'il s'agit d'attaquer. Leur objet est de tirer le long de ces faces, et de détruire ainsi les canons et tuer les servants établis sur elles. Il faut qu'il y ait au moins vingt de ces batteries, de deux à quatre pièces chacune, soit cinquante

canons lourds en tout. D'ordinaire, on plaçait également dans le premier parallèle un certain nombre de mortiers destinés à bombarder la ville ou les magasins casematés de la garnison ; avec l'artillerie d'aujourd'hui, on ne les emploiera qu'à cette dernière fin, les canons rayés étant aujourd'hui suffisants pour la première.

A partir du premier parallèle, des tranchées sont poussées en avant selon des lignes dont le prolongement ne soit pas tangent aux ouvrages de la forteresse, en sorte qu'aucun ne puisse les prendre en enfilade ; ils avancent en zig-zag jusqu'à environ 350 yards des forts, où l'on trace alors le deuxième parallèle, tranchée semblable à la première, mais plus courte. Ce travail est généralement effectué cinq ou six nuits après l'ouverture des tranchées. Dans le deuxième parallèle sont établies les contre-batteries, une contre chacune des forces attaquées, et presque parallèles à elles ; elles ont à démolir de front canons et remparts et elles croisent leurs feux avec les batteries d'enfilade. Elles comprendront au total environ soixante canons de gros calibre. Alors, de nouveau, les assiégeants avancent en zig-zags qui deviennent de plus en plus courts et rapprochés à mesure qu'ils se rapprochent davantage de la forteresse. A 150 yards environ des ouvrages, le demi-parallèle est creusé à l'intention des batteries de mortiers, et, au pied du glacis, à environ 60 yards des ouvrages, le troisième parallèle est ouvert, qui renferme encore des batteries de mortiers. Cela peut être achevé dans la neuvième ou dixième nuit de l'ouverture des tranchées.

C'est dans ce voisinage des ouvrages fortifiés que commence la difficulté réelle. L'artillerie des assiégés, pour autant que son feu commande le champ, aura, pendant ce temps, été à peu près réduite au silence, mais la fusillade du haut des remparts est maintenant

plus efficace que jamais et va retarder fortement le travail dans les tranchées. Les approches doivent désormais se faire avec beaucoup plus de précaution et d'après un plan différent, qui ne peut être expliqué en détail ici. La onzième nuit peut amener l'assiégeant aux angles saillants du chemin couvert, en face des points saillants des bastions et demi-lunes ; la seizième nuit, il peut avoir complété le couronnement du glacis — c'est-à-dire avoir allongé ses tranchées derrière la crête du glacis, parallèlement au chemin couvert. Alors seulement il sera en position d'établir des batteries afin de démolir la maçonnerie des remparts, de manière à ouvrir un passage à travers le fossé à l'intérieur de la forteresse, et de réduire au silence les canons sur les flancs du bastion tirant le long du fossé et en interdisant le passage. Ces flancs et leurs canons peuvent être détruits et la brèche faite le dix-septième jour. La nuit suivante, on peut avoir complété la descente dans le fossé, et pratiqué un chemin couvert qui le traverse pour protéger le parti assaillant contre le tir de flanc, et l'assaut peut être donné.

Nous avons, dans cette esquisse, essayé de donner une idée du cours des opérations de siège contre une des plus faibles et des plus simples classes de forteresses (un hexagone de Vauban) et de fixer le temps nécessaire pour les diverses étapes du siège — si elles ne sont pas dérangées par des sorties heureuses — en supposant que la défense ne déploie pas une activité, un courage et des ressources extraordinaires. Encore, même dans ces circonstances favorables, voyons-nous que dix-sept jours pour le moins sont nécessaires avant que le rempart principal puisse être battu en brèche et, ainsi, la place ouverte à un assaut. Si la garnison est assez nombreuse et bien approvisionnée, il n'y a aucune raison militaire pour qu'elle se rende aupara-

vant ; d'un point de vue purement militaire, c'est strictement son devoir de tenir au moins jusque là. Et on se plaint que Strasbourg, qui n'a subi que quatorze jours de tranchées, qui possède des ouvrages avancés sur le front d'attaque, lui permettant de tenir cinq ou six jours de plus que la moyenne — que Strasbourg n'ait pas encore été pris. On se plaint que Metz, Toul, Phalsbourg, ne se soient pas encore rendus. Mais nous ne savons pas encore si une seule tranchée a été ouverte contre Toul, et des autres forteresses nous savons qu'elles ne sont pas encore régulièrement assiégées du tout. Quant à Metz, on ne semble pas pour le moment avoir l'intention de l'assiéger régulièrement ; affamer l'armée de Bazaine paraît le moyen le plus efficace de prendre la ville. Ces écrivains impatients devraient savoir qu'il n'y a que peu de commandants de forteresses qui voulussent se rendre à une patrouille de quatre lanciers, ou même à un bombardement, s'ils ont des garnisons à peu près suffisantes et des provisions à leur disposition. Si en 1807, Stettin s'est rendu à un régiment de cavalerie, si en 1815, les forteresses françaises de la frontière ont capitulé sous l'effet, ou même dans la crainte, d'un court bombardement, nous ne devons pas oublier que Woerth et Spickeren ensemble ne valent ni Iéna, ni Waterloo ; et, au surplus, il serait absurde de douter qu'il y ait dans l'armée française bon nombre d'officiers capables de soutenir un siège en règle, même avec une garnison de gardes mobiles.

COMMENT COMBATTRE LES PRUSSIENS

Après la guerre d'Italie de 1859, quand la puissance

militaire de la France était à son apogée, le prince Frédéric-Charles de Prusse, le même qui en ce moment investit Bazaine dans Metz, écrit une brochure : *Comment battre les Français ?* Aujourd'hui, au moment où l'immense force militaire de l'Allemagne, organisée selon le système prussien, emporte tout devant elle, on commence à se demander qui, dans l'avenir, battra les Prussiens, et comment. Et quand une guerre où, au début, l'Allemagne se défendait simplement contre le *chauvinisme* français, semble se transformer graduellement, mais sûrement, en une guerre dans l'intérêt d'un nouveau *chauvinisme* allemand, il vaut la peine d'examiner cette question.

« La Providence est toujours du côté des gros bataillons » était une des manières favorites dont Napoléon expliquait comment les batailles se gagnent et se perdent. C'est d'après ce principe que la Prusse a agi. Elle s'est préoccupée d'avoir les « gros bataillons ». Quand, en 1807, Napoléon lui interdit d'avoir une armée de plus de 40.000 hommes, elle renvoya ses conscrits après six mois d'instruction et les remplaça par des recrues novices, et ainsi, en 1813, elle fut à même de mettre en campagne 250.000 hommes sur une population de quatre millions et demi d'habitants. Plus tard, ce même principe d'un service court au régiment et d'un long assujettissement au service dans la réserve, fut développé plus complètement et, en outre mis en harmonie avec les besoins d'une monarchie absolue. Les hommes étaient gardés de deux à trois ans au régiment, de façon non seulement à les bien exercer, mais encore à les plier complètement aux habitudes d'une obéissance absolue.

Seulement le système prussien a son point faible. Il doit concilier deux objectifs différents et finalement incompatibles. D'un côté, il prétend faire un soldat de chaque homme physiquement apte, avoir une armée per-

manente n'ayant d'autre objet que d'être une école où les citoyens apprennent l'usage des armes, et un noyau autour duquel ils se rallient au moment d'une attaque du dehors. Jusque là, le système est purement défensif. Mais de l'autre côté, cette armée est destinée à être le soutien armé, le principal support d'un gouvernement presque absolu ; et, à cette fin, l'école d'armes pour les citoyens doit être changée en école d'absolue obéissance aux supérieurs et de sentiments royalistes. Cela ne peut se faire que par un long service. C'est là qu'apparaît l'incompatibilité. Une politique étrangère défensive exige l'instruction de beaucoup d'hommes pendant une courte période pour avoir en cas d'agression étrangère un grand nombre d'hommes en réserve et la politique intérieure exige le dressage d'un nombre limité d'hommes pendant une longue période pour avoir une armée fidèle en cas de révolution intérieure. La monarchie quasi-absolue a choisi une voie intermédiaire. Elle garda les hommes sous les armes pendant trois années pleines, et limita le nombre des recrues d'après ses moyens financiers. La fameuse obligation du service pour tous n'existe pas en réalité. Elle est transformée en une conscription qui ne se distingue de celle des autres pays que parce qu'elle est plus oppressive. Elle coûte plus d'argent, elle prend plus d'hommes, et elle étend leur disponibilité à l'appel à une période beaucoup plus longue que partout ailleurs. Et en même temps ce qui à l'origine était un peuple armé pour sa propre défense devient une arme toujours prête et disposée à l'attaque, un instrument de politique de cabinet.

En 1861, la Prusse avait une population d'un peu plus de dix-huit millions d'habitants et chaque année 227.000 jeunes hommes étaient soumis au service militaire dès l'âge de 20 ans. Sur ce nombre une bonne moitié est physiquement capable de servir — sinon

sur-le-champ, du moins un ou deux ans après. Or, au lieu de 114.000 conscrits, il n'y en avait pas plus de 63.000 incorporés annuellement, de sorte qu'environ une moitié de la population mâle physiquement apte était exclue de l'instruction militaire. Qui s'est trouvé en Prusse pendant une guerre aura forcément été frappé du nombre énorme de jeunes gens parfaitement robustes, entre 20 et 32 ans, qui demeuraient tranquillement dans leurs foyers. L'état d'« asphyxie » que des correspondants spéciaux ont noté en Prusse pendant la guerre, n'existe que dans leur imagination.

Depuis 1866, le nombre des recrues annuelles dans la Confédération de l'Allemagne du Nord n'a pas dépassé 93.000, sur une population de trente millions d'habitants. Si le restant des jeunes hommes physiquement aptes — même après l'examen médical le plus rigoureux — avait été pris, il se serait monté au moins à 170.000. Nécessités dynastiques d'une part, nécessités financières de l'autre, déterminaient cette limitation du nombre des recrues. L'armée resta un instrument commode pour les visées d'absolutisme à l'intérieur, pour des guerres de cabinet au dehors. Mais quant à la force entière de la nation armée pour sa défense, celle-là n'était pas à beaucoup près disponible.

Pourtant ce système conservait une immense supériorité sur le système des cadres, vieille mode des autres grandes puissances continentales. Comparée à elles, la Prusse tirait deux fois plus de soldats d'un même chiffre de population. Elle s'arrangeait du reste pour en faire de bons soldats, grâce à un système qui épuisait ses ressources et que le peuple n'aurait jamais toléré sans les constantes allusions de Louis-Napoléon à la frontière du Rhin et les aspirations à l'unité allemande dont on sentait instinctivement

que cette armée serait l'instrument. Une fois le Rhin et l'unité assurés, le système doit devenir intolérable.

Nous avons là la réponse à la question : Comment battre les Prussiens ? Si une nation également peuplée, également intelligente, également brave, également civilisée, voulait vraiment réaliser ce qui en Prusse ne l'a été que sur le papier, faire un soldat de tout citoyen physiquement apte ; si cette nation limitait le temps réel de service en temps de paix à ce qui est réellement exigé pour cela ; si elle établissait l'organisation du pied de guerre de la même façon efficace que l'a dernièrement fait la Prusse — alors nous l'affirmons, cette nation aurait sur l'Allemagne prussianisée le même immense avantage que l'Allemagne prussianisée a montré avoir sur la France dans la présente guerre. Selon les autorités prussiennes de premier rang (y compris le général von Roon, le ministre de la guerre) deux ans de service sont tout à fait suffisants pour faire d'un rustaud un excellent soldat. Avec la permission des ratapoils de Sa Majesté, nous inclinierions même à dire que pour la masse des recrues, dix-huit mois — deux étés et un hiver — seraient suffisants. Mais la durée exacte du service est une question secondaire. Les Prussiens, nous l'avons vu, ont obtenu d'excellents résultats après six mois de service, et avec des hommes qui cessaient tout juste d'être des serfs. Le point principal est que l'on réalise vraiment le principe du service militaire obligatoire pour tous.

Et si la guerre doit se continuer jusqu'à la dure issue réclamée aujourd'hui à cor et à cri par les philistins allemands, le démembrement de la France, nous pouvons être assurés que les Français adopteront ce principe. Jusqu'ici ils ont été une nation belliqueuse, mais non militaire. Ils ont détesté le service dans leur armée, établie sur le système des cadres, à long

service et peu de réserves instruites. Ils serviront très volontiers dans une armée à court service et longue possibilité d'appel à la réserve ; et ils feront même davantage, si cela doit les mettre en état d'effacer l'affront et restaurer l'intégrité de la France. Alors, les « gros bataillons » seront du côté de la France, et l'effet qu'ils produiront sera le même que dans cette guerre, à moins que l'Allemagne n'adopte le même système. Mais alors il y aura cette différence : de même que le système de landwehr prussien était un progrès en comparaison du système français des cadres, parce qu'il réduisait le temps de service et augmentait le nombre des hommes capables de défendre leur pays, de même, ce nouveau système de service obligatoire pour tous sera un progrès sur le système prussien. Les armements de guerre deviendront plus gigantesques, mais les armées du temps de paix deviendront plus petites ; quand les citoyens d'un pays auront à combattre pour les querelles de leurs chefs, ce sera, tous tant qu'ils sont, en payant de leur personne et non plus par substituts ; la défense deviendra plus forte, l'attaque plus difficile ; et l'extension réelle des armées tournera finalement à réduction des dépenses et à garantie de paix.

N° 1754. Vol. XII.

Mardi 27 septembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XIX.

Les fortifications de Paris ont dès à présent démontré leur valeur. C'est grâce à elles seules que les Allemands ne se sont pas emparés de la ville depuis plus d'une semaine. En 1814, une demi-journée de combats autour des hauteurs de Montmartre obligea la ville à capituler. En 1815, une rangée d'ouvrages de

terre, construits dès le début de la campagne, créa quelque retard. Mais leur résistance eût été bien courte si les Alliés n'avaient pas eu l'absolue conviction que la cité leur serait remise sans combat. Dans la présente guerre, quoi que les Allemands en aient attendu, la diplomatie n'a pas pu collaborer avec l'action militaire. Et cette même action militaire, courte, hardie, décisive, jusqu'au milieu de septembre, est devenue lente, hésitante, *tâtonnante*, dès le jour où les colonnes allemandes sont entrées dans la sphère d'opérations de cet immense camp retranché, Paris. Et c'est naturel. Le simple investissement d'une place aussi vaste exige du temps et de la prudence, même si vous l'approchez avec 200.000 ou 250.000 hommes. Une force de cette importance serait à peine suffisante pour l'investir convenablement de tous côtés, même si, comme dans le cas présent, il n'y a pas dans la ville d'armée prête à prendre la campagne et à livrer des batailles rangées. Il n'y a pas d'armée de ce genre dans Paris : les piteux résultats de la sortie du général Ducrot près de Meudon l'ont prouvé de la façon la plus décisive. Là les troupes de ligne se sont positivement conduites plus mal que la garde mobile ; elles ont littéralement « décampé », les fameux zouaves montrant le chemin. La chose est facile à expliquer. Les vieux soldats — pour la plupart des corps Mac-Mahon, de Faily et Félix Douay, qui avaient combattu à Woerth — étaient complètement [démoralisés par deux retraites désastreuses et six semaines d'insuccès constant ; et il n'est que naturel de voir de telles causes influencer sérieusement sur des troupes mercenaires — car les zouaves, consistant surtout en remplaçants, ne méritent pas d'autre nom. Et voilà les hommes sur lesquels on comptait pour remonter les conscrits novices avec lesquels on avait complété les bataillons éclaircis de l'infanterie. Après cette affaire, il peut y

avoir encore de petits coups de main, victorieux ici ou là, mais il n'y aura guère plus de batailles en rase campagne.

Autre point : les Allemands disent que Paris est sous le feu des canons qu'ils ont installés sur les hauteurs voisines de Sceaux ; mais cette assertion ne doit être acceptée qu'avec un fort grain de sel. Les hauteurs les plus proches où ils aient pu placer des batteries, au-dessus de Fontenay-aux-Roses, à environ 1.500 mètres du fort de Vanves, sont à une distance de huit bons kilomètres, soit 8.700 yards, du centre de la ville. Les Allemands n'ont pas d'artillerie plus lourde que le canon rayé dit de 6 (poids du projectile environ 15 livres). Mais même s'ils avaient sous la main des canons rayés de 12, avec des projectiles de 32 livres, la portée extrême de ces canons, aux angles d'élévation pour lesquels leurs affûts sont construits, n'excéderait pas 4.500 à 5.000 mètres. Ainsi cette vanterie ne doit pas effrayer les Parisiens. A moins que deux forts ou plus ne soient pris, Paris n'a pas à craindre de bombardement, et même alors les obus devraient se disséminer tellement sur l'énorme superficie de la ville, que le dommage serait comparativement minime et l'effet moral presque nul. Voyez la masse énorme d'artillerie mise en jeu sur Strasbourg ; combien en faudra-t-il de plus pour réduire Paris même, si nous nous souvenons que l'attaque en règle par les parallèles sera naturellement limitée à une petite partie des travaux ? Et jusqu'à ce que les Allemands puissent rassembler sous les murs de Paris toute cette artillerie, avec les munitions et tout l'attirail nécessaire, Paris est en sûreté. C'est à partir du moment où le matériel de siège sera prêt, à ce moment seulement que commencera le réel danger.

Maintenant, nous voyons clairement quelle grande force intrinsèque il y a dans les fortifications de Paris.

Si à cette force passive, à cette simple puissance de résistance, on ajoute la force active, la puissance d'attaque d'une véritable armée, la valeur de celle-ci sera, immédiatement augmentée. Tandis que les forces d'investissement sont inévitablement divisées, par les rivières de Seine et de Marne, en au moins trois portions distinctes, qui ne sauraient communiquer entre elles que par des ponts construits en arrière de leurs positions de combat — c'est-à-dire seulement par des routes détournées et avec perte de temps — la grande masse de l'armée de Paris pourrait attaquer avec des forces supérieures chacune de ces trois fractions à son choix, lui infliger des pertes, détruire tous les travaux commencés, et se retirer sous la protection des forts avant que les assiégeants aient eu le temps de recevoir du renfort. Dans le cas où cette armée de Paris ne serait pas trop faible par rapport aux forces de l'assiégeant, elle pourrait rendre impossible le complet investissement de la place, ou y faire à tout moment une trouée. Et à quel point il est nécessaire d'investir complètement une place assiégée tant que des renforts provenant du dehors ne sont pas complètement hors de question, on l'a vu dans le cas de Sébastopol, où ce qui prolongea le siège fut uniquement l'arrivée constante de renforts russes par la moitié septentrionale de la forteresse, dont l'accès ne put être coupé que tout à fait au dernier moment. Plus les événements se développeront devant Paris, plus deviendra évidente la parfaite absurdité pendant cette guerre de l'état-major général impérialiste, qui a sacrifié deux armées et laissé Paris sans sa principale arme de défense : la possibilité de rendre attaque pour attaque.

Pour l'approvisionnement d'une aussi grande ville, les difficultés nous semblent moindres même que dans le cas d'une place petite. Une capitale comme Paris n'est pas seulement pourvue d'une parfaite

organisation commerciale lui permettant de s'approvisionner en tout temps. Elle est en même temps le marché et l'entrepôt principaux où sont concentrés et échangés les produits agricoles d'une région étendue. Un gouvernement actif pourrait facilement prendre des mesures en vue de constituer, en usant de ces facilités, des stocks importants pour la durée moyenne d'un siège. Nous n'avons aucun moyen de juger si cela a été fait ou non ; mais nous ne voyons pas pourquoi cela n'aurait pas été fait — et même rapidement.

Quoi qu'il en soit, si la guerre doit se poursuivre « jusqu'au bout », comme on dit maintenant qu'elle se poursuivra, la résistance ne sera pas probablement très longue du jour où les tranchées seront ouvertes. La maçonnerie des escarpes est assez exposée et l'absence de demi-lunes devant les courtines favorise l'avance de l'assiégeant et la battue en brèche des murailles. L'espace limité des forts n'admet qu'un nombre limité de défenseurs : leur résistance à un assaut, à moins que secondée par une avance de troupes dans l'intervalle des forts, ne peut être sérieuse. Mais si les tranchées peuvent être poussées jusqu'au glacis des forts sans être détruites par de semblables sorties de l'armée de Paris, ce simple fait montre que cette armée est trop faible — en nombre, en organisation, ou en moral — pour se hasarder à une sortie avec chance de succès la nuit de l'assaut.

Une fois pris un ou deux forts, il faut espérer que la ville renoncera à une lutte sans espoir. Sinon, il faudra répéter l'opération d'un siège, effectuer quelques brèches et de nouveau sommer la ville de se rendre. Et si cette reddition était encore refusée, on pourrait en arriver à un combat de barricades également dépourvu de chances. Espérons que d'aussi inutiles sacrifices seront épargnés.

N° 1758. Vol. XII.

Samedi 1^{er} octobre 1870.

L'HISTOIRE DES NÉGOCIATIONS.

L'histoire que nous avons mise hier sous les yeux de nos lecteurs était faite selon la version de M. Jules Favre ; nous n'éprouvons aucune difficulté à l'accepter pour exacte ; sous réserve cependant de quelques petites erreurs, comme lorsqu'il est dit que Bismarck aurait l'intention d'annexer Metz, Château-Salins et « Soissons ». Evidemment M. Favre ignore l'emplacement géographique de Soissons. Le comte Bismarck a dit Sarrebourg, ville qui a longtemps été signalée comme tombant à l'intérieur de la nouvelle ligne de frontière stratégique, tandis que Soissons en est aussi exclue que Paris ou Troyes. Dans son compte rendu des termes de la conversation, M. Favre n'est peut-être pas tout à fait exact ; mais lorsqu'il affirme des points contestés par la presse officielle de Prusse, l'Europe neutre sera généralement disposée à accepter son témoignage. Ainsi si l'on conteste à Berlin ce que M. Favre dit au sujet de la proposition faite à un moment de rendre le Mont-Valérien, peu de gens croiront que M. Favre a inventé cela ou bien a totalement mal compris la pensée du comte Bismarck.

Son propre rapport ne montre que trop clairement combien peu M. Favre a compris la situation présente ou combien était confuse et indistincte la vue qu'il en avait. Il venait pour traiter d'un armistice pouvant conduire à la paix. Nous l'excusons volontiers de supposer que la France a encore le pouvoir d'amener ses ennemis à abandonner toute prétention d'annexion territoriale ; mais dans quelles conditions il s'attendait à obtenir la cessation des hostilités, il est difficile de le dire. Le point sur lequel on a finalement

insisté était la reddition de Strasbourg, Toul et Verdun — leurs garnisons devenant prisonnières de guerre. Toul et Verdun semblent avoir été plus ou moins concédés. Mais Strasbourg ? La demande a été simplement prise par M. Favre pour une injure et rien de plus. « Vous oubliez que vous parlez à un Français, Monsieur le Comte. Sacrifier ainsi une garnison héroïque dont la conduite a été universellement admirée, et plus particulièrement par nous, serait une lâcheté, et je promets de ne pas dire que vous nous avez offert une telle condition. » Nous trouvons dans cette réponse peu de considération des faits — ce n'est qu'une explosion de sentiment patriotique. Puisque ce sentiment agissait très puissamment à Paris, il n'était pas possible, bien entendu, de le négliger en ce moment ; mais on aurait aussi bien pu peser aussi les faits. Strasbourg a été assiégée en règle assez longtemps pour faire de sa chute prochaine une certitude positive. Une forteresse régulièrement assiégée peut résister un temps donné ; elle peut même prolonger sa défense pendant quelques jours par des efforts extraordinaires, mais à moins qu'il n'arrive une armée pour la secourir, il est mathématiquement certain qu'elle doit tomber. Trochu et l'état-major du génie à Paris sont parfaitement au courant de ce fait, ils savent qu'il n'existe nulle part d'armée pour venir au secours de Strasbourg ; et cependant le collègue de Trochu au gouvernement, Jules Favre, paraît avoir écarté tout cela de son compte. La seule chose qu'il ait vue, dans la demande de rendre Strasbourg, fut une injure à lui-même, à la garnison de Strasbourg, à la nation française. Mais les principaux intéressés, le général Uhrich et sa garnison, en avaient certainement assez fait pour leur propre honneur. Leur épargner les quelques derniers jours d'une lutte absolument sans espoir, si par là les faibles chances de sauver la France

pouvaient être augmentées, n'auraient pas été pour eux une injure, mais une récompense bien méritée. Le général Uhrich aurait certainement préféré se rendre sur un ordre du gouvernement et en échange d'un équivalent, plutôt que sous la menace d'un assaut et sans aucune espèce de retour.

En attendant, Toul et Strasbourg sont tombés, et Verdun, tant que Metz tient bon, n'est d'aucune utilité militaire aux Allemands, qui ont ainsi obtenu, sans consentir l'armistice, presque tout ce que Bismarck marchandait avec Jules Favre. Il semblerait ainsi que jamais armistice ne fut offert à des conditions moins chères et plus généreuses par le conquérant, jamais plus follement refusé par le vaincu. L'intelligence de Jules Favre ne brille certainement pas dans la transaction, encore que son instinct fût probablement assez juste, tandis que Bismarck apparaît sous l'aspect nouveau du vainqueur généreux. L'offre telle que M. Favre la comprenait, était d'un bon marché rare ; et si elle n'avait été que ce qu'il croyait, elle était de celles qu'on accepte tout de suite. Mais alors, la proposition était donc quelque chose de plus que ce qu'il entrevoyait.

Entre deux armées en campagne, un armistice est chose aisée à établir. Une ligne de démarcation — peut-être une zone de pays neutre entre les deux belligérants — est établie et l'affaire est réglée. Mais ici, il n'y a qu'une armée en campagne ; l'autre, pour autant qu'elle existe encore, est enfermée dans des forteresses plus ou moins investies. Que faire de toutes ces places ? Quel doit être leur statut pendant l'armistice ? Bismarck prend bien soin de ne pas dire un mot de tout cela. Si l'armistice de quinze jours est conclu, que rien n'y soit dit relativement à ces villes, le *statu quo* est maintenu tout naturellement, excepté en ce qui concerne les hostilités effectives contre les garni-

sons et les fortifications. Ainsi, Bitche, Metz, Phalsbourg et Paris, et nous ne savons combien d'autres places fortifiées demeureraient investies et coupées de tout approvisionnement et de toutes communications ; les gens qui sont à l'intérieur consommeraient leurs provisions exactement comme s'il n'y avait pas d'armistice ; et ainsi l'armistice ferait pour les assiégeants presque autant qu'en aurait fait la continuation du combat. Même, il pourrait arriver que, pendant cet armistice, une ou plusieurs de ces places épuisassent complètement leurs réserves et fussent obligées, çà et là, de se rendre aux assiégeants pour éviter la famine complète. Il ressort de là que le comte Bismarck, astucieux comme toujours, avait pour but de faire que l'armistice contribuât à réduire les forteresses françaises. Bien entendu, si les négociations avaient continué assez longtemps pour aboutir à un projet d'arrangement, l'état-major français se serait aperçu de la chose et aurait nécessairement fait, concernant les villes investies, des demandes telles que toute l'affaire aurait probablement échoué. Mais c'était le travail de M. Jules Favre d'examiner à fond les propositions de Bismarck, et de tirer au clair ce que l'autre avait intérêt à cacher. S'il avait demandé quel devait être, pendant la durée de l'armistice, le statut des villes assiégées, il n'aurait pas donné au comte Bismarck l'occasion d'étaler devant le monde une apparente magnanimité, chose trop profonde pour M. Favre, quoique ce ne fût qu'une profondeur à fleur de peau... Au lieu de cela, il fait explosion quand on lui demande Strasbourg, avec sa garnison en qualité de prisonniers de guerre, de façon à rendre évident au monde entier que, même après les sévères leçons des deux derniers mois, le porte-parole du gouvernement français est

incapable d'apprécier la situation de fait parce qu'il est toujours *sous la domination de la phrase* (1).

N° 1759. Vol. XII.

Lundi 3 octobre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XX.

C'est une chose surprenante, même après les fautes inconcevables qui ont amené en fait l'anéantissement des armées françaises, que la France soit virtuellement à la merci d'un conquérant qui ne détient cependant qu'un huitième de son territoire. La région effectivement occupée par les Allemands est bornée par une ligne tirée de Strasbourg à Versailles et une autre de Versailles à Sedan. A l'intérieur de cette étroite bande, les Français tiennent encore les forteresses de Paris, Metz, Montmédy, Verdun, Thionville, Bitche et Phalsbourg. L'observation, le blocus ou le siège de ces forteresses occupent presque toutes les forces qui ont été jusqu'ici envoyées en France. Il peut demeurer libre quantité de cavalerie pour battre le pays autour de Paris jusqu'à Orléans, Rouen et Amiens — et même plus loin ; mais il ne faut pas penser pour le moment à une occupation sérieuse d'un territoire quelque peu étendu. Il y a certainement une force de quelque 40.000 à 50.000 hommes de landwehr en Alsace, au sud de Strasbourg, et cette armée peut être portée au double par la plus grande partie du corps assiégeant venant de Strasbourg. Ces troupes sont destinées, semble-t-il, à une incursion dans les régions sud de la France ; on annonce qu'elles marcheront sur Belfort, Besançon et Lyon. Mais chacune

(1) En français dans le texte. (Note du Tr.)

de ces trois forteresses est un grand camp retranché avec des forts détachés à une jolie distance du rempart principal ; et un siège, ou même un sérieux blocus, de ces trois places d'un coup, prendrait immédiatement plus que les forces de cette armée. Nous tenons donc pour certain que cette assertion n'est qu'un pur bluff, et que la nouvelle armée allemande ne s'occupera pas plus de ces trois forteresses qu'il ne sera utile ; qu'elle envahira et ravagera la vallée de la Saône, la partie la plus riche de la Bourgogne, et ensuite avancera vers la Loire, pour ouvrir une communication avec l'armée qui est autour de Paris, et être employée selon les circonstances. Mais même ce puissant corps de troupes, tant qu'il n'a pas de communications directes avec l'armée devant Paris, pour lui permettre de communiquer directement et librement avec le Rhin, même ce puissant corps de troupes n'est employé que pour un simple raid, et est incapable de tenir en sujétion un territoire étendu. Ainsi ses opérations, pendant quelques semaines, n'augmenteront pas la portion de territoire français présentement aux mains des Allemands, qui demeure limitée strictement à un huitième de l'étendue du territoire français : et cependant la France, bien qu'elle ne veuille pas le reconnaître, est en fait conquise. Comment cela est-il possible ?

La cause principale, c'est l'excessive centralisation de toute l'administration militaire. Jusqu'à une époque très récente, la France était divisée, pour des buts militaires, en vingt-deux régions comprenant chacune, autant que possible, les garnisons dont l'ensemble composait une division avec la cavalerie et l'artillerie correspondantes. Entre les commandants de ces divisions et le Ministre de la guerre, il n'y avait pas de chaînon intermédiaire. Ces divisions étaient, en outre, des organisations purement administratives, et non militaires. Les régiments qui les composaient

n'étaient pas considérés comme devant former brigade en guerre ; ils étaient seulement en temps de paix sous le contrôle disciplinaire du même général. Dès qu'une guerre était imminente, ils pouvaient être envoyés à des corps d'armée, divisions ou brigades, etc. tout différents. Quant à un état-major de division autre qu'administratif ou attaché personnellement au général commandant, pareille chose n'existait pas. Sous Louis-Napoléon, ces vingt-trois divisions furent réunies en six corps d'armée, chacun sous les ordres d'un maréchal de France. Mais ces corps d'armée n'étaient pas des organisations plus permanentes que les divisions. Ils étaient organisés pour des fins politiques, et non militaires. Ils n'avaient pas d'état-major régulier. Ils étaient l'exact inverse des corps d'armée prussiens, dont chacun est organisé de façon permanente pour la guerre, avec les quotités qui lui reviennent d'infanterie, cavalerie, artillerie et génie, avec son état-major militaire, médical, judiciaire et administratif tout prêt pour une campagne. En France, la portion administrative de l'armée (intendance et ainsi de suite) recevait ses ordres non du maréchal ou général exerçant le commandement, mais directement de Paris. Si dans ces conditions Paris se trouve paralysé, si la communication avec lui est coupée, il n'y a plus de noyau d'organisation dans les provinces, elles sont également paralysées, et même davantage, étant donné que la dépendance, que le temps a consacrée, des provinces à l'égard de Paris et de son initiative est, par une longue accoutumance, devenue un article de la foi nationale, contre laquelle se rebeller n'est pas seulement un crime, mais un sacrilège.

A côté de cette cause principale, il y en a néanmoins une autre, secondaire, mais à peine moins importante en ce cas ; c'est qu'en conséquence du développement historique intérieur de la France, son centre est placé

à une dangereuse proximité de la frontière Nord-Est. C'était plus vrai encore il y a trois cents ans. Paris était alors situé à une extrémité du pays. Couvrir Paris par une plus grande étendue de territoire du côté du Nord et du Nord-Est fut le but de la série presque ininterrompue de guerres contre l'Allemagne, et contre l'Espagne tant que cette dernière posséda la Belgique. Depuis le temps où Henri III s'empara des Trois Évêchés : Metz, Toul et Verdun (1552) jusqu'à la Révolution, l'Artois, des parties des Flandres et du Hainaut, la Lorraine, l'Alsace et Montbéliard furent ainsi conquis et annexés à la France pour servir de tampons à recevoir le premier choc d'une invasion contre Paris. Nous devons admettre que presque toutes ces provinces étaient prédestinées par la race, la langue et les mœurs à devenir partie intégrante de la France et que la France a su — principalement par la Révolution de 1789-1798 — comment assimiler complètement le reste. Mais même maintenant Paris est dangereusement exposé. De Bayonne à Perpignan, d'Antibes à Genève, les frontières de terre du pays sont à grande distance de Paris. De Genève par Bâle à Lauterbourg en Alsace, la distance reste la même ; elle forme un arc décrit de Paris comme centre avec un seul et même rayon de 250 milles. Mais à Lauterbourg, la frontière quitte l'arc et forme à l'intérieur une corde dont chaque point n'est qu'à 120 milles de Paris. « Là où le Rhin nous quitte, le danger commence », dit Lavallée dans son ouvrage chauvin, *Les frontières de la France*. Au contraire, si, de Lauterbourg, nous prolongeons l'arc dans la direction du nord, il suit presque exactement le cours du Rhin jusqu'à la mer. Là est donc réellement la cause de la revendication française pour la totalité de la rive gauche du Rhin. C'est seulement cette limite acquise que Paris est couvert, du côté où il est le plus exposé, par des fron-

tières équidistantes et une rivière formant la ligne frontière par-dessus le marché. Et si la sécurité militaire de Paris était le principe directeur de la politique européenne, la France aurait certainement des titres à avoir la rive gauche du Rhin. Heureusement, cela n'est pas, et si la France tient à avoir Paris pour capitale, il lui faut la prendre avec les inconvénients attachés à Paris aussi bien qu'avec les avantages, un de ces inconvénients étant que l'occupation d'une petite partie de la France, Paris compris, paralysera son action nationale. Mais s'il en est ainsi, si la France n'acquiert pas le droit au Rhin de par l'accident d'avoir sa capitale dans une situation exposée, l'Allemagne devrait se rappeler que des considérations militaires du même genre ne lui donnent pas de droit meilleur à un territoire français.

N° 1762. Vol. XII.

Jeudi 6 octobre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXI.

S'il faut s'en rapporter aux renseignements envoyés de Paris par ballon, cette ville est défendue par des forces innombrables. Il y a d'un à deux cent mille gardes mobiles des provinces ; il y a 250 bataillons de gardes nationaux parisiens, comptant chacun 1.500, quelques-uns disent 1.800 ou 1.900 hommes — c'est-à-dire, à l'estimation la plus modeste, 375.000 hommes ; il y a au moins 50.000 hommes de troupes de ligne, et en outre de l'infanterie de marine, des marins, des francs-tireurs, et cetera. De plus — selon la dernière information qui court — si ceux-là étaient tous mis hors de combat, il y a encore derrière eux 500.000 citoyens en état de porter les armes, prêts en cas de besoin à prendre leur place.

Devant Paris, il y a une armée allemande composée de six corps d'armée de l'Allemagne du Nord (4^e, 5^e, 6^e, 11^e 12^e et les Gardes), deux corps bavarois et 1^e division du Wurtemberg ; en tout huit corps d'armée et demi, comptant quelque chose comme 200.000 à 230.000 hommes — certainement pas davantage. Mais cette armée allemande, quoique étendue sur une ligne d'investissement d'au moins quatre-vingt mille, tient notoirement en échec cette force innombrable de l'intérieur de Paris, coupe son ravitaillement, garde toutes les routes et chemins conduisant hors de Paris et a jusqu'ici victorieusement repoussé toutes les sorties faites par la garnison. Comment cela est-il possible ?

Premièrement, il n'y a guère de doute que les renseignements donnés sur le nombre immense des hommes armés à Paris sont fantaisistes. Si les 600.000 hommes sous les armes dont on nous parle tant étaient réduits à 350.000 ou 400.000, nous serions plus près de la vérité. Encore ne peut-on nier qu'il y ait dans Paris beaucoup plus d'hommes armés pour le défendre que dehors pour l'attaquer.

Secondement, la qualité des défenseurs de Paris est du genre le plus divers. Entre toutes ces troupes, nous ne considérerions comme méritant réellement confiance que l'infanterie de marine et les marins, qui tiennent actuellement les forts extérieurs. La ligne — les restes de l'armée de Mac-Mahon renforcés par des hommes de réserve, la plupart recrutés non instruits — a montré dans l'affaire du 19 septembre, près de Meudon, qu'elle était démoralisée. Les mobiles, en eux-mêmes bon élément, sont en ce moment même en pleine instruction militaire ; ils sont mal commandés et armés de trois sortes différentes de fusils — le chas-sepot, la carabine Minié transformée et la Minié non transformée. Il n'y a pas d'efforts, il n'y a pas d'escar-

mouches avec l'ennemi, qui puissent leur donner, dans le peu de temps qu'ils ont, cette solidité qui seule les rendrait capables de faire ce qui est le plus indispensable — joindre et battre l'ennemi en rase campagne. C'est le défaut originel de leur organisation, manque d'instructeurs, officiers et sergents entraînés, qui les empêche de devenir de bons soldats. Encore semblent-ils le meilleur élément dans la défense de Paris ; ils sont au moins capables d'accepter la discipline. La garde nationale sédentaire est un corps très mêlé. Les bataillons des faubourgs, composés d'ouvriers, ont bonne volonté et sont assez résolus à combattre ; ils obéiront et manifesteront une espèce de discipline instinctive, s'ils sont conduits par des hommes ayant personnellement et politiquement leur confiance ; envers tous autres chefs, ils seront rebelles. En outre, ils n'ont ni instruction ni officiers entraînés ; et, à moins qu'il n'y ait en fait une bataille finale derrière des barricades, leurs excellentes qualités combattantes ne seront pas mises à l'épreuve. Mais la masse des gardes nationaux, ceux qui ont été armés par Palikao, se compose de bourgeois, particulièrement de la classe des petits boutiquiers, et ces hommes-là répugnent par principe à la bataille. Sous les armes, leur affaire est de garder leurs boutiques et leurs maisons ; et si elles sont attaquées par les obus d'un ennemi tirant à distance, leur enthousiasme martial s'évanouira probablement. Ils sont en outre, une force organisée moins contre un ennemi extérieur que contre un ennemi domestique. Toutes leurs traditions sont en ce sens, et neuf sur dix d'entre eux sont convaincus qu'un ennemi domestique de ce genre est, à l'heure qu'il est, embusqué en plein cœur de Paris, n'attendant que l'occasion pour leur tomber dessus. Ce sont pour la plupart des hommes mariés, inaccoutumés à la dure et aux dangers, et en effet, ils se plaignent déjà

de la sévérité du devoir qui les oblige à passer une nuit sur trois en plein air sur les remparts de la ville. Dans un corps ainsi constitué, vous pourrez bien trouver des compagnies, même des bataillons, qui, dans des cas particuliers, se comporteront vaillamment ; mais en corps, et spécialement pour un train de service régulier et fatigant, on ne peut pas compter sur eux.

Avec de pareilles forces dans Paris, il n'est pas étonnant que les Allemands, beaucoup moins nombreux et largement disséminés, se sentent au dehors tranquilles, à l'égard de toutes attaques de ce côté. Effectivement, tous les engagements qui ont eu lieu jusqu'ici montrent l'armée de Paris (si on peut lui donner ce nom) incapable d'agir en rase campagne. La première grande attaque sur les troupes assiégeantes, le 19 (septembre) a été assez caractéristique. Le corps du général Ducrot, quelques 30.000 ou 40.000 hommes, a été arrêté une heure et demie par deux régiments prussiens (le 7^e et le 47^e) jusqu'à ce que deux régiments bavarois vinsent à leur secours et qu'un autre régiment bavarois tombât sur le flanc des Français ; ceux-ci firent retraite dans la confusion, laissant entre les mains de l'ennemi une redoutable armée de huit canons et bon nombre de prisonniers. Le chiffre des Allemands engagés en cette occasion ne pouvait excéder 15.000. Depuis lors, les sorties des Français ont été conduites tout différemment. Ils ont abandonné toute intention de livrer des batailles rangées ; ils envoient de petites fractions surprendre des avant-postes et autres petits détachements ; et si une brigade, une division ou davantage s'avance au delà de la ligne des forts, ils se contentent d'une simple démonstration. Ces combats visent moins à infliger un dommage à l'ennemi qu'à initier les recrues françaises à la pratique de la guerre. Ils les perfectionneront sans doute graduellement ; mais ce n'est

qu'une faible proportion de la lourde masse d'hommes dans Paris qui pourra bénéficier d'une éducation pratiquée à si petite échelle.

Le général Trochu, à la suite de la bataille du 19, s'est parfaitement rendu compte du caractère des forces qu'il a sous son commandement, sa proclamation du 30 septembre le montre clairement. Il est certain qu'il fait porter le blâme presque exclusivement sur la ligne et qu'il flatte plutôt les mobiles ; mais cela prouve simplement qu'il les considère (et à juste raison) comme la meilleure partie des hommes sous son commandement. A la fois la proclamation et le changement de tactique adopté prouvent nettement qu'il ne se fait pas illusion sur l'incapacité de ces hommes à opérer en rase campagne. Il doit d'ailleurs savoir que tout ce qui peut rester d'autres forces en France sous le nom d'armée de Lyon, armée de la Loire, etc., est exactement de la même composition que les siennes et que, par conséquent, il ne doit pas s'attendre à voir le blocus ou siège de Paris levé par une armée de secours. Il est donc assez singulier que nous ayons reçu une information d'après laquelle Trochu se serait opposé dans un Conseil des ministres à la proposition de négocier la paix. La nouvelle vient certainement de Berlin, qui n'est pas un très bon endroit pour une information impartiale sur ce qui se passe à l'intérieur de Paris. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons croire que Trochu espère le succès. Ses vues sur l'organisation de l'armée en 1867 étaient rigoureusement en faveur de quatre pleines années de service au régiment et de trois années obligatoires dans la réserve, selon la règle établie sous Louis-Philippe ; il considérait même le temps de service des Prussiens — deux ou trois ans — comme totalement impropre à former de bons soldats. L'ironie de l'histoire le met maintenant dans une position

où il mène une guerre avec des hommes complètement novices — à peu près sans instruction ni discipline — contre ces mêmes Prussiens qu'hier seulement il qualifiait de soldats à moitié formés ; et cela, après que ces Prussiens sont venus à bout en un mois de toute l'armée régulière de France.

N° 1764. Vol. XII.

Samedi 8 octobre 1870.

ANALYSE RAISONNÉE DU SYSTÈME DE L'ARMÉE PRUSSIENNE.

Il y a quelques semaines, nous indiquions que le système prussien de recrutement de l'armée était tout autre que parfait. Il prétend faire de tout citoyen un soldat. L'armée n'est selon le vocabulaire officiel prussien que « l'école où la nation entière est instruite pour la guerre », et cependant un très faible pourcentage de la population passe par cette école. Nous revenons à ce sujet en vue de l'illustrer par quelques chiffres exacts.

D'après les tableaux du Bureau de statistique prussien, il a été, pendant les années de 1831 à 1854, levé annuellement pour l'armée une moyenne de 9,84 pour 100 des jeunes gens assujettis au service ; restaient disponibles chaque année 8,28 pour 100 ; totalement impropres au service par suite d'infirmités corporelles, 6,40 pour 100 ; temporairement impropres devant être réexaminés une année ultérieure, 53,28 pour 100 ; le reste était absent, ou compris sous des chefs trop insignifiants pour être notés ici. Ainsi, au cours de vingt-quatre années, pas un neuvième des jeunes citoyens n'était admis dans l'école nationale de guerre ; et c'est là ce qu'on appelle « une nation en armes » ?

En 1861, les chiffres ont été les suivants : — jeunes gens de vingt ans, classe 1861, 217.438 ; jeunes gens de classes précédentes, toujours disponibles, 348.364 ; total, 565.802. De ces hommes, étaient : absents 148.946, ou 26,32 pour 100 ; totalement impropres, 17.727, ou 3,05 pour 100 ; placés dans la réserve de remplacement — c'est-à-dire libérés du service en temps de paix, mais assujettis à l'appel en temps de guerre — 76.590, ou 13,50 pour 100 ; renvoyés dans leurs foyers pour un futur réexamen par suite d'inaptitude temporaire, 230.236, ou 40,79 pour 100 ; écartés pour d'autres motifs, 22.369, ou 3,98 pour 100 ; restés disponibles pour l'armée, 69.934 hommes, ou 12,36 pour 100 ; et de ceux-ci, 59.459 seulement, ou 10,50 pour 100, étaient effectivement incorporés.

Pas de doute, depuis 1866, le pourcentage de recrues incorporées annuellement a été plus élevé, mais il ne peut pas l'avoir été dans une mesure considérable ; et si présentement 12 ou 13 pour 100 de la population mâle de l'Allemagne du Nord passent par l'armée, ce sera beaucoup. Cela contraste certainement beaucoup avec les chaudes descriptions de « correspondants spéciaux » pendant la mobilisation en Allemagne. A les entendre, tout homme physiquement apte endossait son uniforme, mettait son fusil sur l'épaule ou enfourchait son cheval ; tout genre d'affaires était interrompu : les usines étaient fermées, les boutiques closes, les récoltes restaient sur pied dans les champs ; toute production était arrêtée, tout commerce abandonné — en fait, c'était un cas de « vie suspendue », un effort national formidable, mais qui, s'il était prolongé seulement quelques mois, devait finir par un épuisement national complet. La transformation de civils en soldats s'opérait certainement dans une proportion dont les gens en dehors de l'Allemagne n'avaient

aucune idée ; mais si les mêmes écrivains vont jeter maintenant un coup d'œil sur l'Allemagne, après qu'un million d'hommes environ a été retiré de la vie civile, ils trouveront les usines en plein travail, les récoltes rentrées, les boutiques et les comptoirs ouverts. La production, si elle est arrêtée, est arrêtée par manque de commandes, non par manque de bras ; et l'on peut voir par les rues quantité de gars robustes tous aussi aptes à épauler un fusil que ceux qui sont partis en France.

Les chiffres ci-dessus expliquent tout cela. Les hommes qui ont passé par l'armée ne dépassent pas 12 pour 100 de la totalité de la population mâle adulte. Plus de 12 pour 100 ne peuvent donc pas être appelés lors d'une mobilisation, et il en reste largement 88 pour 100 au pays, dont, bien entendu, une partie est appelée, à mesure que la guerre continue, à boucher les trous causés par les batailles et la maladie. Ils peuvent monter jusqu'à 2 ou 3 pour 100 de plus au cours d'une demi-année ; mais toujours est-il que l'immense majorité des hommes n'est jamais appelée. La « nation en armes » est absolument une blague.

La cause, nous l'avons indiquée. C'est la nécessité où se trouvent la dynastie prussienne et le gouvernement, tant qu'ils persistent dans leur politique héréditaire, d'avoir une armée qui soit un instrument obéissant de cette politique. D'après l'expérience prussienne, trois ans de service au régiment sont indispensables pour plier le civil moyen à ce genre de besogne. Jamais il n'a été soutenu sérieusement, même par les plus obstinés ratapoils de la Prusse, qu'un soldat d'infanterie — et c'est ce qui constitue l'immense majorité de l'armée — est incapable d'apprendre tous ses devoirs militaires en deux ans ; mais comme il a été dit dans les débats de la Chambre de 1861 à 1866, le véritable esprit militaire, l'habitude de l'obéissance

absolue, ne s'apprend que dans la troisième année. Or, étant donné un crédit inscrit au budget de la guerre, plus longtemps les hommes servent, moins de recrues peuvent être transformées en soldats. Présentement, avec trois années de service, 90.000 conscrits entrent annuellement dans l'armée ; avec deux ans, 135.000, avec dix-huit mois, 180.000 hommes pourraient y être incorporés et instruits chaque année. Que nombre d'hommes physiquement aptes pourraient être ainsi recouverts ressort jusqu'à l'évidence des chiffres donnés par nous et deviendra plus évident encore tout à l'heure. Ainsi nous voyons que la formule de la « nation en armes » dissimule la création d'une grande armée pour les desseins d'une politique de cabinet à l'extérieur et de réaction à l'intérieur. Une « nation en armes » ne serait pas le meilleur instrument à mettre aux mains de Bismarck.

La population de la Confédération de l'Allemagne du Nord est de peu inférieure à 30.000.000. Le pied de guerre de son armée est en chiffres ronds de 950.000 hommes, soit 3,17 pour 100 seulement de la population. Le nombre de jeunes gens atteignant l'âge de vingt ans est d'environ 1,23 pour 100 de la population chaque année, soit 360.000. De ces hommes, d'après l'expérience des Etats allemands de second ordre, une bonne moitié — ou sur-le-champ ou au cours des deux années suivantes — est apte au service en campagne ; cela donnerait 180.000 hommes. Une forte proportion du reste est apte au service de garnison, mais nous pouvons pour le moment la laisser de côté. Les statistiques prussiennes semblent différer de celle-ci, mais en Prusse ces statistiques doivent, pour des motifs qui sautent aux yeux, être groupées de manière à faire apparaître le résultat compatible avec la duperie de la « nation en armes ». Toutefois, elles laissent transparaître la vérité tout de même. En 1861, nous avons,

outre les 69.934 hommes disponibles pour l'armée, 76.590 hommes versés dans la réserve de remplacement, portant le total d'hommes bons pour le service à 146.524, dont 59.459 seulement, ou 40 pour 100, étaient incorporés. En tout cas, nous pouvons bien tranquillement compter une moitié de jeunes gens pour aptes au service de l'armée. Alors, 180.000 conscrits pourraient entrer en ligne chaque année, avec douze ans d'assujettissement à l'appel éventuel, pour le moment. Cela donnerait une force de 2.160.000 hommes exercés — plus que double de l'effectif actuel, même la part largement faite à toutes réductions par les morts et autres éventualités ; et si l'autre moitié des jeunes gens étaient examinés quand ils arrivent à l'âge de vingt-cinq ans, on y trouverait de quoi fournir encore 500.000 ou 600.000 de bonnes troupes de garnison, ou davantage. Six à huit pour cent de la population immédiatement exercés et disciplinés pour être appelés en cas d'attaque, les cadres qu'il faut à la totalité étant maintenus en temps de paix comme cela se fait maintenant — cela serait réellement une « nation en armes » ; mais cela ne serait pas une armée bonne pour les guerres de cabinet, pour la conquête, ou pour une politique de réaction à l'intérieur.

Pourtant, ce serait simplement la formule prussienne changée en réalité. Si l'apparence d'une nation en armes a présenté une telle puissance, que serait la réalité ? Et nous pouvons compter que si la Prusse, persistant à conquérir, y amène la France, la France fera de cette apparence une réalité — sous une forme ou sous l'autre. Elle s'organisera en nation de soldats et quelques années après étonnera la Prusse autant par le chiffre écrasant de ses soldats que la Prusse a étonné le monde cet été. Mais la Prusse ne peut-elle en faire autant ? — Certainement, mais alors elle cesserait d'être la Prusse d'aujourd'hui. Elle gagnera

en pouvoir de défense tandis qu'elle perdra en pouvoir d'attaque ; elle aura plus d'hommes, mais non pas aussi en main pour une invasion au commencement d'une guerre ; elle devra renoncer à toute idée de conquête, et quant à sa politique intérieure présente, elle serait sérieusement compromise.

N° 4766, Vol. XII.

Mardi 11 octobre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXII.

Dans une de nos précédentes Notes, nous appelions l'attention sur le fait que, même à présent, après la chute de Strasbourg, à peu près la totalité de l'immense armée allemande en France est pleinement employée, quoique il n'y ait pas un sixième du territoire de ce pays qui soit occupé par les envahisseurs. Le fait est tellement significatif, que nous nous sentons autorisés à y revenir.

Metz, avec l'armée de Bazaine enfermée dans sa ligne de forts, fournit de l'occupation à huit corps d'armée (les 1^{er}, 2^e, 3^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, la division des Hessois et une division de landwehr sous le général Kummer, en tout seize divisions d'infanterie. Paris engage dix-sept divisions d'infanterie (les Gardes, 4^e, 5^e, 6^e, 11^e, 12^e, corps de l'Allemagne du Nord, 1^{er} et 2^e corps bavarois et la division du Wurtemberg). Les 13^e et 14^e corps nouvellement formés, en majorité landwehr et quelques détachements des corps déjà mentionnés, occupent la région occupée et observent, bloquent ou assiègent les places qui y restent encore aux Français. Le 15^e corps (la division badoise et au moins une division de landwehr) rendu libre par la capitulation de Strasbourg, est seul disponible pour

des opérations actives. Des troupes fraîches de landwehr doivent y être jointes et alors il y aura lieu d'entreprendre des opérations, dont le caractère est encore très imparfaitement connu, dans une direction plus au Sud.

Maintenant, ces forces comprennent presque toutes les troupes organisées dont l'Allemagne dispose, à la très importante exception près des quatrièmes bataillons de la ligne. Contrairement à ce qui s'est fait dans la guerre d'Autriche, où ils furent envoyés contre l'ennemi, ces 114 bataillons ont été cette fois conservés dans le pays ; conformément à leur but d'origine, ils servent de cadres pour l'instruction et l'organisation des hommes destinés à combler les vides que les batailles et la maladie auraient occasionnés dans les rangs de leurs régiments respectifs. Aussitôt que les mille hommes qui forment le bataillon sont suffisamment rompus à faire leur devoir devant l'ennemi, on les envoie rejoindre les trois bataillons de campagne du régiment ; c'est ce qui s'est fait sur une grande échelle après la lutte sévère devant Metz dans le milieu de septembre. Mais les officiers et sous-officiers du bataillon restent au pays, prêts à recevoir et à préparer à faire campagne une fournée fraîche de 1.000 hommes, pris dans la réserve de remplacement ou parmi les recrues régulièrement appelées. Cette mesure était absolument nécessaire dans une guerre aussi sanglante que la présente, et dont la fin n'est pas à prévoir avec certitude ; mais elle prive pour le moment les Allemands des services actifs de 114 bataillons et d'une force correspondante de cavalerie et artillerie, représentant en tout largement 200.000 hommes. Déduction faite de ceux-là, l'occupation d'un sixième à peine de la France et la besogne de réduire deux grandes places fortes sur ce territoire. — Metz et Paris — tiennent la totalité des forces allemandes occupées si complète-

ment qu'elles ont tout juste 60.000 hommes à réserver pour des opérations ultérieures au-delà du territoire conquis jusqu'à présent. Et cela, tandis qu'il n'y a nulle part une armée française en campagne pour opposer une sérieuse résistance.

Si jamais on avait eu besoin d'une preuve montrant l'immense importance, dans la conduite de la guerre moderne, de grands camps retranchés ayant une place forte comme noyau, voilà cette preuve fournie. Les deux camps retranchés en question n'ont pas du tout été utilisés de la façon la plus avantageuse, comme nous pourrions le démontrer en une autre occasion. Metz a en garnison trop de troupes pour sa grandeur et son importance, et Paris n'a pour ainsi dire pas de troupes réellement aptes à la rase campagne. Néanmoins la première de ces places tient à présent en échec au moins 240.000 hommes, la seconde 250.000, et si la France avait seulement 200.000 vrais soldats derrière la Loire, le siège de Paris serait une impossibilité. Malheureusement pour la France, ces 200.000 hommes, elle ne les a pas, et il n'y a aucune probabilité de les avoir jamais organisés et disciplinés simultanément en temps utile. De sorte que réduire les deux grands centres de défense n'est qu'une question de semaines. L'armée de Metz a jusqu'à présent merveilleusement bien gardé sa discipline et ses qualités combattantes, mais les revers constants qu'elle a subis doivent à la longue faire tomber tout espoir de salut. Les soldats français sont de premier ordre pour défendre les forteresses et peuvent soutenir la défaite durant un siège beaucoup mieux qu'en rase campagne ; mais si la démoralisation commence une fois chez eux, elle gagne rapidement et irrésistiblement. Quant à Paris, nous ne voulons pas prendre trop à la lettre les 400.000 gardes nationaux, les 100.000 mobiles et les 60.000 troupes de ligne de M. Gambetta, pas plus que les innombrables canons

et mitrailleuses qu'on est en train de confectionner à Paris, ou la grande solidité des barricades. Mais il n'est pas douteux qu'il y a dans Paris assez d'éléments pour une défense respectable, quoique cette défense, étant, de par le caractère de la garnison, nécessairement passive, manquera de son élément le plus fort — de puissantes attaques contre les assiégeants.

De toute façon, il doit être évident que s'il y avait parmi les Français un réel enthousiasme national vivace, tout pourrait encore être sauvé. Tandis que toutes les forces de l'envahisseur, toutes, hormis 60.000 hommes et la cavalerie, qui peut faire des incursions mais non des conquêtes, sont immobilisées dans le territoire conquis, les cinq sixièmes restants de la France pourraient lever assez de bandes armées pour harceler les Allemands sur tous les points, intercepter leurs communications, détruire derrière leur dos ponts et chemins de fer, provisions et réserves de munitions, et les amener à détacher de leurs deux grandes armées assez de troupes pour que Bazaine trouvât moyen de s'échapper de Metz et pour que l'investissement de Paris devint illusoire. Dès à présent, le mouvement des bandes armées est pour les Allemands une source de grande préoccupation, quoique pas encore de danger, et cela va augmenter à mesure que le pays autour de Paris sera mis à sec de vivres et autres approvisionnements et qu'il faudra mettre en réquisition des régions plus éloignées. La nouvelle armée allemande actuellement en formation en Alsace va probablement être bientôt détournée de toute expédition vers le Sud par la nécessité d'assurer les communications allemandes et de soumettre un territoire plus étendu autour de Paris. Mais quel serait le sort des Allemands si le peuple français avait été soulevé du même fanatisme national que les Espagnols en 1808 — si chaque ville et presque chaque village s'étaient mués en forteresses, chaque paysan

ou citadin en un combattant ? Même les 200,000 hommes des quatrièmes bataillons ne suffiraient pas à tenir terrassé un pareil peuple. Mais un tel fanatisme national n'est pas de nos jours dans les habitudes de nations civilisées. On peut le trouver chez les Mexicains et les Turcs ; les sources en sont taries dans la mercantile Europe occidentale et les vingt années durant lesquelles le cauchemar du Second Empire a pesé sur la France ont tout fait, sauf tremper le caractère national. Aussi voyons-nous beaucoup de paroles et un minimum de besogne, beaucoup d'apparat et une négligence presque totale de l'organisation ; très peu de résistance non officielle et beaucoup de soumission à l'ennemi ; très peu de vrais soldats et un nombre immense de francs-tireurs.

N° 1768. Vol. XI.

Jeudi 13 octobre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXIII.

Les officiers de l'état-major prussien à Berlin semblent gagnés par l'impatience. Par l'entremise des correspondants du *Times* et des *Daily News* à Berlin, ils nous informent que le matériel de siège est maintenant depuis quelques jours tout prêt devant Paris et que le siège va commencer incessamment. Nous avons nos doutes sur ce « tout prêt ». En premier lieu, nous savons que quelques tunnels sur le seul chemin de fer utilisable ont sauté du fait des Français en retraite près de La Ferté-sous-Jouarre et qu'ils ne sont pas encore en état de servir ; en second lieu, nous savons aussi que le matériel pour faire un siège régulier et effectif d'une place aussi grande que Paris est tellement colossal qu'il faudra longtemps pour le concentrer, même si la voie ferrée avait toujours été libre ;

et en troisième lieu, cinq ou six jours après l'annonce faite de Berlin, nous n'avons pas encore entendu parler de l'ouverture du premier parallèle. Nous devons donc conclure que par être prêts à commencer le siège, ou attaque en règle, il nous faut entendre qu'on est prêts à commencer l'attaque irrégulière, le bombardement.

Encore, un bombardement de Paris ayant quelque chance d'amener une reddition exigerait beaucoup plus de pièces de canon qu'un siège en règle. Dans ce dernier, on peut limiter son attaque à un ou deux points de la ligne de défense ; dans le premier, il faut constamment déverser sur toute l'aire immense de la ville un nombre suffisant de bombes pour faire éclater de tous côtés plus d'incendies que la population n'en peut éteindre et pour que la seule opération de les éteindre devienne trop dangereuse pour être tentée. Or, nous avons vu que même Strasbourg, avec 85.000 habitants, a été parfaitement capable de tenir sous un bombardement d'une rigueur quasi sans égale, et qu'à l'exception de quelques quartiers solitaires et assez bien délimités qu'il a fallu sacrifier, les incendies ont pu fort bien être contenus. La cause en est l'étendue relativement grande de la ville. Il est facile de bombarder une petite place de cinq ou six mille habitants jusqu'à soumission, à moins qu'il n'y ait dans son enceinte quantités d'abris à l'épreuve de la bombe ; mais une cité de 50.000 à 100.000 habitants peut supporter un grand bombardement, en particulier si elle est, comme la plupart des villes françaises, bâtie en pierres de taille ou avec d'épais murs de briques. Paris, à l'intérieur des fortifications, mesure douze kilomètres sur dix ; à l'intérieur des anciennes barrières, qui embrassent la partie de la ville où les constructions sont agglomérées, neuf kilomètres sur sept ; c'est-à-dire que cette partie comprend une aire d'environ cinquante millions de mètres carrés ou près

de soixante millions de yards carrés. Pour lancer une moyenne d'une bombe à l'heure par mille yards carrés de cette superficie, il faudrait 60.000 bombes par heure, soit un million et demi de bombes par vingt-quatre heures, ce qui supposerait l'emploi pour cela d'au moins 2.000 grosses pièces. Or, une bombe par heure pour un espace d'à peu près cent pieds de long sur cent pieds de large serait un bombardement faible. Bien entendu, le feu peut être concentré temporairement sur un ou plusieurs quartiers jusqu'à ce qu'ils soient complètement détruits, et porté ensuite sur les quartiers voisins ; mais cette façon de procéder, pour être efficace, prendrait presque autant de temps ou plus de temps qu'un siège en règle, et, d'autre part, serait moins assuré d'amener la reddition de la place.

D'ailleurs Paris, tant que les forts ne sont pas réduits, est en fait hors de l'atteinte d'un bombardement effectif. Les hauteurs les plus proches hors de la ville qui soient présentement aux mains des assiégeants, celles qui avoisinent Châtillon, sont à 8.000 bons mètres (= 8.700 yards ou 5 milles) du Palais de Justice, qui représente approximativement le centre de la ville. Sur toute l'étendue du côté sud, la distance est environ la même. Au nord-est, la ligne des forts est distante de 10.000 mètres ou environ 11.000 yards du centre de la ville, de sorte que les batteries de bombardement de ce secteur devraient être placées à 2.000 yards plus loin, ou de 7 à 8 milles du Palais de Justice. Au Nord-Ouest, les boucles de la Seine et le fort du Mont-Valérien protègent si bien la ville que des batteries de bombardement ne pourraient être dressées qu'en redoutes fermées ou dans des parallèles réguliers, c'est-à-dire ne le pourraient pas avant que fût commencé le siège en règle dont nous supposons ici que le bombardement serait un préliminaire.

Maintenant, il n'est pas douteux que les lourds

canons rayés prussiens, des calibres de cinq, six, sept, huit et neuf pouces, lançant des bombes du poids de vingt-cinq à près de trois cents livres (1) pourraient être mis en état de porter à une distance de cinq milles. En 1864, les pièces de vingt-quatre rayées de Gammelmark bombardèrent Sonderburg à une distance de 5.700 pas = 4.750 yards, ou près de trois milles, quoique ce fussent de vieux canons de bronze et qui ne pouvaient porter plus de quatre à cinq livres de charge de poudre pour une bombe pesant 68 livres. L'inclinaison de pointage était nécessairement considérable et devait être obtenue par une adaptation particulière des affûts, qui auraient cédé si on avait employé des charges plus fortes. Les pièces prussiennes actuelles, en fonte d'acier, peuvent supporter des charges bien plus fortes, proportionnées au poids de leurs bombes ; mais pour obtenir une portée de cinq milles, l'inclinaison devrait toujours être très considérable et les affûts devraient être modifiés en conséquence ; employés d'ailleurs à des usages en vue desquels ils n'ont pas été construits, ils seraient bientôt brisés. Rien n'use un affût plus tôt qu'un tir à l'inclinaison seulement de cinq à six degrés à pleine charge ; mais en ce cas, la hausse atteindrait en moyenne au moins quinze degrés, et les affûts seraient mis en miettes aussi vite que les maisons de Paris. Quoi qu'il en soit, sans prendre cette difficulté en considération, le bombardement de Paris par des batteries distantes de cinq milles du centre de la ville, ne pourrait être tout au plus qu'une affaire partielle. Il y aurait assez de destruction pour exaspérer, mais pas assez pour terrifier. Les bombes, à des portées pareilles, ne pourraient être dirigées avec une certitude suffisante sur une partie particulière de la ville. Hôpitaux

(1) La livre anglaise est de 453,6 grammes.

musées, [bibliothèques, quoique toujours si visibles des hauteurs où pourraient être les batteries, pourraient difficilement être épargnés, même si des ordres étaient donnés pour éviter certains quartiers. Les bâtiments militaires, arsenaux, magasins, dépôts d'approvisionnements, même visibles aux assiégeants, ne pourraient être choisis pour la destruction avec quelque sûreté ; en sorte que l'excuse ordinaire pour un bombardement — qu'il visait à la destruction des moyens de défense des assiégés — manquerait. Tout ceci est dit dans la supposition que les assiégeants ont en main les moyens d'un bombardement réellement sérieux — c'est-à-dire quelque deux milliers de canons rayés et de mortiers de gros calibre. Mais si, comme c'est, croyons-nous, le cas, le parc de siège allemand se compose de quelque quatre à cinq cents pièces de canon, cela ne suffira pas à produire assez d'impression sur la place pour en rendre la reddition probable.

Le bombardement d'une forteresse, quoique toujours considéré comme un acte autorisé par les lois de la guerre, n'en est pas moins une mesure comportant une telle somme de souffrances pour des non-combattants, que l'histoire blâmera toute tentative faite en ce sens de nos jours sans chance raisonnable d'arracher ainsi la reddition de la place. Nous sourions du chauvinisme d'un Victor Hugo, qui regarde Paris comme une ville sainte — très sainte — et toute tentative pour l'attaquer comme un sacrilège. Nous envisageons Paris comme toute autre ville forte, qui, si elle est résolue à se défendre, doit courir tous les risques d'attaque franche, de tranchées ouvertes, de batteries de siège, et de coups égarés atteignant des bâtiments non militaires. Mais si le seul bombardement de Paris ne peut pas forcer la ville à se rendre et si néanmoins un tel bombardement devait avoir lieu, ce serait une faute

militaire telle que peu de gens en accuseraient l'état-major de Moltke. On dira que Paris a été bombardé pour des raisons non militaires, mais politiques.

N° 1771. Vol. XII.

Lundi 17 octobre 1870.

LE SORT DE METZ.

S'il faut en croire les nouvelles de Berlin, l'état-major prussien semble prévoir que Paris sera pris avant Metz. Mais cette opinion est évidemment fondée tout autant sur un raisonnement politique que sur un raisonnement militaire. Les troubles dans Paris auxquels le comte de Bismarck s'est attendu n'ont pas encore commencé ; mais discorde et guerre civile sont à prévoir sans aucun doute dès que les gros canons des assiégeants commenceront à tonner sur la ville. Jusqu'à présent, les Parisiens ont fait mentir l'opinion qu'on avait d'eux dans les quartiers généraux allemands, et il se pourrait qu'ils le fissent jusqu'à la fin. S'il en est ainsi, l'idée que Paris sera pris à la fin de ce mois se montrera presque certainement illusoire et Metz devrait se rendre avant Paris.

Metz, étant purement forteresse, est infiniment plus forte que Paris. Cette dernière ville est fortifiée dans l'hypothèse que la totalité, ou du moins la plus grande partie, de l'armée française battue fera retraite sur elle et mènera la défense par de constantes attaques sur l'ennemi, dont les tentatives pour investir la place l'affaibliraient sur tous les points de la longue ligne qu'il devrait occuper. La force défensive des ouvrages, en conséquence, n'est pas très grande, et à très juste titre. Prévoir un cas tel qu'il s'est produit par les fautes de la stratégie bonapartiste aurait fait monter le coût des fortifications à une somme immense, et

le temps dont la défense pourrait être ainsi prolongée n'atteindrait guère quinze jours. De plus, des ouvrages de terre élevés pendant ou avant le siège pourraient renforcer considérablement les ouvrages existants. Pour Metz, le cas est très différent. Metz avait été léguée à la présente génération par Cormontaigne et autres grands ingénieurs du siècle dernier, place très forte — forte dans ses ouvrages défensifs. Le Second Empire y a ajouté un cercle de sept très grands forts détachés, à des distances de deux et demi à trois milles du centre de la ville, de façon à la garantir de bombardement même par canons rayés, et à transformer tout l'ensemble en un vaste camp retranché, qui n'est inférieur qu'à Paris seul. Un siège de Metz, par conséquent, serait une opération très longue, même si la ville n'avait que sa garnison normale. Mais un siège en face de 100.000 hommes qui sont maintenant à l'abri de leurs forts serait à peu près impossible. Le territoire où les Français sont encore les maîtres s'étend à deux bons milles au delà de la ligne des forts ; les repousser à la ligne des forts de manière à conquérir le sol où devraient être creusées les tranchées, nécessiterait une série d'engagements corps à corps comme il ne s'en est vu que devant Sébastopol ; et, en supposant la garnison non démoralisée par ses combats continuels ou les assiégeants non fatigués par un pareil sacrifice de vies, la bataille pourrait prendre bien des mois. Les Allemands n'ont jamais tenté un siège en règle, mais ils essaient d'affamer la place. Une armée de 100.000 hommes s'ajoutant à une population de près de 60.000 et au nombre de paysans qui ont cherché un abri derrière les forts, doivent tôt ou tard épuiser le stock de provisions, si le blocus est rigoureusement maintenu, et, même avant que cela ait eu lieu, il y a des chances qu'une démoralisation dans la garnison vienne amener à se rendre. Une fois qu'une

armée se trouve complètement cernée, voit toutes les tentatives pour rompre le cercle d'investissement infructueuses, tout espoir de secours du dehors perdu, même la meilleure doit perdre par degrés sa discipline et sa cohésion sous les souffrances, les privations, les labeurs et les dangers, qui ne semblent servir à autre chose qu'à soutenir l'honneur du drapeau.

Nous avons quelque temps attendu en vain des symptômes de cette démoralisation. Le stock de provisions à l'intérieur de la ville a été bien plus considérable qu'on n'avait supposé, et ainsi l'armée de Metz en a été assez longtemps bien pourvue. Mais les denrées, si elles étaient abondantes, doivent avoir été mal assorties, chose toute naturelle, puisque c'étaient des fournitures militaires fourvoyées, accidentellement laissées dans la ville et jamais destinées à l'usage auquel elles ont maintenant à servir. La conséquence est qu'à la longue, l'ordinaire des soldats devient non seulement différent de ce dont ils ont l'habitude, mais positivement anormal, et produit un malaise de divers genres dont la gravité augmente tous les jours, les causes en opérant chaque jour avec de plus en plus de force. Cette phase du blocus semble être maintenant atteinte. Parmi les articles dont Metz est à court, il y a le pain, principale nourriture ordinaire des paysans français, et le sel. Ce dernier est absolument indispensable au maintien de la santé ; et comme le pain est presque la seule forme sous laquelle les Français consomment de l'amidon comme aliment producteur de graisse, on peut en dire en ce cas autant de lui. La nécessité de nourrir les hommes et les habitants de viande principalement a, dit-on, produit de la dysenterie et du scorbut. Sans ajouter trop de foi aux rapports des déserteurs, qui généralement disent ce qu'ils croient devoir plaire à ceux qui les ont pris, nous pouvons toujours croire qu'il en

est ainsi, puisque c'est ce qui doit arriver dans les circonstances données. Les chances de démoralisation doivent alors croître rapidement, cela va de soi.

Le très capable correspondant des *Daily News* devant Metz, affirme en décrivant la sortie opérée par Bazaine le 7 octobre, que les Français s'étant établis dans les villages au nord du fort Saint-Eloi (au nord de Metz, dans la vallée de la Moselle), un corps d'au moins 30.000 hommes d'entre eux fut formé plus à leur droite, tout contre la rivière, et s'avança contre les Allemands. Cette colonne, ou groupe de colonnes, était évidemment destinée à rompre le cercle d'investissement, tâche qui exigeait le maximum de résolution. Il s'agissait de marcher tout droit dans un demi-cercle de troupes et de batteries concentrant leur feu sur eux ; la sévérité de ce feu devait aller croissant jusqu'au point de contact effectif avec les masses ennemies ; alors, si on réussissait à mettre celles-ci en déroute, elle diminuerait sur-le-champ considérablement, tandis que si on devait battre en retraite, il faudrait subir le même feu croisé une seconde fois. Cela, les hommes devaient le savoir, et au surplus, Bazaine devait employer à ce suprême effort les meilleures de ses troupes. Pourtant, on nous dit qu'ils ne sont même jamais parvenus à portée de fusil des masses allemandes. Avant leur arrivée au point critique, le feu de l'artillerie et de la ligne de tirailleurs avait rompu leur cohésion : « les épaisses colonnes furent d'abord ébranlées, puis disloquées ».

C'est la première fois dans cette guerre qu'on nous dit de telles choses des hommes qui surent si bien braver le froid de l'acier et l'ardeur du feu à Vionville, à Gravelotte, et dans les dernières sorties. Cette incapacité d'essayer jusqu'au bout la tâche dont ils étaient chargés semble montrer que l'armée de Metz n'est plus ce qu'elle était. Cela semble indiquer, non pas

encore démoralisation, mais découragement et manque de confiance — le sentiment que ce n'est pas la peine d'essayer. De là à une démoralisation positive il n'y a pas beaucoup de pas à faire, surtout avec des soldats français. Et s'il serait prématuré de prédire d'après ces indications la prompte chute de Metz, il y aurait lieu de s'étonner de ne pas découvrir bientôt d'autres symptômes annonçant que la défense s'affaiblit.

La reddition de Metz aurait moralement beaucoup moins, mais matériellement beaucoup plus d'influence sur le cours de la guerre que la chute de Paris. Si Paris est pris, la France peut céder, mais elle n'y est pas plus forcée qu'aujourd'hui. Car de beaucoup la plus grande partie des troupes qui envahissent actuellement Paris seraient nécessaires pour tenir la ville et ses environs, et il est plus que douteux qu'on pût se dégarnir d'assez d'hommes pour avancer jusqu'à Bordeaux. Mais si Metz capitulait, plus de 200.000 Allemands seraient rendus disponibles, et une armée comme celle-là, dans l'état présent des forces françaises en campagne, serait amplement suffisante pour aller où elle voudrait dans le pays ouvert, et pour y faire ce qu'elle voudrait. Le progrès de l'occupation, arrêté par les deux grands camps retranchés, recommencerait immédiatement, et tous les essais de guerre de guérilla, qui maintenant peuvent être efficaces, seraient alors bientôt écrasés.

N° 1775. Vol. XII.

Vendredi 24 octobre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXIV.

L'investissement de Paris a maintenant duré exactement un mois. Durant ce temps, deux points qui le concernent ont été pratiquement réglés conformément à nos prévisions. Le premier est que Paris ne

peut pas espérer être secouru en temps utile par une armée française venant du dehors. L'armée de la Loire est extrêmement mal pourvue en cavalerie et en artillerie de campagne, et son infanterie, sauf exceptions très peu importantes, consiste en jeunes troupes ou en vieilles troupes démoralisées, mal commandées et manquant absolument d'une cohésion qui seule pourrait les rendre capables de rencontrer en rase campagne de vieux soldats enflés d'un succès constant, comme ceux que von der Tann mène contre elles. Même si l'armée de la Loire montait à 100.000 ou 120.000 hommes, ce qui peut arriver avant que Paris succombe, elle ne serait pas en état de faire lever l'investissement. Etant donné leur grande supériorité en cavalerie et en artillerie de campagne, deux armes dont on peut se passer dans une grande mesure devant Paris, aussitôt que le train de siège sera arrivé avec ses canonniers, ainsi que la supériorité de leur infanterie, homme pour homme, les Allemands sont à même de rencontrer une force pareille avec une force en nombre inférieur sans crainte des résultats. En outre, les troupes qui actuellement battent le pays à l'Est et au Nord de Paris à des distances de cinquante et soixante milles pourraient, dans un cas pareil, être envoyées temporairement renforcer von der Tann, de même qu'une division ou deux de l'armée d'investissement. Pour l'armée de Lyon, ce qui s'y trouve avoir quelque existence tangible aura bien assez d'ouvrage avec le XIV^e corps de l'Allemagne du Nord du général Werder, actuellement à Epinal et Vesoul, et le XV^e corps qui suit sur ses derrières ou sur son flanc droit. L'armée du Nord, avec Bourbaki pour chef, est jusqu'à présent en formation. D'après tout ce que nous apprenons, les mobiles de Normandie et de Picardie sont extrêmement mal pourvus en officiers et en instruction, et les gardes nationaux sédentaires, sinon

la plupart des mobiles également, seront requis pour la garnison des vingt-cinq forteresses, sinon davantage, qui surchargent le pays entre Mézières et le Havre. Ainsi, un secours efficace de ce côté n'est pas très probable et Paris sera réduit à soi-même.

Le second point réglé est que la garnison de Paris est impropre à agir en offensive sur une grande échelle. Elle consiste dans les mêmes éléments que les troupes hors Paris et elle est également mal pourvue en cavalerie et artillerie de campagne. Les trois sorties des 19 et 30 septembre et du 13 octobre ont pleinement prouvé leur inaptitude à faire sérieusement impression sur les forces d'investissement. Comme le disent ces dernières : « Ils n'ont jamais été capables de rompre même notre première ligne. » Quoique le général Trochu affirme en public que sa répugnance à attaquer l'ennemi en rase campagne est causée par l'infériorité en artillerie de campagne, et qu'il ne fera plus de sorties jusqu'à ce qu'il y soit remédié, il ne peut pas manquer de savoir qu'il n'est pas au monde d'artillerie de campagne qui pût préserver sa première sortie « en masse » de finir par une absolue déroute. Et en attendant que son artillerie de campagne puisse être prête, s'il y a là plus qu'un pur prétexte, le feu des batteries allemandes contre les forts et la fermeture de leurs lignes d'investissement en auront rendu impossible l'usage en rase campagne.

Trochu et son état-major paraissent s'en rendre parfaitement compte. Toutes leurs mesures tendent à une défense exclusivement passive, sans plus de grandes sorties qu'il ne peut être nécessaire pour satisfaire les clameurs d'une garnison indisciplinée. Les remparts des forts ne peuvent longtemps résister aux projectiles des grosses pièces allemandes dont nous reparlerons tout à l'heure. Il se peut, comme l'espère l'état-major de Berlin, que deux ou trois jours suffisent

pour démonter les canons sur les remparts des forts du Sud, briser à distance et par tir indirect le revêtement de maçonnerie de leurs escarpes en un ou deux endroits, et alors leur donner l'assaut, tandis que le feu des batteries tirant des hauteurs dominantes préviendraient tout secours efficace venant des ouvrages derrière. Il n'y a rien dans la construction des forts ni dans la configuration du sol qui s'oppose à cela. Dans tous les forts autour de Paris, l'escarpe — c'est-à-dire le côté intérieur du fossé ou la face externe du rempart — est couverte en maçonnerie exclusivement à la hauteur de l'horizon, ce qui est généralement considéré comme insuffisant pour garantir l'ouvrage contre une escalade. Cette dérogation à la règle était justifiée dans la supposition que Paris serait toujours activement défendu par une armée. Dans le cas présent ce sera même un avantage en ce sens que cette maçonnerie basse sera difficile à atteindre par tir indirect de batteries qui ne pourront pas la voir. La démolition à distance sera ainsi rendue bien plus dure, à moins que les hauteurs sur lesquelles ces batteries sont construites ne permettent un tir réellement plongeant ; et on ne peut en juger que sur le terrain.

En tout cas, on ne saurait s'attendre à une longue résistance de ces forts du Sud, commandés qu'ils sont par des hauteurs en deçà de la portée la plus efficace de gros canons rayés. Mais c'est immédiatement derrière eux, entre les forts et l'enceinte, que l'activité de la garnison s'est principalement déployée. De nombreux ouvrages de terre ont été construits partout, et quoique, naturellement, nous soyons tenus dans l'ignorance de tous détails, nous pouvons être sûrs qu'ils ont été conçus et exécutés avec tout le soin, toute la prévoyance et toute la science qui ont placé il y a plus de deux siècles l'état-major du génie français au tout premier rang. Là, donc, est évidemment le

terrain de combat choisi pour la défense ; terrain où des ravines et des côtes, des usines et des villages, la plupart bâtis en pierre, facilitent le travail de l'ingénieur et favorisent la résistance de troupes jeunes et à demi disciplinées. C'est là, nous nous y attendons, que les Allemands trouveront taillée pour eux la besogne la plus rude. Nous sommes, à la vérité, informés de Berlin, par les *Daily News*, qu'ils se contenteront de la conquête de quelques-uns des forts et laisseront la faim faire le reste. Mais nous présumons que ce choix ne leur sera pas laissé, à moins qu'ils ne fassent sauter les forts et se retirent ensuite sur leurs positions actuelles de pur investissement, et que, s'ils le faisaient, les Français pourraient graduellement, par des contre-approches, recouvrer le terrain perdu. Nous présumons donc que les Allemands entendent garder tous les forts qu'ils pourront prendre, comme positions efficaces pour terroriser les habitants par des bombes à l'occasion, ou de s'en servir pour un bombardement aussi complet qu'ils peuvent le mener avec les moyens à leur disposition. Et dans ce cas, il ne leur est pas possible de décliner le combat que leur offrirait la défense sur le terrain choisi et préparé à cet effet, car les forts se trouveront sous le feu serré et efficace des nouveaux ouvrages. Là, nous assisterons peut-être à la dernière bataille de cette guerre qui offre un intérêt scientifique, peut-être la plus intéressante de toutes pour la science militaire. Là, la défensive sera en état de reprendre l'offensive, quoique sur une échelle moindre, et pourrait, en rétablissant ainsi jusqu'à un certain point l'équilibre des forces en présence, prolonger la résistance jusqu'à ce que la famine contraigne à se rendre. Car nous devons bien nous mettre dans la tête que, des provisions de vivres faites pour Paris, le stock d'un mois a, dès à présent, été consommé, et personne en dehors de la ville ne sait si

elle est approvisionnée pour plus d'un autre mois.

Il semble y avoir entre «les correspondants spéciaux» grande confusion d'idées touchant les canons de siège allemands ; et il peut bien y en avoir, si l'on considère que la nomenclature des divers calibres est entre les artilleurs allemands fondée sur des principes au moins aussi absurdes et contradictoires que ceux qui sont adoptés en Angleterre. Il vaut peut-être la peine d'éclaircir un peu ce sujet, maintenant que ces gros canons peuvent commencer de jour en jour à avoir la parole. En fait de canons de siège d'ancienne fabrication, ont été utilisés devant Strasbourg et ont été maintenant envoyés à Paris des mortiers de vingt-cinq et de cinquante livres — ainsi appelés du poids d'une boule de marbre qui s'ajuste à leur calibre. Les calibres en sont respectivement d'environ 8 pouces et demi à 8 trois quarts, et le poids réel des obus sphériques qu'ils lancent est de 64 livres pour le premier et de 125 pour le second. Il y avait ensuite un mortier rayé, calibre 21 centimètres, ou 8 1/4 pouces, lançant un obus allongé de 20 pouces de longueur et d'un poids dépassant plutôt 200 livres. Ces mortiers ont un effet terrible, non seulement parce que la rayure donne à leurs bombes une justesse plus grande, mais surtout parce que la bombe allongée à percussion, tombant toujours sur son point de gravité, où la fusée percutante fait saillie, assure l'explosion de la charge juste au moment de la chute, combinant ainsi en un seul et même instant les effets de choc avec ceux de l'explosion. En fait de canons rayés, il y avait des pièces de 12 et de 24 livres, appelées ainsi du poids du boulet plein sphérique de fer qu'elles tiraient d'ordinaire avant d'être rayées. Leurs calibres respectifs sont d'environ quatre pouces et demi et cinq pouces et demi, et le poids de leurs projectiles de 33 et 64 livres. Outre ceux-là, il a été

envoyé à Paris quelques-unes des grosses pièces rayées destinées à des navires cuirassés et à la défense des côtes contre ces navires. Les détails exacts de leur construction n'ont jamais été publiés, mais leurs calibres sont respectivement d'environ 120, 200 et 300 livres. Les plus grosses pièces employées dans ou devant Sébastopol étaient le canon de marine anglais de 68 livres, les obusiers de 8 et 10 pouces, et les obusiers français de 8 pouces $3/4$ et 12 pouces, dont le projectile le plus lourd, l'obus sphérique de 12 pouces, pesait environ 180 livres. Ainsi le siège de Paris va surpasser autant Sébastopol que Sébastopol a surpassé tous les sièges antérieurs par le poids et la masse des projectiles employés. Le parc de siège allemand, pouvons-nous ajouter, contiendra le nombre de pièces que nous avons supposé d'avance — soit environ quatre cents.

N° 1776. Vol. XII.

Samedi 22 octobre 1870.

SARAGOSSE — PARIS.

Pour nous faire une idée satisfaisante d'une opération aussi gigantesque que le siège et la défense de Paris, nous ferons bien de chercher dans l'histoire militaire quelque siège antérieur à grande échelle pour servir, au moins en quelque mesure, d'exemple de ce que nous pouvons nous attendre à voir. Sébastopol serait un cas approprié, si la défense de Paris avait lieu dans des conditions normales, c'est-à-dire s'il y avait une armée en campagne pour venir au secours de Paris ou pour renforcer sa garnison, comme c'était le cas avec Sébastopol. Mais Paris se défend dans des conditions tout à fait anormales : il n'a ni garnison apte à une défense active, à combattre en

rase campagne, ni aucun espoir raisonnable de secours du dehors. Ainsi le plus grand siège dont on se souvienne, celui de Sébastopol, qui n'est inférieur qu'à celui même que nous allons voir s'ouvrir, n'offre pas une image correcte de ce qui va se passer devant Paris ; et ce n'est qu'à des stades ultérieurs du siège, et principalement par contraste, que les faits de la guerre de Crimée pourront venir en comparaison.

Nous ne trouverons pas non plus dans les sièges de la guerre d'Amérique des exemples meilleurs. Ils ont eu lieu pendant une période de la lutte où non seulement l'armée sudiste, mais aussi, suivant ses traces, les troupes du Nord avaient perdu le caractère de recrues novices et répondaient au signalement de troupes régulières. Dans tous ces sièges, la défense fut extrêmement active. A Vicksburg aussi bien qu'à Richmond, il y eut de longues luttes préliminaires pour la maîtrise du terrain sur lequel seul pouvaient être dressées les batteries de siège ; et, à l'exception du dernier siège de Richmond par Grant, il y eut constamment aussi des tentatives de secours. Mais dans le cas présent, à Paris, nous avons une garnison de nouvelles recrues, faiblement soutenue par de nouvelles recrues disséminées en dehors de la ville, et attaquée par une armée régulière pourvue de tous les moyens de la guerre moderne. Pour trouver un cas topique, il nous faudra remonter à la dernière guerre où un peuple armé eut à combattre et réellement combattit sur une grande échelle contre une armée régulière — la guerre d'Espagne. Et là, nous trouvons un exemple fameux, qui, nous le verrons *est* topique à plusieurs égards : Saragosse.

Saragosse n'a que le tiers du diamètre et que le neuvième de la surface de Paris ; mais ses fortifications, quoique élevées à la hâte et sans forts détachés, présentent une ressemblance avec celles de Paris dans

leur force défensive générale. La ville était occupée par 25.000 soldats espagnols, échappés de la défaite de Tudela, parmi lesquels il n'y avait pas plus de 10.000 véritables soldats de la ligne, le reste nouvelles recrues ; il y avait en outre des paysans et des habitants armés, portant la garnison à 40.000 hommes. Il y avait dans la ville 160 pièces de canon. En outre, une force de quelque 30.000 hommes avait été levée dans les provinces voisines pour venir à son secours. D'autre part, le maréchal français Suchet n'avait pas plus de 26.000 hommes pour investir la forteresse sur les deux rives de l'Ebre, et de plus 9.000 hommes qui couvraient le siège à Catalayud. Ainsi, la proportion numérique des forces était à peu près la même que celle des armées actuellement en présence dans et devant Paris : les assiégés approximativement deux fois aussi nombreux que les assiégeants. Et cependant les Saragossains ne purent pas plus arriver à sortir et à rencontrer les assiégeants en rase campagne que les Parisiens ne le peuvent aujourd'hui. Pas plus que les Espagnols du dehors ne purent à aucun moment mettre obstacle au siège.

L'investissement de la ville fut achevé le 19 octobre 1808 ; le premier parallèle put être ouvert dès le 29, à 350 yards seulement du rempart principal. Au 2 janvier 1809, le second parallèle est ouvert à 100 yards des ouvrages ; le 11, les brèches sont praticables et la totalité du front attaqué est prise d'assaut. Mais c'est ici, où la résistance d'une forteresse ordinaire occupée par une garnison de troupes régulières aurait cessé, que commença seulement la vigueur d'une défense populaire. La portion du rempart que les Français avaient prise d'assaut avait été coupée du reste de la ville par des défenses nouvelles. Des ouvrages de terre défendus par de l'artillerie avaient été élevés au travers de toutes les rues qui y menaient, et répé-

tées derrière à des distances appropriées. Les maisons, construites dans le style massif de la chaude Europe méridionale, avec des murs d'une épaisseur énorme, étaient percées de meurtrières et tenues en force par de l'infanterie. Le bombardement par les Français fut incessant ; mais comme ils étaient mal pourvus en gros mortiers, les effets obtenus n'étaient pas décisifs contre la ville. Il fut néanmoins continué jusqu'à quarante et un jours sans interruption. Pour réduire la ville, pour prendre maison par maison, les Français durent employer le procédé le plus lent de tous, la mine. A la fin, quand un tiers des bâtiments de la ville eut été détruit, et le reste rendu inhabitable, Saragosse se rendit le 20 février. De 100.000 êtres humains qui se trouvaient dans la ville au commencement du siège, 54.000 avaient péri.

Cette défense est classique dans son genre et mérite bien la célébrité qu'elle a conquise. Mais, après tout, la ville n'a résisté que soixante-trois jours, tout compris. L'investissement prit dix jours, le siège de la forteresse quatorze, le siège des défenses intérieures et la bataille pour les maisons trente-neuf. Les sacrifices furent hors de toute proportion avec la longueur de la défense et le résultat positif obtenu. Si Saragosse avait été défendue par 20.000 bons soldats entrepreneurs, Suchet, avec les forces qu'il avait, n'eût pas pu poursuivre le siège en face de leurs sorties, et la place fût restée aux mains des Espagnols jusqu'après la guerre d'Autriche de 1809.

Certes, nous n'attendons certainement pas de Paris une seconde Saragosse. Les maisons de Paris, si solides qu'elles puissent être, ne peuvent supporter aucune comparaison de massivité avec celles de la ville espagnole. Nous n'avons non plus aucun motif de supposer que la population va déployer le fanatisme des Espagnols de 1809, ou qu'une moitié des habitants suppor-

tera patiemment la mort par la famine et la maladie. Il n'en est pas moins vrai que la phase de la lutte qui s'est produite dans Saragosse après l'assaut du rempart, dans les rues, maisons et couvents de la ville, pourrait jusqu'à un certain point se répéter dans les villages et les ouvrages de terre entre les forts de Paris et l'enceinte. Là, comme nous le disions hier — dans le vingt-quatrième chapitre de nos *Notes sur la guerre* — nous semble être le centre de gravité de la défense. Là les jeunes mobiles peuvent tenir tête à leurs adversaires, même dans des mouvements offensifs, dans des conditions à peu près égales et les amener à opérer d'une manière plus systématique que l'état-major de Berlin ne semblait l'imaginer quand, il y a peu de temps, il s'attendait à réduire la ville en douze ou quatorze jours dès que les batteries de siège auront ouvert le feu. Là aussi la défense peut tailler tant de besogne aux mortiers et canons-obusiers de l'attaque que même un bombardement partiel de la ville, au moins sur une grande échelle, pourrait être pendant ce temps hors de question. Les villages en dehors de l'enceinte devront dans tous les cas être sacrifiés, où qu'ils se trouvent placés entre le front d'attaque allemand et le front français de défense, et si, en les sacrifiant, la ville peut être épargnée, tant mieux pour la défense.

Combien de temps cette défense sur le terrain hors de l'enceinte peut être poursuivie, nous ne saurions même le conjecturer. Cela dépendra de la force des ouvrages eux-mêmes, de l'esprit avec lequel la défense sera conduite, du mode d'attaque. Si la résistance se fait sérieuse, les Allemands compteront principalement sur le feu de leur artillerie, afin d'épargner leurs troupes. Quoi qu'il en soit, avec l'énorme tir d'artillerie qu'ils seront capables de concentrer sur un point donné, il n'est pas probable qu'il doive leur falloir

plus de quinze jours ou trois semaines pour arriver à l'enceinte. Y faire une brèche et donner l'assaut sera l'ouvrage de peu de jours. Même alors, il n'y aura pas nécessité absolue de renoncer à la résistance ; mais il vaut mieux remettre la considération de ces éventualités au moment où il y aura probabilité plus grande qu'elles se rencontrent effectivement. Jusque là, qu'on nous permette également de ne rien dire des mérites et démérites des barricades de M. Rochefort. En somme, notre opinion est que, si les nouveaux ouvrages entre le fort et l'enceinte offrent une résistance réelle, sérieuse, l'attaque se bornera autant que possible — jusqu'à quel point, cela dépend dans une grande mesure de l'énergie de la défense — au tir d'artillerie, vertical et horizontal, ainsi qu'à l'affaement de Paris.

N^o 1780. Vol. XII.

Jeudi 27 octobre 1870,

NOTES SUR LA GUERRE. XXV.

Tandis que sont pendantes les négociations en vue d'un armistice, il vaut la peine d'expliquer les positions qu'occupent les différents corps des armées allemandes, qui ne paraissent pas généralement comprises. Nous disons les armées allemandes, car des françaises, il n'y a que peu de chose à dire. Ce qui n'est pas enfermé dans Metz consiste presque exclusivement en recrues nouvelles, dont l'organisation n'a jamais été communiquée au public et ne peut que varier de jour en jour. D'ailleurs le caractère de ces troupes, qui se montrent dans tous les engagements plus ou moins inaptes à la campagne, fait perdre à peu près tout intérêt soit à leur organisation, soit à leur nombre.

Quant aux Allemands, nous savons qu'ils sont partis avec treize corps d'armée de l'Allemagne du Nord

(en y comprenant les Gardes), une division de Hessois, une de Badois, une de Wurtembergeois, et deux corps d'armée de Bavaois. La 17^e division du 9^e corps de l'Allemagne du Nord (dont une brigade se compose de Mecklembourgeois) est restée sur la côte tant que la flotte française a été dans la Baltique. A sa place, la 25^e division (ou division hessoise) fut jointe au 9^e corps et reste dans ces conditions jusqu'aujourd'hui. Sont restées au pays, avec la 17^e division, neuf divisions de landwehr (une des Gardes et une de chacune des huit anciennes provinces de Prusse, le temps écoulé depuis 1866, époque où le système prussien fut introduit dans toute l'Allemagne du Nord, ayant été à peine suffisant pour former le nombre nécessaire d'hommes de réserve, mais non jusqu'à présent aucune landwehr). Lorsque le rappel de la flotte française et le complètement des quatrièmes bataillons de la ligne rendit ces forces disponibles, on en forma des corps d'armée frais qui furent envoyés en France. Nous ne connaissons guère avant la fin de la guerre les détails de formation de tous ces corps, mais ce qui en a transpiré en attendant nous permet de voir assez clair dans le caractère général du plan. Devant Metz, nous avons, sous le prince Frédéric-Charles, les 1^{er}, 2^e, 3^e, 7^e, 8^e, 9^e et 10^e corps, dont le 9^e corps se compose, pour le moment, des 18^e et 25^e divisions, plus deux divisions de landwehr : une, la 1^{re} (Prusse orientale) sous le général Kummer ; le numéro de l'autre n'est pas connu — en tout seize divisions d'infanterie.

Devant Paris, il y a sous le prince royal, les 5^e, 6^e et 11^e corps de l'Allemagne du Nord et les Gardes prussiennes ; sous le grand-duc de Mecklembourg, le 13^e corps et la division wurtembergeoise. Le 13^e corps est formé de la 17^e division ci-dessus mentionnée et d'une division de landwehr. De ces troupes, formant en tout vingt divisions, il y a quatre divisions envoyées

en service détaché. Premièrement, von der Tann, avec deux divisions bavaroises et la 22^e division de l'Allemagne du Nord (du 11^e corps) vers le Sud et l'Ouest, tenant avec les Bavaois Orléans et la ligne de la Loire, tandis que la 22^e division (général Wittich) a successivement occupé Châteaudun et Chartres. Deuxièmement, la 17^e division est détachée vers le Nord-Ouest de Paris ; elle a occupé Laon, Soissons Beauvais, Saint-Quentin, etc., tandis que d'autres troupes — probablement des colonnes volantes principalement composées de cavalerie — se sont avancées presque jusqu'aux portes de Rouen. Si nous supposons celles-ci équivalentes à une autre division, nous avons en tout cinq divisions détachées de l'armée devant Paris pour battre le pays, rassembler du bétail et des provisions, prévenir la formation de bandes armées, et tenir à distance tout nouveau corps de troupes que le gouvernement de Tours serait capable d'envoyer. Cela laisserait pour l'investissement effectif quinze divisions d'infanterie, ou sept corps et demi.

Outre le 13^e corps, le grand-duc de Mecklembourg commande l'ensemble des troupes détachées en Champagne et les autres régions occupées à l'Ouest (1) de la Lorraine, la garnison de Sedan, Reims, Epernay, Châlons, Vitry, et les troupes qui assiègent Verdun. Celles-ci consistent en landwehr, principalement 8^e division de landwehr. Les garnisons en Alsace et en Lorraine, presque uniquement de la landwehr, sont respectivement sous les ordres des gouverneurs militaires de ces provinces. Il y a en plus les troupes échelonnées le long de la voie ferrée et des grandes routes, dont la mission est exclusivement de les garder en état de servir et ouvertes au transport de l'armée ;

(1) Plutôt par un lapsus d'Engels que par faute typographique le texte anglais porte « à l'est ».

(Note du Tr.)

ces troupes, formées de détachements de divers corps de la ligne, et atteignant au moins la force d'une division, sont sous les ordres de l' « *Etappen Commandant* ».

La division badoise et une autre division de landwehr ont été fondues dans le 14^e corps, qui est maintenant sous le général von Werder en marche sur Besançon, tandis que le général Schmeling, avec la 4^e division de réserve, vient d'assiéger victorieusement Schlestadt (1) et est en train maintenant de s'occuper de Neuf-Brisach. Ici, pour la première fois, nous trouvons mentionnée une « division de réserve », ce qui, dans le vocabulaire militaire prussien, est chose essentiellement différente d'une division de landwehr. En fait, nous avons jusqu'ici compté six des neuf divisions de landwehr, et l'on peut bien supposer que le garnisonnement de l'Alsace et de la Lorraine, et partiellement des forteresses du Rhin, comptera pour les trois autres. L'emploi du terme « division de réserve » prouve que les quatrièmes bataillons des régiments de ligne arrivent graduellement sur le territoire français. Il doit y en avoir neuf, ou, en quelques cas, dix par chaque corps d'armée ; ce sont ceux-là qui ont été formés en autant de divisions de réserves, et, probablement, portent le même numéro que le corps d'armée auquel ils appartiennent. Ainsi, la 4^e division de réserve serait celle qui est formée des quatrièmes bataillons du 4^e corps d'armée recruté en Saxe prussienne. Cette division fait partie du nouveau 15^e corps d'armée. Qu'est l'autre division ? Nous ne le savons pas — probablement une des trois avec lesquelles le général Loewenfeld vient de partir de Silésie pour Strasbourg ; les deux autres formeraient alors le 16^e corps. Cela

(1) C'était l'orthographe française la plus usitée en 1870 : Engels écrit Schelestadt ; les Allemands orthographiaient Schlettstadt. Le nom est maintenant officiellement Sélestat (Note du Tr.)

ferait quatre sur treize divisions de réserves, en laissant encore neuf disponibles à l'intérieur de l'Allemagne du Nord.

Quant à la force numérique de ces corps de troupes, les bataillons de l'Allemagne du Nord qui sont devant Paris ont certainement été portés de nouveau au plein effectif de 750 hommes ; les Bavares sont, à ce qu'on dit, plus faibles. La cavalerie ne peut guère atteindre en moyenne plus de 100 sabres par escadron, au lieu de 150 ; et au total un corps d'armée devant Paris doit faire en moyenne 25.000 hommes ; de sorte que l'armée entière y sera effectivement d'environ 190.000 hommes. Les bataillons devant Metz sont nécessairement plus faibles, vu la proportion plus forte de maladies, et sera difficilement de 700 hommes en moyenne. Ceux de la landwehr en compteront à peine 500.

La presse polonaise a dernièrement commencé à réclamer une part plutôt large dans la gloire des armes prussiennes. La vérité à ce sujet est celle-ci : le chiffre total de la population parlant polonais en Prusse est d'environ deux millions, soit un quinzième de la population totale de l'Allemagne du Nord ; nous comprenons dans celle-ci tant les Polonais déteints (1) de la Haute-Silésie et les Mazuriens de la Prusse occidentale. Les 1^{er}, 2^e, 5^e et 6^e corps sont mélangés de soldats polonais, mais l'élément polonais n'est réellement prédominant que dans une seule division du 5^e, et peut-être dans une brigade du 6^e corps. Ç'a été la politique du gouvernement prussien de disséminer autant que possible l'élément polonais dans l'armée sur un grand nombre de corps. Ainsi, les Polonais de la Prusse Occidentale sont partagés entre le 1^{er} et le 2^e corps, et ceux de Posnanie entre le 2^e et le 5^e, grand soin ayant été pris en chaque cas de faire

(1) Wasser-Polacke.

que la majorité des hommes dans chacun des corps soient des Allemands.

La réduction de Verdun est maintenant poussée énergiquement. La ville et la citadelle ne sont pas très solidement fortifiées, mais possèdent des fossés profonds inondés. Les 11 et 12 octobre, la garnison a été repoussée des villages qui entourent la place, et l'investissement a été rendu continu; le 13, un bombardement a été ouvert par quarante-huit canons et mortiers (pièces françaises capturées à Sedan) placés de 700 à 1.300 yards des ouvrages. Le 14, quelques vieilles pièces françaises de 24 sont arrivées de Sedan, et le lendemain quelques-unes des nouvelles pièces prussiennes de 24 rayées, lesquelles avaient servi à réduire Toul. Elles étaient en pleine activité le 18. La ville semblait avoir souffert beaucoup, les constructions y étant fort serrées.

N° 1782. Vol. XII.

Samedi 29 octobre 1870.

LA CHUTE DE METZ.

La présente guerre est une guerre de capitulations, chacune desquelles semble être destinée à surpasser ses devancières en ampleur. D'abord vinrent les 84.000 hommes mettant bas les armes à Sedan, événement auquel aucun n'est semblable, dont même aucun n'approche de ceux que l'on a connus dans aucune guerre précédente, même dans celles de l'Autriche. Maintenant vient la reddition de 170.000, avec celle de la forteresse de Metz, qui surpasse Sedan autant que Sedan surpassait toutes les capitulations antérieures. Metz doit-il à son tour être surpassé par Paris? Si la guerre continue, il n'y a guère de doute qu'il en sera ainsi.

Les trois fautes capitales commises par Napoléon

du 2 août au 2 septembre, de Sarrebruck à Sedan, et qui ont effectivement privé la France de la totalité de ses armées, furent — premièrement de recevoir l'attaque de l'ennemi dans une position qui permit aux Allemands vainqueurs de progresser entre les corps séparés de l'armée française et ainsi de la diviser en deux blocs distincts, aucun des deux ne pouvant opérer sa jonction, ni même agir de concert avec l'autre ; deuxièmement, de retarder l'armée de Bazaine à Metz, ce qui l'y faisait enfermer sans espoir ; et troisièmement de marcher au secours de Bazaine avec des forces et par une route qui invitait positivement l'ennemi à faire prisonnière la totalité de l'armée de secours. Les effets de la première faute ont été visibles d'un bout à l'autre de la campagne. Ceux de la troisième étaient allés aboutir à Sedan ; ceux de la seconde viennent de se manifester pour nous à Metz. La totalité de cette « armée du Rhin » à laquelle Napoléon promettait une campagne ardue dans une contrée pleine de forteresses est maintenant ou dans ou sur la route de ces mêmes forteresses comme prisonnière de guerre, et la France n'est pas seulement virtuellement, mais positivement, privée de presque toutes ses troupes régulières.

La perte des hommes eux-mêmes et du matériel livré en même temps que Metz, qui doit être énorme, est un coup assez dur. Mais ce n'est pas le plus dur. Le pis pour la France est qu'avec ces hommes et ce matériel, elle est privée de cette organisation militaire dont elle aurait plus besoin que de toute autre chose. Des hommes, il y en a à foison, même des hommes exercés ayant entre vingt-cinq et trente-cinq ans ; il doit y en avoir au moins 300.000. Le matériel peut être remplacé en ayant recours aux stocks et aux fabriques du pays, ainsi qu'au commerce du dehors. Dans des circonstances comme celles-ci, tous les bons fusils se chargeant par la culasse peuvent aller, peu importe le

modèle sur lequel ils sont construits ou si les munitions de l'un conviennent aux autres modèles. Tout ce qui peut servir étant bienvenu, avec un usage convenable des télégraphes et des vapeurs, il pourrait y avoir plus d'armes et de cartouches dès à présent à la disposition du gouvernement qu'on n'en pourrait utiliser. Même une artillerie de campagne aurait pu être fournie pendant ce temps. Mais ce dont on a le plus besoin, c'est la solide organisation qui peut faire une armée de tous ces hommes en armes. Cette organisation est incarnée dans les officiers et sous-officiers de l'armée régulière, et elle cesse définitivement d'être disponible, par suite de leur reddition.

Le nombre d'officiers soustrait au service actif de la France, par pertes sur le champ de bataille et par capitulations, ne peut à présent être moindre de dix à douze mille, celui des sous-officiers étant à peu près trois fois aussi grand. Tant de forces organisatrices retirées d'un coup à la défense nationale, il devient extrêmement difficile de transformer des masses d'hommes en compagnies et bataillons de soldats. Quiconque a vu des levées populaires sur le terrain d'exercices ou sous le feu — *Freischaaren* (1) de Bade, *Bull-Run Yankees* (2), mobiles français ou Volontiers britanniques — aura d'emblée aperçu que l'impuissance et l'inconsistance de ces troupes ont pour cause principale le fait que les officiers ne connaissent pas leur service ; et, dans le cas présent, en France, qui est là pour le leur enseigner ? Le petit nombre de

(1) Les *Freischaaren* sont les corps francs insurgés de 1849. Voir Fr. Engels, *La campagne constitutionnelle*, trad. Bracke. Paris, A. Costes. [Trad.].

(2) Les volontaires anti-esclavagistes de l'Amérique du Nord essayèrent dans les premières années de la guerre de Sécession des défaites sanglantes, notamment en 1861 (21 juillet) et 1862 (29-30 août) auprès du Bull-Run, affluent du Potomac. [Trad.].

vieux officiers retraités ou invalides n'est pas assez considérable pour le faire ; ils ne peuvent pas être partout ; l'enseignement doit être non seulement théorique, mais aussi pratique, non seulement de bouche, mais d'action et d'exemple. Un petit nombre d'officiers jeunes ou sergents nouvellement promus dans un bataillon se mettront bien vite à leur affaire par l'observation continue de ce que font les vieux officiers ; mais que faire, quand les officiers sont presque tous nouveaux et qu'on ne trouvera pas même beaucoup de vieux sergents à faire avancer ? Les mêmes hommes qui maintenant se montrent dans presque chaque rencontre impropres à l'action de masse en rase campagne auraient déjà appris comment combattre s'il avait été possible de les incorporer dans les vieux bataillons de Bazaine, que dis-je ? s'ils avaient seulement eu la chance d'être commandés par des officiers et sergents de Bazaine. Et c'est de perdre définitivement pour cette campagne presque jusqu'au dernier vestige de son organisation militaire que la France souffre le plus dans la capitulation de Metz.

Il sera temps de se former une opinion décisive sur la conduite de la défense quand nous aurons appris ce que les défenseurs ont à dire pour eux-mêmes. Mais si c'est un fait que 170.000 hommes capables de porter les armes se sont rendus, la présomption est que la défense n'a pas été à la hauteur. A aucun moment depuis la fin d'août l'armée d'investissement n'a été double de la force de l'armée investie. Elle doit avoir varié entre 200.000 et 230.000 hommes, répartis sur un cercle d'au moins vingt-sept milles de circonférence en première ligne seulement, ce qui veut dire que le cercle occupé par les masses doit au moins avoir été de trente-six à quarante milles en circonférence. Ce cercle était au surplus coupé en deux par la Moselle, infranchissable sauf par des ponts, à quelque distance

en arrière de la première ligne. Si une armée de 170.000 hommes n'a pu s'arranger pour être en forces supérieures sur un point quelconque de ce cercle et le percer avant que des renforts suffisants pussent être amenés, nous devons conclure ou que les dispositions des troupes d'investissement étaient au-dessus de tout éloge, ou que les tentatives pour passer n'ont jamais été faites comme elles auraient dû l'être. Nous apprendrons probablement que là, comme au long de cette guerre, des considérations politiques ont paralysé l'action militaire.

A moins que la paix ne soit maintenant conclue, la France aura déjà ressenti les conséquences de ce nouveau désastre. Nous supposons que les deux divisions de landwehr seront laissées en garnison à Metz. Le 2^e corps est dès à présent sur la route de Paris, ce qui n'implique pas absolument qu'il soit destiné à prendre part à l'investissement de la capitale. Mais à supposer que ce soit le cas, il resterait six corps, ou au moins 130.000 à 140.000 hommes, que Moltke peut envoyer où bon lui semble. Les communications de l'armée avec l'Allemagne ont été gardées sans guère de participation des troupes du prince Frédéric-Charles. Pour cette besogne, il n'aura besoin de détacher qu'un petit nombre d'hommes tout au plus. Le reste est disponible pour envahir l'Ouest et le Sud de la France. Il ne sera pas nécessaire d'en garder ensemble la totalité. Ces troupes seront probablement divisées en deux ou trois corps formant, avec celui de von der Tann, au moins 150.000 hommes et ayant pour mission d'avancer dans les parties de la France jusqu'à présent non occupées par les Allemands. Un corps ira, presque certainement, occuper les riches provinces de Normandie et du Maine jusqu'à la Loire, avec le Mans, où se réunissent cinq lignes de chemin de fer, pour centre. Un autre poussera en avant dans la

direction de Bordeaux, après avoir nettoyé la ligne Loire de Tours à Nevers, et occupé ou détruit les arsenaux et ateliers militaires de Bourges. Ce corps pourrait marcher de Metz par Chaumont et Auxerre, où le pays n'a pas encore été dévoré par les réquisitions. Un troisième corps pourrait aller droit au Sud, pour faire la liaison avec le général Werder. L'intérieur de la France étant presque entièrement dénué de forteresses dignes de ce nom, il n'y aura pas de résistance, hormis celle, peu solide, des recrues nouvelles et celle, plus passive mais aussi plus tenace, des populations. Est-ce qu'avec des armées ainsi libérées d'un coup, Moltke va tenter le siège de quelques forteresses de plus, ou même la réduction d'un port naval fortifié tel que Cherbourg, c'est ce qui reste à voir ; il n'a pas besoin de réduire maintenant des forteresses de plus, excepté Phalsbourg et Belfort, qui ferment plusieurs lignes de chemin de fer, et, bien entendu, Paris.

N° 1787. Vol. XII.

Vendredi 4 novembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXVI.

On ne peut plus douter raisonnablement que l'armée qui s'est rendue à Metz comptât réellement 173.000 hommes, dont 140.000 étaient capables de porter les armes, un peu plus de 30.000 étant malades ou blessés. Les *Daily News* nous donnent, dans un télégramme de Berlin, un détail qui prétend être complet de ces troupes : — 67 régiments d'infanterie, 13 bataillons de chasseurs à pied, 18 quatrièmes bataillons et bataillons de dépôt ; 36 régiments de cavalerie — à savoir 10 de cuirassiers, 1 de guides, 11 de dragons, 2 de lanciers, 3 de hussards, 6 de chasseurs à cheval et 3 de

chasseurs d'Afrique, plus 6 escadrons de dépôt. Il faut supposer que cette liste vient de l'état-major de Berlin et contient un sommaire ou de ce qu'il avait, d'après des sources antérieures et indirectes, déduit être la composition des forces françaises à Metz, ou bien des rapports français fournis aux conquérants à la reddition. Le dernier semble le plus probable. Nous savons qu'il y avait dans Metz, en infanterie, les Gardes (8 régiments = 30 bataillons et 1 bataillon de chasseurs), le 2^e corps (Frossard, 3 divisions), le 3^e (Decaen, ci-devant Bazaine, 4 divisions), le 4^e (Ladmiraault, 3 divisions), le 6^e (Canrobert, 3 divisions) et 1 division du 5^e corps (de Faily), en tout 14 divisions de la ligne, comprenant chacune un bataillon de chasseurs et 4 régiments, ou 12 bataillons, de ligne, à l'exception de 2 divisions de Canrobert, qui n'avaient pas de chasseurs. Cela donnerait 12 bataillons de chasseurs et 168 bataillons de ligne, soit, avec les Gardes, un ensemble total de 13 bataillons de chasseurs et 198 d'infanterie, et, avec les 18 bataillons de dépôt, en tout 229 bataillons, ce qui est sensiblement plus que les 221 donnés comme nombre total par les *Daily News*. D'autre part, cette liste ne donnerait que 64 régiments d'infanterie, tandis que celle qu'on fournit actuellement en a 67. Il nous faut, par conséquent, conclure que les trois régiments manquants constituaient la garnison de Metz et pour cette raison ne figuraient pas dans l'état de l'« armée du Rhin ». Quant à la différence dans le nombre des bataillons, il est facile de s'en rendre compte. Les pertes de plusieurs régiments au cours des batailles d'août et des sorties de septembre et octobre, ainsi que par suite de maladies, ont dû être telles qu'il aura fallu reformer les trois bataillons en deux, peut-être même en un seul.

Qu'une force pareille, aussi grande que l'armée de

Napoléon à Leipzig, ait été amenée à se rendre jamais, c'est un fait inouï dans l'histoire des guerres et quasiment incroyable, même maintenant qu'il est arrivé. Mais il devient plus inconcevable encore, si nous comparons la force de cette armée avec celle des capteurs. Le 18 août, Bazaine était rejeté des hauteurs de Gravelotte sous les canons des forts de Metz ; quelques jours après, l'investissement de la place était complet. Mais de l'armée qui avait combattu à Gravelotte, 3 corps, ou 75 bataillons, étaient détachés sous le prince royal de Saxe le 24 août au plus tard ; trois jours plus tard, leur cavalerie battait les chasseurs à cheval de Mac-Mahon à Buzancy. Il restait devant Metz 7 corps, ou 175 bataillons, et 12 bataillons de landwehr, en tout 187 bataillons, pour investir une armée d'au moins 221 bataillons. A ce moment, Bazaine devait avoir à sa disposition 160.000 combattants, si ce n'est plus. Les Prussiens, assurément, avaient tout fait pour amener de leurs réserves des troupes fraîches afin de réparer les pertes des dernières batailles ; mais impossible de supposer que leurs bataillons aient été ramenés au plein effectif de 1.000 hommes. Supposé même qu'ils l'eussent fait, à l'exception de la landwehr, qui forme des bataillons de cinq ou six cents hommes seulement, cela donnerait aux Prussiens une force qui ne dépasse pas 182.000 hommes, ou, avec la cavalerie et l'artillerie, environ 240.000 ; c'est-à-dire seulement une moitié de plus que l'armée enfermée dans Metz. Et ces 240.000 hommes étaient disséminés sur un front de vingt-sept milles de long, et il y avait une rivière non guéable pour les diviser en deux corps distincts. Dans ces conditions, il est impossible de douter que Bazaine, s'il avait réellement tenté de percer le cercle d'investissement avec la masse de ses troupes, l'aurait fait — à moins, en vérité, de supposer que les Français,

après Gravelotte, n'étaient plus les hommes qu'ils avaient été auparavant ; et il n'y a pas de raison pour cela.

Que Bazaine, après la proclamation de la République, se soit abstenu de faire une percée hors de Metz par des motifs politiques, cela semble à l'auteur de ces Notes absolument certain. Il est également certain que chaque jour de retard diminuait ses chances de succès pour la faire ; encore semble-t-il que les Prussiens eux-mêmes pensent maintenant que s'ils avaient été dans la même position, ils eussent réussi le tour. Mais ce qui demeure inexplicable, c'est l'inaction, ou tout au moins l'indécision de Bazaine, durant les derniers jours d'août et les premiers de septembre. Le 31 août, il tente une attaque vers le Nord-Est et la continue toute la nuit et le matin suivant ; cependant trois divisions prussiennes suffisent à le repousser sous les canons des forts. Il faut que la tentative ait été extrêmement faible, à considérer la force énorme avec laquelle il aurait pu la faire. Un général qui a sous ses ordres seize divisions de splendide infanterie, être repoussé par trois divisions de l'ennemi ! C'est trop fort.

Quant aux motifs politiques qui auraient, dit-on, été cause de l'inactivité de Bazaine après la révolution du 4 septembre, et les intrigues politiques dans lesquelles il s'engagea, avec la connivence de l'ennemi, pendant la dernière partie de l'investissement, ils sont bien dans la manière du Second Empire que, sous une forme ou sous une autre, ils tendaient à restaurer. On y voit à quel point ce Second Empire avait perdu toute compréhension du caractère français, si le général qui commandait la seule armée régulière que possédât la France pouvait penser à restaurer la dynastie tombée avec l'aide de l'envahisseur du pays.

La carrière militaire antérieure de Bazaine n'était pas des plus brillantes. Sa campagne du Mexique prouvait seulement qu'il se souciait plus de récompense que de la gloire ou du crédit de son pays. Sa nomination au commandement en chef de l'armée du Rhin était due à des circonstances accidentelles ; elle lui vint d'être non le plus éligible, mais le moins inéligible des candidats possibles, et les considérations décisives n'étaient rien moins que strictement militaires. Il sera immortel au titre de l'homme qui aura commis l'acte le plus déshonorant de l'histoire militaire française — qui, après avoir empêché 160.000 Français de percer au travers d'une armée d'investissement qui était, dans les circonstances données, positivement inférieure en forces, les aura rendus prisonniers de guerre quand il n'y avait plus rien à manger.

N° 1788. Vol. XII.

Samedi 5 novembre 1870.

L'APOLOGIE DE L'EMPEREUR.

Comme d'autres grands hommes dans l'infortune, Louis-Napoléon semble s'apercevoir qu'il doit au public une explication des causes qui l'ont conduit, bien contre sa volonté, de Sarrebruck à Sedan ; et, en conséquence, nous avons maintenant été mis en possession de ce qui se donne pour être cette explication de lui. Comme il n'y a d'indice ni extrinsèque ni intrinsèque pour attacher à ce document aucun soupçon d'inauthenticité, mais plutôt le contraire, nous le prenons pour le moment pour authentique. En vérité, nous sommes presque tenus de le faire, sans aucune façon ; car si jamais il y eut document qui confirme, tant en gros qu'en détail, les vues adoptées sur la

guerre par la *Pall Mall Gazette*, c'est cette impériale auto-justification.

Louis-Napoléon nous informe qu'il connaissait parfaitement la grande supériorité numérique des Allemands ; qu'il espérait la contre-balancer par une invasion rapide de l'Allemagne du Sud, en vue d'amener le pays à rester neutre et de s'assurer, par un premier succès, l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. A cette fin, 150.000 hommes devaient être concentrés à Metz, 100.000 à Strasbourg et 50.000 à Châlons-sur-Marne. Avec les deux premiers corps rapidement concentrés, on devait franchir le Rhin près de Carlsruhe, tandis que les 50.000 hommes de Châlons avanceraient sur Metz pour s'opposer à tout mouvement hostile sur le flanc et les derrières des forces en avance. Mais ce plan s'évanouit dès que l'Empereur arriva à Metz. Il y trouva seulement 100.000 hommes ; à Strasbourg, il n'y en avait que 40.000, cependant que les réserves de Canrobert étaient on ne sait où et partout, excepté à Châlons où elles eussent dû être. Puis, les troupes étaient dépourvues des choses de première nécessité pour une campagne, sacs, tentes, bidons et gamelles. En outre, on ne savait rien des emplacements de l'ennemi. En fait, l'offensive hardie, foudroyante, était, dès la première heure, transformée en très modeste défensive.

Il n'y aura quasiment rien de neuf dans tout cela pour les lecteurs de la *Pall Mall Gazette*. Nos « Notes sur la guerre » ont esquissé le plan d'attaque ci-dessus comme le plus rationnel que la France pût suivre et indiqué les causes qui l'ont fait abandonner. Mais il y a un fait auquel furent immédiatement dues ses premières défaites et dont l'Empereur ne fait pas mention : c'est d'avoir laissé ses divers corps dans la fausse position d'attaque tout contre la frontière, quand son intention d'attaquer était depuis longtemps

abandonnée. Pour ce qui est de ses chiffres, nous en ferons la critique tout à l'heure.

Les causes de la faillite de l'administration militaire française, l'Empereur les trouve dans « les déficiences de notre organisation militaire telle qu'elle a existé dans les cinquante dernières années ». Mais ce n'était certes pas la première fois que cette organisation était mise à l'épreuve. Elle s'en était tirée assez bien durant la guerre de Crimée. Elle avait produit de brillants résultats au début de la guerre d'Italie, lorsqu'on la donnait en Angleterre, non moins qu'en Allemagne, pour le véritable modèle de l'organisation d'une armée. Sans doute, on y pouvait voir, même alors, plus d'une insuffisance. Mais entre alors et maintenant il y a cette différence, qu'alors elle marchait, et que maintenant elle ne marche pas. Et l'Empereur ne tente pas de rendre compte de cette différence, qui était vraiment la chose dont il avait à rendre compte — mais, en même temps, le point le plus sensible du Second Empire, qui avait empêtré les rouages de cette organisation par toutes sortes de corruptions et de tripotages.

Lorsque Metz fut atteint par l'armée en retraite, « sa force effective fut portée à 140.000 par l'arrivée du maréchal Canrobert avec deux divisions et la réserve ». Cette assertion, comparée avec les numéros des troupes qui viennent de mettre bas les armes à Metz, nous amène à regarder d'un peu plus près les chiffres impériaux. L'armée de Strasbourg devait être constituée par les corps de Mac-Mahon, de Faily et Douay, en tout dix divisions, et compter 100.000 hommes ; mais on nous dit maintenant qu'elle n'excédait pas 40.000. Si on laisse entièrement hors de la question les trois divisions de Douay, bien qu'une d'elles soit venue au secours de Mac-Mahon à Woerth ou après Woerth, cela donnerait moins de 6.000 hommes par division

(12 bataillons) ou tout juste 430 hommes par bataillon, même si nous ne comptons pas un seul homme pour la cavalerie et l'artillerie. Or, quelque crédit que nous soyons enclin à ouvrir au Second Empire en matière de tripotages et de dilapidations, nous ne saurions prendre sur nous de croire qu'il y aurait eu dans l'armée quatre-vingt-dix bataillons dont la force effective, vingt jours après l'appel des réserves et des hommes en congé, fût en moyenne de 430 hommes au lieu de 900. Quant à l'armée de Metz, elle comprenait, en Gardes et dix divisions de ligne, 161 bataillons, et si nous prenons les 100.000 hommes que donne la brochure comme consistant uniquement en infanterie, sans rien accorder pour la cavalerie et l'artillerie, cela encore ne donnerait pas plus de 620 hommes par bataillon, ce qui est indubitablement au-dessous de la réalité. Chose plus étonnante encore : après la retraite sur Metz, voilà cette armée portée à 140.000 hommes par l'arrivée de deux divisions de Canrobert et des réserves. Ces additions nouvelles étaient ainsi de 40.000 hommes. Or, comme les « réserves » arrivant à Metz après Spickeren pouvaient seulement consister en cavalerie et artillerie, les Gardes y étant arrivées longtemps avant, elles ne peuvent être évaluées à plus de 20.000 hommes, laissant un autre nombre de 20.000 hommes pour les deux divisions de Canrobert, ce qui, pour 25 bataillons, donnerait 800 hommes par bataillon ; c'est-à-dire que les bataillons de Canrobert, qui étaient les moins prêts de tous, deviennent, d'après ce compte, beaucoup plus forts que ceux qui avaient été concentrés et tenus prêts longtemps avant eux. Mais si l'armée de Metz, avant les batailles des 14, 16 et 18 août, ne comptait que 140.000 hommes, comment se fait-il qu'après les pertes de ces trois journées — certainement pas moins de 50.000 hommes —, après les pertes des dernières

sorties et les morts de maladie, Bazaine ait encore pu livrer aux Prussiens 173.000 prisonniers ? Nous nous sommes engagés dans ces calculs uniquement pour montrer qu'ils se contredisent les uns les autres et contredisent tous les faits connus de la campagne. Ils peuvent être d'emblée écartés comme totalement incorrects.

A côté de l'organisation de l'armée, il y a eu d'autres circonstances pour gêner le vol de l'aigle impériale vers la victoire. Il y eut d'abord « le mauvais temps », puis « l'encombrement du bagage », et finalement « l'absolue ignorance où nous restions toujours concernant la position et la force des armées ennemies ». Trois circonstances bien fâcheuses en vérité. Mais le mauvais temps existait pour les deux partis, car, parmi toutes ses dévotes allusions à la Providence, le roi Guillaume n'a pas une fois mentionné le fait que le soleil ait lui sur les positions allemandes pendant que la pluie tombait sur celles des Français. Et les Allemands non plus n'étaient pas sans encombrement de bagage. Quant à l'ignorance sur les endroits où se trouvait l'ennemi, il y a une lettre de Napoléon à son frère Joseph, qui se plaignait en Espagne de la même difficulté, et elle n'est rien moins que complimenteuse pour les généraux qui font de pareilles plaintes ; il dit que si les généraux ignorent où se trouve l'ennemi, c'est leur faute, et cela prouve qu'ils ne connaissent pas leur affaire. On doute quelquefois en lisant ces excuses à l'usage des mauvais généraux, si cette brochure est réellement écrite pour adultes.

Le compte rendu du rôle joué par Louis-Napoléon lui-même ne plaira pas beaucoup à ses amis. Après les batailles de Woerth et de Spickeren, « il résolut immédiatement de ramener l'armée au camp de Châlons ». Mais ce plan, quoique d'abord approuvé par le Conseil des ministres, fut deux jours après

considéré comme fait « pour produire un déplorable effet sur l'opinion publique » et, au reçu de la lettre envoyée en ce sens par M. Emile Ollivier (1), l'Empereur y renonça. Il conduit l'armée sur la rive gauche de la Moselle, et alors — « ne prévoyant pas une bataille générale, et ne s'attendant qu'à des engagements partiels » — il la laisse pour aller à Châlons. A peine est-il parti que les batailles des 16 et 18 août ont lieu et enferment dans Metz Bazaine et son armée. Pendant ce temps, l'Impératrice et le Ministère, excédant leurs pouvoirs et derrière le dos de l'Empereur, convoquent la Chambre ; et, avec la réunion de ce corps d'éminente puissance, le Corps législatif d'Arcadie, le destin de l'Empire était fixé. L'Opposition — de vingt-cinq personnes, savez-vous ? — devint toute puissante et « paralysa le patriotisme de la majorité et l'action du gouvernement » — lequel gouvernement, nous nous en souvenons tous, n'était pas celui d'Ollivier à la langue suave, mais celui du grossier Palikao.

« A partir de cette époque, les ministres semblaient avoir peur de prononcer le nom de l'Empereur ; et lui, qui n'avait quitté l'armée et renoncé au commandement que pour reprendre les rênes du gouvernement, s'aperçut bientôt qu'il lui serait impossible de jouer le rôle qui lui revenait. » En fait, on lui fit voir qu'il était virtuellement déposé, qu'il était devenu impossible. Dans ces conditions, la plupart des hommes ayant quelque respect d'eux-mêmes auraient abdicqué. Mais non ; son irrésolution, pour user de l'expression la plus douce possible, continue, et il suit l'armée de Mac-Mahon, pur embarras, impuissant à faire bien, mais non à empêcher de le faire. Le gouvernement de Paris presse Mac Mahon de faire un mouvement pour aller au secours de Bazaine. Mac-Mahon refuse, parce que ce serait jeter son armée dans la gueule du loup ; Palikao insiste. « Quant à l'Empereur, il

ne fit pas d'opposition. Il ne pouvait entrer dans ses vues de s'opposer à l'avis du gouvernement et de l'impératrice régente, qui avait montré tant d'intelligence et d'énergie au milieu des plus grandes difficultés. » Nous admirons l'humilité de l'homme qui vingt ans avait soutenu que la soumission à sa volonté personnelle était la seule voie de salut pour la France, et qui maintenant, quand « est imposé de Paris un plan de campagne contraire aux principes les plus élémentaires de l'art de la guerre », ne fait pas d'opposition, parce qu'il n'entrerait jamais dans ses vues de s'opposer à l'avis de l'impératrice régente, qui avait, etc., etc.

La description de l'état de l'armée avec laquelle cette marche fatale était entreprise est une confirmation exacte en tous les détails de ce que nous en pensions alors. Il n'y a qu'un seul trait de compensation. Le corps de Faily, durant sa retraite à marches forcées, s'était du moins arrangé pour perdre, sans un combat, « presque tout son bagage » ; mais le corps ne paraît pas avoir apprécié cet avantage.

L'armée était allée à Reims le 21 août. Le 23, elle s'avancait jusqu'à la rivière de Suippe, à Betheniville, sur la route directe de Verdun et de Metz. Mais des difficultés d'intendance poussèrent Mac-Mahon à revenir sans délai à une ligne de chemin de fer ; en conséquence, le 24, on fait un mouvement à gauche et l'on atteint Reithel. Là, toute la journée du 25 est perdue à distribuer des vivres aux troupes. Le 26, le quartier général va à Tourteron, douze milles plus à l'Est ; le 27, au Chêne Populeux, six milles de plus. Là, Mac-Mahon, s'apercevant que huit corps d'armée allemands sont en train de le cerner, donna des ordres pour se replier de nouveau vers l'Ouest ; mais pendant la nuit arrivèrent de Paris des ordres positifs de marcher sur Metz. « Incontestablement l'Empereur

aurait pu contremander cet ordre, mais il était résolu à ne pas s'opposer à la décision de la régence. » Cette vertueuse résignation amena Mac-Mahon à obéir, et c'est ainsi qu'il atteignit Stonne, six milles plus loin à l'Est, le 28. Mais « ces ordres et contre-ordres occasionnèrent des retards dans les mouvements ». Sur ces entrefaites « l'armée prussienne avait exécuté des marches forcées, tandis que nous, encombrés de bagage (encore !), avions pris six jours à faire avec des troupes fatiguées une marche de vingt-cinq lieues ». Vinrent ensuite les batailles des 30, 31 août et 1^{er} septembre, et la catastrophe, qui est racontée très complètement mais sans donner de détails nouveaux. Et alors arrive la moralité à en tirer : « Certainement le combat était disproportionné ; mais il aurait été soutenu plus longtemps et moins désastreux pour nos armes, si les opérations militaires n'avaient pas été sans cesse subordonnées à des considérations politiques. »

C'est le destin du Second Empire et de tout ce qui s'y rattache, de tomber sans être plaint. La commiseration, la chose qui manque le moins au lot des grandes infortunes, semble ne s'étendre en aucune façon à lui. Même l'« Honneur au courage malheureux » qu'on ne peut guère aujourd'hui employer en France sans une certaine ironie, semble lui être refusé. Nous doutons que, dans ces conditions, Napoléon tire grand bénéfice d'un document selon lequel son éminente science stratégique a été toujours réduite à néant par des ordres absurdes, que dictaient des motifs politiques, venant du gouvernement de Paris ; son pouvoir d'annuler ces ordres absurdes étant encore réduit à néant par un respect illimité pour la régence de l'impératrice. Ce qu'on peut dire de mieux de cette brochure extraordinairement faible, c'est qu'elle reconnaît à quel point les choses doivent nécessai-

rement aller mal en guerre si « les opérations militaires sont sans cesse subordonnées à des considérations politiques ».

N° 1793. Vol XII.

Vendredi 11 novembre 1870.

LA LUTTE EN FRANCE.

Pendant les six premières semaines de la guerre, quand les victoires allemandes se succédaient rapidement, quand la force expansive des envahisseurs n'était encore qu'incomplètement amortie et quand il y avait encore des armées françaises en campagne à leur opposer, la lutte, à parler en général, restait une lutte d'armées. La population des régions envahies n'y prenait que peu de part. A la vérité, il y eut une douzaine à peu près de paysans alsaciens envoyés en cour martiale et fusillés pour participation à des batailles ou mutilation de blessés ; mais une tragédie comme celle de Bazeilles était tout à fait l'exception. Rien ne le prouve mieux que l'immense impression qu'elle a faite et que l'âpre controverse menée dans la presse pour discuter à quel point le traitement infligé à ce village était justifiable ou non. S'il y avait lieu de rouvrir cette controverse, nous pourrions prouver d'après le témoignage d'irréprochables témoins oculaires que des habitants de Bazeilles étaient tombés sur les blessés bavares, les avaient maltraités et poussés dans les flammes de maisons incendiées par des obus, et qu'à la suite de ces faits, le général von der Tann donna l'ordre stupide et barbare de détruire tout le village — stupide et barbare surtout parce que cela signifiait mettre le feu à des maisons où ses propres blessés gisaient par centaines. Mais de toute manière, Bazeilles était détruit dans l'ardeur

de la bataille et dans la lutte la plus exaspérante — celle d'un combat de maisons et de rues, où forcément des rapports sont faits et des décisions prises sur-le-champ, et où les gens n'ont pas le temps de passer les témoignages au crible et de prendre des avis des deux côtés.

Pendant les six dernières semaines, le caractère de la guerre a subi un notable changement. Les armées de la France ont disparu ; la lutte est menée par des recrues que leur manque total d'instruction rend plus ou moins irrégulières. Partout où elles sentent un effort de masse en rase campagne, elles sont aisément défaites ; partout où elles combattent à l'abri de villages et villes à barricades et à meurtrières, elles se montrent capables d'offrir une résistance sérieuse. Elles sont encouragées à ce genre de lutte, surprises de nuit et autres coups de petite guerre, par des proclamations et des ordres du gouvernement, qui recommande aussi à la population de la région où elles opèrent de les aider de toute façon. Cette résistance serait facilement écrasée si l'ennemi disposait de forces suffisantes pour occuper le pays tout entier. Mais il n'en a pas été ainsi jusqu'à la capitulation de Metz. Les forces des envahisseurs étaient employées devant Amiens, Rouen, Le Mans, Blois, Tours, et il fut possible d'atteindre d'un côté Bourges, de l'autre Besançon et Lyon. Le fait que ces forces furent épuisées si tôt est dû dans une grande mesure à cette plus grande condensation du milieu résistant. Les éternels « quatre uhlands » ne peuvent plus maintenant entrer à cheval dans un village ou une ville loin en dehors de leurs lignes et commander une soumission absolue à leurs ordres sans risquer d'être pris ou tués. Les colonnes de réquisition doivent être accompagnées d'une force imposante, et des compagnies ou escadrons isolés doivent faire bonne garde pour se préserver des

surprises de nuit, quand ils sont cantonnés dans un village, et des embuscades, quand ils sont en marche. Il y a une ceinture de terrain disputé tout autour des positions allemandes, et c'est là justement que la résistance populaire se fait le plus durement sentir. Pour écraser cette résistance populaire, les Allemands doivent recourir à un code de guerre aussi périmé qu'il est barbare. Ils prennent pour règle que toute ville ou tout village où un ou plusieurs habitants participent à la défense, tirent sur leurs troupes ou, d'une façon générale, aident les Français, doit être brûlé ; que tout homme pris les armes à la main qui n'est pas, selon leur conception, un soldat régulier, doit être fusillé séance tenante, et que là où il y a une raison de croire qu'une partie considérable de la population d'une ville s'est rendue coupable de quelque une de ces offenses, tous les hommes en état de porter les armes doivent être massacrés sur le champ. Ce système a maintenant été impitoyablement suivi depuis environ six semaines et est toujours en pleine vigueur. On ne peut ouvrir un journal allemand sans tomber sur une demi-douzaine de nouvelles d'exécutions militaires de ce genre, données comme chose qui va de soi, comme simples opérations de justice militaire exercée en toute rigueur par d'« honnêtes soldats » contre de « lâches assassins et brigands ». Il n'y a ni désordre d'aucune sorte, ni pillage pêle-mêle, ni viol de femmes, ni irrégularité. Rien de ce genre. Tout se fait systématiquement et avec ordre ; le village condamné est cerné, les habitants évacués, les provisions confisquées, et le feu est mis aux maisons, pendant que les coupables réels ou supposés sont menés devant une cour martiale où une brève confession et une demi-douzaine de balles les attendent avec une certitude infaillible. A Ablis, village de 900 habitants sur la route de Chartres, un escadron du 16^e hussards

(Slesvig-Holstein) fut surpris nuitamment par des irréguliers français et perdit la moitié de ses hommes ; pour punir cet acte d'insolence, toute la brigade de cavalerie marcha sur Ablis et brûla tout le village ; deux rapports différents, l'un et l'autre d'acteurs du drame, affirment que tous les hommes en état de porter les armes furent tirés d'entre les habitants et fusillés ou mis en pièces sans exception. Ce n'est là qu'un cas entre un grand nombre. Un officier bava-rois, qui est dans le voisinage d'Orléans, écrit que ce détachement a incendié cinq villages en douze jours ; et il n'est pas exagéré de dire que partout où les colonnes volantes allemandes passent dans le centre de la France, leur route ne laisse que trop souvent une trace de feu et de sang.

Or, il ne peut guère suffire en 1870 de dire que c'est là une manière légitime de faire la guerre, et que l'intervention de civils ou de quiconque n'est pas à proprement parler reconnu comme soldat équivaut à un brigandage, et doit être réprimé par le feu et le fer. Tout cela pouvait s'appliquer au temps de Louis XIV et de Frédéric II, quand il n'y avait pas d'autres luttes que d'armées. Mais depuis la guerre d'indépendance de l'Amérique jusqu'à la guerre de Sécession américaine, en Europe tout comme en Amérique, la participation des populations à la guerre est devenue, non l'exception, mais la règle. Partout où un peuple s'est permis de se soumettre uniquement parce que ses armées avaient été incapables de résistance, il a été l'objet d'un mépris universel comme une nation de lâches ; et partout où un peuple a énergiquement mené cette résistance irrégulière, les envahisseurs ont bien vite reconnu impossible de suivre le vieux code de sang et de feu à l'ancienne mode. Les Anglais en Amérique, les Français sous Napoléon en Espagne, les Autrichiens en Italie et en Hongrie en 1848, n'ont pas

tardé à être amenés à traiter la résistance populaire comme parfaitement légitime, par crainte de représailles sur leurs propres prisonniers. Pas même les Prussiens à Bade en 1849, ou le Pape après Mentana, n'ont eu le courage de fusiller sans distinction leurs prisonniers de guerre, quelque irréguliers et « rebelles » qu'ils pussent être. Il n'existe que deux exemples modernes de l'application impitoyable de ce code périmé d'« extermination » : la répression de la révolte des Cipayes par les Anglais dans l'Inde et les procédés de Bazaine et de ses Français au Mexique.

De toutes les armées du monde, la dernière qui serait en droit de renouveler de telles pratiques est l'armée prussienne. En 1806, la Prusse s'est écroulée uniquement parce qu'il n'y eut nulle part dans le pays trace de cet esprit de résistance nationale. Après 1807, les réorganiseurs de l'administration et de l'armée firent tout leur possible pour le faire revivre. C'est à ce moment que l'Espagne montra le glorieux exemple de la façon dont une nation peut résister à une armée d'invasion. Tous les chefs militaires de la Prusse signalèrent cet exemple à leurs compatriotes comme un exemple à suivre. Scharnhorst, Gneisenau, Clausewitz furent tous unanimes à cet égard ; Gneisenau se rendit même en Espagne pour combattre Napoléon. L'ensemble du nouveau système militaire alors inauguré en Prusse fut une tentative pour organiser une résistance populaire contre l'ennemi, au moins autant qu'il était possible dans une monarchie absolue. Non seulement tout homme physiquement apte au service devait passer par l'armée et servir dans la landwehr jusqu'à quarante ans ; les garçons entre dix-sept et vingt ans, ainsi que l'homme fait entre quarante et soixante devaient faire partie de la landsturm ou « levée en masse » (1) qui aurait à se lever sur

(1) En français dans le texte. (Note du Tr.)

les derrières et les flancs de l'ennemi, à gêner ses mouvements, à intercepter ses transports et ses courriers, à user de toutes les armes qu'elle pouvait trouver, à employer indistinctement tout ce qu'il y aurait de moyens à sa portée pour inquiéter l'envahisseur — « plus ces moyens seraient efficaces, mieux ce serait » — et, par-dessus tout, « ne porter aucune espèce d'uniforme, afin que les landsturmiers pussent en tout temps reprendre leur caractère de civils et rester inconnus de l'ennemi ». L'ensemble de cette « Ordonnance sur la Landsturm », comme on appelle la loi de 1813 à ce sujet, est rédigée — et son auteur n'est autre que Scharnhorst, l'organisateur de l'armée prussienne — dans cet esprit de résistance nationale irrécyclable, pour laquelle tous les moyens sont justifiables et les plus efficaces sont les meilleurs. Mais alors tout cela était à faire par les Prussiens contre les Français, et si les Français agissent de même façon à l'égard des Prussiens, c'est tout à fait différent. Ce qui était patriotisme dans un cas, devient brigandage et lâche assassinat dans l'autre.

Le fait est que le présent gouvernement prussien a honte de cette vieille ordonnance à demi révolutionnaire sur la landsturm et essaie de la faire oublier par ses procédés en France. Mais tout acte de cruauté gratuit qu'ils auront commis en France la rappellera de plus en plus à la mémoire, et les justifications que l'on donne d'une façon si ignoble de faire la guerre aboutiront uniquement à prouver que, si l'armée prussienne a fait d'immenses progrès depuis Iéna, le gouvernement prussien est en train de mûrir rapidement l'état de choses même qui a rendu Iéna possible.

N° 1797, Vol. XII.

Mercredi 16 novembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXVII.

Ceux qui croyaient avec M. Gambetta que les mouvements habiles et bien combinés par lesquels l'armée de la Loire manœuvrait pour attirer les Bavaurois de von der Tann hors d'Orléans seraient suivis immédiatement d'une avance sur Paris étaient voués au désappointement. L'engagement de Coulmiers, ou quelque nom qu'on lui ait donné après coup, a eu lieu le 9, et, jusqu'au soir du 13, les postes avancés bavaurois semblent être restés sans être inquiétés devant Toury, à vingt-cinq milles seulement d'Orléans.

Ce qui s'inscrit grandement au crédit du général d'Aurelle de Paladines, c'est, après son premier succès, d'avoir eu non seulement l'intelligence, mais aussi la force morale de s'arrêter à temps. Avec M. Gambetta derrière lui, clamant à ses hommes qu'ils sont sur la route de Paris, que Paris les attend et doit être délivré des barbares, ce ne peut pas avoir été chose facile de retenir ces troupes jeunes et à demi disciplinées, qui ne sont que trop prêtes à crier à la « trahison » si on ne les mène pas tout de suite contre l'ennemi et à se sauver quand on leur fait sérieusement sentir cette présence de l'ennemi. Le fait que d'Aurelle les a tenus arrêtés sur la route de Paris montre que ses efforts pour les discipliner n'ont pas été sans succès et que son premier succès lui a gagné leur confiance. Ses dispositions pour cette première victoire française étaient tout ce qu'elles devaient être. Von der Tann ne peut avoir eu plus de 25.000 hommes dans le voisinage d'Orléans, position exposée qu'il pouvait se permettre de continuer à tenir, dans la conviction que ses troupes aguerries seraient, en toutes cir-

constances, capables de se frayer un chemin à travers n'importe quel nombre des nouvelles recrues qui leur étaient opposées. D'Aurelle a pu opérer contre les Bavarois avec au moins quatre fois leur nombre, et il a fait ce qui est habituel en pareil cas : il a tourné leurs flancs et déployé, spécialement sur leur arrière droit, une force telle que von der Tann a été aussitôt amené à se replier vers ses troupes de soutien. Celles-ci l'ont rejoint à Toury le 11, ou au plus tard le 12 ; et elles se composaient de la 21^e division Wittich d'infanterie de l'Allemagne du Nord, d'une division de cavalerie du prince Albrecht, et du 13^e corps (17^e division de l'Allemagne du Nord et division de Wurtemberg). Ainsi, une force de 65.000 à 70.000 hommes au moins est concentrée sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg à Toury, et le général d'Aurelle peut bien y regarder à deux fois avant de s'aventurer à une attaque sur cette force, quoiqu'elles soient commandées par un chef très ordinaire.

Mais il y a d'autres motifs que celui-là, qui doivent amener le général d'Aurelle à marquer une pause avant de faire aucun nouveau mouvement. Si son intention est réellement d'aller au secours de Paris, il doit savoir parfaitement bien que ses propres forces ne sont pas suffisantes pour réaliser cet objet, à moins qu'en même temps un effort vigoureux ne soit fait du dedans pour le seconder. Nous savons que le général Trochu a trié la portion la plus disciplinée et la mieux organisée de ses troupes et en a formé ce qu'on pourrait appeler l'armée active de Paris. Sous le commandement du général Ducrot, cette armée semble être destinée à ces grandes sorties sans lesquelles la défense d'une place comme Paris est comme un soldat qui combattrait le bras droit en écharpe.

Ce n'est peut-être pas par accident que cette réorganisation de l'armée de Paris coïncide dans le temps

avec l'avance de l'armée de la Loire. Le général Trochu et le général d'Aurelle ont sans aucun doute essayé, par le moyen de ballons et de pigeons voyageurs, d'arranger un mouvement combiné à faire à un moment convenu d'avance ; et à moins que les Allemands n'attaquent préventivement l'armée de la Loire, nous pouvons nous attendre à une sortie de Paris sur une grande échelle au moment ou vers le moment même où d'Aurelle ferait son prochain mouvement en avant. Cette sortie serait probablement faite avec au moins l'ensemble des trois corps de Ducrot, du côté Sud de la ville, où une communication avec l'armée de la Loire pourrait, en cas de succès, être établie, tandis que des côtés Nord-Est et Nord-Ouest, la « troisième armée » de Trochu ferait des attaques simulées et des diversions, soutenues par le feu des forts, pour empêcher l'armée d'invasion d'envoyer des renforts au Sud. Nous pouvons être sûrs, d'autre part, que tout cela est pris en considération par le général Moltke et qu'il ne sera pas pris sans vert. Malgré la grande supériorité numérique que les Français seront à même de mettre en ligne, nous croyons fermement que la différence dans la qualité des troupes et dans le commandement feront plus que la compenser.

Cette tentative pour délivrer Paris des griffes des « barbares » devra être faite très tôt si elle doit avoir quelque chance. Outre les cinq divisions d'infanterie qui sont opposées à l'armée de la Loire, il y a maintenant devant Paris seize divisions d'infanterie (les 2^e, 4^e, 5^e, 6^e, 12^e corps, les Gardes, le 1^{er} corps bava- rois, la 21^e division et la division de landwehr des Gardes). Ces forces doivent être, aux yeux de Moltke, absolument suffisantes pour tenir Paris effectivement bloqué ; autrement, il aurait fait venir vers Paris plus de troupes que le 2^e corps, de celles qui ont été libé-

rées par la capitulation de Metz. Et considérant que leurs positions devant Paris sont partout fortement retranchées et seront à bref délai sous la protection de terribles batteries de siège, ce sera sans doute le cas. Mais nous commençons présentement à recevoir des nouvelles du prince Frédéric-Charles, qui, après la capitulation de Metz, était devenu invisible avec trois corps d'armée (les 3^e, 9^e et 10^e). La première lueur que nous ayons eue sur ses troupes était le petit bout d'information que le « 9^e régiment » avait eu une escarmouche avec les mobiles tout près de Chaumont, dans la Haute-Marne, le 7 novembre. Le 9^e appartient à la 6^e brigade (du 2^e corps), qui était déjà arrivée devant Paris, et toute l'histoire devenait par là inintelligible. Depuis lors, il a été établi que le télégramme donnait par erreur le 9^e régiment au lieu de la 9^e brigade, et cela éclaircit l'affaire. La 9^e brigade est la première du 3^e corps d'armée et appartient donc à l'armée du prince Frédéric-Charles. Le lieu de l'engagement, combiné avec le renseignement, généralement accrédité dans les milieux militaires de Berlin, que le prince s'était mis en marche sur Troyes, ville qu'il est dit avoir atteint le 7 ou le 8, ne permet guère de douter qu'il avait pris la route que nous supposions devoir être prise par le gros de ses troupes, à savoir : « marcher de Metz par Chaumont et Auxerre, et pousser en avant dans la direction de Bordeaux, après avoir nettoyé la ligne de la Loire de Tours à Nevers ». Nous apprenons maintenant que cette armée a occupé la ligne de l'Yonne à Sens, à cinquante milles environ de Gien sur la Loire, et à trente seulement de Montargis, d'où toute position française au Nord d'Orléans pourrait être prise en flanc avec une bonne journée de marche. Les détachements annoncés à Malesherbes et Nemours peuvent avoir été envoyés par le prince Frédéric-Charles pour prendre contact avec la gauche

de von der Tann, ou bien peuvent être des parties flanquantes à l'extrême gauche sur la ligne de marche du 13^e corps. De toute façon, nous pouvons maintenant nous attendre à voir le prince établir bientôt ses communications par colonnes volantes avec von der Tann à Toury d'une part, et Werder à Dijon d'autre part. Si l'armée de la Loire retarde son attaque jusqu'à ce que le prince Frédéric-Charles arrive à portée, elle aura, outre les 70.000 hommes en face d'elle, 75.000 autres de plus sur son flanc droit et son arrière, et toute idée de secourir Paris devra être abandonnée. Elle aura assez à faire de se préoccuper de son salut et il lui faudra se retirer sans espoir devant ce large flot montant d'invasion, qui alors couvrira le centre de la France sur un front s'étendant de Chartres à Dijon.

N^o 1801. Vol. XII.

Lundi 21 novembre 1870.

CAPITALES FORTIFIÉES.

S'il y a une question militaire que l'expérience de la présente guerre puisse être dite avoir définitivement réglée, c'est celle de l'utilité de fortifier la capitale d'un grand Etat. Même depuis le jour où il fut décidé de fortifier Paris, la controverse sur l'utilité ou non, et même sur la possibilité, de défendre une aussi vaste forteresse a été poursuivie dans la littérature militaire de tous les pays. Rien ne pouvait la résoudre qu'une expérience pratique — l'actuel siège de Paris, la seule capitale fortifiée qui existe ; et quoique le siège de Paris n'ait pas encore réellement commencé, les fortifications de Paris ont rendu dès à présent des services tellement immenses à la France que la question est autant vaut dire décidée en leur faveur.

La dangereuse proximité où se trouve Paris de la frontière Nord-Est de la France — frontière, qui plus est, entièrement dépourvue de toute ligne défendable soit de rivière, soit de montagnes — a conduit 1^o à la conquête des pays limitrophes les plus proches ; 2^o à la construction d'une triple ceinture de forteresses allant du Rhin à la Mer du Nord ; et 3^o à cette continuelle aspiration à la totalité de la rive gauche du Rhin qui a finalement amené la France à sa position présente. Les conquêtes ont été retranchées et limitées par les traités de 1814 et 1815 ; les forteresses ont été démontrées être presque sans utilité et complètement incapables d'arrêter de grandes armées par les deux invasions de ces mêmes années ; finalement, les cris réclamant le Rhin furent, en 1840, contenus pour quelque temps par une coalition européenne contre la France. C'est alors que la France, comme il convenait à une grande nation, essaya de contrebalancer la dangereuse position de Paris par les seuls moyens en son pouvoir — en le fortifiant.

Dans la présente guerre, la France était couverte, sur son côté le plus vulnérable, par la neutralité de la Belgique. Pourtant, un petit mois suffit pour éliminer du champ toutes ses forces organisées. Une moitié s'était rendue prisonnière ; l'autre était sans recours enfermée dans Metz, sa capitulation n'étant qu'une question de semaines. Dans des circonstances ordinaires, la guerre aurait été finie. Les Allemands auraient occupé Paris et autant du reste de la France qu'ils voulaient et, après la capitulation de Metz, sinon auparavant, la paix eût été conclue. La France a quasi toutes ses forteresses proches de la frontière : cette ceinture de villes fortifiées une fois crevée sur un front suffisamment large pour avoir liberté de mouvement, les autres forteresses sur la frontière ou sur les côtes pourraient être négligées et la totalité du centre du

pays occupée ; après quoi les forteresses seraient aisément amenées à capituler l'une après l'autre. Même pour une guerre de guérillas, des forteresses à l'intérieur, comme centres sûrs de retraite, sont nécessaires dans les pays cultivés. Dans la guerre de la Péninsule, la résistance populaire des Espagnols fut rendue possible principalement par les forteresses. Les Français, en 1809, boutèrent les troupes anglaises de sir John Moore hors d'Espagne ; ils furent partout victorieux en rase campagne, et jamais pourtant ils ne conquièrent le pays. L'armée anglo-portugaise, comparativement petite, à sa réapparition, n'aurait jamais pu leur faire face, n'eussent été les innombrables bandes armées espagnoles, qui, facilement battues en bataille rangée, harcelaient les flancs et l'arrière de toute colonne française et arrêtaient la portion presque de loin la plus grande de l'armée d'invasion. Et ces bandes n'auraient pu tenir bon si peu de temps que ce fût, n'eût été le grand nombre de forteresses dans le pays ; forteresses qui, petites et vieilles pour la plupart, exigeaient encore un siège en règle pour les réduire, et par conséquent offraient à ces bandes des retraites sûres quand elles étaient attaquées en rase campagne. De pareilles forteresses étant absentes en France, même une guerre de guérillas n'y pourrait jamais être très à craindre s'il n'y avait quelques autres circonstances pour en compenser l'absence. Et une de ces circonstances est la fortification de Paris.

Le 2 septembre, la dernière armée française capitulait en rase campagne. Et aujourd'hui, le 21 novembre, environ onze semaines après, presque une moitié de la totalité des troupes allemandes en France est encore arrêtée autour de Paris, tandis que la plus grande partie du reste se hâte de s'éloigner de Metz pour protéger l'investissement de Paris contre une armée de

la Loire nouvellement formée, armée qui, quelle que soit sa valeur, n'aurait jamais pu exister s'il n'y avait eu les fortifications de Paris. Ces fortifications ont été investies il y a juste deux mois, et les préparations pour ouvrir le siège en règle ne sont pas encore complètes, c'est-à-dire que le siège d'une forteresse de l'ampleur de Paris, même si elle n'est défendue que par des recrues nouvelles et une population résolue, ne peut commencer que quand celui d'une forteresse ordinaire aurait depuis longtemps été conduit au succès. L'événement a prouvé qu'une ville contenant deux millions d'habitants peut être approvisionnée presque aussi aisément qu'une forteresse plus petite, qui exerce moins d'attraction comme centre sur la production du pays environnant ; car, bien que l'approvisionnement de Paris n'ait été pris sérieusement en main qu'après le 4 septembre, ou une quinzaine seulement avant que l'investissement fût complet, Paris n'est pas encore affamé jusqu'à sa soumission après neuf semaines de blocus. En fait, les armées de la France n'ont résisté qu'un mois ; Paris a, dès maintenant, résisté deux mois et arrête toujours le gros des envahisseurs. C'est assurément plus que ne fit jamais forteresse auparavant, et cela rembourse pleinement les dépenses faites pour les travaux. Encore ne devons-nous pas oublier, ce que nous avons plus d'une fois signalé déjà, que la défense de Paris cette fois est menée dans des conditions absolument anormales, puisqu'elle doit se faire sans une armée active en campagne. Que serait cette résistance, combien aurait été retardé, sinon complètement évité, l'investissement, combien d'hommes de plus des armées d'invasion auraient été arrêtés autour de Paris, si l'armée de Mac-Mahon avait marché vers la capitale au lieu d'aller à Sedan ?

Mais ce n'est pas tout. Non seulement la défense de Paris a donné à la France deux mois de temps pour

respirer, qui, dans des circonstances moins désastreuses, eussent été d'un prix inestimable et pourraient même maintenant le devenir, mais elle lui a aussi donné le bénéfice de tout ce que des changements politiques peuvent apporter de chances au cours du siège. Nous pouvons bien dire tant que nous voudrons que Paris est une forteresse comme toute autre, le fait n'en reste pas moins que le siège effectif d'une place comme Paris produira beaucoup plus d'effet par le monde qu'une centaine de sièges de places moindres. Que les lois de la guerre soient ce qu'elles veulent, notre conscience moderne se refuse à admettre que Paris soit traité comme l'a été Strasbourg. Dans des circonstances pareilles, on peut presque sûrement compter sur les neutres pour essayer une médiation ; des jalousies politiques contre le conquérant peuvent presque certainement surgir avant que la place soit complètement réduite ; en fait, une opération de l'ampleur et de la durée du siège de Paris est vraisemblablement à décider tout autant dans le cabinet de quelque puissance non belligérante, par alliances et contre-alliances, que dans les tranchées par batteries démolissant et ouvrant des brèches. C'est de quoi nous sommes peut-être sur le point de voir un exemple. Il est bien possible que la soudaine irruption sur l'Europe de la Question d'Orient soit susceptible de faire pour Paris ce que ne peut pas faire l'armée de la Loire — le sauver de la capitulation et le délivrer du blocus. Si, comme il n'est que trop probable, la Prusse était incapable de se laver d'une complicité — à un degré quelconque — avec la Russie, et si l'Europe est résolue à ne pas tolérer le manque de foi de la Russie, alors il est de la plus grande importance que la France ne soit pas complètement écrasée et que Paris ne soit pas aux mains des Prussiens. Il est donc absolument nécessaire que la Prusse soit immédiatement amenée à se déclara-

rer catégoriquement et que, si elle essaie de tricher, des mesures soient prises tout de suite pour renforcer les espoirs et la résistance de Paris. Trente mille soldats britanniques abordant à Cherbourg ou Brest constitueraient un élément qui, s'ajoutant à l'armée de la Loire, lui donnerait un degré de stabilité qu'elle n'a pas connu jusqu'ici. L'infanterie britannique, par sa solidité peu commune et même par son défaut correspondant, sa gaucherie en mouvements d'infanterie légère, est rendue particulièrement apte à affermir des recrues de formation nouvelle ; elle a rempli admirablement cette tâche en Espagne, sous Wellington ; elle en a rempli une semblable dans toutes les guerres des Indes envers les troupes indigènes moins sûres. En pareilles circonstances, l'influence d'un tel corps d'armée britannique dépasserait de loin celle qui proviendrait de son seul nombre, comme ç'a toujours été réellement le cas quand un corps de troupe britannique a été ainsi employé. Une couple de divisions italiennes jetée vers Lyon et la vallée du Rhône, en avant-garde d'une armée italienne, attirerait bien vite le prince Frédéric-Charles ; il y a l'Autriche, il y a les royaumes scandinaves pour menacer la Prusse sur d'autres fronts et attirer ses troupes ; Paris même, en recevant de telles nouvelles, supporterait certainement à peu près n'importe quel degré de famine plutôt que de se rendre — et le pain semble y être en abondance — et ainsi les fortifications de la ville pourraient effectivement, même dans sa présente détresse, sauver le pays pour l'avoir mis à même de tenir jusqu'à ce qu'arrivât du secours.

N° 1803. Vol. XII.

Mercredi 23 novembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXVIII.

Si jamais il y eut une chance de secours pour Paris, cette chance a existé durant les huit jours derniers. Une avance résolue de l'armée de la Loire, renforcée par toutes les troupes qui pouvaient être amenées de l'Est de la France, contre l'armée d'observation de Mecklembourg, combinée avec une sortie *en masse* faite par la totalité des forces disciplinées dont dispose Trochu, les deux attaques menées en même temps et avant que le prince Frédéric-Charles pût arriver avec la 11^e armée — c'était le seul plan qui promît réussite. Et si nous considérons les contre-dispositions des Allemands, nous ne pouvons guère éviter de conclure qu'il avait plus de chances de succès qu'on ne pouvait s'y attendre à première vue.

Devant Paris, il y avait la semaine dernière dix-sept divisions d'infanterie allemande, en y comprenant les Wurtembergeois, qui n'avaient pas abandonné leur position entre la Seine et la Marne, comme on l'avait par erreur rapporté d'abord. L'armée d'observation, sous les ordres de Mecklembourg, comptait deux divisions de l'Allemagne du Nord et deux de Bavière, plus, de la cavalerie. Après la bataille de Coulmiers, d'Aurèle, au lieu de suivre l'arrière-garde bavaroise, marchait au Nord et à l'Est dans la direction de Chartres, où, pour le moment, nous le perdions de vue. Les Allemands suivaient ce mouvement par un changement de front vers l'Ouest, les Bavaois de von der Tann tenant le pays d'Etampes à Ablis, tandis que les 17^e et 22^e divisions marchaient vers Chartres et Dreux. Cette dernière ville a, dans l'intervalle, été réoccupée par des troupes françaises; on supposait

que d'Aurelle, renforcé par Kératry et d'autres forces, essayait de tourner l'armée d'observation et d'arriver soudainement sur l'armée qui bloque Paris. Cette tentative paraissait si sérieuse au comte Moltke qu'il dépêchait immédiatement les troupes les plus proches, fractions des 5^e et 14^e corps, en soutien de Mecklembourg et ordonnait aux 2^e corps bavarois et 6^e de l'Allemagne du Nord, à la 21^e division et à celle de Wurtemberg de se tenir prêtes à marcher au Sud en cas de besoin. Les renforts déjà envoyés mettaient Mecklembourg à même de reprendre Dreux le 17 et de poursuivre l'ennemi le 18 au delà de Châteauneuf. Quelles étaient les troupes françaises qui furent défaites dans cette région, il est impossible de le dire. Il se peut que ce fussent des fractions de l'armée de la Loire, mais ce n'était certainement pas l'armée de la Loire elle-même. Depuis, on n'a de nouvelles d'aucune sorte d'autres mouvements français ; cependant le temps s'écoule et le prince Frédéric-Charles s'avance toujours plus près et pourrait bien être dès à présent à distance de pouvoir soutenir l'aile gauche de Mecklembourg.

Il semble peu douteux que les Français ont laissé échapper une grande occasion. L'avance de l'armée de la Loire avait fait une si forte impression sur Moltke qu'il n'hésitait pas un moment à donner des ordres n'impliquant rien de moins, s'il devenait nécessaire de les exécuter, que de lever l'investissement de Paris. Les portions des 5^e et 12^e corps qui ont avancé vers Dreux, nous ne les estimons pas à plus d'une brigade chacune, soit une division en tout ; mais en plus, deux divisions bavaroises, trois de l'Allemagne du Nord et celle de Wurtemberg, étaient commandées pour se tenir prêtes à marcher contre d'Aurelle à la première nouvelle. Ainsi, des dix-sept divisions qui sont devant Paris, sept au moins devaient marcher contre l'armée de secours en cas de besoin, et précisément

les sept qui occupaient le territoire du sud de Paris. Le prince royal n'aurait gardé que le 2^e corps et la majeure partie du 5^e pour surveiller avec eux la longue étendue de terrain allant de la Seine à Choisy, par Versailles, à Saint-Germain, tandis que la Garde, le 4^e et le gros du 12^e corps auraient eu à tenir la totalité de la ligne Nord qui, de Saint-Germain, tourne par Gonesse et Saint-Brice, traverse la Marne et redescend jusqu'à la Seine au-dessus de Paris. Ainsi, dix divisions d'infanterie auraient tenu une ligne d'investissement de quarante milles, soit un front de quatre milles pour chaque division. Un tel écartement de forces aurait réduit l'investissement à une simple ligne d'observation, et Trochu, avec huit divisions sous Ducrot et sept de plus, dans sa troisième armée, sous son propre commandement immédiat, aurait pu surpasser en nombre ses adversaires, au moins à trois contre un, sur tout point qu'il aurait choisi pour une attaque. Avec une telle supériorité, il eût été certain de la victoire. Il pouvait percer les lignes des Allemands, s'emparer de leurs parcs de siège, de leurs munitions et approvisionnements et les détruire, et leur infliger assez de pertes en hommes pour qu'un investissement complet de Paris, à plus forte raison un siège, fût rendu impossible pour quelque temps.

Jusqu'ici, nous avons considéré uniquement les chances de Trochu, indépendamment de celles de l'armée de la Loire. Il est à peu près certain que celle-ci n'aurait pas été de taille à lutter avec les onze divisions allemandes commandées contre elle, au cas où ces onze divisions auraient été toutes concentrées. Mais il y avait beaucoup de chances contre cette éventualité. Il est assez probable qu'une attaque hardie et rapide d'Aurelle, combinée avec une grande sortie opérée par Trochu en même temps, aurait amené du désordre dans les arrangements de Moltke. Aucun des

corps que Trochu pouvait attaquer n'aurait été disponible pour marcher contre d'Aurelle. L'on peut ainsi admettre qu'il dépendait d'un hasard que les deux chefs français eussent à combattre le gros des forces allemandes ; mais il restait de fait que leurs forces réunies étaient de beaucoup supérieures en nombre à tout ce que les Allemands pouvaient porter contre elles. De Paris à Dreux, la distance est de moins de cinquante milles. Une attaque simultanée contre les Allemands menée des deux côtés et avec toutes les forces disponibles aurait, selon toute probabilité, trouvé quelques-unes de leurs divisions en marche entre les deux points extrêmes et par conséquent non immédiatement utilisables. Si l'attaque avait été véritablement simultanée, une supériorité numérique écrasante du côté français, soit par le bout Dreux, soit par le bout Paris, était une certitude positive, et en conséquence, il était presque impossible de manquer une victoire au moins. Nous savons très bien quels grands inconvénients et quelles difficultés s'attachent aux mouvements combinés et combien de fois ils échouent. Mais dans ce cas particulier, il est à remarquer qu'aucune autre condition de succès n'était nécessaire en dehors de celle-ci : que les deux attaques fussent menées exactement en même temps. Et, au surplus, il est évident qu'étant donné une distance de quarante milles d'une armée à l'autre, les Prussiens avaient aussi à combiner leurs mouvements.

Il est impossible d'expliquer pourquoi ni d'Aurelle ni Trochu n'ont rien fait pour tirer avantage de la chance qui leur était ainsi offerte. Les petits engagements aux environs de Dreux et Châteauneuf n'étaient certainement pas de nature à faire reculer l'armée de la Loire ; il n'y avait pas plus de trois divisions d'engagées là, tandis que l'armée de la Loire en compte au moins huit. Est-ce que d'Aurelle attend d'autres ren-

forts ? Est-ce que ses messages par pigeons sont égarés ? Est-ce qu'il y a des différends entre lui et Trochu ? Nous ne pouvons le dire. Quoi qu'il en soit, ce délai est fatal à leur cause. Le prince Frédéric-Charles poursuit sa marche et peut être à cette heure assez près du grand-duc de Mecklembourg pour être à même de coopérer, et l'on peut se passer des six divisions venues de devant Paris. Du jour où cela se sera fait, les deux généraux français auront perdu une chance de victoire de plus — peut-être la dernière.

N° 1806. Vol. XII.

Samedi 26 novembre 1870.

LA SITUATION MILITAIRE EN FRANCE.

Hier, nous appelions l'attention sur le fait que, depuis la capitulation à Sedan, les chances de la France avaient beaucoup progressé et que la chute de Metz et la libération qui en résulte de 150.000 soldats allemands n'ont pas à présent l'air d'être le désastre écrasant qu'elles paraissaient être d'abord. Si nous revenons aujourd'hui au même sujet, c'est pour prouver davantage encore, par quelques détails militaires, l'exactitude de cette vue.

Les positions des armées allemandes au 24 novembre, pour autant qu'on peut s'en rendre compte, étaient les suivantes :

Investissant Paris : la 3^e armée (2^e, 5^e, 6^e corps et 2^e corps bavarois, la 21^e division, les divisions de Wurtemberg et de la garde de la Landwehr) et la 4^e (4^e, 12^e corps et le corps de la garde) ; en tout, dix-sept divisions.

Armée d'observation, protégeant l'investissement :
Au Nord, la 1^{re} armée (1^{er} et 8^e corps) ; à l'Est et au

Sud-Ouest, armée du duc de Mecklembourg (17^e et 22^e divisions, et le 1^{er} corps bavarois) ; au Sud, la 2^e armée (3^e, 9^e et 10^e corps, plus une division de landwehr, dont un détachement a été si rudement traité à Châtillon par Ricciotti Garibaldi) ; en tout quinze divisions.

En service spécial : au Sud-Est de la France, le 14^e corps (Werder) comprenant deux divisions et demie, et le 15^e ; à Metz et vers Thionville, le 7^e corps ; sur la ligne de communication, au moins une division et demie de landwehr ; en tout huit divisions au moins.

De ces quarante divisions d'infanterie, les dix-sept premières sont à présent pleinement engagées devant Paris ; huit autres montrent par leur immobilité qu'elles ont autant de besogne taillée pour elles qu'elles peuvent en fournir. Restent disponibles pour la campagne les quinze divisions qui composent les trois armées d'observation et représentent, cavalerie et artillerie comprises, une force totale de quelque 200.000 combattants au plus.

Maintenant, avant le 9 novembre, il semblait ne pas y avoir d'obstacle sérieux pour empêcher cette masse d'hommes d'inonder la plus grande partie du centre et même du Sud de la France. Mais, depuis lors, les choses ont changé considérablement. Et ce n'est pas tant le fait que von der Tann a été battu et contraint à la retraite, ou que d'Aurelle a montré son habileté à bien manier ses troupes, qui nous a inspiré pour l'armée de la Loire plus d'estime que nous confessons n'en avoir eu jusqu'à ce jour ; c'est principalement les mesures énergiques que Moltke a prises pour faire face à la marche sur Paris attendue de cette armée qui nous l'ont fait apparaître dans un tout autre jour. Non seulement il a trouvé nécessaire de tenir prêtes contre elle, au risque même de lever *de facto* l'investissement de Paris, la plus grande partie

des forces de blocus du côté méridional de la ville, mais il a aussi changé brusquement la direction de marche des deux armées arrivant de Metz, de façon à les amener tout près de Paris et avoir l'ensemble des forces allemandes concentrées autour de cette ville ; et maintenant l'on nous dit qu'en outre des mesures ont été prises pour entourer le parc de siège d'ouvrages définitifs. Quoi que d'autres puissent en penser, Moltke ne considère évidemment pas l'armée de la Loire comme une cohue en armes, mais comme une véritable armée, sérieuse et redoutable.

L'incertitude précédente sur le caractère de cette armée résultait dans une grande mesure des informations données par les correspondants anglais à Tours. Il semble qu'il n'y ait parmi eux aucun militaire capable de distinguer les caractéristiques par où une armée diffère d'une foule d'hommes armés. Ces rapports ont varié de jour en jour touchant la discipline, les progrès de l'instruction, les forces numériques, l'armement, l'équipement, l'artillerie, les transports — bref, tout ce qui est essentiel pour se former une opinion. Nous connaissons tous les difficultés immenses au milieu desquelles la nouvelle armée a été constituée, le manque d'officiers, d'armes, de chevaux, de toutes les sortes de matériel, et particulièrement le manque de temps. Les rapports qui nous sont parvenus appuyaient principalement sur ces difficultés ; et ainsi, l'armée de la Loire était généralement sous-estimée par les gens dont les sympathies ne vont pas avec le jugement.

Maintenant, les mêmes correspondants sont unanimes dans l'éloge. On dit cette armée mieux commandée et mieux disciplinée que les armées qui ont succombé à Sedan et à Metz. C'est sans doute exact dans une certaine mesure. Il y a évidemment chez elle un meilleur esprit qu'il ne s'en trouve jamais

dans les armées bonapartistes : une résolution de faire de son mieux pour le pays, de coopérer, d'obéir aux ordres à cet effet. Puis, cette armée a rattrapé une chose très importante que l'armée de Louis-Napoléon avait tout à fait oubliée — le service d'infanterie légère, l'art de protéger des surprises les flancs et l'arrière, de garder le contact avec l'ennemi, en surprenant ses détachements, en fournissant renseignements et prisonniers. Le correspondant du *Times* auprès du duc de Mecklembourg en donne des preuves. C'est à présent les Prussiens qui ne peuvent pas savoir où est l'ennemi et qui doivent aller à tâtons dans le noir ; auparavant c'était absolument l'inverse. Une armée qui a appris cela a appris beaucoup. Toutefois nous ne devons pas oublier que l'armée de la Loire, aussi bien que ses sœurs les armées de l'Ouest et du Nord, a encore à prouver sa valeur dans un engagement général et contre des forces à peu près égales en nombre. Mais en somme, elle promet, et il y a des circonstances qui rendent probable que même une grosse défaite ne l'affecterait pas aussi gravement que ce n'est la plupart du temps le cas pour les jeunes armées.

Le fait est que les brutalités et les cruautés des Prussiens, au lieu de couper court à la résistance populaire, en ont redoublé les énergies, de sorte que les Prussiens semblent avoir compris leur faute et qu'on entend maintenant rarement parler de ces incendies de villages et de ces massacres de paysans. Mais ce procédé avait produit son effet, et chaque jour la guerre de guérilla prend des proportions plus grandes. Quand nous lisons dans le *Times* les informations touchant l'avance de Mecklembourg vers Le Mans : pas d'ennemi en vue, pas de force régulière qui offre une résistance en rase campagne, mais de la cavalerie et des francs-tireurs harcelant ses flancs ; pas de renseignements sur les positions occupées par les troupes

françaises, et les troupes prussiennes restant serrées en corps assez considérables, nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler les marches des maréchaux de Napoléon en Espagne ou des troupes de Bazaine au Mexique. Et cet esprit de résistance populaire une fois éveillé, même des armées de 200.000 hommes ne sauraient aller très loin dans l'occupation d'un pays hostile. Elles atteignent vite le point au delà duquel leurs détachements se trouvent plus faibles que ce que la défense peut leur opposer, et il dépend entièrement de l'énergie de la résistance populaire que cette limite soit atteinte plus ou moins tôt. Ainsi, même une armée battue ne tarde pas à trouver une position assurée contre la poursuite de l'ennemi si seulement la population du pays se lève ; et il se peut bien que le cas se produise maintenant en France. Et si la population des régions occupées par l'ennemi se levait, ou que seulement les lignes de communication de celui-ci fussent à plusieurs reprises rompues, la limite au delà de laquelle l'invasion devient impuissante pourrait bien être encore rapprochée. Nous ne serions pas étonnés, par exemple, que l'avance de Mecklembourg, à moins que puissamment soutenue par le prince Frédéric-Charles, ne se montrât poussée trop loin dès à présent.

Pour le moment, tout dépend naturellement de Paris. Si Paris tenait encore un mois — et ce qu'on rapporte de l'état des approvisionnements intérieurs n'exclut pas le moins du monde cette chance — la France pourrait bien avoir en campagne une armée assez forte, à l'aide d'une résistance populaire, pour faire lever l'investissement par une attaque heureuse sur les communications prussiennes. Le mécanisme de l'organisation des armées semble avoir fort bien fonctionné en ce temps-ci. Il y a plus d'hommes qu'il n'en faut ; grâce aux ressources de l'industrie moderne et à la

rapidité des modernes communications, les armes arrivent en quantité d'une importance inattendue ; 400.000 fusils rayés sont arrivés de la seule Amérique, l'artillerie est fabriquée en France avec une rapidité absolument inconnue jusqu'à présent. Même on trouve, ou on forme, des officiers, d'une façon ou d'une autre. En somme, les efforts que la France a faits depuis Sedan pour réorganiser sa défense nationale n'ont pas d'exemple dans l'histoire et ne demandent qu'un seul élément pour un succès presque certain — du temps. Si Paris tient bon rien qu'un mois de plus, cela fera beaucoup en ce sens. Et si Paris n'était pas approvisionné pour ce laps de temps, Trochu pourrait tenter de percer à travers les lignes d'investissement avec celles de ses troupes qui seraient capables de cette besogne ; il serait téméraire de dire maintenant qu'il lui est impossible d'y réussir. S'il réussissait, Paris retiendrait toujours une garnison d'au moins trois corps d'armée prussiens pour le maintenir tranquille, si bien que Trochu pourrait avoir libéré plus de Français que la reddition de Paris ne libérerait d'Allemands. Et quoi que puisse faire la forteresse de Paris défendue par des Français, il est évident qu'elle ne pourrait jamais être tenue avec succès par une force allemande contre des assiégeants français. Il faudrait autant d'hommes pour contenir la population dans Paris que pour garnir les remparts afin de se garder de l'attaque du dehors. Ainsi il est possible, mais il n'est pas nécessaire, que la chute de Paris implique la chute de la France.

L'heure n'est pas bien bonne pour des spéculations sur la probabilité de tel ou tel événement dans cette guerre. Nous n'avons une connaissance approximative que d'un fait — la force des armées allemandes. De l'autre, la force tant numérique qu'intrinsèque des armées françaises, nous ne savons que peu de chose.

Au surplus il y a maintenant à l'œuvre des facteurs moraux qui échappent à tout calcul et dont tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils sont tous favorables à la France et défavorables à l'Allemagne. Mais ce qui paraît certain, c'est que les forces belligérantes sont plus égales à l'heure présente qu'elles ne l'ont jamais été depuis Sedan, et qu'un renfort relativement faible de troupes entraînées pour les Français pourrait rétablir complètement l'équilibre.

N° 1811. Vol. XII.

Vendredi 2 décembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXIX.

L'orage longtemps attendu a enfin éclaté. Après une période prolongée de marches et de manœuvres des deux parts, à la seule variation près d'escarmouches et de combats de guérillas, la guerre est entrée dans une autre de ces périodes critiques où les coups succèdent aux coups. Le 27 novembre, l'armée du Nord a été défaite devant Amiens ; le 28, une portion considérable de l'armée de la Loire a été battue par le prince Frédéric-Charles à Beaune-la-Rolande ; le 29, Trochu faisait une sortie sans succès par le côté Sud de Paris, et le 30, il paraît avoir attaqué, avec toutes ses forces utilisables, les Saxons et les Wurtembergeois qui investissent Paris du côté Nord-Est.

Ces différentes actions sont le résultat d'opérations combinées, de celles que nous avons à diverses reprises signalées comme offrant aux Français l'unique chance de succès. Si l'armée du Nord, avec des forces numériques inférieures, avait pu tenir en échec les deux corps de Manteuffel, de façon à l'empêcher de renforcer le prince héritier de Saxe dans ses lignes, autour de

Paris côté Nord c'eût été une armée bien employée. Mais cela n'est pas arrivé. Son avance en rase campagne a été vite arrêtée par un nombre inférieur de Prussiens ; car il semble tout à fait certain, par la comparaison des divers rapports, que Manteuffel n'a eu qu'un de ses corps engagés dans la bataille. L'armée du Nord eût été plus heureusement employée soit en envoyant ses troupes de campagne plus vers le Sud au Mans par voie ferrée, soit en harcelant constamment les postes avancés et détachements de Manteuffel, mais en refusant la bataille, sauf sous les remparts d'une des nombreuses forteresses du Nord qui forment sa base d'opérations. Mais, dans l'état présent de la France, et avec les jeunes soldats qui forment son armée, un général ne peut pas toujours battre en retraite, même si cela est stratégiquement nécessaire : une telle opération pourrait démoraliser ses troupes, plus même qu'une défaite complète. Dans le cas présent, l'armée du Nord trouve une retraite sûre dans ses forteresses, où elle peut se reformer, et où Moltke s'aviserait difficilement d'envoyer Manteuffel à sa poursuite en ce moment même. Mais, en même temps, Manteuffel est à présent libre de ses mouvements dans une autre direction quelconque, et si, comme on l'annonce de Lille (quoique cette information soit démentie), il a de nouveau évacué Amiens et pris en hâte la route de Paris, nous ne pouvons que reconnaître que l'armée du Nord a manqué à sa mission.

A l'Ouest, le 21^e corps français au Mans, et le 22^e (ci-devant de Kératry) au camp de Conlie, ont réussi en ce sens qu'ils ont attiré les troupes du grand-duc de Mecklembourg à une grande distance de Paris sans s'exposer eux-mêmes à aucune défaite sérieuse. Notre supposition, que l'avance de ces troupes allemandes avait été poussée presque trop loin, semble confirmée

par les rapports français, unanimes à dire qu'elles ont évacué les positions prises dernièrement à l'Est et au Sud-Est du Mans, qui ont été réoccupées par les Français. Néanmoins, ces derniers ne semblent pas avoir employé leurs forces régulières à une poursuite très énergique de l'ennemi, puisque nous n'entendons pas parler d'engagements de quelque importance ; et ainsi l'armée de l'Ouest n'aurait pas plus réussi que celle du Nord à immobiliser les troupes qu'elles avaient devant elles. Où est-elle et que fait-elle ? On ne nous le dit pas, il se peut que la querelle soudaine entre Kératry et Gambetta ait paralysé ses mouvements juste au moment le plus décisif. En tout cas, si elle ne pouvait ni battre les troupes de Mecklembourg ni les tenir engagées, elle eût agi plus sagement en envoyant par voie ferrée celles de ses troupes qui sont équipées et organisées pour une campagne par devers l'armée de la Loire, de manière que l'attaque principale se fit avec des forces concentrées.

Cette attaque principale ne pouvait être faite que par l'armée de la Loire, le corps le plus considérable de toutes les troupes françaises actuellement en campagne, et ne pouvait être dirigée que contre le prince Frédéric-Charles, son armée étant la plus nombreuse des trois qui couvrent l'investissement de Paris. L'armée de la Loire se compose, selon les informations, des 15^e, 16^e, 17^e et 19^e corps français, qui avaient été pour quelque temps en face d'Orléans, et les 18^e (actuellement Bourbaki) et 20^e en réserve derrière la Loire. Le 18^e et le 20^e ayant été tous deux engagés (en totalité ou en partie) le 28, ils doivent avoir passé la Loire avant ce jour-là, et ainsi la totalité de ces six corps doivent avoir été disponibles pour une attaque sur la 2^e armée allemande. Un corps d'armée français, dans cette guerre, a toujours été composé de trois à quatre divisions d'infanterie. Aux termes d'un *ordre*

de bataille publié par un journal militaire de Vienne, le *Kamerad*, il y a environ quinze jours, le 15^e corps comprenait cinq brigades en deux divisions ; le 16^e, quatre brigades en deux divisions ; le 18^e, dix brigades en trois divisions. Même si nous ne suivons pas les indications du *Journal de Bruxelles*, qui donne à l'armée de la Loire le plein effectif de dix-huit divisions d'infanterie (ou trois par corps), une bonne partie de celles-ci devant encore être en cours de formation, il n'est pas douteux que l'attaque du 28 puisse avoir été faite avec douze à quinze divisions au lieu de cinq ou six au plus. Il est caractéristique pour les troupes composant l'armée de la Loire qu'elles aient été défaites par des forces numériquement fort inférieures, trois divisions seulement d'infanterie (les deux du 10^e corps et la 5^e), soit moins de la moitié de la 2^e armée, ayant été engagées contre elles. Quoi qu'il en soit, leur défaite doit avoir été grave ; non seulement les rapports allemands tendent à le montrer, mais aussi le fait que l'armée de la Loire n'a pas depuis tenté d'attaque nouvelle avec des forces plus concentrées.

De ces divers éléments, il résulte que la tentative de secourir Paris du dehors a pour le moment échoué. Elle a échoué, premièrement, parce qu'on a laissé passer les inestimables chances de la semaine qui précédait l'arrivée des 1^{re} et 2^e armées allemandes ; et, secondement, parce que les attaques, quand elles ont été faites, l'ont été sans l'énergie et la concentration de forces nécessaires. Les jeunes troupes qui forment les nouvelles armées de la France ne peuvent tout d'abord espérer un succès contre les soldats entraînés qui leur sont opposés, à moins de combattre à deux contre un ; et c'est donc une double faute de les conduire à la bataille sans avoir pris soin que tous les hommes, chevaux et canons qu'on peut avoir

soient réellement envoyés sur le champ de bataille.

D'un autre côté, nous n'attendons pas des défaites d'Amiens et de Beaune-la-Rolande qu'elles aient quelque grand résultat autre que celui de faire manquer le secours à Paris. Les lignes de retraite des armées de l'Ouest et de la Loire sont absolument sauvées, à moins que les plus grosses erreurs ne soient commises. De beaucoup la plus grande partie de ces deux armées n'a pas participé à la défaite. La mesure où les troupes allemandes opposées à elles peuvent les poursuivre dépend de l'énergie d'une résistance populaire et d'une guerre de guérillas — élément que les Prussiens ont un talent particulier pour susciter partout où ils vont. Il n'est pas à craindre que le prince Frédéric-Charles marche sans opposition d'Orléans à Bordeaux, comme le prince royal a marché de Metz à Reims. Etant donné la vaste étendue de territoire qui doit maintenant être occupée sûrement avant toute nouvelle avance vers le Sud (en dehors de fortes colonnes volantes) les sept divisions du prince Frédéric-Charles seront bientôt disséminées en long et en large et leur force envahissante sera complètement épuisée. Ce dont la France a besoin, c'est de temps, et, l'esprit de résistance populaire une fois éveillé, elle peut encore gagner ce temps. Les armements poursuivis durant les trois derniers mois doivent être partout prêts d'être complets, et le nombre additionnel de combattants que toute semaine nouvelle rend disponibles doit pendant quelque temps constamment augmenter.

Quant aux deux sorties de Paris, les nouvelles reçues au moment où nous écrivons sont trop contradictoires et trop vagues pour se former une opinion définie. Il semble cependant, au témoignage de Trochu lui-même, que les résultats obtenus le soir du 30 n'étaient nullement de nature à justifier les cris de victoire poussés à Tours. D'ailleurs les points encore

tenus par les Français au sud de la Marne sont tous protégés par le feu des forts de Paris ; et le seul qu'ils aient tenus un moment en dehors de la ligne de ces forts — Montmesly (1) — a dû être de nouveau abandonné par eux. Il est plus que probable que la lutte a été reprise hier devant Paris, et aujourd'hui peut-être, vers Orléans et Le Mans ; en tout cas, très peu de jours doivent maintenant décider la seconde crise de la guerre, laquelle, selon toute probabilité, décidera du sort de Paris.

N° 1812. Vol. XII.

Samedi 3 décembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXX.

La 2^e armée de Paris a commencé ses mouvements offensifs le 29 novembre par une sortie du front sud de la ville, dans la direction de L'Hay-les-Roses et Choisy-le-Roi. Selon les rapports prussiens, c'est le 1^{er} corps de l'armée Ducrot, sous le commandement de Vinoy, qui attaque de ce côté le 6^e corps prussien, sous celui de Tümpling. Cette attaque paraît n'avoir été qu'une feinte pour inquiéter les Prussiens et les induire à renforcer ce côté, par où les assiégés pouvaient, en cas de succès, rejoindre l'armée de la Loire par la route la plus courte. Autrement, Vinoy aurait sans aucun doute été soutenu par d'autres corps et aurait perdu plus qu'une couple de centaines d'hommes en morts et blessés et une centaine en prisonniers. L'attaque réelle fut engagée le lendemain matin. Ducrot s'avança cette fois sur la rive droite de la Seine, près de son confluent avec la Marne, tandis qu'une seconde sortie sur la rive gauche était dirigée contre Tümpling.

(1) Le texte anglais porte : Mont Mesly.

ling, et de fausses attaques à l'Ouest de Saint-Denis contre le 4^e corps et le corps de la Garde. Quelles troupes furent employées à ces fausses attaques ? Nous ne le savons pas, mais un rapport officiel français dit que la sortie contre Tümping fut opérée par l'amiral La Roncière le Noury (1). Cet officier commande une des sept divisions de la 3^e armée de Paris, qui reste sous le commandement direct de Trochu ; il est donc vraisemblable que toutes les attaques secondaires étaient confiées à cette armée, de façon à laisser la totalité des bonnes divisions de Ducrot disponibles pour l'attaque réelle sur la Marne.

Cette attaque à son tour devait être faite dans deux directions divergentes. Une partie des troupes était nécessairement dirigée à l'Est vers Chelles, le long de la rive droite de la Marne, afin de se garder du 12^e corps, du corps saxon, qui investit le côté est de Paris ? C'était encore une attaque secondaire ; nous sommes très peu renseignés sur son histoire, sauf que les Saxons assurent avoir maintenu leur position, ce qui est probable. Le corps principal des troupes de Ducrot, cependant, le 2^e corps Renault en tête, passait la Marne sur huit ponts et attaquait les trois brigades de Wurtemberg, qui tenaient l'espace entre la Marne et la Seine. Comme il a été déjà indiqué, la Marne, avant de rejoindre la Seine, forme dans son cours une immense S, la courbe supérieure ou du Nord se rapprochant de Paris et la courbe inférieure s'en éloignant. Ces courbes sont, l'une et l'autre, commandées par le feu des forts ; tandis que la courbe supérieure ou avançante est par sa configuration favorable à une sortie, l'inférieure ou en retrait est entièrement commandée par le terrain de la rive gauche autant que par les

(1) Le texte anglais porte Laroncière de Nourry (faute typographique peut-être).

forts, et, en outre, la rivière, à la fois par la direction qu'elle prend et par la multiplicité de ses bras, est défavorable à la construction de ponts sous le feu. La plus grande partie de cette courbe semble être restée, pour cette raison, une sorte de terrain neutre, de chaque côté duquel ont eu lieu en effet les combats.

Les troupes destinées à l'attaque à l'Ouest avançaient sous la protection du feu du fort de Charenton et de la redoute de Gravelle (1) dans la direction de Mesly et Bonneuil. Entre ces deux localités, il y a une hauteur isolée dominant d'une bonne centaine de pieds la plaine environnante, qu'on appelle Montmesly et qui était nécessairement le premier objectif de l'avance française. Les forces mises en œuvre à cette fin sont évaluées dans un télégramme du général Obernitz, commandant la division du Wurtemberg, à « une division », mais, comme elles ont d'abord enfoncé les 2^e et 3^e brigades de Wurtemberg qui leur étaient opposées sans pouvoir être repoussées jusqu'à l'arrivée des renforts, et comme il est évident, au surplus, que Ducrot, qui avait à sa disposition assez de troupes, n'aurait pas fait une attaque d'une telle importance avec deux brigades seulement, nous pouvons admettre comme certain qu'il y a là un de plus des cas trop nombreux où le mot *Abtheilung*, qui veut dire n'importe quelle subdivision d'une armée, est traduit inexactement par le terme « division » qui désigne une subdivision spéciale, consistant en deux ou au plus trois brigades. Quoi qu'il en soit, les Français s'emparèrent de Montmesly et, avec lui, des villages sis à ses pieds, et s'ils avaient pu s'y maintenir et s'y retrancher, ils eussent obtenu un résultat qui valait cette journée de bataille. Mais des renforts arrivèrent, sous forme de troupes prussiennes du 2^e corps, notamment la 7^e

(1) Le texte anglais porte : La Gravelle.

brigade ; les positions perdues furent reconquises et les Français repoussés sous l'abri du fort de Charenton.

Plus à leur gauche, les Français tentaient la seconde attaque. Couverts par le feu de la redoute de la Faisanderie et du fort de Nogent, ils passaient la Marne à la courbe supérieure de l'S et prenaient les villages de Bry (1) et Champigny, qui en marquent les deux bouts ouverts. La position réellement occupée par la 1^{re} brigade de Wurtemberg, qui tenait cette région, est un peu en arrière, en bordure du plateau qui s'étend de Villiers (2) à CœUILLY. Les Français ont-ils à un moment pris Villiers ? Il y a doute : le roi Guillaume dit oui, le général OBERNITZ dit non. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ne l'ont pas tenu et que l'avance au delà de la ligne immédiate des forts a été repoussée.

Le résultat de cette bataille d'un jour livrée par l'armée de Ducrot « ayant le dos à la Marne », c'est-à-dire, au sud de la Marne, est ainsi résumé dans la dépêche officielle française : « L'armée a ensuite traversé la Marne sur huit ponts, et a maintenu les positions prises, après avoir capturé deux canons. » Cela veut dire qu'elle a fait retraite sur la rive droite, ou Nord, de la rivière, où elle a « maintenu » telles ou telles positions, qui étaient naturellement « prises » par elle, mais non pas à l'ennemi. Evidemment, les hommes qui confectionnent des Bulletins pour Gambetta sont toujours les mêmes qui faisaient ce genre de besogne pour Napoléon.

Au 1^{er} décembre, les Français ont donné un autre signe qu'ils considéraient la sortie comme défaite. Quoique le *Moniteur* annonçât que ce jour-là l'attaque par le Sud serait faite sous le commandement du général VINOY, nous apprenons de Versailles, 1^{er}

(1) C'est Bry-sur-Marne. Le texte anglais porte Brie,

(2) Villiers-sur-Marne.

décembre (heure du jour non indiquée) qu'aucun mouvement n'avait été opéré par les Français à cette date ; au contraire, ils avaient demandé un armistice pour leur permettre de s'occuper des morts et blessés sur le champ de bataille entre les positions des deux armées. S'ils s'étaient considérés en position de reconquérir ce champ de bataille, ils auraient, cela ne fait pas de doute, repris la lutte tout de suite. On ne peut donc raisonnablement douter que cette première sortie de Trochu a été battue, et, qui plus est, par des forces numériques fort inférieures. Nous pouvons admettre qu'il a déjà l'intention de renouveler l'effort. Nous savons trop peu de chose de la manière dont cette première tentative a été organisée pour être à même de juger s'il peut alors avoir meilleure chance ; mais s'il est une seconde fois repoussé, l'effet à la fois sur les troupes et la population de Paris sera nécessairement très démoralisant.

Entre temps l'armée de la Loire, comme nous nous y attendions, a de nouveau bougé. Les engagements entre Loigny et Patay qu'on nous rapporte de Tours sont évidemment les mêmes dont il est question dans un télégramme de Munich, d'après lequel von der Tann a eu un succès à l'ouest d'Orléans. En ce cas encore, les deux partis crient victoire. Nous allons probablement recevoir d'autres nouvelles de cette région dans un jour ou deux ; et comme nous sommes encore dans l'obscurité au sujet des positions relatives des combattants, il serait vain de faire des pronostics.

LES CHANCES DE LA GUERRE.

La dernière défaite de l'armée de la Loire et la re-

traite de Ducrot derrière la Marne — en supposant que ce mouvement a été aussi décisif qu'il était présenté samedi — fixe définitivement le sort de la première opération combinée pour secourir Paris. Elle a complètement échoué et les gens recommencent à se demander si cette nouvelle série de malheurs ne prouve pas l'incapacité des Français à résister désormais avec succès — s'il ne vaudrait pas mieux abandonner tout de suite la partie, rendre Paris et signer la cession de l'Alsace et de la Lorraine.

Le fait est que les gens ont perdu tout souvenir de ce qu'est une vraie guerre. La guerre de Crimée, celle d'Italie et la guerre austro-prussienne ont été toutes des guerres de pure convention — des guerres de gouvernements qui faisaient la paix aussitôt que leur mécanique militaire était en panne ou commençait à s'user. Une vraie guerre, une guerre à laquelle participe la nation elle-même, ne s'est pas vue au cœur de l'Europe depuis une couple de générations. Nous l'avons vue au Caucase, en Algérie, où les combats ont duré plus de vingt ans presque sans interruption ; nous l'aurions vue en Turquie, si les Turcs avaient été autorisés par leurs alliés à se défendre à leur manière proprement nationale. Mais le fait est que nos conventionalismes ne permettent qu'aux barbares le droit d'auto-défense effective ; nous attendons des États civilisés qu'ils combattent en se conformant à l'étiquette et pensons que la nation réelle ne péchera pas contre le savoir-vivre au point de continuer à combattre après que la nation officielle a dû céder.

Les Français sont effectivement en train de commettre cette faute de tact. A la réprobation des Prussiens, qui se considèrent comme les meilleurs juges en étiquette militaire, ils se sont mis positivement à combattre pendant trois mois après que l'armée officielle de la France avait été exclue de la scène, et ils ont même

fait ce que leur armée officielle n'a jamais pu faire dans cette campagne. Ils ont obtenu un succès important et nombre de petits, et ils ont pris aux ennemis des canons, des convois et des prisonniers. Il est vrai qu'ils viennent d'essuyer une série de graves revers ; mais ceux-ci ne sont rien, comparés au résultat que feu leur armée officielle avait coutume de subir des mains des mêmes adversaires. Il est vrai que leur première tentative pour délivrer Paris de l'armée d'investissement par une attaque opérée en même temps du dedans et du dehors a notoirement échoué ; mais s'ensuit-il nécessairement qu'il ne reste pas de chances pour une seconde tentative ?

Les deux armées françaises, celle de Paris comme celle de la Loire, se sont toutes deux bien battues, d'après les témoignages des Allemands eux-mêmes. Assurément, elles ont été battues par des forces numériquement inférieures, mais c'est à quoi il fallait s'attendre de troupes jeunes et récemment organisées rencontrant des vétérans. Leurs mouvements tactiques sous le feu, selon un correspondant des *Daily News* qui connaît ce sur quoi il écrit, ont été rapides et fermes ; s'ils ont manqué de précision, c'est une faute qu'ils avaient en commun avec ceux de plus d'une armée française victorieuse. Il n'y a pas d'erreur : ces armées-là ont prouvé qu'elles *sont* des armées et auront à être traitées par leurs adversaires avec le respect qui leur est dû. Elles sont sans doute composées d'éléments très différents. Il y a des bataillons de ligne, comprenant de vieux soldats en proportions diverses ; il y a des mobiles, de tous degrés de capacité militaire, depuis les bataillons bien commandés, exercés et équipés jusqu'à des bataillons de recrues novices, ignorant encore les éléments du *Manuel* et del'« école de peloton » ; il y a des francs-tireurs de toutes sortes, bons, mauvais et médiocres, la plupart probablement de ce dernier

genre. Mais il y a, en tout cas, un noyau de bataillons bons combattants, autour desquels les autres peuvent être groupés ; et un mois de guerroiement à bâtons rompus, en évitant les défaites écrasantes, fera d'excellents soldats de tous. Avec une meilleure stratégie, ils auraient pu, même maintenant, avoir le succès ; or, toute la stratégie requise pour le moment est de retarder toute bataille décisive, et cela, croyons-nous, peut se faire.

Mais les troupes concentrées au Mans et près de la Loire sont loin de représenter la force armée entière de la France. Il y a au moins 200.000 à 300.000 hommes en voie d'organisation sur des points bien plus éloignés en arrière. Chaque jour les rapproche du point d'aptitude au combat. Chaque jour doit, au moins pendant quelque temps, envoyer des chiffres constamment croissants de soldats frais au front. Et il y a derrière eux bien plus d'hommes pour prendre leur place. Armes et munitions arrivent tous les jours en grande quantité ; avec les usines modernes et les fonderies de canons, avec les télégraphes, les bateaux à vapeur et la maîtrise de la mer, il n'est pas à craindre qu'on en soit à court. Un mois de temps fera donc une différence immense dans ce que ces hommes seront capables de faire, et s'ils peuvent avoir deux mois, ils représenteraient des armées qui pourraient bien empêcher Moltke de dormir.

Derrière toutes ces forces plus ou moins régulières, il y a le grand *landsturm*, la masse du peuple, que les Prussiens ont acculé à cette guerre d'auto-défense qui, selon le père du roi Guillaume, sanctifie tous les moyens. Quand Fritz marchait de Metz à Reims, de Reims à Sedan, et de là sur Paris, on n'a pas dit un mot d'un soulèvement du peuple. Les défaites des armées impériales étaient acceptées avec une sorte de stupeur ; vingt ans de régime impérial avaient habitué la masse

du peuple à une dépendance inerte et passive de la conduite officielle. Ça et là, des paysans prirent effectivement part à la lutte, comme à Bazeilles, mais c'était l'exception. Seulement, les Prussiens n'eurent pas plus tôt cerné Paris et mis le pays d'alentour sous un écrasant système de réquisitions pratiqué sans considération d'aucune sorte — ils n'eurent pas plus tôt commencé à fusiller des francs-tireurs et à brûler les villages qui avaient prêté assistance à ces derniers — et ils n'eurent pas plus tôt repoussé les offres de paix françaises et déclaré leur intention de poursuivre une guerre de conquête que tout cela changeait. La guerre de guérillas éclatait tout autour d'eux, grâce à leurs propres cruautés, et ils n'ont maintenant qu'à s'avancer dans un nouveau département pour que se lève partout ce *landsturm*. Quiconque lit dans les journaux allemands les rapports sur l'avance des armées de Mecklembourg et de Frédéric-Charles peut voir d'un coup d'œil quel effet extraordinaire cette insurrection du peuple, impalpable, disparaissant et reparaisant sans cesse, mais gênant toujours, a sur les mouvements de ces armées. Même leur nombreuse cavalerie, à laquelle les Français n'ont guère rien à opposer, est neutralisée dans une grande mesure par cette hostilité générale, active et passive, des habitants.

Examinons maintenant la position des Prussiens. Des dix-sept divisions devant Paris, ils ne peuvent certainement pas se passer d'une seule, quand Trochu peut chaque jour reprendre ses sorties *en masse*. Les quatre divisions de Manteuffel vont avoir pour quelque temps plus de besogne qu'elles n'en peuvent faire en Normandie et en Picardie, et elles peuvent même être rappelées par celles-ci. Les deux divisions et demie de Werder ne peuvent avancer au delà de Dijon, sauf pour des raids, et cela durera jusqu'à ce qu'au moins Belfort

ait été réduit. La longue et étroite ligne de communication marquée par le chemin de fer de Nancy à Paris ne saurait envoyer un seul des hommes qui ont mission de la garder. Le 7^e corps a largement à faire pour occuper les forteresses de Lorraine et assiéger Longwy et Montmédy. Restent, pour des opérations de campagne contre le gros morceau qu'est la France du Centre et du Sud, les onze divisions d'infanterie de Frédéric-Charles et de Mecklembourg, certainement pas plus de 150.000 hommes, y compris la cavalerie.

Les Prussiens emploient donc environ vingt-six divisions à tenir l'Alsace, la Lorraine, et les deux longues lignes de communications avec Paris et Dijon, et à investir Paris, et encore n'occupent-ils peut-être pas directement plus d'un quart de la France. Pour le reste du pays, il leur reste quinze divisions dont quatre sont sous les ordres de Manteuffel. Jusqu'où celles-ci seront-elles capables d'aller, cela dépend entièrement de l'énergie de la résistance populaire qu'elles pourront trouver. Mais, toutes leurs communications passant par Versailles — car la marche de Frédéric-Charles ne leur a pas ouvert une nouvelle ligne via Troyes — et se trouvant au milieu d'un pays insurgé, ces troupes devront se déployer sur un large front, laisser derrière elles des détachements pour assurer les voies et se garder de la population ; et de la sorte elles arriveront vite à un point où leurs forces auront été assez réduites pour être équilibrées par les forces françaises opposées, et alors les chances seront de nouveau favorables aux Français ; ou bien ces armées allemandes devront agir en grandes colonnes volantes, parcourant le pays en tous sens sans l'occuper définitivement ; et, en ce cas, les réguliers français peuvent céder le terrain devant elles un certain temps et trouver nombre d'occasions pour tomber sur leurs flancs et leurs derrières.

Un petit nombre de corps volants, tels que Blücher en envoyait en 1813 tout autour des flancs des Français, aurait une grande efficacité, s'ils étaient employés à interrompre la ligne de communication des Allemands. Cette ligne est vulnérable presque sur toute sa longueur de Paris à Nancy. Un petit nombre de corps, composé chacun d'un ou deux escadrons de cavalerie et de quelques fins tireurs, tombant sur cette ligne, détruisant les rails, les tunnels et les ponts, attaquant les trains, etc. seraient très utiles pour ramener la cavalerie allemande du front, où elle est le plus dangereuse. Mais le « raid de hussards » n'est certainement pas l'affaire des Français.

Tout cela dans l'hypothèse que Paris continue à tenir. Il n'y a jusqu'ici rien qui obligeât Paris à céder, sauf la famine. Mais les nouvelles que nous avons dans les *Daily News* d'hier d'un correspondant de l'intérieur de cette ville dissiperait toutes les appréhensions, si elles sont exactes. Il y a encore dans Paris 25.000 chevaux outre ceux de l'armée, ce qui, à 500 kilos par cheval, donnerait 6 kilogrammes un quart, ou 14 livres anglaises, de viande par habitant, soit près d'un quart de livre par jour pour deux mois. Avec cela, pain et vin *ad libitum*, plus une bonne quantité de viande salée et autres aliments, Paris pourrait bien tenir jusqu'au commencement de février. Et cela donnerait à la France deux mois, ayant actuellement plus de valeur pour elle que deux années en temps de paix. Avec une direction quelque peu intelligente et énergique, tant centralement que localement, la France, d'ici là, pourrait être à même de secourir Paris et de se relever.

Et si Paris tombait ? Il sera bien temps d'examiner cette hypothèse quand elle deviendra plus probable. En tout cas, la France a su faire sans Paris plus de deux mois et pourrait continuer à combattre sans lui.

Certes, la chute de Paris pourrait démoraliser l'esprit de résistance, mais c'est ce que, dès maintenant, pourraient faire les malheureuses nouvelles des sept derniers jours. Ni l'un ni l'autre n'a forcément cet effet. Si les Français fortifient quelques honnes positions de manœuvre, telle que Nevers, près du confluent de la Loire et de l'Allier, — s'ils poussent leurs ouvrages avancés autour de Lyon assez pour rendre cette ville aussi forte que Paris, la guerre pourrait être continuée après la chute de Paris ; mais il n'est pas encore temps de parler de cela.

Ainsi, nous osons dire que, si l'esprit de résistance chez la population ne fléchit pas, la position des Français, même après leurs récentes défaites, est très forte. Avec la maîtrise de la mer pour importer des armes, avec abondance d'hommes pour en faire des soldats, avec trois mois — les trois premiers mois, les plus mauvais — de travail d'organisation derrière eux, et avec une belle chance d'avoir un mois de plus, sinon deux, pour respirer — et cela au moment où les Prussiens donnent des signes d'épuisement — avec tout cela, céder maintenant serait de la haute trahison. Et qui sait quels incidents peuvent arriver, quelles nouvelles complications européennes peuvent se produire dans l'intervalle ? Qu'ils continuent la lutte par tous les moyens.

FRANCS-TIREURS PRUSSIENS.

Dans ces derniers temps, les nouvelles d'incendies de villages par les Prussiens avaient à peu près disparu de la presse. Nous commençons à espérer que les autorités prussiennes avaient découvert leur erreur et

arrêté de tels procédés dans l'intérêt de leurs propres troupes. Nous nous trompons. Les feuilles sont de nouveau pleines d'informations sur l'exécution de prisonniers et la destruction de villages. Le *Boersen Courier* de Berlin dit, à la date de Versailles, 20 novembre :

Hier sont arrivés les premiers blessés et prisonniers de l'action du 17 à Dreux. On alla au plus court avec les francs-tireurs et on en fit un exemple ; ils furent mis sur un rang et l'un après l'autre reçut une balle dans la tête. Un ordre général à toute l'armée a été publié, interdisant très expressément de les faire prisonniers et ordonnant de les fusiller par arrêt de conseil de guerre assemblé sur le champ, où qu'ils se montrent. Contre ces misérables, ces lâches, ces brigands et ces canailles (1), semblable procédure est devenue une absolue nécessité.

Encore à la même date, la *Tagespress* de Vienne dit : « Dans la forêt de Villeneuve, vous auriez vu la semaine dernière quatre francs-tireurs pendus pour avoir tiré des fourrés sur nos uhlans. »

Un rapport officiel daté de Versailles, le 26 novembre, établit que les gens du pays autour d'Orléans, excités au combat par les prêtres que l'évêque Dupanloup a chargés de prêcher une croisade, ont commencé une guerre de guérillas contre les Allemands ; on tire sur des patrouilles, des officiers portant des ordres sont abattus à coup de fusil par des laboureurs qui ont l'air de travailler à leur champ ; pour venger ces assassinats, tous les non-soldats portant des armes sont immédiatement exécutés. Bon nombre de prêtres sont actuellement en attente de jugement — soixante-dix-sept.

(1) A côté du mot anglais *ragamuffins*, Engels a noté le mot allemand qu'il traduisait ainsi : *Lumpengesindel*.

Ce ne sont que quelques exemples, qui pourraient être multipliés presque à l'infini, de sorte qu'il semble qu'il y ait un dessein arrêté chez les Prussiens de continuer ces brutalités jusqu'à la fin de la guerre. Dans ces conditions, il est peut-être bon d'attirer une fois de plus leur attention sur quelques faits de l'histoire moderne de la Prusse.

L'actuel roi de Prusse peut parfaitement se rappeler le temps de la plus profonde dégradation de son pays, la bataille d'Iéna, la longue fuite jusqu'à l'Oder, les capitulations successives de la presque totalité des troupes prussiennes, la retraite de ce qui en restait au delà de la Vistule, l'effondrement complet de tout le système militaire et politique du pays. Alors il arriva qu'à l'abri d'une forteresse de la côte poméranienne, l'initiative privée, le patriotisme privé, entamèrent une nouvelle résistance active contre l'ennemi. Un simple cornette de dragons, Schill, commença à Colberg à former un corps franc (*gallice* (1) francs-tireurs) grâce auquel, aidé par les habitants, il surprenait patrouilles, détachements et courriers d'armée, s'emparait des envois d'argent, des provisions, du matériel de guerre, faisait prisonnier le général français Victor, préparait une insurrection générale du pays sur les derrières des Français et sur leur ligne de communication, et généralement faisait toutes les choses qui sont aujourd'hui mises à la charge des francs-tireurs français et dont les Prussiens se vengent en qualifiant ceux qui les font de brigands et de canailles, et en mettant « une balle dans la tête » de prisonniers désarmés. Cependant le père de l'actuel roi de Prusse les sanctionna expressément et donna de l'avancement à Schill. C'est un fait bien connu que ce même Schill, en 1809, quand la Prusse était en paix,

(1) En français dans le texte.

mais l'Autriche en guerre avec la France, emmena son régiment faire campagne à sa façon contre Napoléon, absolument comme Garibaldi, qu'il fut tué à Stralsund et ses hommes faits prisonniers. De ceux-ci, que Napoléon, selon les lois de la guerre à la prussienne, avait parfaitement le droit de fusiller, il n'y eut de fusillés qu'onze officiers à Wesel. Sur les tombes de ces onze francs-tireurs, le père de l'actuel roi de Prusse, bien contre son gré, mais poussé par le sentiment public dans l'armée et hors de l'armée, dut ériger un monument en leur honneur.

L'existence de francs-tireurs n'avait pas plutôt commencé dans la pratique chez les Prussiens qu'ils se mettaient, comme il sied à une nation de penseurs, à faire de la chose un système et à en élaborer la théorie. Le théoricien du franc-tir, le grand philosophe franc-tireur parmi eux ne fut autre qu'Anton Neithard von Gneisenau, quelque temps feld-maréchal au service de Sa Majesté prussienne. Gneisenau avait défendu Colberg en 1807 ; il avait eu quelques-uns des francs-tireurs de Schill sous ses ordres ; il avait été vigoureusement aidé dans sa défense par les habitants de la place, qui ne pouvaient même pas prétendre au titre de gardes-nationaux, mobiles ou sédentaires, et qui, par conséquent, selon les récentes notions prussiennes, méritaient nettement d'être « immédiatement exécutés ». Mais Gneisenau fut si impressionné par la grandeur des ressources qu'avait un pays envahi dans une énergique résistance populaire qu'il se mit plusieurs années à étudier comment cette résistance pourrait être organisée au mieux. La guerre de guérillas en Espagne, le soulèvement de paysans russes sur la ligne de retraite des Français retour de Moscou, lui fournissaient des exemples récents ; et en 1813, il put procéder à la mise en pratique de sa théorie.

En août 1811 déjà, Gneisenau avait établi un plan

pour la préparation d'une insurrection populaire. Il y a lieu d'organiser une milice qui n'aura pas d'uniforme, mais une coiffure militaire (*gallice*, képi) et un ceinturon blanc et noir, peut-être une capote militaire, bref, d'aussi près que possible, l'uniforme des actuels francs-tireurs français. « Si l'ennemi vient à se montrer en force supérieure, les armes, képis et ceinturons disparaissent, et les miliciens apparaissent en simples habitants du pays. » Juste ce que les Prussiens considèrent maintenant comme un crime à punir d'une balle ou de la corde. Ces troupes de milice doivent harceler l'ennemi, couper ses communications, enlever ou détruire ses convois de vivres, éviter les attaques régulières, et se retirer dans les bois ou les marais devant les masses de soldats réguliers. « Le clergé de toutes confessions doit recevoir, aussitôt que la guerre éclatera, l'ordre de prêcher l'insurrection, dépeindre l'oppression française sous les couleurs les plus noires, rappeler au peuple les Juifs sous les Macchabées et l'appeler à suivre leur exemple... Chaque ecclésiastique doit faire prêter à ses paroissiens serment de ne livrer de vivres, armes, etc. à l'ennemi que contraint effectivement par la force » — en fait il leur faut prêcher la même croisade que l'évêque d'Orléans a donné à ses prêtres l'ordre de prêcher, ce pour quoi bon nombre de prêtres français sont en attente de jugement.

Qui voudra prendre en main le second volume de la *Vie de Gneisenau* du professeur Pertz (1) trouvera, faisant face à la page de titre une reproduction d'une partie du passage ci-dessus en fac-similé de l'écriture de Gneisenau. En face est le fac-similé d'une note marginale du roi Frédéric-Guillaume : « Dès qu'un ecclésiastique aura été fusillé, cela finira. » Evidemment,

(1) H. Pertz und Delbrück, *Das Leben des Feldmarschall Neithard von Gneisenau*. Berlin, 1864-1880, 5 vol. dont les premiers seulement étaient parus avant 1870.

le roi n'avait pas grand foi dans l'héroïsme de son clergé. Mais cela ne l'empêcha pas de sanctionner expressément les plans de Gneisenau ; pas plus que cela n'empêcha, quelques années plus tard, quand les mêmes hommes qui avaient bouté hors les Français furent arrêtés et poursuivis comme « démagogues », un des intelligents chasseurs aux démagogues de l'époque, entre les mains de qui le document original était tombé, d'engager des poursuites contre l'auteur inconnu de cette tentative pour exciter le peuple à fusiller les prêtres.

Jusqu'en 1813, Gneisenau ne se lassa pas de préparer, non seulement l'armée régulière, mais aussi une insurrection populaire, comme un moyen de secouer le joug des Français. Lorsqu'enfin la guerre arriva, elle fut tout de suite accompagnée d'insurrection, de résistance de paysans et de francs-tireurs. Le pays entre la Weser et l'Elbe courut aux armes en avril ; un peu plus tard, les gens des environs de Magdebourg se soulevèrent ; Gneisenau lui-même écrivit à des amis en Franconie — la lettre est publiée par Pertz — les appelant au soulèvement sur la ligne de communication de l'ennemi. A la fin vint la reconnaissance de cette guerre populaire, la *Landsturm Ordnung* du 21 avril 1813 (promulguée seulement en juillet), dans laquelle tout homme apte de corps, qui n'est pas dans les rangs soit de la ligne, soit de la landwehr, est appelé à rejoindre son bataillon de *landsturm*, à se préparer à la lutte sainte de légitime défense, qui justifie tous les moyens. Le *landsturm* doit harceler tant l'avance que la retraite de l'ennemi, le tenir constamment en alerte, tomber sur les trains de munitions et de vivres, sur ses courriers, ses renforts et ses ambulances, le surprendre de nuit, anéantir ses trainards et ses détachements, paralyser et inquiéter chacun de ses mouvements ; d'autre part, il doit prêter assistance à

l'armée prussienne, escorter les envois d'argent, de vivres, de munitions, de prisonniers, etc. En fait, cette loi peut être appelée un complet vade-mecum du franc-tireur, et, rédigé comme il l'est par un homme qui n'est pas médiocre stratéliste, il est aussi applicable aujourd'hui en France qu'il l'était en ce temps là en Allemagne.

Heureusement pour Napoléon, il ne fut que très imparfaitement appliqué. Le roi s'effraya de son propre ouvrage. Permettre aux gens de combattre pour eux-mêmes, sans le commandement du roi, c'était trop anti-prussien. Aussi le landsturm fut-il suspendu jusqu'à ce que le roi l'appelât, ce qu'il ne fit jamais. Gneisenau se mit en colère, mais s'arrangea finalement pour agir sans le landsturm. S'il était encore en vie, avec toutes ses expériences d'après coup en Prusse, peut-être verrait-il son bel idéal de résistance populaire approché, sinon réalisé, dans les francs-tireurs français. Car Gneisenau était un homme — et un homme de génie.

N° 1824. Vol. XII.

Samedi 17 décembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXI.

La campagne de la Loire paraît être arrivée à un arrêt momentané, qui nous donne du temps pour comparer informations et dates et pour mettre les matériaux très confus et contradictoires en forme de récit des événements réels aussi clair qu'on peut l'attendre dans les circonstances données.

L'armée de la Loire a commencé d'exister comme corps distinct au 15 novembre, lorsque d'Aurelle de Paladines, jusqu'alors à la tête des 15^e et 16^e corps,

obtint le commandement de la nouvelle organisation formée sous ce nom. Quelles autres troupes entrèrent dans la composition de cette armée à cette date ? Nous ne pouvons le dire ; en fait, elle a reçu constamment des renforts, au moins jusqu'à la fin de novembre, où elle se composait nominalelement des corps suivants : 15^e (Pallières), 16^e (Chanzy), 17^e (Sônis), 18^e (Bourbaki), 19^e (Barral, d'après des renseignements prussiens) et 20^e (Crouzat). De ces corps, le 19^e n'a jamais paru dans les rapports ni français ni prussiens, et par conséquent ne peut être supposé avoir été engagé. En outre, il y avait au Mans et au camp voisin de Conlie le 21^e corps d'armée (Jaurès), et l'armée de Bretagne, qui, à la démission de Kératry, fut rattachée au commandement Jaurès. Un 22^e corps, pouvons-nous ajouter, est commandé par le général Faidherbe dans le Nord, avec Lille pour base d'opérations. Dans ce qui précède, nous avons laissé de côté le corps de cavalerie du général Michel, attaché à l'armée de la Loire ; ce corps monté, quoiqu'on le dise fort nombreux, ne peut passer, de par sa récente formation et ses éléments novices, pour autre chose qu'une cavalerie de volontaires ou d'amateurs.

Les éléments dont a été composée cette armée sont des genres les plus divers, depuis d'anciens troupiers rappelés dans les rangs jusqu'à des recrues et des volontaires sans aucune instruction, étrangers à toute discipline, depuis des bataillons solides comme les zouaves du Pape jusqu'à des cohues n'ayant de bataillon que le nom. Il a bien, cependant, été établi une espèce de discipline, mais le tout porte encore le cachet de la grande hâte qui a présidé à sa formation. « Si cette armée avait eu quatre semaines de plus de préparation, elle aurait été un adversaire redoutable », disaient les officiers allemands qui ont fait connaissance avec elle sur le champ de bataille.

En déduisant toutes les recrues absolument inexpérimentées, qui n'étaient qu'un embarras, nous pouvons évaluer la totalité des cinq corps combattants de d'Aurelle (en laissant le 19^e de côté) à quelque chose comme 120.000 à 130.000 hommes pouvant s'appeler combattants. Les troupes du Mans peuvent en avoir fourni environ 40.000 de plus.

Contre cet ensemble, nous trouvons en ligne l'armée du prince Frédéric-Charles, y compris les troupes que commande le grand-duc de Mecklembourg ; quant à sa force numérique, nous savons maintenant par le capitaine Hozier qu'elle était plutôt inférieure à 90.000 hommes en tout. Mais ces 90.000 étaient, par leur expérience de la guerre, leur organisation, et le commandement éprouvé de leurs généraux, tout à fait aptes à combattre deux fois leur nombre de troupes comme celles qui leur étaient opposées. Ainsi, les chances étaient à peu près égales, et qu'il en ait été ainsi est un immense honneur pour le peuple français, qui a tiré cette nouvelle armée du néant en trois mois.

La campagne a commencé, du côté des Français, par l'attaque contre von der Tann à Coulmiers et la reprise d'Orléans, le 9 novembre ; la marche de Mecklembourg au secours de von der Tann ; la manœuvre de d'Aurelle dans la direction de Dreux, qui attira dans cette direction la totalité des forces de Mecklembourg et l'engagea dans une marche vers Le Mans. Cette marche fut harcelée par les troupes irrégulières françaises à un degré jusqu'alors inconnu dans la présente guerre ; la population fit preuve d'une résistance très résolue, des francs-tireurs voltigeaient tout autour des flancs des envahisseurs ; mais les troupes régulières se bornaient à des démonstrations sans qu'on pût les amener à une bataille rangée. Les lettres des correspondants allemands qui accompagnaient l'armée de Mecklembourg, leur rage et leur indigna-

tion contre ces méchants Français qui s'obstinent à combattre à la façon la plus convenable pour eux et la plus gênante pour l'ennemi, sont la meilleure preuve que cette courte campagne aux environs du Mans a été extrêmement bien menée sur la défensive. Les Français entraînent Mecklembourg dans une vraie chasse à l'oie sauvage à la poursuite d'une armée invisible jusqu'à environ vingt-cinq milles du Mans ; arrivé là, il hésita à aller plus loin et il tourna au Sud. Le plan primitif avait été évidemment de porter un coup écrasant à l'armée du Mans, puis de prendre la direction du Sud vers Blois, et de tourner la gauche de l'armée de la Loire, tandis que Frédéric-Charles, arrivant juste à ce moment, attaquerait son front et ses derrières. Mais ce plan, comme plusieurs autres depuis, a échoué. D'Aurelle abandonna Mecklembourg à son malheureux sort, marcha contre Frédéric-Charles et attaqua le 10^e corps prussien le 24 novembre à Ladon et Maizières, puis un gros corps de Prussiens le 28 à Beaune-la-Rolande. Il est évident que là, il a fait de ses troupes un mauvais emploi. Il n'en avait qu'une faible partie bien préparée, mais c'était sa première tentative pour percer à travers l'armée prussienne et forcer la route de Paris. Tout ce qu'il put faire fut d'inspirer à l'ennemi du respect pour ses troupes. Il se replia sur des positions retranchées en face d'Orléans, où il concentra ses forces. Il les disposa de droite à gauche, comme suit : le 18^e corps à l'extrême droite ; puis les 20^e et 15^e tout à fait à l'Est du chemin de fer Paris-Orléans ; à l'Ouest de celui-ci, le 16^e, et à l'extrême-gauche le 17^e. Si ces masses avaient été rassemblées à temps, il n'est guère douteux qu'il aurait pu culbuter l'armée de Frédéric-Charles, alors inférieure à 50.000 hommes. Mais pendant que d'Aurelle s'établissait bien dans ses retranchements, Mecklembourg avait repris sa marche au Sud et rejoint

l'aile droite de son cousin, qui prit alors le commandement suprême. Ainsi les 40.000 hommes de Mecklembourg étaient désormais arrivés à se joindre à l'attaque contre d'Aurelle, tandis que l'armée française du Mans, satisfaite de la gloire d'avoir « repoussé » son adversaire, restait tranquille dans ses cantonnements, à quelque soixante milles du point où se décidait la campagne.

Alors arrivait tout à coup la nouvelle de la sortie de Trochu au 30 novembre. Il fallut faire un nouvel effort pour l'appuyer. Le 1^{er} de ce mois, d'Aurelle commençait une avance générale contre les Prussiens ; mais il était trop tard. Tandis que les Prussiens le rencontraient avec toutes leurs forces, son 18^e corps — à l'extrême droite — semble avoir été égaré et n'avoir jamais été engagé. Il ne combattait donc qu'avec quatre corps d'armée, c'est-à-dire avec un chiffre (de combattants réels) probablement peu supérieur à celui des adversaires. — Il fut battu ; il paraît s'être senti battu même avant de l'être en effet. De là l'irrésolution qu'il manifesta quand, après avoir, le soir du 3 décembre, ordonné une retraite au delà de la Loire, il la contremandait le lendemain matin et décidait de défendre Orléans. Le résultat habituel s'ensuivit : ordre, contre-ordre, désordre. L'attaque prussienne étant concentrée sur sa gauche et son centre, ses deux corps de droite, évidemment par suite des ordres contradictoires qu'ils avaient reçus, perdaient leur ligne de retraite sur Orléans et étaient obligés de passer le fleuve, le 20^e à Jargeau, et le 18^e encore plus loin à l'Est, à Sully. Une petite partie de ce dernier semble avoir été poussée encore plus à l'Est, puisque le 31^e corps prussien la trouvait le 7 décembre à Nevoy près Gien, et de là la poursuivait dans la direction de, Briare, toujours sur la rive droite du fleuve. Orléans tombait entre les mains des Allemands dans la soirée

du 4, et la poursuite était organisée immédiatement. Pendant que le 3^e corps avait ordre de suivre le cours supérieur de la Loire sur la rive droite, le 10^e était envoyé à Vierzon, et les troupes de Mecklembourg sur la rive droite vers Blois. Avant d'atteindre cette place, cette dernière force rencontrait à Beaugency au moins une partie de l'armée du Mans qui, ayant fini par rejoindre les troupes de Chanzy, présentait une résistance acharnée et partiellement heureuse. Mais celle-ci ne tardait pas à être brisée, car le 9^e corps prussien était en marche sur la rive gauche du fleuve vers Blois, où il aurait coupé la retraite de Chanzy vers Tours. Ce mouvement tournant produisit son effet ; Chanzy fit une retraite de sûreté et Blois tomba entre les mains des envahisseurs. Le dégel et de fortes pluies, sur ces entrefaites, défoncèrent les routes, et ainsi la poursuite fut interrompue.

Le prince Frédéric-Charles a télégraphié au quartier général que l'armée de la Loire est totalement dispersée dans diverses directions, que son centre est rompu, et qu'elle a cessé d'exister comme armée. Tout cela sonne bien, mais est loin d'être exact. Il n'y a pas de doute, même d'après les rapports allemands, que les soixante-dix-sept pièces de canon pris devant Orléans étaient presque toutes des canons de marine laissés dans les retranchements. Il peut y avoir 10.000 prisonniers, et 14.000 en y comprenant les blessés, la plupart vraiment très démoralisés, mais l'état des Bavares qui, le 5 décembre, se pressaient sur la route d'Artenay à Chartres, complètement désorganisés, sans armes ni havresacs, n'était guère meilleur. Il y a absence totale de trophées gagnés durant la poursuite le 5 et après le 5, et si une armée s'est débandée, ses hommes ne peuvent manquer d'être capturés par une cavalerie agissante et telle que nous savons être celle que les Prussiens possèdent. Il y a là une inexactitude extrême,

c'est le moins qu'on en puisse dire. Le dégel n'est pas une excuse ; il a commencé vers le 9 et aurait laissé quatre à cinq jours de bons chemins et champs gelés pour une poursuite active. Ce n'est pas tant le dégel qui arrête l'avance des Prussiens ; c'est la conscience que la force de ces 90.000 hommes, réduits désormais à 60.000 environ par les pertes et les garnisons laissées derrière, est à peu près épuisée. Le point au delà duquel il est imprudent de poursuivre même un ennemi battu est très près d'avoir été atteint. Il pourra y avoir des raids sur une grande échelle plus loin au Sud, mais il n'y aura guère de nouvelle occupation de territoire. L'armée de la Loire, maintenant divisée en deux armées sous Bourbaki et Chanzy, aura largement le temps et l'espace pour se reformer et pour faire venir des bataillons nouvellement formés. Par cette division, elle a cessé d'exister comme armée, mais c'est la première armée française dans cette campagne qui ait fait ce qu'elle a fait non sans gloire. Nous entendrons probablement encore parler de ses successeurs.

En attendant, la Prusse montre des signes d'épuisement. Les hommes de la landwehr jusqu'à quarante ans et plus — légalement libérés du service après leur trente-deuxième année — sont appelés sous les drapeaux. Les réserves instruites du pays sont épuisées. En janvier, les conscrits — environ 90.000 pour l'Allemagne du Nord — vont être envoyés en France. Cela *pourrait* donner ensemble les 150.000 hommes dont nous entendons tant parler, mais ils ne sont pas encore là ; et quand ils arriveront, ils modifieront matériellement le caractère de l'armée. L'usure de la campagne a été terrible et est en voie de le devenir davantage tous les jours. Le ton mélancolique des lettres de l'armée le montre aussi bien que la liste des pertes. Ce ne sont plus dorénavant les grandes batailles qui forment le

principal de ces listes, ce sont les petites rencontres où un, deux, cinq hommes sont tués. La constante érosion par les ondes de la guerre populaire, fait fondre ou emporte dans le flot la plus grosse armée en détail, et, ce qui est le point capital, sans aucun équivalent, à ce qu'on peut voir. Tant que Paris tient, chaque jour améliore la position des Français, et l'impatience qui règne à Versailles au sujet de la reddition de Paris est la meilleure preuve que cette ville peut encore devenir dangereuse pour les vainqueurs.

N° 1829. Vol. XII.

Vendredi 23 décembre 1870.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXII.

Les combats de la semaine dernière ont prouvé combien nous avons exactement jugé la position relative des combattants, quand nous disions que les armées arrivées de Metz sur la Loire et en Normandie avaient dès lors épuisé la plus grande partie de leur capacité à occuper de nouveaux territoires. L'étendue de territoire occupée par les forces allemandes ne s'est guère accrue depuis. Le grand-duc de Mecklembourg avec les Bavaois de von der Tann (dont, en dépit de leur désorganisation et du manque de chaussures, on ne peut se passer au front), avec le 10^e corps et les 17^e et 22^e divisions, a poursuivi les troupes de Chanzy en lente retraite et combattant constamment de Beaugency à Blois, de Blois à Vendôme et Epuisay, et au delà. Chanzy défendait une à une les positions que lui offraient les ruisseaux venant du Nord se jeter dans la Loire ; et quand le 9^e corps (ou au moins la division hessoise qui en fait partie) tourna sa droite à Blois, arrivant de la rive

gauche du fleuve, il fit retraite sur Vendôme et prit une position sur la ligne de la Loire. Il la maintint les 14 et 15 contre les attaques de l'ennemi, mais l'abandonna le soir de ce dernier jour et battit en retraite lentement, et toujours offrant un front assuré, vers Le Mans. Le 17, il eut une autre affaire d'arrière-garde avec von der Tann à Epuisay, où se rejoignent les routes de Vendôme et Morée à Saint-Calais, et alors il se retira, apparemment sans être poursuivi beaucoup plus avant.

L'ensemble de cette retraite semble avoir été conduit avec beaucoup de prudence. Une fois établi que l'ancienne armée de la Loire devait être divisée en deux corps, dont l'un, sous les ordres de Bourbaki, agirait au Sud d'Orléans, et l'autre, sous les ordres, de Chanzy, à qui étaient aussi confiées les troupes placées près du Mans, devait défendre la France de l'Ouest au Nord de la Loire — une fois cet arrangement pris, l'objectif de Chanzy ne pouvait pas être de provoquer des actions décisives. Au contraire, son plan était nécessairement de disputer chaque pouce de terrain aussi longtemps qu'il le pourrait sans danger, sans se laisser engager dans une de ces actions, d'infliger ainsi des pertes aussi lourdes qu'il pourrait à l'ennemi, et de rompre ses jeunes troupes à l'ordre et à la solidité sous le feu. Il perdrait naturellement plus d'hommes que l'ennemi dans cette retraite, particulièrement en traînards ; mais ce seraient les hommes les moins bons de ses bataillons, dont il pouvait bien se passer. Il soutiendrait le moral de ses troupes, tout en maintenant de la part de l'ennemi le respect que l'armée de la Loire avait déjà conquis pour les troupes de la République. Et il ne tarderait pas à arriver à un point où les poursuivants, affaiblis par des pertes au combat, par la maladie, et par la nécessité de laisser des détachements derrière eux

sur leur ligne de ravitaillement, seraient contraints d'abandonner la poursuite ou de risquer une défaite à leur tour. Ce point, selon toute probabilité, serait Le Mans; on avait là les deux camps d'instruction, à Yvré-l'Evêque et à Conlie, avec des troupes à divers états d'organisation et d'armement et dont on ne connaissait pas le nombre; mais certainement il doit y avoir eu là plus de bataillons organisés que Chanzy n'en aurait besoin pour repousser toute attaque que Mecklembourg pourrait engager contre lui. Il semble que cela ait été senti par le chef de l'armée prussienne ou plutôt par son chef d'état-major, le général Stosch, qui en réalité dirige les mouvements de l'armée de Mecklembourg. Car, après avoir appris que le 10^e corps de l'Allemagne du Nord, le 18, poursuivait Chanzy par-delà Epuisay, nous apprenons maintenant que le général Voigts-Rhetz (qui commande ce même 10^e corps) a défait le 21 un corps de Français près de Monnaie et les a fait reculer au delà de Notre-Dame d'Oé. Or, Monnaie est à environ trente-cinq milles au Sud d'Epuisay, sur la route de Vendôme à Tours, et Notre-Dame d'Oé est à quelques milles plus près de Tours. Si bien qu'après avoir poursuivi les forces principales de Chanzy du côté et tout près du Mans, il semble que les troupes de Mecklembourg soient à présent dirigées — au moins en partie — du côté de Tours, qu'elles auront probablement atteint déjà maintenant, mais qu'il n'est pas vraisemblable qu'elles soient capables d'occuper d'une façon permanente.

Des critiques prussiens ont blâmé la retraite « excentrique » de l'armée de la Loire après les batailles devant Orléans et prétendu qu'une opération aussi fautive ne pouvait avoir été faite par les Français que sous la contrainte de l'action vigoureuse du prince Frédéric-Charles qui avait « rompu leur centre ». Que les mauvaises dispositions prises par d'Aurelle, au moment

même où il recevait le choc de l'ennemi, aient été pour beaucoup dans cette retraite anormale, et même dans la division de l'armée entre deux commandements distincts qui a suivi, nous pouvons aisément le croire. Mais il y avait pour cela un autre motif. La France, par-dessus tout, a besoin de temps pour organiser des forces, et d'espace — c'est-à-dire d'autant de territoire que possible — dont elle puisse tirer les moyens d'organisation en hommes et en matériel. N'étant pas encore en état de rechercher des batailles décisives, elle doit essayer de sauver autant de territoire que possible de l'occupation par l'ennemi. Et l'invasion ayant maintenant atteint la ligne où les forces de l'attaque et celles de la défense s'équilibrent presque, il n'y a pas nécessité de concentrer les troupes de la défense comme pour une action décisive. Au contraire, elles peuvent sans grand risque être divisées en quelques grandes masses, de façon à couvrir autant de territoire qu'il se peut, et à opposer à l'ennemi, dans quelque direction qu'il avance, une force assez considérable pour empêcher une occupation permanente. Et comme il y a encore quelque 60.000, ou peut-être 100.000 hommes près du Mans (dans un état très arriéré d'équipement, d'instruction et de discipline, c'est vrai, mais enfin progressant quotidiennement), et comme les moyens de les équiper, de les armer, et de les ravitailler ont été organisés et sont en voie de concentration dans l'Ouest de la France — ce serait une grande faute de les abandonner simplement parce que la théorie stratégique exige que, dans des circonstances normales, une armée battue se retire en un seul corps, chose qui, dans ce cas, n'eût pu se faire qu'en marchant vers le Sud et en laissant l'Ouest sans protection. Au contraire, les camps près du Mans contiennent de quoi rendre la nouvelle armée de l'Ouest, avec le temps, plus forte que ne fut jamais l'ancienne armée

de la Loire, tandis que tout le Sud est en train d'organiser des renforts pour l'armée de Bourbaki. Ainsi, ce qui, au premier coup d'œil, paraît une erreur était en réalité une mesure très à propos et nécessaire, qui n'exclut en aucune manière la possibilité que l'ensemble des forces françaises soit, dans quelque temps, en état de coopérer pour une action décisive.

L'importance de Tours est dans le fait que Tours forme le nœud de chemin de fer le plus occidental entre le Nord-Ouest et le Sud de la France. Que Tours soit tenu d'une façon permanente par les Prussiens, et Chanzy n'a plus aucune communication par voie ferrée ni avec le gouvernement à Bordeaux, ni avec Bourbaki à Bourges. Mais, avec leurs forces présentes, les Prussiens n'ont aucune chance de tenir Tours. Ils y seraient plus faibles que von der Tann n'était à Orléans au début de novembre. Et une perte temporaire de Tours, quoique gênante, peut se supporter.

Il n'y a pas beaucoup de nouvelles des autres colonnes allemandes. Le prince Frédéric-Charles, avec le 3^e corps et peut-être une moitié du 9^e, a complètement disparu de l'horizon, ce qui ne prouve guère ses possibilités d'avance. Manteuffel est réduit à jouer le rôle d'une grosse colonne volante pour réquisitions ; sa force d'occupation permanente ne semble pas dépasser Rouen. Werder est entouré de tous côtés par une petite guerre et, tandis qu'il ne peut tenir à Dijon que par une activité sans répit, il découvre maintenant qu'il lui faut bloquer aussi Langres, s'il veut assurer ses derrières. Où il lui faudra trouver les troupes nécessaires à cette opération, on ne nous le dit pas ; lui-même n'en a pas de trop et la landwehr autour de Belfort et en Alsace a largement autant d'ouvrage sur les bras qu'elle peut en faire. Ainsi, partout, les forces paraissent près de s'équilibrer. C'est maintenant une course aux renforts, mais une course où les chances sont

infiniment plus favorables à la France qu'elles n'étaient il y a trois mois. Si nous pouvions dire avec assurance que Paris tiendra jusqu'à la fin de février, nous pourrions presque croire que la France gagnerait la course.

N° 1830. Vol. XII.

Samedi 24 décembre 1870.

LA POSITION DES ALLEMANDS EN FRANCE

L'usure de cette guerre commence à se faire sentir à l'Allemagne. La première armée d'invasion, comprenant la totalité des troupes de ligne à la fois du Nord et du Sud, était de la force d'environ 640.000 hommes. Deux mois de campagne avaient réduit cette armée au point que le premier contingent d'hommes des bataillons et escadrons de dépôt — environ un tiers de la force à l'origine — dut être mis en route. Ils arrivèrent vers la fin de septembre et le commencement d'octobre, et quoiqu'ils dussent se monter à quelque 200.000 hommes, les bataillons en campagne furent néanmoins loin d'être remontés à leur force primitive de 1.000 hommes chacun. Ceux qui furent envoyés devant Paris comptaient de 700 à 800 hommes ; ceux devant Metz étaient plus faibles encore. Maladie et combats firent bientôt d'autres vides, et quand le prince Frédéric-Charles atteignit la Loire, ses trois corps étaient réduits à moins de la moitié de leur force normale, en moyenne 450 hommes par bataillon. Les combats de ce mois et la température rigoureuse et variable ont nécessairement fort éprouvé tant les troupes devant Paris que les armées qui couvrent l'investissement ; en sorte que les bataillons doivent certainement compter, à l'heure qu'il est, une moyenne inférieure à 400 hommes. Dans les commencements de

janvier, les conscrits recrutés de la levée de 1870 seront prêts à être envoyés sur le champ de bataille, après trois mois d'instruction. Ils pourraient compter environ 110.000 hommes et donner plutôt moins que plus de 300 hommes par bataillon. On nous annonce maintenant qu'une partie de ces hommes a déjà passé Nancy et que de nouveaux corps arrivent tous les jours ; ainsi les bataillons peuvent dès à présent être remontés à environ 650 hommes. Si en effet, comme il est probable d'après quelques indications, le disponible des plus jeunes hommes non instruits de la réserve de dépôt (*Ersatz Reserve*) ont été instruits en même temps que les conscrits de la levée régulière, ce renfort serait accru de quelque 100 hommes de plus par bataillon, ce qui ferait en tout par bataillon 750 hommes. Ce serait environ les trois quarts de la force de départ, donnant une armée de 480.000 hommes en état de servir, sur un million d'hommes envoyés d'Allemagne au front. Ainsi, un peu plus d'une moitié des hommes qui ont quitté l'Allemagne avec les régiments de ligne ou les ont rejoints depuis ont été tués ou mis hors d'état de servir en moins de quatre mois. Si cela paraissait incroyable à quelqu'un, qu'il compare l'usure de campagnes antérieures, celles de 1813 et 1814 par exemple, et qu'il considère que les longues et rapides marches continuelles des Prussiens durant cette guerre ont dû terriblement éprouver leurs troupes.

Nous n'avons jusqu'ici parlé que de la ligne. En dehors de celle-ci, la totalité à peu près de la *Landwehr* a été mobilisée en France. Les bataillons de *Landwehr* avaient originairement 800 hommes pour la Garde et 500 hommes pour le reste ; mais ils ont été graduellement élevés à l'effectif de 1.000 en chiffres ronds. Cela ferait un total d'ensemble de 240.000 hommes, cavalerie et artillerie comprises. De beaucoup la plus grande part d'entre eux est en France depuis

quelque temps, gardant les communications, faisant le blocus des forteresses, etc. Et même pour cela, ils ne sont pas assez nombreux, car il y a présentement en voie d'organisation quatre divisions de landwehr de plus (probablement en formant un troisième bataillon pour chaque régiment de landwehr) lesquelles comprennent au moins cinquante bataillons, soit 50.000 hommes de plus. Tous ces hommes sont sur le point d'être envoyés en France ; ceux qui étaient encore en Allemagne à garder les prisonniers doivent être relevés dans ce service par des « bataillons de garnison » nouvellement formés. Quelle en peut être la composition ? Nous ne pouvons le dire positivement avant d'avoir reçu le texte complet de l'ordonnance qui les crée et dont le dispositif n'est connu jusqu'ici que par un résumé télégraphique. Mais si, ainsi que nous savons qu'il en est en effet, lesdites quatre nouvelles divisions de landwehr ne peuvent être constituées sans que soient appelés des hommes de quarante ans et même au-dessus, que reste-t-il alors de soldats instruits pour les bataillons de garnison, hormis des hommes de quarante à cinquante ans d'âge ? Il n'est pas douteux que la réserve d'hommes instruits en Allemagne est complètement épuisée par cette mesure, et en outre une pleine levée annuelle de conscrits.

La force de landwehr qui est en France a eu beaucoup moins à marcher, à bivouaquer et à combattre que la ligne. Elle a la plupart du temps eu des quartiers convenables, une bonne nourriture et un service modéré, de sorte que le total de ses pertes peut être compté d'environ 40.000 hommes, morts ou hors de service. Cela laisserait, en comprenant les nouveaux bataillons actuellement en formation, 250.000 hommes, mais on ne peut dire avec certitude quand, ou même si jamais, la totalité de ces hommes pourra être rendue disponible pour le service hors frontières. Pour les

prochains deux mois, nous pouvons dire que 200.000 seraient une estimation élevée de la force effective de la landwehr en France

Ligne et landwehr réunies, nous aurons ainsi dans la seconde moitié de janvier une force de quelque 650.000 à 680.000 Allemands sous les armes en France, desquels 150.000 à 200.000 sont actuellement en route ou s'y préparent. Mais cette force aura un caractère bien différent de celle qui y a jusqu'ici été employée. Largement la moitié des bataillons de ligne consistera en jeunes gens de vingt à vingt et un ans — hommes non éprouvés, d'un âge où les rigueurs d'une campagne d'hiver affectent terriblement la constitution. Ces hommes rempliront bientôt les hôpitaux, tandis que les bataillons verront de nouveau fondre leurs effectifs. D'autre part, la landwehr sera de plus en plus composée d'hommes au-dessus de trente-deux ans, mariés et pères de famille presque sans exception, et d'un âge où camper au grand air en temps froid ou humide produit presque à coup sûr du rhumatisme rapidement et généralement. Et il n'est pas douteux que la plus grande partie de cette landwehr aura beaucoup plus à marcher et à combattre que jusqu'à présent, par suite de l'extension du territoire dont la garde doit lui être confiée. La ligne est en voie de devenir considérablement plus jeune, la landwehr considérablement plus âgée que jusqu'ici ; les recrues envoyées à la ligne n'ont guère eu de temps pour recevoir leur instruction et apprendre la discipline, les nouveaux renforts de la landwehr ont eu bien du temps pour oublier l'une et l'autre. Ainsi l'armée allemande reçoit des éléments qui, beaucoup plus qu'auparavant, en rapprochent le caractère de celui des nouvelles levées françaises qui lui sont opposées ; avec cet avantage, toutefois, du côté des Allemands,

que ces éléments sont incorporés dans les cadres forts et solides de la vieille armée.

Après celles-là, quelles ressources en hommes reste-t-il à la Prusse ? Les recrues atteignant leur vingtième année en 1871 et les hommes plus âgés de l'*Ersatz Reserve*, ces derniers tous non exercés, presque tous mariés et à un âge où les gens ont peu de penchant ou d'aptitude pour commencer à faire des soldats. Appeler ceux-là, des hommes qui ont été induits par un long précédent à considérer leurs rapports avec l'armée comme absolument nominaux, serait une mesure très impopulaire. Plus impopulaire encore serait qu'on appelât les hommes physiquement bons pour le service qui, pour une raison ou pour une autre, ont échappé complètement à l'obligation de servir. Dans une guerre purement défensive, tous ceux-là marcheraient sans hésitation ; mais dans une guerre de conquête et à un moment où le succès de cette politique de conquête devient douteux, on ne peut pas s'y attendre. Une guerre de conquête avec des fortunes tant soit peu diverses ne peut pas être menée à la longue par une armée composée principalement d'hommes mariés ; un ou deux grands revers doivent démoraliser de pareilles troupes ayant pareille mission. Plus l'armée prussienne, par la prolongation de la guerre, devient en réalité une « nation en armes », plus elle devient incapable de conquête. Que le philistin allemand crie aussi tumultueusement qu'il voudra : Alsace et Lorraine ! il n'en est pas moins certain que l'Allemagne ne peut pas, pour l'amour de cette conquête, supporter les mêmes privations, la même désorganisation sociale, la même suspension de production nationale, que la France souffre volontairement pour sa propre défense. Ce même philistin allemand, une fois mis sous l'uniforme et mobilisé, pourrait bien revenir à son sang-froid sur quelque champ de bataille français ou

dans quelque bivouac glacial. Et peut-être est-ce en définitive le mieux que les deux nations soient, en réalité, placées face à face, chacune armée de toutes pièces.

N° 1844. Vol. XIII.

Vendredi 6 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXIII.

Noël a inauguré le début du vrai siège de Paris. Jusqu'à ce moment il n'y avait eu qu'un investissement de la forteresse géante. Des batteries avaient été construites, c'est vrai, pour de gros canons de siège, un parc de siège avait été assemblé ; mais pas un canon n'avait été mis en position, pas une embrasure ouverte, pas un coup tiré. Toutes ces préparations avaient été faites sur le front Sud et Sud-Ouest. Sur les autres fronts, des parapets avaient été aussi élevés, mais ils semblent avoir été destinés uniquement à des buts défensifs, arrêter des sorties et protéger l'infanterie et l'artillerie de campagne des assiégeants. Ces retranchements étaient naturellement à une plus grande distance des forts de Paris que ne devraient être les batteries d'un siège en règle ; il y avait entre elles et les forts une large ceinture de terrain à disputer, sur lequel pouvaient avoir lieu des sorties. Lorsque la grande sortie de Trochu a été repoussée le 30 novembre, il restait toujours maître d'une certaine portion de ce terrain disputable au côté Est de Paris, particulièrement du plateau isolé d'Avron, face au fort de Rosny (1). Il se mit en devoir de le fortifier, à quelle date exacte nous ne le savons pas ; mais nous trouvons mentionné au 17 décembre que le mont

(1) Rosny-sous-Bois.

Avron ainsi que les hauteurs de La Varenne (1) (dans la boucle de la Marne) avaient été fortifiés et armés de canons lourds.

A quelques redoutes avancées près sur le front Sud près de Vitry et de Villejuif, qui ne paraissent pas être de grande importance, nous avons là le premier essai que les défenseurs aient tenté sur une grande échelle pour étendre leurs positions par des contre-approches. Et nous voilà tout naturellement ramenés, pour une comparaison, à Sébastopol. Plus de quatre mois après l'ouverture des tranchées par les Alliés, vers la fin de février 1855, où les assiégeants avaient souffert terriblement de l'hiver, Todleben commença de construire des ouvrages avancés à ce qui était alors des distances considérables devant ses lignes. Le 23 février, il avait construit la redoute de Selenginsk, à 1.100 yards du rempart principal ; le même jour un assaut des Alliés sur l'ouvrage nouveau échouait ; le 1^{er} mars, une autre redoute (Volynsk) était achevée dans une position plus avancée encore, à 1.450 yards du rempart. Ces deux ouvrages furent appelés par les Alliés les « ouvrages blancs ». La 12 mars était achevée la lunette de Kamtchatka, à 800 yards des remparts, le « Mamelon vert » des Alliés, et en avant de tous ces ouvrages étaient creusées des fosses à tirailleurs. Un assaut fut repoussé le 22 mars et l'ensemble des ouvrages avec un autre à droite du Mamelon, la « Carrière », fut complété, et toutes ces redoutes reliées par un chemin couvert. Pendant toute la durée d'avril et mai, les Alliés tentèrent en vain de recouvrer le terrain occupé par ces ouvrages. Il leur fallut avancer contre eux par des approches de siège en règle, et ce ne fut que le 7 juin, après l'arrivée de renforts considérables, qu'ils furent capables de les prendre d'assaut. Ainsi

(1) La Varenne Saint-Hilaire.

la chute de Sébastopol avait été retardée trois mois pleins par ces ouvrages de campagne avancés, quoiqu'ils fussent attaqués par les canons de marine les plus puissants de l'époque.

La défense du mont Avron fait bien piètre mine à côté de cette histoire. C'est le 17, quand les Français avaient eu plus de quatorze jours pour la construction de leurs ouvrages, que les batteries sont complétées. Les assiégeants, pendant ce temps, envoyaient chercher de l'artillerie de siège, principalement de vieux canons déjà usés dans les sièges précédents. Le 22, les batteries contre le mont Avron sont complétées, mais aucune action n'est engagée jusqu'à ce que fût passé tout danger d'une sortie *en masse* (1) des Français, et les campements de l'armée de Paris tout autour de Drancy sont démolis le 26. Alors, le 27, les batteries allemandes ouvrent le feu, qui est continué les 28 et 29. Le feu des ouvrages français est dès lors réduit au silence et les ouvrages abandonnés le 29, parce que, dit le rapport officiel français, il n'y avait pas de casemates pour abriter la garnison.

C'est indubitablement une pauvre défense et une plus pauvre excuse encore. La faute principale semble résider dans la construction des ouvrages. De toutes les descriptions nous sommes amenés à conclure qu'il n'y avait pas sur cette hauteur une seule redoute fermée, mais uniquement des batteries ouvertes par derrière, et même sans protection efficace sur les flancs. Ces batteries au surplus, paraissent n'avoir été braquées que dans un sens, vers le Sud ou le Sud-Ouest, alors que tout près, au Nord-Est, se trouvent les hauteurs du Raincy et de Montfermeil, les emplacements les plus indiqués de tous pour des batteries contre Avron. Les assiégeants ont pris avantage de cela pour entourer

(1) En français dans le texte.

Avron d'un demi-cercle de batteries qui bien vite eurent raison de son feu et en évincèrent la garnison. Mais pourquoi n'y avait-il pas d'abri pour la garnison ? La gelée n'est qu'une demi-excuse, car les Français avaient bien le temps, et ce que les Russes ont pu faire dans l'hiver de la Crimée et sur un sol rocheux doit avoir été possible également dans ce mois de décembre devant Paris. L'artillerie employée contre Avron avait certainement beaucoup plus d'efficacité que celle des Alliés devant Sébastopol ; mais c'était la même que celle qui fut employée contre les redoutes de Düppel, soit des ouvrages de campagne, et celles-ci ont tenu trois semaines. On suppose que la garnison d'infanterie a lâché pied, laissant l'artillerie sans couverture. Cela peut être, mais n'excuserait pas les ingénieurs qui ont construit les ouvrages. L'état-major du génie à l'intérieur de Paris doit avoir été vraiment mal organisé s'il faut en juger par cet échantillon de son travail.

La ruine rapide du mont Avron a aiguisé l'appétit des assiégeants pour d'autres succès du même genre. Ils ont ouvert le feu sur les forts de l'Est, en particulier Noisy, Rosny et Nogent. Après deux jours de bombardement ces forts étaient quasiment réduits au silence. On ne nous dit pas ce qui est fait de plus contre eux. Pas de mention non plus du feu des retranchements qui avaient été construits dans les intervalles entre ces forts. Mais nous pouvons être certains que les assiégeants sont en train de faire de leur mieux pour pousser plus avant les approches, ne fût-ce que grosso modo, contre ces forts et s'assurer une installation solide sur le mont Avron. Nous ne serions pas étonnés qu'ils y réussissent mieux que les Français en dépit de la température.

Mais quel est le résultat de tout cela sur le cours du siège ? Sans doute, si ces trois forts tombaient entre

les mains des Prussiens, ce serait un succès important et leur permettrait de porter leurs batteries à moins de 3.000 ou 4.000 yards de l'enceinte. Toutefois, il n'est pas dit que les forts doivent tomber de sitôt. Ils ont tous des casemates à l'épreuve de la bombe pour leurs garnisons, et les assiégeants, jusqu'ici, n'ont pas amené de mortiers rayés, dont ils ne possèdent en somme qu'une petite provision. Ces mortiers sont le seul genre d'artillerie qui puisse détruire des abris à l'épreuve de la bombe en fort peu de temps ; les vieux mortiers sont d'une portée trop incertaine pour produire un effet bien rapide, et les pièces de 24 (avec obus de 64 livres) ne peuvent pas prendre une inclinaison suffisante pour produire l'effet de feu vertical. Si le feu de ces forts semble réduit au silence, cela signifie simplement que les canons ont été placés sous abri de manière à les garder utilisables pour un assaut. Les batteries prussiennes peuvent démolir les parapets des remparts, mais cela ne constituerait pas une brèche. Pour faire brèche dans la maçonnerie très bien protégée de l'escarpe, même par feu indirect, il leur faudrait construire des batteries au moins rapprochées à 1.000 yards des forts, et cela ne peut se faire que par parallèles et approches en règle. Le procédé « abrégé » de siège dont les Prussiens parlent tant ne consiste en rien d'autre qu'à réduire au silence le feu ennemi à grande distance, de sorte que les approches puissent se faire avec moins de danger et de perte de temps ; il est suivi d'un violent bombardement et l'ouverture d'une brèche dans le rempart au moyen d'un feu indirect. Si tout cela n'amène pas la reddition de la place — et dans le cas des forts de Paris, il est difficile de voir comment il pourrait en être ainsi — il ne reste qu'à pousser les approches selon le mode usuel jusqu'au glacis, et à risquer un assaut. L'assaut de Düppel fut entrepris lorsque les approches eurent été poussées

à environ 250 yards des ouvrages ruinés, et à Strasbourg les sapes ont dû être conduites absolument à l'ancienne mode jusqu'à la crête des glacis et au delà.

Avec tout cela, nous devons revenir encore et toujours au point sur lequel nous avons si souvent insisté dans ces colonnes : c'est que la défense de Paris doit être menée de façon active, et non exclusivement passive. Si jamais il y eut une heure pour des sorties, cette heure est maintenant. Il n'est pas en ce moment question de percer à travers les lignes ennemies ; il s'agit d'accepter un combat localisé que l'assiégeant impose à l'assiégé. Que le feu de l'assiégeant puisse, dans presque tous les cas, être rendu supérieur, sur un point donné, à celui de l'assiégé, c'est un vieil axiome incontesté, et si l'assiégé ne compense pas cette infériorité qui lui est inhérente par l'activité, l'audace et l'énergie de ses sorties, il abandonne sa meilleure chance. D'aucuns disent que les troupes à l'intérieur de Paris ont perdu courage ; mais il n'y a pas de raison pour cela. Elles peuvent avoir perdu confiance en leur chef, mais cela c'est tout autre chose, et si Trochu persiste dans son inaction, c'est ce qui pourrait bien lui arriver.

Il vaut autant toucher d'un mot ou deux l'ingénieuse hypothèse, faite par quelques personnes, que Trochu aurait l'intention de se retirer avec ses troupes sur la péninsule fortifiée du Mont-Valérien, comme dans une citadelle, après la chute de Paris. Cette profonde conjecture a été élaborée par quelqu'un des grands génies qui hantent l'état-major à Versailles, et elle est fondée principalement sur le fait qu'il y a bon nombre de chariots circulant aller et retour entre Paris et cette presqu'île. A coup sûr il faudrait un général d'un génie peu ordinaire pour choisir à se construire une citadelle une presqu'île basse d'alluvion, entourée de tous côtés

par des hauteurs dominantes d'où l'ennemi a vue sur les campements de ses troupes comme sur un panorama, et, par conséquent, peut tirer dessus à portée commode. Mais de tout temps, depuis que l'état-major prussien existe, il a été infesté par la présence de quelques hommes d'une finesse surhumaine. Pour eux, l'ennemi est toujours tout prêt à faire la chose la plus invraisemblable du monde. Comme disent les Allemands, « ils entendent l'herbe pousser ». Quiconque s'est occupé de littérature militaire prussienne est forcément tombé sur ce genre d'individus, et la seule chose étonnante est qu'ils trouvent des gens pour les croire.

N° 1842. Vol. XIII.

Samedi 7 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXIV.

Quoiqu'il y ait eu bon nombre de combats depuis notre dernier examen des positions relatives des combattants dans les provinces, il s'est produit fort peu de changements ; ainsi est prouvée exacte notre opinion que les forces des deux parties s'équilibrent à peu près en ce moment.

L'armée de l'Ouest, sous Chanzy, s'est maintenue devant Le Mans ; l'armée de Mecklembourg s'oppose à elle sur une ligne qui s'étend de Blois à Verneuil par Vendôme. Il y a eu pas mal de rencontres sans lien vers Vendôme, mais rien n'a été modifié dans la position relative des armées. Pendant ce temps, Chanzy a fait venir tous les hommes exercés et armés du camp de Conlie, qui a été dissous ; on a rapporté qu'il a fortifié une solide position aux environs du Mans comme point d'appui en cas de repli, et l'on s'attend qu'il prenne l'offensive. Comme M. Gambetta a quitté Bordeaux le 5 pour Le Mans, cela pourrait

bien être exact. De l'importance actuelle et de l'organisation des forces de Chanzy, nous n'avons aucune connaissance, en dehors du fait qu'il avait, avant sa retraite sur Le Mans, trois corps d'armée. Nous ne sommes guère mieux informés au sujet des forces qui lui sont opposées : les troupes de Mecklembourg et celles qui composaient à l'origine l'armée du prince Frédéric-Charles ont été tellement mélangées que l'ordre de bataille (1) primitif n'est plus en vigueur. Nous devons les considérer comme une seule armée, qu'elles sont en réalité depuis que Frédéric-Charles en a le commandement en totalité ; la seule distinction à faire est que Mecklembourg commande les troupes qui, à cheval (1) sur le Loir font face à l'Ouest, tandis que le prince a sous ses ordres directs celles qui, le long de la Loire de Blois à Gien, font face au Sud et surveillent Bourbaki. L'ensemble de ces deux corps compte six divisions d'infanterie et trois de cavalerie, mais des détachements considérables ont été laissés sur la ligne de marche depuis Commercy, par Troyes, jusqu'à la Loire ; ils n'arrivent que graduellement à mesure qu'ils sont relevés par de nouveaux arrivages de landwehr.

Le 11 décembre, le prince Frédéric-Charles était arrivé à Briare dans l'intention de marcher sur Nevers afin de tourner la droite de Bourbaki et de lui couper sa communication directe avec les troupes opposées à Werder. Mais nous avons appris, tout récemment seulement, qu'au reçu des nouvelles de la résistance résolue et inattendue que Mecklembourg rencontrait de la part de Chanzy, il avait tout d'un coup abandonné son plan et revenait avec le gros de ses troupes dans la direction de Tours ; à notre connaissance, ses troupes sont arrivées en vue de cette ville, mais n'y sont ja-

(1) En français dans le texte (Note du Tr.)

mais entrées. Ainsi nous apprenons maintenant que l'habile et valeureuse retraite de Chanzy a été cause non seulement de son propre salut, mais de celui de Bourbaki. Ce dernier doit être encore dans le voisinage de Bourges et Nevers. Si, comme on le présumait, il s'était mis en marche vers l'Est contre Werder ou contre la ligne de communication prussienne, nous eussions entendu parler de lui déjà. Très probablement, il réorganise et renforce son armée, et si Chanzy avançait, nous sommes sûrs d'entendre parler de lui aussi.

Au Nord de la Seine, Manteuffel, avec le 1^{er} corps, tient Rouen et le voisinage, ayant envoyé le 8^e corps en Picardie. Ce dernier corps en a vu de dures. Le général Faidherbe ne laisse guère reposer son armée du Nord. Les trois départements les plus septentrionaux de France, de la Somme à la frontière belge, ont environ vingt places fortes d'importance diverse, qui bien que complètement sans utilité aujourd'hui contre une grande invasion par la Belgique, n'en forment pas moins dans le cas présent une base d'opérations très bienvenue et presque inattaquable. Lorsque Vauban conçut le plan de cette triple ceinture de forteresses, il y a près de deux cents ans, certainement il ne pensait jamais qu'elles serviraient de grand camp retranché, sorte de quadrilatère multiple, à une armée française contre un ennemi qui viendrait du cœur de la France. Mais cela est, et tout restreint qu'est ce morceau de territoire, il est pour cette fois un terrain imprenable, et aussi un terrain d'importance par suite de ses ressources manufacturières et de sa population dense. Repoussé dans cette sûre retraite par la bataille de Villers-Bretonneux (27 novembre), Faidherbe y a réorganisé et renforcé son armée ; vers la fin de décembre, il s'avanceit de nouveau du côté d'Amiens et livrait le 23 une bataille

indécise à Manteuffel sur l'Hallue (1). Dans cette bataille, il avait quatre divisions (35.000 hommes, selon son compte) contre les deux divisions du 8^e corps prussien (24.000 hommes d'après les rapports prussiens). Qu'avec cette proportion entre les forces, et contre un général renommé comme von Goeben, il ait pu tenir le coup, c'est signe que ses mobiles et mobilisés sont en voie de progrès. Par suite de la gelée et des manquements de son intendance et de son train, à ce qu'il dit, mais probablement aussi parce qu'il ne pouvait avoir confiance dans la solidité de ses hommes pour un second jour de rude combat, il s'est retiré, à peu près sans être inquiété, au delà de la Scarpe. Von Goeben se mit à sa poursuite, laissant la plus grande partie de la 16^e division pour garder les communications et investir Péronne, et s'avança, avec la seule 15^e division et la colonne volante du prince Albert le jeune (équivalente au plus à une brigade) jusqu'à Bapaume et au delà. C'était là une chance pour les quatre divisions de Faidherbe. Sans hésiter un moment, il sortit de sa position abritée et attaqua les Prussiens. Après un engagement préliminaire le 2 janvier, les corps principaux furent aux prises devant Bapaume le lendemain. Les clairs rapports de Faidherbe, la grande supériorité numérique des Français (huit brigades — soit 33.000 hommes au moins — contre trois brigades prussiennes, — soit de 16.000 à 18.000 hommes si l'on calcule d'après les données fournies plus haut sur les deux armées), le langage vague de Manteuffel, ne permettent pas de douter que, dans cette bataille, les Français l'ont emporté. D'ailleurs, la vantardise de Manteuffel est bien connue en Allemagne : tout le monde s'y souvient que, gouverneur du Slesvig, étant, comme il est, assez bel homme,

(1) Bataille de Pont-Noyelles.

il s'offrait « à couvrir de son corps le pays sept pieds par sept pieds ». Ses rapports, même après la censure de Versailles, sont certainement les moins dignes de foi de tous les comptes rendus prussiens. D'un autre côté, Faidherbe n'a pas poursuivi son succès, mais s'est retiré après le combat dans un village à quelques milles en arrière du champ de bataille, en sorte que Péronne n'a pas été délivrée et que, comme on l'a déjà signalé dans les colonnes de ce journal, les profits de la bataille ont été entièrement pour les Prussiens. Il est impossible de prendre pour sérieuses les excuses de Faidherbe à propos de sa retraite. Mais quelques raisons qu'il ait pu avoir, s'il ne peut faire plus avec ses troupes que de battre trois brigades prussiennes et de se retirer après, il ne délivrera pas Paris.

Sur ces entrefaites, Manteuffel a sous la main un important renfort. La 14^e division (Kameke) du 17^e corps, après avoir réduit Montmédy et Mézières, se rapproche de son terrain de combat, escortée de son train de siège. Le combat près de Guise semble marquer une étape de son avance ; Guise est sur la route directe de Mézières à Péronne, qui, naturellement, paraît être la prochaine forteresse indiquée pour un bombardement. Après Péronne, probablement Cambrai, si tout marche bien pour les Prussiens.

Dans le Sud-Est, Werder est en pleine retraite depuis le 27 décembre, où il a évacué Dijon. Il a passé quelque temps avant que les Allemands disent un mot de cela, et encore les Prussiens sont-ils restés absolument silencieux ; la chose a filtré dans un petit coin de la *Gazette de Carlsruhe*. Le 31, Werder a évacué aussi Gray à la suite d'un engagement, et maintenant, il est à Vesoul pour couvrir le siège de Belfort. L'armée de Lyon, sous les ordres de Cremer (qu'on dit être un officier hanovrien émigré) est à sa

poursuite, tandis que Garibaldi semble agir plus à l'Ouest contre la principale ligne de communication prussienne. Werder, qui attend, dit-on, un renfort de 36.000 hommes, sera bien en sûreté à Vesoul, mais la ligne de communications ne semble rien moins qu'assurée. Nous apprenons maintenant que le général Zastrow, commandant du 7^e corps, a été envoyé là-bas et communique avec Werder. A moins qu'il ne soit appelé à un commandement tout à fait nouveau, il aura avec lui la 13^e division, qui a été relevée à Metz par de la landwehr, et il disposera aussi d'autres forces pour des opérations actives. Ce doit être un de ses bataillons qui a été attaqué, et, dit-on, mis en déroute, près de Saulieu, sur la route d'Auxerre à Châlons-sur-Saône. L'état où se trouvent les communications sur les lignes secondaires de chemin de fer (toujours exception faite de la ligne principale Nancy-Paris, qui est bien gardée, et jusqu'ici indemne) est montré par une lettre de Chaumont (Haute-Marne) à la *Gazette de Cologne*, laquelle se plaint que, pour la troisième fois maintenant, les francs-tireurs aient coupé la voie ferrée entre Chaumont et Troyes ; la dernière fois, le 24 décembre, ils avaient replacé les rails sans attaches, de sorte qu'un train portant 500 hommes de landwehr a déraillé et est resté en panne, sur quoi les francs-tireurs ont ouvert le feu en tirant d'un bois, mais ils en ont été débusqués. Le correspondant regarde cela comme non seulement déloyal, mais « infâme ». Tout comme le cuirassier autrichien en Hongrie en 1849 : « N'est-ce pas que ces hussards sont d'infâmes gredins ? Ils voient ma cuirasse, et ils me sabrent à travers la figure. »

L'état de ces communications est une question de vie ou de mort pour l'armée qui assiège Paris. Une interruption de quelques jours l'affecterait pour des semaines. Les Prussiens le savent et ils sont à présent

en train de concentrer toute leur landwehr dans le Nord-Est de la France afin de tenir sous leurs ordres une ceinture de territoire suffisamment large pour assurer la sécurité à leurs voies ferrées. La chute de Mézières leur ouvre une seconde ligne de rails partant de la frontière par Thionville, Mézières et Reims ; mais cette ligne offre dangereusement son flanc à l'armée du Nord. Si Paris doit être délivré, cela se fera peut-être le plus aisément par la rupture de cette ligne de communications.

N° 1848. Vol. XIII.

Samedi 14 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXV.

Les armées en campagne ont entamé deux opérations qui pourraient facilement amener une crise de la guerre. La première est la marche de Bourbaki contre Werder, la seconde la marche du prince Frédéric-Charles contre Chanzy.

Le but de la marche de Bourbaki vers l'Est courait depuis près d'une semaine, mais sans rien qui le distinguât du reste des bruits qui, en ce moment, circulent si abondamment. Que ce mouvement puisse être bon en lui-même n'était pas une raison pour croire à sa réalité. Quoi qu'il en soit, il ne peut maintenant y avoir de doute : Bourbaki, avec au moins le 18^e et le 20^e corps, plus un corps nouveau, le 24^e, est arrivé dans l'Est de la France et a tourné la position de Werder à Vesoul par un mouvement viâ Besançon sur Lure, entre Vesoul et Belfort. A proximité de Lure, à Villersexel, Werder l'a attaqué le 9 et il s'en est suivi un engagement où l'un et l'autre partis crient victoire. C'a évidemment été un engagement d'arrière-garde, où Werder semble avoir bien exécuté sa

retraite. Quel qu'ait été le vainqueur dans cette première rencontre, d'autres batailles plus générales suivront certainement dans un jour ou deux et seront là l'occasion d'une phase critique.

Si ce mouvement de Bourbaki est entrepris avec des forces suffisantes — c'est-à-dire avec tout ce qu'il y a d'hommes, chevaux, canons, qui ne sont pas absolument indispensables ailleurs — et s'il est mené avec la vigueur nécessaire, il pourrait devenir le point tournant de la guerre. Nous avons antérieurement fait ressortir la faiblesse de la longue ligne de communications allemande et la possibilité pour Paris d'être délivré par une attaque en force sur cette ligne. C'est là maintenant l'enjeu de la partie, et il dépendra de la façon dont elle sera jouée de voir si cela doit réellement se produire.

Parmi les forces qui à l'heure qu'il est envahissent la France, à peu près la totalité des troupes de ligne sont engagées soit dans le siège de Paris, soit dans la couverture de ce siège. Sur trente-cinq divisions (en y comprenant la landwehr de la Garde, qui a constamment été employée comme troupe de ligne), trente-deux sont utilisées ainsi. Deux sont avec Werder (trois brigades badoises et une prussienne), et une, sous les ordres de Zastrow, est partie pour le rejoindre. Outre celles-là, Werder a au moins deux divisions de landwehr pour faire le siège de Belfort et pour occuper les forteresses du sud de l'Alsace. Ainsi toute la longueur et toute la largeur du pays au Nord-Est de la ligne de Mézières à Paris par Laon et Soissons, et de Paris, par Auxerre et Châtillon, à Huningue, près de Bâle, avec toutes les forteresses qui y ont été prises, doivent être tenues par le reste de la landwehr, dans la mesure où il a été rendu disponible. Et si nous considérons qu'il y a aussi les prisonniers de guerre en Allemagne qu'il faut garder, ainsi que les places fortes de ce pays qu'il

faut garnisonner ; que neuf corps d'armée prussiens seulement (ceux qui existaient avant 1866) avaient assez de vieux soldats pour compléter les bataillons de landwehr, les autres devant attendre cinq ans avant de pouvoir le faire — nous pouvons concevoir que les forces qui restent disponibles pour l'occupation de cette partie de la France ne peuvent pas avoir été extrêmement nombreuses. A la vérité, dix-huit bataillons de dépôt sont actuellement envoyés garnir les forteresses d'Alsace et de Lorraine, et les « bataillons de garnison » nouvellement en voie de se former devront relever la landwehr à l'intérieur de la Prusse. Mais la formation de ces bataillons de garnison, au rapport de la presse allemande, ne se fait que lentement, et de la sorte l'armée d'occupation sera encore pour quelque temps comparativement faible et à peine capable de tenir en échec la population des provinces qu'elle doit garder.

C'est contre cette partie de l'armée allemande que Bourbaki est en mouvement. Evidemment, il a tenté d'insérer ses troupes entre Vesoul et Belfort, manœuvre par laquelle il aurait isolé Werder, qu'il pourrait battre ainsi seul, en le poussant dans la direction du Nord-Est. Mais comme Werder est probablement à l'heure qu'il est devant Belfort et a fait sa jonction avec Tresckow, Bourbaki doit les battre tous les deux pour faire lever le siège et repousser les assiégeants dans la vallée du Rhin ; après quoi il pourrait s'avancer du côté Est des Vosges, vers Lunéville, où il serait sur la ligne principale des communications allemandes. La destruction des tunnels des chemins de fer près de Strasbourg bloquerait la ligne de Strasbourg pour un laps de temps considérable ; celle du nœud de Frouard interromprait la ligne qui vient de Sarrebruck et Metz et il serait même possible d'envoyer vers Thionville une colonne volante détruire aussi la ligne voisine de

cette place, de manière à couper la dernière ligne de rocade qu'ont les Allemands. Cette colonne pourrait toujours se retirer dans le Luxembourg ou en Belgique en mettant bas les armes ; elle se serait assurée ample compensation.

Tels sont les objectifs que Bourbaki a nécessairement en vue. Etant donné que le territoire voisin de Paris est épuisé, l'interruption des communications de Paris à l'Allemagne, même pour quelques jours, serait une affaire très sérieuse pour les 240.000 Allemands qui sont devant Paris, et la présence de 120.000 à 150.000 soldats français en Lorraine pourrait être un moyen plus efficace de faire lever le siège que même une victoire de Chanzy sur Frédéric-Charles, par laquelle ce dernier serait, après tout, refoulé sur les forces assiégeantes pour prendre son appui sur elles. A la vérité, les Allemands ont une autre ligne de communication par rail, passant par Thionville, Mézières et Reims, que Bourbaki pourrait vraisemblablement n'être pas en état d'atteindre, même au moyen de colonnes volantes ; mais il y a certitude absolue d'un soulèvement général de la population dans les régions occupées aussitôt que Bourbaki aurait réussi à pénétrer en Lorraine ; et ce que deviendrait en telles circonstances la sécurité du trafic sur cette seconde ligne de chemin de fer, nous n'avons pas besoin de l'expliquer davantage. D'ailleurs, le succès de Bourbaki aurait pour première conséquence d'obliger von Goeben à revenir en arrière, et ainsi l'armée du Nord pourrait avoir chance de couper cette ligne entre Soissons et Mézières.

Nous considérons ce mouvement de Bourbaki comme le plus important et le plus prometteur qui ait été fait par aucun général français dans cette guerre. Mais, nous le répétons, il faudrait qu'il fût mené comme il faut. Les meilleurs plans sont sans valeur s'ils sont exécutés faiblement et sans résolution, et nous

n'apprendrons probablement rien de positif au sujet des troupes de Bourbaki ou de la façon dont elles agissent jusqu'à ce qu'ait été décidée sa lutte avec Werder.

Nous sommes cependant informés qu'en vue de quelque éventualité de ce genre, le corps de Werder doit être grossi en une grande « cinquième armée », sous les ordres de Manteuffel, qui abandonnerait sa « première armée » à Goeben et amènerait au secours de Werder les 2^e, 7^e et 14^e corps. Seulement, du 7^e corps la 13^e division a déjà été envoyée vers Vesoul, sous Zastrow, la 14^e division vient tout juste de prendre Mézières et Rocroi et ne peut pas, en conséquence, être attendue à Vesoul de sitôt ; le 14^e corps est précisément celui que Werder a eu de tout temps (la division badoise et les 30^e et 34^e régiment prussiens, sous les ordres de von der Goltz) ; et quant au 2^e corps, qui est devant Paris, nous présumons qu'il ne partira pas avant que cette ville ne se soit rendue, parce qu'on ne peut guère se passer là de lui. Mais même s'il était expédié maintenant, il n'arriverait qu'après que l'action décisive entre Werder et Bourbaki aurait eu lieu. Pour ce qui est d'autres renforts à Werder, pris sur des réserves qu'on peut supposer exister en Allemagne, nous devons prendre en considération, premièrement, que tout ce qu'on peut rendre disponible de landwehr a déjà été, ou est en ce moment, mis en route et, deuxièmement, que les bataillons de dépôt, seule autre force de réserve existante, viennent d'être vidés de leurs hommes instruits et sont en ce moment de purs cadres. Ainsi, Bourbaki devra, à toute éventualité, engager ses premières et plus décisives actions avant que les renforts envisagés ne puissent être arrivés ; et s'il est vainqueur, il sera en position favorable pour s'occuper de ces renforts l'un après

l'autre, comme ils arriveront, successivement et de directions très différentes.

D'autre part, le prince Frédéric-Charles, en dépit de sa marche victorieuse sur Le Mans pourrait bien avoir fait la première faute commise par les Allemands dans cette guerre, quand il a laissé Bourbaki entièrement libre, afin de concentrer toutes ses forces contre Chanzy. Certes, Chanzy était indubitablement son adversaire le plus immédiat, et pour le moment le plus dangereux aussi. Mais le terrain de Chanzy n'est pas le seul où puissent être obtenus des succès décisifs sur les Français. Chanzy vient de subir une rude défaite ; cela décide pour le présent de ses tentatives pour la délivrance de Paris. Mais jusqu'ici, cela ne décide de rien d'autre. Chanzy peut se retirer, s'il lui plaît, soit vers la Bretagne ou vers le Calvados. Dans un cas comme dans l'autre, il trouve à l'extrême bout de sa retraite un grand arsenal naval, Brest ou Cherbourg, avec des forts détachés pour le protéger jusqu'à ce que la flotte française puisse transporter ses hommes au Sud de la Loire ou au Nord de la Somme. En conséquence l'Ouest de la France est un territoire où les Français peuvent mener une guerre pour amuser l'ennemi — guerre d'avances et de retraites alternées — sans être jamais poussés à bout contre leur volonté. Nous ne nous étonnerions pas si Chanzy avait été pressé de combattre par Gambetta, qu'on disait l'avoir rejoint, et qui, sûrement, serait disposé à subordonner les considérations militaires à des considérations politiques. Après son échec et la perte du Mans, Chanzy ne pourrait rien faire de mieux que d'attirer Frédéric-Charles aussi loin à l'Ouest que possible, de façon que cette partie des forces prussiennes soit absolument hors du champ des hostilités quand la campagne de Bourbaki commencerait à se développer.

Faidherbe, dans le Nord, est évidemment trop

faible pour faire quoi que ce soit de décisif contre Gœben. Comme il apparaît que Chanzy ne peut pas battre Frédéric-Charles et ainsi secourir Paris, il vaudrait mieux envoyer quantité d'hommes dans le Nord pour se débarrasser de Gœben à la fois à Amiens et à Rouen, et tenter avec des forces concentrées une avance sur la ligne de chemin de fer de Mézières à Paris, particulièrement en ce moment, quand Bourbaki menace l'autre ligne de chemin de fer allemande. Les communications sont la partie la plus délicate dans la position d'une armée ; et si la ligne du Nord, qui est si exposée à une attaque par le Nord tant à Soissons qu'à Rethel, était une fois sérieusement menacée pendant que Bourbaki est à l'œuvre sur la frontière Sud de la Lorraine, nous pourrions tout à coup voir une bien jolie émotion à Versailles.

N° 1852. Vol. XIII.

Jeudi 19 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXVI.

Toujours, depuis qu'à la suite de Sedan Paris a pour la première fois été sérieusement menacé d'une attaque ennemie, nous avons insisté sur la grande force qu'a une capitale fortifiée comme Paris. Mais nous n'avons jamais omis d'ajouter que, pour le plein développement de son pouvoir défensif, cela exige une grande armée régulière qui puisse la défendre, une armée trop puissante pour être enfermée dans les ouvrages de la place ou empêchée de manœuvrer en rase campagne autour de la forteresse, qui lui servirait de pivot et partiellement de base d'opérations.

Dans des conditions normales, on aurait presque toujours cette armée à sa disposition, comme il va de

soi. Les armées françaises battues près de la frontière se replieraient sur Paris comme sur leur dernier et principal point d'appui ; dans des circonstances ordinaires, elles y arriveraient en force suffisante et trouveraient des renforts suffisants pour être en état de remplir la tâche qui leur est dévolue. Mais cette fois, la stratégie du Second Empire a fait que la totalité des armées françaises a disparu du théâtre de la guerre. L'une s'est arrangée pour être enfermée, sans aucune apparence d'espoir, dans Metz ; l'autre venait de capituler à Sedan. Lorsque les Prussiens arrivèrent devant Paris, quelques dépôts à moitié pleins, un certain nombre de mobiles de province (venant d'être appelés sous les drapeaux) et la garde nationale locale (qui n'était pas encore formée à moitié), était tout ce qu'il y avait de forces prêtes pour sa défense.

Même dans de telles circonstances, la force intrinsèque de la place se montra si formidable aux envahisseurs, la tâche d'attaquer *lege artis* (1) cette cité immense et ses ouvrages extérieurs leur apparut si gigantesque qu'ils l'abandonnèrent tout de suite et résolurent de réduire la place par la famine. A ce moment, Henri Rochefort et d'autres furent constitués en « Commission des barricades » chargée de la construction d'une troisième ligne intérieure de défense, qui préparerait le terrain pour cette ligne de combat si spécialement parisien — la défense de barricades et la bataille maison à maison. La presse fit alors force gorges chaudes de cette Commission ; mais les publications semi-officielles de l'état-major prussien ne permettent pas de douter que ce fut avant tout la certitude d'avoir à rencontrer une lutte résolue aux barricades qui amena les gens de l'état-major à se

(1) « Selon les règles de l'art ».

décider en faveur de la réduction par la famine. Les Prussiens savaient très bien que les forts, et après eux l'enceinte, s'ils étaient défendus par l'artillerie seule, tomberaient fatalement au bout d'un certain temps ; mais ensuite viendrait un stade de la lutte où nouvelles recrues et même civils pourraient tenir tête à des vétérans, où il faudrait conquérir maison après maison, rue après rue, et, vu le grand nombre de défenseurs, avec la certitude d'une immense perte de vies humaines. Quiconque voudra se référer aux articles parus à ce sujet dans le *Staats-Anzeiger* de Prusse se rendra compte qu'il faut voir là la raison décisive contre un siège en règle.

L'investissement a commencé le 19 septembre, il y a aujourd'hui exactement quatre mois. Le lendemain le général Ducrot, qui commandait les troupes régulières dans Paris, fit une sortie avec trois divisions dans la direction de Clamart et perdit sept canons et 3.000 prisonniers. Suivirent des sorties analogues les 23 et 30 septembre, 13 et 21 octobre, qui toutes se terminèrent par des pertes considérables pour les Français, sans autre avantage que, peut-être, d'accoutumer les jeunes troupes au feu de l'ennemi. Le 28, une autre sortie fut opérée contre Le Bourget, avec plus de succès ; le village fut pris et tenu pendant deux jours ; mais le 30, la 2^e division de la Garde prussienne — treize bataillons, soit moins de 10.000 hommes — reprit le village. Les Français avaient évidemment très peu mis à profit ces deux jours, pendant lesquels ils auraient pu convertir le village à construction serrée en une forteresse, et ils avaient négligé de conserver à portée des réserves pour appuyer les défenseurs à temps ; autrement une force aussi médiocre n'eût pu leur arracher la place.

Cet effort fut suivi d'un mois de repos. Trochu, évidemment, se proposait d'accroître l'instruction et la

discipline de ses hommes avant de risquer à nouveau de grandes sorties, et c'était très bien. Mais en même temps, il négligeait de mener cette guerre de postes avancés, de reconnaissances et de patrouilles, d'embuscades et de surprises, qui est présentement l'occupation régulière des hommes qui sont sur le front français autour de Paris — genre de guerre plus adaptée qu'aucun autre à donner à de jeunes troupes confiance dans leurs officiers et en elles-mêmes, ainsi que l'accoutumance à garder son sang-froid dans les rencontres avec l'ennemi. Des troupes qui ont découvert qu'en petits corps, en simples sections, demi-compagnies ou compagnies, elles peuvent surprendre, battre ou faire prisonniers des petits corps similaires de l'ennemi, apprendront vite à le rencontrer bataillon contre bataillon. En outre, elles apprendront ainsi ce qu'est réellement le service d'avant-postes, ce que beaucoup semblaient ignorer encore en décembre.

Le 28 novembre enfin fut inaugurée cette série de sorties qui aboutit à la grande sortie du 30 novembre au delà de la Marne et l'avance de tout le front Est de Paris. Le 2 décembre, les Allemands reprenaient Bry et une partie de Champigny, et le lendemain, les Français repassaient la Marne. Comme tentative pour percer les lignes retranchées de circonvallation tracées par les assiégeants, l'attaque a complètement échoué ; elle a été menée sans l'énergie nécessaire. Mais il restait entre les mains des Français une portion considérable de terrain jusque-là contesté en face de leurs lignes. Ils furent en possession d'une bande de terrain d'environ deux milles de large, de Drancy à la Marne tout près de Neuilly (1), territoire complètement commandé par le feu des forts, couvert de villages de construction serrée, de défense facile, et qui avait dans

(1) C'est Neuilly-Plaisance-sur-Marne.

le plateau d'Avron une nouvelle position dominante. Il y avait là une chance d'élargir constamment le cercle de défense ; de ce terrain, une fois bien assuré, on pouvait tenter une avance nouvelle, et tellement « évaser » la ligne des assiégeants qu'une attaque heureuse sur leurs lignes devint possible, ou bien, qu'en concentrant une grande force en ce point, ils fussent amenés à affaiblir leur ligne sur d'autres, et ainsi à faciliter une attaque française. Or ce terrain resta dans les mains des Français un bon mois. Les Allemands furent contraints de dresser des batteries de siège contre Avron, et voilà que deux jours de feu de ces batteries suffirent à déloger de là les Français ; Avron une fois perdu, les autres positions furent également abandonnées. De nouvelles attaques furent, il est vrai, opérées sur tout le front Nord-Est et Est le 21 ; Le Bourget fut à moitié enlevé, Maison Blanche et Ville-Evrard furent prises ; mais tout cet avantage de terrain fut reperdu la même nuit. Les troupes furent laissées sur le terrain hors des forts, où elles bivouaquèrent à une température variant de neuf à vingt et un degrés au-dessous du point de congélation (1) et furent enfin ramenées sous abri, parce qu'elles ne pouvaient naturellement rester exposées. L'ensemble de cet épisode est plus que tout autre caractéristique du manque de décision et d'énergie — de la *mollesse* (2), nous pourrions presque dire la nonchalance — avec laquelle est conduite cette défense de Paris.

L'incident d'Avron a fini par amener les Prussiens à tourner leur investissement en siège réel et à faire usage de l'artillerie de siège dont ils étaient pourvus

(1) C'est naturellement, dans un journal anglais, des degrés du thermomètre Fahrenheit qu'Engels se sert. Au centigrade, ce serait de 1°,5 à 8° au-dessous de zéro.

(2) En français dans le texte.

pour cas imprévu. Le 30 décembre commençait le bombardement en règle des forts du Nord-Est et de l'Est ; le 5 janvier, celui des forts du Sud. L'un et l'autre ont été continués sans interruption, et tout dernièrement accompagnés d'un bombardement de la ville elle-même, ce qui est un acte de cruauté insigne. Nul ne sait mieux que l'état-major de Versailles et nul n'a fait plus souvent affirmer dans la presse que le bombardement d'une ville aussi étendue que Paris ne saurait hâter d'un seul moment sa capitulation. La canonnade des forts est actuellement suivie de l'ouverture de parallèles en règle, au moins contre Issy ; on nous parle de canons amenés en batterie plus près des forts et à moins que la défense n'agisse dans l'offensive avec moins d'hésitation que jusqu'à présent, nous pourrons bientôt entendre parler de dommage effectif causé à un ou plusieurs forts.

Trochu, malgré tout, persiste dans son inaction, « magistrale » (1) ou autre. Les quelques sorties faites au cours de ces quelques derniers jours semblent n'avoir été que trop « platoniques », comme les appelle toutes l'accusateur de Trochu dans le *Siècle*. On nous dit que les soldats refusaient de suivre leurs officiers. Si cela est, cela ne prouve qu'une chose ; c'est qu'ils auraient perdu toute confiance dans la direction suprême. Et, en vérité, nous ne pouvons résister à conclure qu'un changement dans le commandement en chef à Paris est devenu une nécessité. Il y a une indécision, une léthargie, un manque d'énergie soutenue dans toutes les opérations de cette défense, qui ne peuvent être entièrement mis à la charge de la qualité des troupes. Que les positions tenues pendant un mois, durant lequel il n'y a eu qu'environ dix jours de rude gelée, n'aient pas été convenablement retrans-

(1) Allusion à une plaisanterie anglaise : *a masterly inactivity*

chées est une chose dont le blâme ne saurait retomber sur aucun autre que Trochu, dont c'était l'affaire de veiller à ce que ce fût fait. Et ce mois, d'ailleurs, était la période critique du siège, au bout de laquelle se déciderait quel parti, assiégeants ou assiégés, gagnerait du terrain. Inaction et indécision, non des troupes, mais du commandant en chef, ont fait pencher la balance contre les assiégés.

Et pourquoi cette inaction, cette indécision, continuent-elles même à l'heure qu'il est ? Les forts sont sous le feu de l'ennemi, les batteries de l'assiégeant sont de plus en plus rapprochées ; l'artillerie française, comme en convient Trochu lui-même, est inférieure à celle de l'attaque. Défendus par la seule artillerie, le jour exact peut être calculé où, dans ces conditions, les remparts — maçonnerie et le reste — des forts cèderont. Inaction et indécision ne peuvent les sauver. Il faut faire quelque chose, et si Trochu en est incapable, il ferait mieux de laisser quelque autre essayer.

Kinglake (1) a noté une affaire où le caractère de Trochu apparaît sous le même jour que dans cette défense de Paris. Lorsque l'avance de Varna eut été résolue à la fois par lord Raglan et Saint-Arnaud, et que la division légère britannique y eut été déjà envoyée, le colonel Trochu — « homme de pensée prudente, bien versé dans la science stratégique » dont « on supposait qu'une partie de sa mission consistait à arrêter tout ce qui ressemblait à de l'impétuosité dans les mouvements du maréchal de France » — le colonel Trochu eut recours à lord Raglan et engagea

(1) La célèbre histoire de Kinglake (*Invasion of Crimea*, huit volumes à partir de 1863) donne cette anecdote pages 38 et 40 du tome II. On la trouvera au tome II, pages 167 et 168, de la traduction française (six volumes, Bruxelles, 1864-1870) publiée par Th. Karcher et qui fut interdite sur le territoire français pendant la durée de l'Empire.

des négociations dont l'aboutissant fut que Saint-Arnaud déclara qu'il avait résolu de « n'envoyer à Varna qu'une division et de mettre le reste de son armée en position, non en avant, mais en arrière de la chaîne des Balkans », invitant lord Raglan à suivre son exemple. Et ce, à un moment où les Turcs étaient presque victorieux sur le Danube sans aide étrangère.

On peut bien dire que les troupes de Paris ont perdu courage et ne sont plus capables de grandes sorties, qu'il est trop tard pour aller assaillir les ouvrages de siège prussiens, que Trochu peut vouloir garder ses troupes pour un grand effort au dernier moment, et ainsi de suite. Mais si les 500.000 hommes armés de Paris devaient être obligés de se rendre à un ennemi qui n'a pas la moitié de leur nombre, placé, au surplus, dans une position très défavorable pour la défensive, ils ne le feront à coup sûr pas avant que leur infériorité ait été bien établie aux yeux du monde et d'eux-mêmes. A coup sûr, ils ne vont pas s'asseoir, manger le dernier morceau de leurs provisions et puis se rendre. Et s'ils ont perdu courage, est-ce parce qu'ils se reconnaissent battus sans ressource, ou parce qu'ils n'ont plus aucune confiance en Trochu ? S'il est trop tard pour faire des sorties maintenant, elles seront encore plus impraticables un autre mois. Et quant au grand final de Trochu, le plus tôt sera le mieux ; en ce moment, les hommes sont encore passablement nourris et forts, et qui peut dire ce qu'ils seront en février ?

N° 1854. Vol. XIII.

Samedi 21 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXVII.

Cette semaine a été très malheureuse pour les armées françaises. Après la défaite de Chanzy est venu le re-foulement de Bourbaki devant Belfort, et voici maintenant l'échec que, d'après les rapports prussiens, Faidherbe vient de subir devant Saint-Quentin.

Il ne peut y avoir d'erreur sur le coup manqué de Bourbaki. Même depuis l'affaire de Villersexel, le 9, il a montré une lenteur de mouvement qui indiquait ou indécision de la part du général ou solidité insuffisante de la part des troupes. L'attaque sur les positions retranchées que Werder avait préparées pour la protection du siège de Belfort au-delà de la Lisaine (ou l'Isel, sur d'autres cartes) n'avait pas commencé avant le 15 et, dans la soirée du 17, Bourbaki l'abandonnait en désespoir de cause. Il n'y a pas de doute maintenant, l'expédition a été entreprise avec des forces insuffisantes. Le 15^e corps a été laissé dans le voisinage de Nevers ; du 19^e nous n'avons pas entendu parler depuis un mois ; les troupes amenées de Lyon se réduisent à un corps d'armée, le 24^e. On nous parle à présent de renforts considérables se hâtant vers Dijon ; mais, en face des gros renforts arrivant rapidement de l'autre côté, ceux-là ne mettront pas tout de suite Bourbaki à même de reprendre l'offensive.

On peut se demander si Bourbaki aurait dû mener ses jeunes troupes à l'assaut de positions retranchées défendues par des fusils se chargeant par la culasse ; mais nous savons peu jusqu'à présent des conditions tactiques dans lesquelles cette bataille de trois jours a eu lieu : il peut avoir été hors d'état d'agir autrement.

Le grand quartier général prussien n'a pas vu

l'expédition de Bourbaki avec le même dédaigneux haussement d'épaules que la plupart des gens ici à Londres, on le voit par l'extrême ardeur qu'il a mise à prendre des mesures pour y faire face. D'après ces mesures, il n'est pas douteux que le mouvement de Bourbaki était connu à Versailles dès qu'il commença sa marche vers l'Est, sinon plus tôt. Le 2 janvier, le 2^e corps recevait l'ordre de marcher de Paris dans une direction Sud-Est vers le bassin de la Haute-Seine. Vers le même temps, Zastrow quittait le voisinage de Metz avec la 13^e division pour Châtillon. Immédiatement après la reddition de Rocroi, le 9, la 14^e division (celle qui restait du 7^e corps de Zastrow) était dirigée de Charleville vers Paris pour, de là, suivre le 2^e corps ; et le 15 déjà, nous trouvons son avant-garde (un bataillon du 77^e régiment) engagée près de Langres. En même temps, des troupes de landwehr partaient en hâte d'Allemagne vers le sud de l'Alsace, et Manteuffel ne doit évidemment son nouveau commandement à une autre cause que ce mouvement, le premier sérieux dirigé contre le point le plus faible de toute la ligne allemande. Si Bourbaki avait amené des forces suffisantes pour culbuter Werder, il aurait pu le rejeter dans la vallée du Rhin, mettre la chaîne des Vosges entre Werder et ses troupes et marcher avec la majeure partie de ses forces contre ces renforts, qu'il eût pu attaquer en détail à mesure qu'ils arrivaient de différentes directions. Il aurait pu pénétrer jusqu'au chemin de fer Paris-Strasbourg, auquel cas il est très douteux que l'investissement de Paris eût pu être continué. Sa défaite ne prouve rien contre la valeur stratégique de son mouvement ; elle éprouve uniquement que celui-ci a été opéré avec des forces insuffisantes. Celui qui a écrit ces Notes est toujours d'avis que le plan le plus court et le plus sûr pour secourir Paris est une attaque

sur le chemin de fer Paris-Strasbourg, seule ligne de rocade qu'aient les Allemands, car nous savons maintenant que l'autre ligne viâ Thionville et Mézières, est encore impraticable et le restera quelque temps encore, le tunnel des Ardennes ayant sauté. Entre parenthèses, c'est la seconde fois dans cette guerre que la démolition d'un tunnel arrête un chemin de fer pour des mois, tandis que la destruction des ponts et des viaducs a été dans tous les cas réparée en un temps incroyablement court.

Quant à Chanzy, il a évidemment commis une très grosse faute en acceptant, n'importe comment, une bataille rangée. Il doit avoir été avisé du mouvement de Bourbaki il y a près d'un mois ; il doit avoir su que c'était là le vrai mouvement pour délivrer Paris et que pendant ce temps il pourrait avoir tout le poids de l'armée de Frédéric-Charles à diriger contre soi. Il n'était pas obligé d'accepter une bataille ; au contraire, il aurait pu attirer son adversaire plus loin qu'il n'était sain pour lui, par une lente retraite avec continuel engagements d'arrière-garde comme ceux par lesquels il avait d'abord établi sa réputation en décembre. Il avait largement le temps de faire parvenir ses approvisionnements en des points sûrs et il avait le choix de se retirer, ou sur la Bretagne avec ses ports navals fortifiés, ou par Nantes au sud de la Loire. D'ailleurs, Frédéric-Charles, avec toutes ses forces, n'eût pu le poursuivre très loin. Une retraite militaire de ce genre aurait mieux répondu à ce que nous savions de Chanzy par expérience antérieure, et comme il devait savoir que les nouveaux renforts qu'il avait reçus n'étaient pas encore aptes à une action générale, ni en équipement, ni en armement, ni en discipline, nous ne pouvons qu'arriver à la conclusion que la bataille du Mans s'est livrée pour des raisons non militaires, mais politiques, et que l'homme qui en est

responsable n'est pas Chanzy, mais Gambetta. Maintenant, pour la retraite de Chanzy, elle est, bien entendu, rendue bien plus difficile par la précédente défaite ; mais Chanzy excelle dans les retraites et jusqu'à présent les vainqueurs ne paraissent pas avoir matériellement compromis la cohésion de son armée. Autrement, ils auraient à montrer des preuves substantielles de leur assertion que cette armée « donne des signes de désagrégation ». La retraite de l'armée de Chanzy est-elle réellement une retraite « excentrique », cela n'est pas certain. En tout cas, du fait qu'une partie de ses troupes s'est retirée vers Alençon et une autre vers Laval, il ne suit pas nécessairement que la première doive être poussée dans la presqu'île du Cotentin vers Cherbourg, et l'autre dans celle de Bretagne vers Brest. Comme la flotte française peut passer d'un port à l'autre en peu d'heures, même cela ne serait pas un grave désastre. En Bretagne, le pays, grâce à ses nombreuses haies épaisses — aussi épaisses que celles de l'île de Wight, seulement beaucoup plus abondantes — se prête éminemment à la défense, particulièrement pour des troupes inexpérimentées, dont l'infériorité y disparaît presque entièrement. Frédéric-Charles n'est vraisemblablement pas disposé à s'engager dans un labyrinthe où les armées de la première République combattirent des années contre une insurrection purement paysanne.

La conclusion à tirer sur l'ensemble de la campagne de janvier est — que les Français ont eu le dessous partout pour avoir essayé de faire trop de choses différentes à la fois. Ils ne peuvent espérer vaincre qu'en concentrant leurs masses sur un point, au risque d'être temporairement obligés de reculer sur d'autres, où, cela va de soi, ils devraient éviter les batailles rangées. S'ils ne le font pas, et bientôt, Paris peut être considéré comme condamné. Mais s'ils agissent d'après ce principe

dès longtemps établi, ils peuvent encore vaincre — si sombres que les choses aient l'air d'être pour eux aujourd'hui. Les Allemands ont maintenant reçu tous les renforts qu'ils peuvent attendre d'ici à trois mois, tandis que les Français doivent avoir dans leurs camps d'instruction au moins deux à trois cent mille hommes qui, pendant ce temps, seront mis en état de se mesurer avec l'ennemi.

N° 1858. Vol. XIII.

Jeudi 26 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXVIII.

Nous sommes de nouveau dans une période critique de la guerre qui pourrait aboutir à être *la* période critique. Du moment où nous avons appris que le pain avait été rationné à Paris par le gouvernement, il ne pouvait plus longtemps y avoir de doute que le commencement de la fin était arrivé. Combien de temps faudrait-il après cela pour que suivit l'offre de se rendre, c'était une pure question de détail. Nous supposons donc qu'on envisage de rendre à quelque 220.000 assiégeants une force assiégée d'environ 500.000 hommes armés, à quelques conditions que les assiégeants veuillent imposer. Est-il possible de le faire sans autre combat, cela reste à voir ; en tout cas, aucun combat de ce genre ne pourrait modifier l'état des choses. Que Paris tienne encore une quinzaine de jours ou qu'une partie de ces 500.000 hommes armés réussissent à se frayer un chemin à travers les lignes d'investissement, cela n'affectera pas sensiblement le cours ultérieur de la guerre.

Nous ne pouvons que tenir le général Trochu pour le principal responsable de ce résultat du siège.

Certainement il n'était pas l'homme qu'il fallait pour faire une armée des matériaux indubitablement excellents qu'il avait sous la main. Il a eu près de cinq mois de temps pour faire de ces hommes des soldats ; et pourtant, à la fin, ils semblent ne pas mieux combattre qu'au commencement du siège. La sortie finale du mont Valérien a été menée avec beaucoup moins de mordant que celle qui avait été faite auparavant en passant la Marne ; il s'y montre beaucoup d'ostentation théâtrale — peu de la rage du désespoir. Il ne suffit pas de dire que les troupes n'étaient pas capables d'être envoyées à l'assaut de parapets occupés par les vétérans allemands. Pourquoi ne l'étaient-elles pas ? Cinq mois sont un temps suffisant pour faire des hommes que Trochu avait sous ses ordres des soldats très convenables et il n'y a pas de circonstances qui se prêtent mieux à cette fin que celles d'un siège dans un vaste camp retranché. Sans doute, les hommes, après les sorties de novembre et décembre, avaient perdu courage ; mais était-ce parce qu'elles reconnaissaient leur infériorité à l'égard des adversaires, ou parce qu'elles avaient perdu toute foi dans la détermination prétendue chez Trochu de lutter jusqu'au bout ? Toutes les informations venant de Paris s'accordent pour attribuer le manque de succès à l'absence chez les soldats de confiance dans le commandement en chef. Et à bon droit. Trochu, nous ne devons pas l'oublier, est un orléaniste, et, comme tel, vit à la lettre dans la peur de la Villette, de Belleville et des autres quartiers « révolutionnaires » de Paris. Il avait plus peur d'eux que des Prussiens. Ce n'est pas de notre part une simple supposition ou déduction. Nous avons, d'une source qui ne permet aucun doute, connaissance d'une lettre envoyée de Paris par un membre du gouvernement, dans laquelle on constate que Trochu était pressé de toutes parts de prendre énergiquement

l'offensive, mais qu'il s'y refusait constamment parce qu'une telle ligne de conduite pourrait livrer Paris aux « démagogues ».

La chute de Paris, dans ces conditions, semble maintenant à peu près certaine. Ce sera un rude coup pour la nation française immédiatement après Saint-Quentin, Le Mans et Héricourt, et son effet moral en ces circonstances sera très grand. En outre, il y a des événements imminents dans le Sud-Est qui peuvent rendre ce coup moralement écrasant. Bourbaki paraît s'attarder dans le voisinage de Belfort d'une façon qui semble impliquer qu'il ne comprend pas du tout sa situation. Le 24^e corps, sous les ordres de Bressolles, était encore le 24 à Blamont, à douze milles environ au sud de Montbéliard et tout près de la frontière suisse ; et à supposer même qu'il fût l'arrière-garde de Bourbaki, on ne peut pas penser que les deux autres corps qu'il avait avec lui fussent bien loin en avant. Entre temps, nous apprenons que des détachements prussiens, dès le 21, avaient coupé à Dôle le chemin de fer entre Besançon et Dijon, qu'ils ont depuis occupé Saint-Vith (1), autre station sur la même ligne, plus rapprochée de Besançon ; et qu'ils sont ainsi en train de restreindre la retraite de Bourbaki vers Lyon à l'étroite bande de terrain entre le Doubs et la frontière suisse, pays de chaînes de montagnes et vallées longitudinales parallèles, où une force relativement petite peut trouver quantité de positions où il lui soit possible d'arrêter la retraite d'une armée comme ce qu'a montré être l'armée de Bourbaki. Ces détachements sur le Doubs sont, à ce que nous croyons la 18^e (2) divi-

(1) Il faut lire Saint-Vit, qui est en effet à 18 kilomètres de Besançon.

(2) Sur l'exemplaire signé de sa main, Engels a biffé le 8 de ce nombre et écrit en marge, pour le remplacer, un 3 suivi d'un point d'interrogation, et un 4. En fait, il s'agissait de la 14^e division.

sion du 7^e corps de Zastrow, ou peut-être une portion du 2^e corps de Fransecky, qui s'est montré à Dijon le 23. Le 60^e régiment, avec lequel le 21^e forme la 8^e brigade (ou la 4^e brigade du 2^e corps) a été repoussé devant cette ville par Garibaldi et a perdu son drapeau. Comme Garibaldi n'a que 15.000 hommes au plus, il ne sera pas en état de tenir la ville contre les forces supérieures qui, nous en sommes sûrs, sont arrivées devant eux sur ces entrefaites. Il sera refoulé et l'avance prussienne sera poursuivie vers le Doubs et au delà. A moins que Bourbaki n'ait pendant ce temps fait un emploi bien avantageux des jambes de ses hommes, il sera poussé, avec toute son armée, dans la place forte de Besançon pour une reprise de la pièce jouée à Metz, ou dans un coin du Jura jouxtant la frontière suisse, et forcé de mettre bas les armes de ce côté ou de l'autre de la frontière. Et s'il échappait avec la plus grande partie de ses troupes, il est presque certain qu'il aura fallu sacrifier bon nombre de trainards, beaucoup de bagages et peut-être de l'artillerie.

Après les trois jours de bataille à Héricourt, Bourbaki n'avait aucun motif de rester un jour de plus dans sa position exposée près de la frontière, quand des renforts prussiens marchaient vers ses communications. Ses tentatives pour délivrer Belfort étaient manquées, toute chance d'un nouveau mouvement dans cette direction était évanouie ; sa position devenait tous les jours plus dangereuse et seule une retraite rapide pouvait le sauver. Selon toute apparence, il a négligé cela aussi, et si son imprudence devait conduire à un second Sedan, le coup pourrait être moralement accablant pour le peuple français.

Nous disons : moralement, car matériellement, cela ne peut pas l'être. L'Allemagne n'est certainement pas aussi épuisée que le prétend Gambetta ;

mais l'Allemagne fait précisément à l'heure qu'il est une dépense de force absolument et relativement plus grande qu'elle ne pourra en refaire dans les mois prochains. Pendant quelque temps, les forces allemandes doivent décliner, tandis que rien n'empêche les forces françaises, même après la capitulation de la garnison de Paris et de Bourbaki, si elle devait arriver, de grandir encore. Les Prussiens eux-mêmes semblent avoir abandonné tout espoir d'être capables de conquérir et d'occuper toute la France ; et tant que le bloc compact de territoire dans le Sud reste libre, et tant que la résistance passive, et occasionnellement active (comme de faire sauter le pont de la Moselle près de Toul), n'est pas abandonnée dans le Nord, nous ne voyons pas comment la France serait forcée de se rendre, à moins qu'elle ne soit fatiguée de la guerre.

N° 1360, Vol. XIII.

Samedi 28 janvier 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XXXIX.

Deux fois seulement depuis Sedan, les opérations d'une armée française ont sérieusement inquiété le général de Moltke. La première fois, ce fut vers le milieu de novembre, quand l'armée de la Loire, après la défaite de von der Tann à Coulmiers, fit une conversion à gauche afin de se rapprocher de Paris par l'Ouest et s'avança jusqu'à Dreux. A ce moment, Moltke, avec une résolution digne d'une telle crise, se prépara pour lever immédiatement le siège, au cas où Mecklembourg, même avec tous les renforts temporaires détachés à son aide, ne serait pas assez fort pour arrêter l'avance ennemie. L'avance fut arrêtée et le siège put se continuer. La seconde fois, ce fut la

marche de Bourbaki vers l'Est qui troubla le repos du grand quartier général à Versailles. A quel point ce mouvement fut pris au sérieux, on pouvait le voir par les mesures prises tout de suite pour le combattre. Les troupes de Werder — le 14^e corps et les divisions de réserve de Tresckow et Schmeling — furent immédiatement renforcées de deux corps, dont l'un, le 2^e, partait de devant Paris dès le 2 janvier. Le langage de communications semi-officielles restait réservé ; le 11, la *Correspondance provinciale* appelle l'attention sur le fait que « dans l'Est de la France, des batailles importantes et décisives sont imminentes » et que Bourbaki a l'intention, après avoir secouru Belfort, de percer la ligne de communications prussiennes à Nancy. Des correspondants non officiels, quoique toujours réservés, parlent plus franchement ; nous n'en citerons qu'un, Wickede, de la *Gazette de Cologne*. Immédiatement après l'engagement de Villersexel, par lequel Werder avait assuré ses communications avec Tresckow et son repli sur les troupes de celui-ci devant Belfort, il dit : « On s'est préoccupé d'empêcher les Français de secourir Belfort, et après les derniers engagements heureux, nous pouvons espérer avec quelque probabilité qu'ils ne réussiront pas à s'avancer par Chaumont sur Nancy ou quelque autre point de notre ligne de chemin de fer, ce qu'on avait, il y a peu de temps, quelque raison de craindre pouvoir arriver. » Et le 16 janvier, de Nancy, il écrit qu'après l'arrivée de Manteuffel avec trois divisions au delà de Châtillon « la crainte qu'un corps ennemi pût prendre possession de Nancy, crainte que nous pouvions à juste titre (*mit Recht*) ressentir il y a quelques jours — a maintenant complètement disparu ». (Immédiatement après cette lettre, il y en a une de Bade, qui commence par ces mots : « On ne peut douter que la situation devant Belfort semble très sérieuse »). Mais

M. Wickede était condamné à d'autres craintes, car le lendemain il doit communiquer qu'il est arrivé des nouvelles de l'occupation de Flavigny (à onze milles de Nancy) par des troupes françaises. Immédiatement les gardes étaient renforcées, on mettait en route de fortes patrouilles, la totalité des vingt locomotives de la gare étaient sous vapeur, les officiers, les employés du gouvernement et autres Allemands faisaient leurs malles et se tenaient prêts à un départ immédiat. Les hommes de Flavigny étaient, à ce qu'on croyait, l'avant-garde de Garibaldi ; ils se trouvèrent n'être qu'une vingtaine de francs-tireurs des Vosges, et bientôt ils disparurent. Mais la garnison prussienne de Nancy ne fut pas complètement tranquillisée jusqu'au 19, où arrivèrent les nouvelles de l'échec final de Bourbaki sur la Lisaine, et alors enfin Wickede put reprendre son ton antérieur.

N'était-il pas du devoir des Français, après toutes ces défaites, d'arriver à la conviction que désormais la résistance était sans espoir ? Telle était l'opinion de ces gens très directement intéressés à une opération qu'après qu'elle a échoué le *Times* qualifie simplement d'absurde. On eût pu différer de sentiment quant à savoir si l'opération paraissait avoir été entreprise avec forces suffisantes, ou si, en cas de succès, les conséquences pouvaient en être développées à temps pour sauver Paris avant que la famine le contraignît à capituler, ou si c'était là ou non la meilleure direction pour un mouvement contre les communications allemandes. Mais traiter un mouvement comme celui-là, le plus efficace que connaisse la stratégie, de tout simplement absurde, cela était réservé aux Moltkes du *Times*.

En attendant, le comte de Moltke opérait avec sa maîtrise habituelle. Il était trop tard pour renforcer Werder avant l'arrivée de Bourbaki ; il se décida pour ce qu'il y avait de mieux à faire tout de suite et

concentra ses renforts à Châtillon, où Manteuffel avait trois divisions (3^e, 4^e et 13^e) le 15 ou avant le 15, et où celles-ci furent rejointes par le 60^e régiment (du 3^e corps) que le prince Frédéric-Charles avait laissé dans le voisinage. Nous pouvons supposer qu'entre temps, il aura aussi été joint par la 14^e division. En tout cas, lors de son avance au Sud, il avait au moins avec lui quarante et un bataillons, sinon cinquante-trois. Avec ces troupes, il se mit en marche vers le Doubs, laissant au Sud la ville de Dijon, et là il occupait simplement Garibaldi par l'attaque du 23, mais évidemment sans aucune intention de retarder sa propre avance à s'engager sérieusement avec lui ou à prendre la ville. Au contraire, il poursuivait obstinément l'objet principal — couper la retraite à Bourbaki. Selon les derniers télégrammes, cet objet était presque atteint. Ses troupes avaient passé le Doubs à Quingey et à Mouchard ; c'est en ce dernier point que le chemin de fer de Dijon à Pontarlier et à la Suisse croise celui de Besançon à Lyon. Il reste encore une bonne route par laquelle Bourbaki pourrait s'échapper, mais cette route n'est plus, à Champagnole, qu'à vingt-cinq milles de Mouchard et peut être occupée en ce moment. En ce cas, il ne resterait plus à Bourbaki que le chemin de grande communication passant par la source du Doubs, où il pourrait difficilement passer avec son artillerie ; et même cette route peut être coupée avant qu'il soit hors de danger. Et s'il ne réussit pas à faire une trouée à travers les troupes qui lui sont opposées dans une région très favorable à la défense, il n'a que le choix entre se retirer sous la protection des forts de Besançon ou capituler en rase campagne — le choix entre Metz et Sedan — à moins qu'il ne se livre à la Suisse.

Il est inconcevable qu'il se soit si longtemps attardé près de Belfort, car les derniers télégrammes prus-

siens le représentent toujours au Nord-Est de Besançon. S'il ne pouvait pas battre Werder avant l'arrivée de Manteuffel, combien il pouvait moins l'espérer après. Le devoir de Bourbaki était évidemment de se replier tout de suite dans une position de sécurité après son dernier échec devant Belfort. Comment ne l'a-t-il pas fait ? C'est totalement inexplicable. Mais si le pire devait lui arriver, après son mystérieux voyage de Metz à Chislehurst, après son refus de saluer la République à Lille, l'ancien commandant de la Garde impériale prête sûrement à ce que des doutes s'élèvent sur son loyalisme.

N° 1864. Vol. XIII.

Jeudi 2 février 1871.

NOTES SUR LA GUERRE. XL.

S'il nous faut en croire le dernier télégramme de Berne — et il n'y a pas lieu à présent de lui refuser crédit — nos prévisions concernant le sort de l'armée de Bourbaki se sont réalisées. On nous apprend que le Conseil fédéral suisse a reçu la nouvelle officielle que cette armée, forte d'environ 80.000 hommes, a passé en territoire suisse où, bien entendu, elle aurait déposé les armes. Les points exacts où cela s'est fait ne sont pas spécifiés, mais cela doit avoir été quelque part au Sud de Blamont et pas plus au Sud que Pontarlier. Les différents détachements auraient passé la frontière sur différents points, le plus gros des troupes probablement aux Brenets, où la route de Besançon à Neuchâtel entre en territoire suisse.

Ainsi, une autre armée française a disparu, par suite — pour employer l'expression la plus adoucie — de l'irrésolution de son chef. Bourbaki peut avoir été un

brillant officier à la tête d'une division ; mais le nerf exigé pour se tendre à une résolution hardie dans un moment décisif est chose tout à fait différente du nerf qui permet à un homme de commander avec éclat une division sous le feu ; et, comme bien des hommes d'un courage incontesté et magnifique, Bourbaki semble manquer du courage moral nécessaire pour prendre une résolution décisive. Le soir du 17 au plus tard, quand l'impossibilité où il se trouvait de percer les lignes de Werder devint pleinement évidente pour lui-même, son esprit eût dû tout de suite lui tracer sa ligne de conduite. Il devait bien savoir que des renforts prussiens se rapprochaient de sa ligne de retraite par le Nord-Ouest ; que cette position en face d'un ennemi victorieux en ayant derrière soi une longue ligne de retraite allant toucher une frontière neutre, était extrêmement dangereuse ; que l'objectif de son expédition était irrémédiablement manqué, et que son devoir le plus urgent, ou, pour mieux dire, son seul devoir était, dans ces conditions, de sauver son armée. En d'autres termes, qu'il fallait battre en retraite aussi vite que l'état de son armée le permettrait. Mais cette résolution de s'en aller, d'avouer par les faits qu'il avait échoué dans son expédition, semble avoir été trop forte pour lui. Il traîna sur le théâtre de ses derniers combats, ne pouvant pas avancer, ne voulant pas reculer, et cela donna à Manteuffel le temps de lui couper la retraite. S'il s'était mis en marche immédiatement, en faisant seulement quinze milles par jour, il aurait pu atteindre Besançon le 20 et le voisinage de Dôle le 21, juste vers le temps où les premiers Prussiens y faisaient leur apparition. Ces Prussiens-là ne pouvaient pas être bien forts, et même l'avant-garde de Bourbaki devait être bien suffisante, sinon pour les repousser entièrement, au moins pour les retenir sur la rive droite du Doubs, celle de l'Ouest, ce qui eût

tout à fait suffi à assurer la retraite de Bourbaki, particulièrement avec un adversaire de la force de Manteuffel, qui fera son affaire assez bien tant que l'exécution des ordres de Moltke ne rencontrera pas de résistance, mais qui tombe au-dessous du médiocre dès que cette résistance met en jeu sa propre capacité mentale.

C'est un des points les plus curieux dans le document arrêté entre Bismarck et Jules Favre, que les quatre départements où opèrent Bourbaki et Garibaldi ne sont pas compris dans l'armistice général, mais que les Prussiens se réservent virtuellement la possibilité de continuer la guerre aussi longtemps qu'il leur plait. C'est une stipulation sans précédent, montrant plus qu'aucune autre que le conquérant à la vraie mode de Prusse a extorqué jusqu'à la dernière des concessions que sa supériorité momentanée le mettait en état d'imposer. L'armistice doit s'étendre à l'Ouest, où Frédéric-Charles s'aperçoit qu'il ferait mieux de ne pas s'avancer au delà du Mans ; au Nord, où Gœben est arrêté par les places fortes, mais non au Sud-Est, où l'avance de Manteuffel promettait un second Sedan. Jules Favre, en consentant cette clause, consentait en fait à la reddition de Bourbaki, soit aux Prussiens, soit à la Suisse ; la seule différence était qu'il faisait passer la responsabilité de cet acte de ses épaules sur celles de Bourbaki.

En tout, la capitulation de Paris est un document qui n'a pas son pareil dans l'histoire. Quand Napoléon a capitulé à Sedan, il se refusait à s'engager dans des négociations au delà de ce qui concernait sa reddition et celle de son armée ; étant prisonnier, il n'était pas qualifié pour lier le gouvernement et la France. Quand M. Jules Favre rend Paris et son armée, il s'engage dans des stipulations qui lient le reste de la France, quoique exactement dans la même situation

que Napoléon à Sedan. Que dis-je ? plus mauvaise. Napoléon, presque jusqu'au jour de sa capitulation, avait été en libre communication avec le reste de la France ; M. Jules Favre, depuis cinq ou six semaines, n'a eu que de rares et fragmentaires occasions d'apprendre ce qui se passait hors de Paris. Ses informations sur la situation militaire au delà des forts n'ont pu lui être procurées que par Bismarck, et c'est sur ce rapport unilatéral, fourni par l'ennemi, qu'il a osé agir.

M. Jules Favre avait le choix entre deux maux. Il pouvait faire ce qu'il a fait, s'assurer trois semaines d'armistice aux conditions de l'ennemi et y lier le vrai gouvernement de la France, celui de Bordeaux. Ou bien il pouvait refuser d'agir pour le reste de la France, offrir de traiter pour Paris seul et, en cas de difficultés élevées par les assiégeants, faire ce qu'a fait le commandant de Phalsbourg — ouvrir les portes toutes grandes. et inviter les conquérants à entrer. Ce dernier procédé aurait été dans l'intérêt de sa dignité et de son avenir politique.

Quant au gouvernement de Bordeaux, il va devoir adhérer à l'armistice et à l'élection d'une Assemblée nationale. Il n'a aucun moyen de forcer les généraux à répudier l'armistice, il hésitera à créer des divisions dans la nation. La reddition de Bourbaki à la Suisse ajoute un nouveau coup écrasant aux coups nombreux qu'a dernièrement reçus la France ; et, ainsi que nous le disions en anticipant sur les événements, nous croyons que ce coup, suivant immédiatement la capitulation de Paris, va déprimer à ce point les esprits de la nation que la paix sera faite. Pour les ressources matérielles de la France, elles sont si loin d'être épuisées que la lutte aurait pu continuer encore des mois. Un seul fait frappant montre combien sont immenses les difficultés pour conquérir complètement la France. Le prince Frédéric-Charles, après sept jours de combat,

a repoussé l'armée de Chanzy dans un état d'extrême désordre. A l'exception de quelques brigades, il ne restait positivement pas de troupes à lui opposer. Le pays devant lui était riche et relativement inépuisé. Et pourtant, il arrête sa marche au Mans, ne poussant plus loin la poursuite qu'avec son avant-garde, et pas au delà de courtes distances. Nos lecteurs se rappelleront que nous ne nous attendions pas à un autre résultat ; car on peut dire avec une certaine somme de vérité que dans la conquête d'un grand pays, pendant que l'étendue à occuper croît en proportion arithmétique, les difficultés d'occupation croissent en proportion géométrique.

Au reste, nous pensons que les désastres répétés de la campagne de janvier doivent avoir à ce point ébranlé le moral de la nation que l'Assemblée nationale prévue non seulement se réunira, mais encore fera probablement la paix. Et ainsi, en même temps que la guerre, ces Notes sur la guerre touchent à leur terme.

N° 1869. Vol. XIII.

Mercredi 8 février 1871.

L'ASPECT MILITAIRE DES AFFAIRES DE FRANCE

Si la série des désastres des armes françaises qui marque la campagne de janvier — les défaites de Faidherbe et de Chanzy, la chute de Paris, la défaite et la reddition de Bourbaki à la Suisse — si tous ces événements accablants, concentrés dans la courte période de trois semaines, peuvent bien être considérés comme ayant brisé l'esprit de résistance en France, il ne semble pas maintenant improbable que les Allemands, par leurs demandes extravagantes, puissent

faire que cet esprit renaisse. Si le pays doit être ruiné à fond par la paix aussi bien que par la guerre, pourquoi en somme faire la paix ? Les classes possédantes, la classe moyenne des villes et les gros propriétaires terriens, avec une partie de la petite paysannerie, ont jusqu'à présent formé le parti de la paix ; on pouvait compter sur eux pour élire à l'Assemblée nationale des députés partisans de la paix ; mais si l'on s'obstine à de pareilles demandes inouïes, le cri de « guerre au couteau » pourrait s'élever de leurs rangs aussi bien que de ceux des ouvriers des grandes villes. De toute façon, il est bon de ne négliger aucune chance qui peut se présenter de voir la guerre reprise après le 19 février ; étant donné particulièrement que les Allemands eux-mêmes, si nous pouvons en croire le *Daily News* d'aujourd'hui, ne sont pas assez satisfaits de la tournure que prennent les choses pour s'abstenir de sérieuses préparations en vue de la reprise des hostilités. Jetons donc encore une fois un coup d'œil sur l'aspect militaire des affaires.

Les vingt-sept départements de France actuellement occupés par les Prussiens comprennent une aire de 15.800.000 hectares, avec une population (comprises les forteresses qui ne se sont pas encore rendues) d'un peu moins de 12.500.000. L'étendue de la France entière comprend 54.240.000 hectares, et sa population est de 37.382.000. Il apparaît donc qu'en chiffres ronds trente-huit millions et demi d'hectares ayant une population de 25.000.000 demeure toujours en dehors de la conquête — c'est largement deux tiers des habitants, et considérablement plus de deux tiers du sol. Assurément Paris et Metz, dont la résistance a si longtemps retardé la suite de l'avance ennemie, sont tombés. L'intérieur du pays non conquis ne comprend pas d'autre camp retranché — Lyon excepté — capable de jouer le même rôle qu'ont joué ces deux forteresses.

Un peu moins de 700.000 Français (sans compter la garde nationale de Paris) sont prisonniers de guerre ou internés en Suisse. Mais il est d'autres circonstances qui pourraient compenser leur absence, même si les trois semaines d'armistice n'étaient pas utilisées pour la création de camps nouveaux, entourés d'ouvrages de campagne ; on a grandement le temps de la faire.

Le grand corps de France inconquise est situé au sud de la ligne Nantes-Besançon ; il forme un bloc compact, protégé de trois côtés par la mer et par des frontières neutres, n'ayant que sa ligne de frontière Nord ouverte à l'attaque ennemie. Là est la force de la résistance nationale ; là doivent être trouvés les hommes et le matériel pour continuer la guerre si elle est reprise. Conquérir et occuper l'immense rectangle de 450 milles sur 250 contre une résistance désespérée — régulière et irrégulière — des habitants, la force présente des Prussiens n'y suffirait pas. La capitulation de Paris, laissant quatre corps pour garnison de cette capitale, libérera neuf divisions ; la reddition de Bourbaki libère six divisions de ligne de Manteuffel ; en tout quinze divisions, soit de 150.000 à 170.000 soldats de plus pour les opérations de rase campagne ajoutées aux quatre de von Goeben et aux huit de Frédéric-Charles. Mais von Goeben a bien assez d'affaires sur les bras dans le Nord, et Frédéric-Charles a montré par son arrêt à Tours et au Mans que ses forces offensives sont absolument épuisées, si bien qu'il ne reste pour la conquête du Sud que les quinze divisions mentionnées plus haut, et pendant plusieurs mois à venir il ne peut arriver d'autres renforts.

A ces quinze divisions, les Français auront principalement à opposer dans le commencement des formations nouvelles. Il y avait, vers Nevers et Bourges, le 15^e et le 25^e corps ; il doit se trouver dans les mêmes alentours le 19^e corps, dont nous n'avons pas entendu

parler depuis le commencement de décembre. Puis, il y a le 24^e corps, échappé du naufrage de Bourbaki, et les troupes de Garibaldi, récemment portées à 50.000 hommes, par des renforts, mais de quels corps et de quelles régions, nous ne le savons pas. Le tout comprend quelque treize ou quatorze divisions, peut-être même seize, mais tout à fait insuffisantes en quantité et qualité pour arrêter l'avance des nouvelles armées, qui devront sûrement être envoyées contre elles si l'armistice expirait sans que la paix fût faite. Mais les trois semaines d'armistice ne donneront pas seulement à ces divisions françaises du temps pour se consolider ; elles permettront aussi aux recrues plus ou moins novices actuellement dans les camps d'instruction, et estimées par Gambetta à 250.000 hommes, de faire au moins de leurs meilleurs bataillons un corps disponible apte à rencontrer l'ennemi ; et ainsi, si la guerre recommençait, les Français peuvent être en état de repousser toute sérieuse invasion de la région Sud, non peut-être à la ligne frontière de la Loire ou beaucoup au nord de Lyon, mais enfin sur des points où la présence de l'ennemi ne réduira pas sensiblement leur force de résistance.

Il va de soi que l'armistice donne amplement le temps de rétablir l'équipement, la discipline et le moral des armées de Faidherbe et de Chanzy, de même que de toutes les autres troupes qui sont à Cherbourg, au Havre, etc. La question est de savoir si ce temps sera ainsi employé. Tandis qu'ainsi la force des Français serait considérablement accrue, à la fois en nombre et en qualité, celle des Allemands ne recevra guère d'augmentation du tout. Jusqu'à ce point, l'armistice sera un avantage pour le côté français.

Mais, à côté du bloc compact de la France méridionale, restent non conquises les deux presqu'îles de la Bretagne avec Brest et du Cotentin avec Cherbourg,

plus les deux départements du Nord avec leurs forteresses. Le Havre également constitue un point sur la côte non conquis et bien fortifié. Chacune de ces quatre régions est pourvue d'au moins une place de sûreté bien fortifiée sur la côte pour une armée en retraite ; en sorte que la flotte qui, à l'heure qu'il est, n'a rien, absolument rien d'autre à faire, peut garantir les communications entre le Sud et toutes ces places, transporter des troupes d'une place à l'autre, selon que l'occasion l'exige, et par là mettre tout à coup une armée battue à même de reprendre l'offensive avec des forces supérieures. Ainsi, tandis que ces quatre régions de l'Ouest et du Nord sont en quelque mesure inattaquables, elles constituent autant de points faibles sur les flancs des Prussiens. La ligne de danger effectif pour les Français s'étend d'Angers à Besançon ; pour les Allemands, elle s'étend, outre celle-là, d'Angers par Le Mans, Rouen et Amiens à la frontière belge. Des avantages gagnés sur cette dernière ligne sur les Français ne peuvent jamais devenir décisifs, pour peu que ceux-ci fassent preuve de sens commun ; mais ceux qui seraient gagnés sur les Allemands peuvent, dans certaines conditions, le devenir.

Telle est la situation stratégique. En tirant parti de la flotte, les Français pourraient faire faire à leurs hommes dans l'Ouest et le Nord des mouvements de nature à obliger les Allemands à garder des effectifs très supérieurs dans leur voisinage et à affaiblir les forces envoyées pour la conquête du Sud, que leur principal objectif serait d'empêcher. En concentrant leurs armées plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'à présent et, en détachant d'autre part de plus nombreuses petites bandes de partisans, ils pourraient augmenter l'effet à obtenir par les forces existantes. Il semble qu'il y ait eu beaucoup plus de troupes à Cherbourg et au Havre qu'il n'était nécessaire pour la

défense ; et la destruction, bien exécutée, du pont de Fontenoy, près Toul, au centre du pays occupé par les conquérants, montre ce que peuvent faire des partisans hardis. Car, si la guerre doit être en somme reprise après le 19 février, ce doit être en réalité une guerre au couteau, une guerre pareille à celle de l'Espagne contre Napoléon, une guerre dans laquelle il n'est pas de chiffre de fusillades et d'incendies qui se montre suffisant pour briser l'esprit de résistance.

N° 1878. Vol. XIII.

Samedi 18 février 1871.

LE DÉSASTRE DE BOURBAKI.

Grâce au correspondant du *Standard*, nous sommes enfin en possession du rapport d'un témoin oculaire sur ce qui s'est passé dans l'armée de Bourbaki durant la désastreuse campagne de janvier. Ce correspondant était avec la division du général Cremer, qui formait l'extrême gauche pendant l'avance et l'arrière-garde pendant la retraite. Son rapport, quoique naturellement unilatéral et plein d'inexactitudes sur des choses qui ne se sont pas passées sous ses yeux, est très précieux parce qu'il donne des faits et des dates jusqu'à présent inconnus et jette ainsi beaucoup de lumière sur cette phase de la guerre.

L'armée de Bourbaki, 133.000 hommes avec 330 canons, méritait, à ce qu'il semble, à peine le nom d'armée. Les hommes de la ligne, avec des officiers passables, étaient physiquement inférieurs aux mobiles, mais ces derniers n'avaient guère d'officiers familiers même avec les rudiments de leur service. Les informations qu'on reçoit de Suisse le confirment ; si elles donnent des renseignements plus défavorables sur

le physique des hommes, il ne faut pas oublier les effets d'un mois de campagne sous la faim et le froid. L'équipement, habits et chaussures, d'après tous les témoignages, semblent avoir été misérables. Une intendance ou même une simple organisation destinée à assurer avec un peu d'ordre et de régularité la levée des réquisitions et la distribution des vivres ainsi fournis paraît avoir été pour ainsi dire complètement inexistante.

Des quatre corps d'armée et demi employés, trois (les 15^e, 18^e et 20^e) avaient été confiés à Bourbaki dès le 5 décembre et c'est très tôt après cette date que le plan de marche à l'Est doit avoir été décidé. Tous ses mouvements jusqu'au 5 janvier n'étaient que les marches en vue d'une concentration sans trouble de la part de l'ennemi ; ils ne faisaient donc pas obstacle au progrès de l'organisation de cette armée — bien au contraire. Napoléon en 1813 a fait de ses recrues toutes neuves des soldats dans la marche vers l'Allemagne. Ainsi Bourbaki avait un mois plein pour ce travail ; et si, au bout du temps qui lui était ainsi donné, ses troupes sont arrivées en présence de l'ennemi dans l'état qui est dépeint, il n'est pas possible de le considérer comme franc de tout blâme. Il ne se montre pas à son avantage comme organisateur.

Le plan original était, dit-on, de marcher sur Belfort en quatre colonnes — l'une sur la rive Est du Doubs par le Jura pour prendre ou tourner Montbéliard et la gauche prussienne ; une deuxième colonne longeant la vallée de la rivière pour l'attaque de front ; une troisième se dirigeant par une route plus à l'Ouest, par Rougemont et Villersexel, contre la droite de l'ennemi ; enfin la division Cremer arriverait de Dijon par Lure au delà de la droite prussienne. Mais il y eut des modifications. L'ensemble des trois premières colonnes s'avança sur la seule route à travers la

vallée, ce qui, assure-t-on, fit perdre cinq jours pendant lesquels Werder reçut des renforts, et toute l'armée, étant rejetée sur une seule ligne de retraite, perdit encore du temps et ainsi fut coupée de Lyon et poussée sur la frontière suisse. Or, il est absolument évident que jeter quelque 120.000 hommes — et des hommes organisés aussi lâchement que ceux-là — en une colonne sur une seule ligne de marche devait causer confusion et retard ; mais il n'est pas aussi certain que cette faute ait été réellement commise dans la mesure ainsi indiquée. D'après toutes les informations antérieures, les troupes de Bourbaki arrivèrent devant Belfort en un front large s'étendant de Villersexel à la ligne frontière suisse, ce qui implique l'emploi des différentes routes mentionnées dans le plan originaire. Mais quelle qu'ait pu en être la cause, le retard s'est produit et c'est lui qui causa principalement la perte de la bataille d'Héricourt. L'engagement de Villersexel eut lieu le 9. Villersexel est à vingt milles environ de la position prussienne à Héricourt, et il a fallu à Bourbaki cinq jours — jusqu'à la soirée du 14 (1) — pour amener ses troupes devant cette position de façon à pouvoir l'attaquer le lendemain matin. Ce point a été marqué dans un article précédent comme la première grande erreur de la campagne, et nous voyons maintenant par le rapport du correspondant qu'on en avait le sentiment chez les officiers de Cremer même avant que la bataille d'Héricourt ne commençât.

Dans cette bataille de trois jours, 130.000 Français ont combattu contre 35.000 à 40.000 Allemands sans pouvoir forcer leur position retranchée. Avec une telle supériorité numérique, les mouvements de flanc

(1) La *Pall Mall Gazette* porte « du 24 ». Faute typographique évidente,

les plus hardis étaient possibles. Quarante à cinquante mille hommes jetés résolument sur les derrières des Allemands, tandis que le reste les occupaient de front, n'auraient guère pu manquer de les débusquer de leur position. Au lieu de cela, c'est uniquement le front, le front retranché de la position qui fut attaqué, et c'est ce qui a causé une perte immense et gratuite. Les attaques de flanc furent menées si mollement qu'une simple brigade allemande (Keller) non seulement suffit à les repousser sur la droite allemande, mais fut capable de tenir Frahier et Chenebier de manière à déborder l'extrême flanc des Français. Les jeunes troupes de Bourbaki furent ainsi mises à la tâche la plus rude qu'il puisse y avoir pour un soldat en bataille, tandis que leur nombre supérieur aurait rendu facile de prendre la position en manœuvrant. Mais probablement l'expérience des derniers cinq jours avait prouvé à Bourbaki qu'il était vain d'attendre de cette armée quelque mobilité.

L'échec final du 17 janvier fut suivi de la retraite sur Besançon. Que cette retraite puisse s'être faite principalement par la seule route de la vallée du Doubs, c'est probable, mais nous savons que de gros corps ont fait retraite par d'autres chemins plus près de la frontière suisse. Quoi qu'il en soit, l'après-midi du 22, l'arrière-garde, sous les ordres de Cremer, arrivait à Besançon. Ainsi, l'avant-garde aurait dû y arriver dès le 20, et être prête à marcher le 21 contre les Prussiens, qui atteignaient Dôle ce jour-là. Mais non. On n'entend pas parler d'elle jusqu'après l'arrivée de Cremer qui tout à coup, changeant sa place de l'arrière à l'avant-garde, est envoyé à leur rencontre le 23 vers Saint-Vit. Le lendemain, il reçoit l'ordre de rétrograder sur Besançon ; deux jours se perdent dans l'indécision et l'inaction jusqu'à ce que, le 26, Bourbaki, après avoir passé en revue le 18^e corps, tente de se sui-

cider. Alors commence une retraite en désordre dans la direction de Pontarlier. Mais ce jour-là, les Allemands étaient à Mouchard et Salins, plus près de la frontière suisse que les fuyards, et la retraite était virtuellement coupée à ceux-ci. Il n'y avait plus de course : les Allemands purent occuper à leur aise les issues de toutes les vallées longitudinales par où il était encore possible de s'échapper, pendant que d'autres troupes opéraient une pression sur l'arrière français. Suivirent alors les engagements autour de Pontarlier qui rendirent ce fait sensible à l'armée battue ; ce qui eut pour résultat la convention des Verrières et la reddition de l'armée entière à la Suisse.

Toute la conduite de Bourbaki, du 15 au 26, semble prouver qu'il avait perdu toute confiance en ses hommes et qu'en conséquence il avait aussi perdu toute confiance en lui-même. Pourquoi il a suspendu la marche de ses colonnes à Besançon jusqu'à l'arrivée de Cremer, abandonnant ainsi toute chance d'échapper ; pourquoi il a rappelé la division Cremer, la meilleure de l'armée, immédiatement après l'avoir renvoyée de Besançon à la rencontre des Prussiens qui barraient la route directe vers Lyon ; pourquoi ensuite, il a tardé deux jours encore, ce qui porte à six jours en tout le temps perdu à Besançon — il est impossible de l'expliquer sans supposer Bourbaki singulièrement dénué de cette résolution qui est la toute première qualité d'un chef à commandement indépendant. C'est de nouveau la vieille histoire de la campagne du mois d'août, et il est curieux que cette singulière hésitation se soit ainsi montrée encore dans un général hérité de l'Empire, tandis qu'il n'est aucun des généraux de la République — quelles qu'aient pu d'ailleurs être leurs fautes — qui ait montré pareille indécision ou en ait subi pareil châtement.

N° 1900. Vol. XIII.

Jeudi 16 mars 1871.

CORRESPONDANCE.

L'ASPECT DES AFFAIRES EN RUSSIE.
A l'éditeur de la Pall Mall Gazette

Monsieur,

Le gouvernement anglais déclare ne rien savoir d'une alliance entre la Russie et la Prusse. En Allemagne, personne ne discute l'existence d'une telle alliance ; au contraire, la presse pro-prussienne exulte du fait, les journaux anti-prussiens s'en indignent. L'un de ces derniers, le *Volkstaat*, pense que M. Gladstone a uniquement entendu insinuer par ses dénégations que c'était non un traité d'alliance, mais plutôt de vasselage, et qu'en ce cas, il serait dans le vrai. Effectivement, les télégrammes échangés entre Versailles et Saint-Pétersbourg, entre « A toi jusqu'à la mort, Guillaume » et son neveu Alexandre plus réservé, ne laissent plus aucune place au doute touchant les relations qui existent entre ce qui constitue actuellement les deux grandes monarchies militaires du continent. Ces télégrammes, par parenthèse, sont publiés d'abord dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* ; et tout aussi significatif est le fait qu'ils n'ont pas été reproduits en leur teneur intégrale dans la presse allemande, l'assurance donnée par l'empereur Guillaume de dévouement jusqu'à la mort ayant été particulièrement supprimée. En tout cas, le contexte entier de la correspondance ne saurait permettre de douter que l'empereur Guillaume entend exprimer le sentiment profond de l'obligation où il se considère être à l'égard de la Russie et l'idée qu'il est prêt à mettre en retour ses services à la disposition de la Russie. L'empereur

ayant soixante-dix ans passés et les sentiments de son héritier présomptif étant douteux, il y a là certainement pour la Russie un fort stimulant à battre le fer pendant qu'il est chaud.

Au surplus, la situation intérieure de la Russie est loin d'être satisfaisante. Les finances sont à peu près désespérément dérangées ; la forme particulière sous laquelle ont été menés l'émancipation des serfs et les autres changements sociaux et politiques qui y sont liés a troublé la production agricole à un degré presque incroyable. Les demi-mesures d'un caractère libéral qui ont été tour à tour accordées, retirées et de nouveau accordées ont donné aux classes cultivées juste assez de coudées franches pour développer une opinion publique marquée ; et cette opinion publique est en tous points opposée à la politique étrangère que le gouvernement actuel a paru suivre jusqu'à présent. L'opinion publique en Russie est essentiellement et violemment panslaviste — c'est-à-dire en antagonisme avec les trois grands « oppresseurs » de la race slave : les Allemands, les Hongrois et les Turcs. Une alliance prussienne lui est aussi répugnante que le serait une alliance autrichienne ou turque. Elle demande en outre une action guerrière immédiate dans un sens panslaviste. L'action souterraine tranquille, lente, mais éminemment sûre, d'une diplomatie russe traditionnelle est une rude épreuve pour sa patience. Des succès comme ceux qui ont été obtenus à la Conférence, tout importants qu'ils sont en eux-mêmes, sont comme rien pour les panslavistes russes. Ils n'entendent que le « cri d'angoisse » de leurs frères de race opprimés ; ils ne sentent rien avec plus d'intensité que la nécessité de rétablir la suprématie perdue de la Sainte Russie par un « grand coup » (1), une guerre de conquête. Ils

(1) En français dans le texte.

savent de plus que l'héritier présomptif est un des leurs. Tout cela considéré, et la grande ligne de chemin de fer stratégique en direction du Sud et du Sud-Ouest étant maintenant achevée assez loin pour servir efficacement des desseins d'attaque contre l'Autriche ou la Turquie, ou contre toutes les deux, n'y a-t-il pas là pour le gouvernement russe et personnellement pour l'empereur Alexandre une forte incitation à appliquer les vieux moyens bonapartistes et à couper court à des difficultés intérieures par une guerre étrangère pendant que l'alliance prussienne semble encore assurée ?

Ces circonstances font que le nouvel emprunt russe de vingt millions de livres sterling prend une signification toute particulière. Il est vrai qu'une protestation patriotique a été mise en circulation par le *Stock Exchange* (1) — on assure qu'elle ne portait pas de signatures et qu'elle est restée telle — et l'on nous dit que le montant de l'emprunt a été plus que couvert. Sur les desseins auxquels ces vingt millions doivent, entre autres, être employés, nous sommes informés par l'*Ostsee Zeitung* (2) de Stettin, feuille qui, depuis bien des années, n'a pas seulement eu de beaucoup les meilleures informations sur les affaires russes, mais qui a aussi eu l'indépendance de les publier. La guerre franco-allemande, dit le correspondant de ce journal à Saint-Petersbourg (à la date du 4 mars, nouveau style), a convaincu les autorités militaires russes de l'inefficacité totale du système de fortification suivi jusqu'ici dans la construction des forteresses russes, et le ministre de la guerre a dès à présent arrêté le plan des transformations nécessaires. « On assure que le nouveau système, basé sur l'établissement de

(1) La bourse des fonds publics.

(2) *Journal de la Baltique*.

forts détachés, va être appliqué tout d'abord aux forteresses de frontière les plus importantes, dont la reconstruction doit être commencée incessamment. Les premières forteresses qui doivent être pourvues de forts détachés sont Brest-Litowsk, Demblin et Modlin. » Or, Brest-Litowsk, Demblin (ou Ivangorod) et Modlin (ou Novo-Georgievsk, selon la dénomination officielle russe) sont précisément les trois forteresses qui, avec Varsovie pour point central, commandent la plus grande partie du royaume de Pologne, et Varsovie ne reçoit pas maintenant de forts détachés par l'excellente raison qu'elle les a depuis plusieurs années déjà. La Russie ne perd donc pas de temps pour consolider sa maîtrise sur la Pologne et fortifier sa base d'opérations contre l'Autriche, et la hâte avec laquelle cela se fait n'est pas de bon augure pour la paix de l'Europe.

Tout cela, on peut encore l'appeler armement purement défensif. Mais c'est ce que le correspondant en question n'a plus fait : « Les préparations guerrières en Russie, qui ont commencé au début de la guerre franco-allemande, sont continuées avec un zèle sans relâche. Dernièrement le ministre de la guerre a ordonné la formation de quatrièmes bataillons. L'exécution de cet ordre est dès à présent commencée par tous les régiments, ceux du royaume de Pologne inclus. Les détachements constitués à part pour le service des chemins de fer et du télégraphe en campagne, de même que les compagnies du service de santé ont déjà été organisées. Les hommes sont activement instruits et exercés dans leurs divers services, et les compagnies sanitaires apprennent même à mettre les premiers pansements aux blessés, à arrêter l'hémorragie, et à remettre les hommes tombés en défaillance. »

Dans presque toutes les grandes armées continentales, les régiments d'infanterie se composent, sur le pied de paix, de trois bataillons, et le premier pas

certain du pied de paix au pied de guerre est la formation des quatrièmes bataillons. Le jour où Louis-Napoléon déclarait la guerre, il ordonnait aussi la formation des quatrièmes bataillons. En Prusse, leur formation est la toute première mesure qui suit l'ordre de mobilisation. En Autriche, il en est de même, et aussi en Russie. Quoi qu'on puisse penser de la nécessité soudainement révélée de forts détachés pour les forteresses polonaises, ou de l'« empressement » (1) également soudain à introduire dans le service russe les ambulanciers (2) prussiens et les détachements de chemin de fer et de télégraphe (dans un pays où chemins de fer et télégraphes sont plutôt clairsemés) — nous avons là, dans la formation des quatrièmes bataillons, un signe infaillible que la Russie a en fait franchi la limite qui sépare le pied de paix du pied de guerre. Personne ne peut s'imaginer que la Russie a fait ce pas sans dessein ; et si ce pas signifie quelque chose, il veut dire attaque contre quelqu'un. Peut-être cela explique-t-il pourquoi l'on demande les vingt millions de livres sterling. Votre, etc. E.

(1) En français dans le texte.

(2) Engels s'est servi du mot allemand *Krankenträger*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	v
Articles de Fr. Engels parus dans la <i>Pall Mall Gazette</i>	
Vol. XII (1870)	
N° 1703. Notes sur la guerre..I	29 juillet 1
» 1705. » » » ..II	1 ^{er} août 6
» 1706. » » » ..III	2 août..... 10
» 1710. » » » ..IV	6 août..... 14
» 1711. Les victoires prus- siennes	8 août..... 21
» 1712. Notes sur la guerre..V	9 août..... 27
» 1714. » » » ..VI	11 août..... 32
» 1716. » » » ..VII	13 août..... 36
» 1717. » » » ..VIII.....	15 août..... 41
» 1720. » » » ..IX	16 août..... 46
» 1721. » » » ..X	19 août..... 51
» 1722. La crise de la guerre.....	20 août..... 55
» 1725. Notes sur la guerre..XI	24 août..... 61
» 1727. » » » ..XII	26 août..... 66
» 1728. » » » ..XIII	27 août..... 71
» 1731. » » » ..XIV.....	31 août..... 75
» 1733. » » » ..XV.....	2 septembre.. 79
» 1734. Les défaites françaises	3 septembre.. 85
» 1737. Notes sur la guerre..XVI.....	7 septembre.. 88
» 1739. » » » ..XVII	9 septembre.. 93
» 1740. Grandeur et décadence des armées.....	10 septembre.. 98
» 1744. Notes sur la guerre..XVIII	15 septembre.. 104
» 1746. Comment combattre les Prussiens	17 septembre.. 109
• 1754. Notes sur la guerre..XIX	27 septembre.. 114

N° 1758. L'histoire des négociations	1 ^{er} octobre...
» 1759. Notes sur la guerre..XX	3 octobre
» 1762. " " " ..XXI	6 octobre
» 1764. Analyse raisonnée du système de l'armée prussienne	8 octobre
» 1766. Notes sur la guerre..XXII	11 octobre
» 1768. " " " ..XXIII	13 octobre
» 1771. Le sort de Metz.....	17 octobre
» 1775. Notes sur la guerre..XXIV	21 octobre
» 1776. Saragosse-Paris	22 octobre
» 1780. Notes sur la guerre..XXV	27 octobre
» 1782. La chute de Metz	29 octobre
» 1787. Notes sur la guerre..XXVI	4 novembre ..
» 1788. L'apologie de l'Empereur	5 novembre ..
» 1793. La lutte en France	11 novembre ..
» 1797. Notes sur la guerre..XXVII	16 novembre ..
» 1801. Capitales fortifiées	21 novembre ..
» 1803. Notes sur la guerre..XXVIII	23 novembre ..
» 1806. La situation militaire en France	26 novembre ..
» 1811. Notes sur la guerre..XXIX	2 décembre ..
» 1812. " " " ..XXX	3 décembre ..
» 1816. Les chances de la guerre	8 décembre ..
» 1817. Francs - tireurs prussiens	9 décembre ..
» 1824. Notes sur la guerre..XXXI	17 décembre ..
» 1829. " " " ..XXXII	23 décembre ..
» 1830. La position des Allemands en France.....	24 décembre ..

Vol. XIII (1871)

» 1841. Notes sur la guerre..XXXIII	6 janvier
» 1842. " " " ..XXXIV	7 janvier
» 1848. " " " ..XXXV	14 janvier
» 1852. " " " ..XXXVI	19 janvier
» 1854. " " " ..XXXVII	21 janvier
» 1858. " " " ..XXXVIII	26 janvier
» 1860. " " " ..XXXIX	28 janvier
1864. " " " ..XL	2 février

L'aspect militaire des affaires de France.....	8 février	290
Le désastre de Bour- baki.....	18 février	295
L'aspect des affaires en Russie.....	16 mars	300

Imprimé par R. BUSSIÈRE
à Saint-Amand (Cher), France. — 4-6-1947.

Dépôt légal : 2^e trimestre 1947.

N^o d'impression : 431.